

COLLECTION DE DOCUMENTS POUR COMPRENDRE LES AMÉRIQUES

LE MEXIQUE

Arnaud Exbalin
Coordination scientifique



CEMCA

Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines

Sierra Leona 330 Lomas de Chapultepec, C.P 11000, México, D.F.
Tels. (52-55) 5540-5921 / 22 / 23, Fax (52-55) 5202-7794

CEMCA en Guatemala: 5a Calle 10-59, zona 13, Finca La Aurora,
Ciudad de Guatemala CA., 01013
Tels. (502) 2440-2401, Fax (502) 2440-2401

Directrice de la publication
Delphine Mercier

Coordination scientifique
Arnaud Exbalin

Comité de lecture
Alexis Bernard, Stéphane Estrade, Arnaud Exbalin, Bruno Le Bonniec,
Sofía Noyola

Conception artistique
Rodolfo Ávila

Secrétariat de rédaction
Martín del Castillo Padilla et Virginie Brun

Coordination éditoriale
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines

Partenaires institutionnels
Institut Français d'Amérique Latine (IFAL)
Lycée Franco-Mexicain de Mexico (LFM)

Première édition 2013

Tous droits réservés

© Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
Ministère des Affaires Étrangères, CNRS, Paris, France
© Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Les dossiers contenus dans cette publication peuvent être téléchargés
en format pdf sur les pages web de sites suivants : www.cemca.org.mx ;
www.casadefranciaodigital.org.mx ; www.mexique.ird.fr

diffusion@cemca.org.mx
www.cemca.org.mx

ISBN 978-2-11-138365-4

S O M M A I R E

PRÉSENTATION

3

REMERCIEMENTS

5

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

LES INDIGÈNES DU MEXIQUE : COMBIEN SONT-ILS ET OÙ DANS L'ÉCHELLE SOCIALE ? Olivier Barbary	9
LE MEXIQUE : UNE NATION MULTILINGUE Claudine Chamoreau	15
LES DOLLARS DE LA MIGRATION Jean Papail	21
ENFANTS ET JEUNES DE LA RUE À MEXICO Ruth Pérez López	27
LA MODERNISATION D'UN SERVICE PUBLIC : LA POSTE AU MEXIQUE Tanguy Samzun	33
LE GOUVERNEMENT DE L'UNE DES PLUS GRANDES VILLES DU MONDE Caroline Stamm	39

GÉOGRAPHIE

MÉTROPOLES ET MÉTROPOLISATION AU MEXIQUE Virginie Baby-Collin	47
LE QUARTIER GAY DE MEXICO Renaud Boivin	53
LA PETITE AGRICULTURE MEXICAINE FACE À L'OUVERTURE DES MARCHÉS AGRICOLES Virginie Brun	59
PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DES LITTORAUX AU MEXIQUE Renaud Fichez	65
VIVRE DANS LES LOTISSEMENTS GÉANTS DE MEXICO Céline Jacquin	71
LA FRONTIÈRE MEXIQUE-ÉTATS-UNIS, UN ESPACE DE RELATIONS Marie-Carmen Macías	77
LE MEXIQUE, UN ESPACE DE TRANSIT POUR LES MIGRANTS CENTRAMÉRICAINS Delphine Prunier	83

HISTOIRE

L'ÉVANGÉLISATION DES INDIENS DU MEXIQUE AU XVI^E SIÈCLE Nadine Béliand	91
LA PLAZA MAYOR DE MEXICO : VITRINE DE L'ESPAGNE EN AMÉRIQUE Arnaud Exbalin	97
QUESTION FONCIÈRE ET RÉFORME AGRAIRE AU MEXIQUE : UNE AFFAIRE D'ÉTAT Eric Léonard	103
LES INFLUENCES CULTURELLES DE LA FRANCE AU MEXIQUE SOUS LE PORFIRIAT Guillemette Martin	109
L'EXVOTO PEINT : LA SOCIÉTÉ MEXICAINE EN MOTS ET EN COULEURS Caroline Perrée	115
LA RÉVOLUTION MEXICAINE Françoise Perrudin	121
CRIMINALITÉ ET PHOTOGRAPHIE SOUS LE PORFIRIAT : L'IDENTIFICATION JUDICIAIRE Álvaro Rodríguez Luévano	127

ANNEXES

CARTE GÉNÉRALE DU MEXIQUE	135
LE MEXIQUE EN 20 DATES	136
LES AUTEURS DES DOSSIERS	137

P R É S E N T A T I O N

Cet ouvrage s'adresse aux enseignants et aux étudiants mais aussi à toutes les personnes qui s'intéressent aux faits de société latino-américains. Aussi avons-nous fait la part belle aux documents. Cartes, photographies, articles de presse, graphiques, peintures et gravures d'époque alternent sur des sujets divers qui entendent restituer la mosaïque américaine.

Par commodité pédagogique, nous avons organisé les dossiers en trois grandes sections : histoire, géographie et sciences économiques et sociales. Chaque dossier est introduit par une présentation problématisée, traité à partir de cinq documents minutieusement analysés et s'accompagne d'une courte bibliographie.

Cette *Collection de documents pour comprendre les Amériques* est la version papier d'*Enseigner le Mexique en un clic*, disponible sur les sites des services culturels de l'Ambassade de France au Mexique www.casadefranciadigital.org.mx, du Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) www.cemca.org.mx, et de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) www.mexique.ird.fr

I. Mexique

Villes chaotiques, corruption généralisée, guerre des gangs, individus décapités. Les médias ont coutume de dresser un tableau apocalyptique du Mexique mais ces lieux communs ne nous aident guère à comprendre un pays infiniment plus complexe. Au-delà de ces clichés, nous vous proposons une autre vision du Mexique à travers des documents commentés par des spécialistes.

Le tome I de la *Collection de documents pour comprendre les Amériques*, dédié au Mexique, se compose de vingt dossiers thématiques à visée pédagogique.

Les thématiques retenues couvrent une vaste période, des lendemains de la Conquête jusqu'à nos jours. Elles témoignent également d'une grande variété géographique, des espaces ruraux aux espaces urbains, des espaces traversés (les frontières) aux espaces menacés (les littoraux). Enfin, elles reflètent la diversité de la société mexicaine depuis les indigènes jusqu'aux petits entrepreneurs en passant par les migrants, les paysans, les communautés gays ou les enfants des rues.

Arnaud Exbalin
coordonnateur scientifique

R E M E R C I E M E N T S

*C*ollection de documents pour comprendre les Amériques n'aurait pu aboutir sans le soutien financier de plusieurs institutions, à qui nous souhaitons rendre ici hommage : le Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA), promoteur du projet, l'Institut Français d'Amérique Latine (IFAL), l'Institut de Recherche pour le Développement et le Lycée Franco-Mexicain de Mexico.

Nous exprimons toute notre gratitude à Delphine Mercier, Directrice du CEMCA, pour son soutien sans faille dans la réalisation de ce projet.

Un grand merci aux membres du comité éditorial, chargés d'évaluer les dossiers : Stéphane Estrade, Alexis Bernard, Bruno Le Bonniec, professeurs distingués du Lycée Franco-Mexicain, et Sofía Noyola, documentaliste du CEMCA, tous garants de l'intérêt pédagogique des dossiers.

Nous remercions tout particulièrement Rodolfo Ávila, graphiste du CEMCA, pour sa patience et sa méticulosité, Martín del Castillo Padilla, secrétaire de rédaction du CEMCA, pour ses relectures, Virginie Brun pour ses réalisations cartographiques, et Viviane André, responsable administrative et gestionnaire du CEMCA.

Enfin, nous saluons chaleureusement les auteurs qui se sont prêtés au jeu de la vulgarisation scientifique et qui ont participé avec enthousiasme à cette aventure éditoriale. Une aventure qui devrait se poursuivre sur d'autres terres du continent américain.

Arnaud Exbalin



**SCIENCES
ÉCONOMIQUES
ET
SOCIALES**



LES INDIGÈNES DU MEXIQUE : COMBIEN SONT-ILS ET OÙ DANS L'ÉCHELLE SOCIALE ?

Olivier Barbary
Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
olivier.barbary@ird.fr

Documents :

- 1 - Une grande variété de locuteurs indigènes
- 2 - L'approche collective dans les ménages indigènes
- 3 - La marginalisation des Tseltals du Chiapas
- 4 - Mayas et Zapotèques : la variété des processus d'intégration à la société moderne
- 5 - Indigènes migrants, indigènes sédentaires

Au Mexique, comme dans tous les pays d'Amérique, le chiffre de la population indigène varie selon la définition qu'on en donne. Après l'abandon en 1895 de la catégorisation raciale ou par les coutumes vestimentaires, alimentaires etc., le recensement des indigènes mexicains a reposé, durant tout le XX^e siècle, sur l'identification des locuteurs de langues indigènes. L'évolution de cette population suit donc la transmission au travers des générations de langues historiquement dominées par l'espagnol, qui s'érode, pour beaucoup d'entre elles, avec la migration hors des zones d'origine et l'urbanisation, situations dans lesquelles les indigènes sont souvent stigmatisés. Ainsi, depuis 1990, la proportion de locuteurs dans la population totale diminue rapidement alors même que subsiste, chez les indiens non locuteurs, un ensemble de caractéristiques culturelles, économiques et sociales spécifiques tout aussi importantes que la langue. Aujourd'hui, l'usage du seul critère linguistique conduit à une sous-estimation du fait indigène contemporain, en particulier hors des régions historiques de peuplement indien.

En 2000, après le soulèvement néo-zapatiste de 1994, et alors que les enjeux politiques et sociaux liés à la question indienne et à la mesure des discriminations se multipliaient, l'INEGI (*Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática*), pour éviter cette sous-estimation, a introduit une seconde question d'auto identification ethnique : *êtes vous nahuatl, maya, zapotèque... ou d'un autre groupe indigène ?* 6% de la population avait répondu positivement. Au recensement de 2010, cette auto déclaration bondit à 15%, entraînant une augmentation considérable de la population des ménages indigènes : 20% de la population mexicaine soit plus de 23 millions de personnes. En officialisant l'auto déclaration indigène dans le recensement, l'État reconnaît l'émergence de nouvelles manifestations de l'ethnicité au Mexique. Mais est-il prêt à faire face aux énormes conséquences politiques, sociales et financières qui en découlent ? Pour mieux instruire ce débat au-delà de la question du nombre, nous abandonnons ici la définition statistique unique au profit de la combinaison des critères censitaires linguistique et ethnique au niveau des individus et des ménages pour aboutir à 16 types de ménages (doc. 1 et 2). Dans la dynamique contemporaine - marquée par l'émigration, l'urbanisation et l'acculturation linguistique - la variété des *conditions indiennes* n'est plus réductible aux différences linguistiques et culturelles traditionnelles (doc. 3, 4 et 5).

Pour en savoir plus

Barbary O. 2008, Inégalités sociales et populations indigènes au Mexique : une approche plurielle, communication à la conférence internationale *Statistiques sociales et diversité ethnique : doit-on compter, comment et à quelles fins ?* Centre Inter-Universitaire Québécois de Statistiques Sociales, Montréal, 6 au 8 décembre 2007, 16 p. <http://www.ciqss.umontreal.ca/Docs/SSDE/pdf/Barbary.pdf>
INEGI, 2000 et 2010, *Cuestionarios ampliados del censo de población y viviendas*, INEGI México D.F.
Questionnaire recensement 2000, <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=est&c=9531&pred=1>
Questionnaire recensement 2010, <http://www.inegi.org.mx/inegi/default.aspx?s=est&c=17299&pred=1>

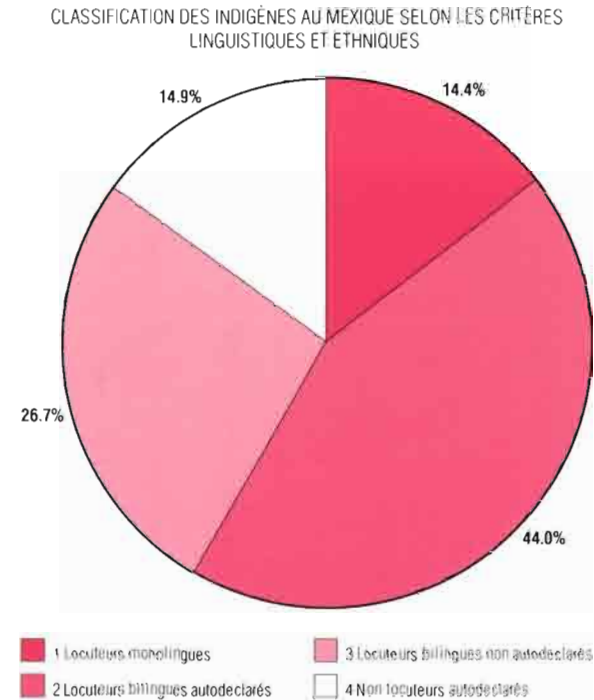
Document 1 - Une grande variété de locuteurs indigènes

Ce graphique circulaire, réalisé par nos soins, se base sur les résultats du recensement de 2000 effectué par l'INEGI. Afin d'identifier et de caractériser la population indienne, trois questions relatives à la langue et à l'appartenance ethnique sont posées : parlez-vous une langue indigène, si oui, laquelle ? Parlez-vous l'espagnol ? Êtes-vous náhuatl, maya, zapotèque, mixtèque ou d'un autre groupe indigène ? Comme on le voit sur le graphique, le croisement des réponses aux trois questions permet de distinguer au niveau individuel cinq catégories : (1) les personnes locutrices monolingues (parlant une langue indigène, ne parlant pas l'espagnol, presque tous déclarant leur appartenance à une ethnie indigène), (2) les personnes locutrice bilingues et auto-déclarées, (3) les personnes locutrices bilingues et non auto-déclarées, (4) les personnes non locutrices mais auto-déclarées et enfin (5) les personnes non locutrices et non auto-déclarées, que l'on considérera non indigènes (et qui ne sont donc pas représentées sur le graphique).

Le premier enseignement de l'exercice est qu'aucune des catégories n'est statistiquement marginale. En s'appuyant sur l'abondante littérature socio anthropologique sur le thème, on peut proposer une rapide interprétation de cette classification de l'appartenance linguistique et ethnique des individus. À une extrémité de l'éventail, les 14,4% de la population indigène (p.i.) locuteurs monolingues, qui s'auto-déclarent presque tous, constituent ce qu'on peut penser être le 'noyau dur' doté de l'identité la plus 'traditionnelle', centrée sur la langue et l'homogénéité du peuplement des territoires indiens historiques. Plus encore qu'à l'absence de transmission intergénérationnelle de la langue évoquée en introduction, l'érosion démographique de cette catégorie est due aux migrations et à l'interpénétration des espaces de vie indigènes et non indigènes, qui conduisent à la généralisation du bilinguisme et à la relativisation et l'assouplissement de l'identité ethnique en fonction des contextes de résidence et des interactions intercommunautaires. C'est ce qui explique l'importance des deux groupes de locuteurs bilingues, devenus majoritaires : ceux qui déclarent leur appartenance ethnique (44% de la p.i.) ou ceux qui ne la déclarent pas (26,7%). Enfin, à l'opposé du premier groupe, dans des contextes de vie beaucoup plus métissés et en relation aux enjeux sociaux et politiques récents de l'ethnicité, on voit surgir dans la population indigène une catégorie qui se déclare non locutrice mais qui revendique une identité nouvelle par l'appartenance ethnique. Le recensement de 2000 l'évalue pour la première fois à l'échelle du pays : 14,9% de la p.i.

Cependant, selon une critique désormais classique au Mexique et ailleurs, cette approche individuelle des identités est insuffisante. C'est en effet sur des unités collectives (ménages, familles, communautés) que s'exercent les dynamiques démographiques,

socioéconomiques et anthropologiques et c'est en leur sein que se façonnent les différents types d'appartenance indigène. Les données censitaires se prêtent naturellement à une approche au niveau des ménages.

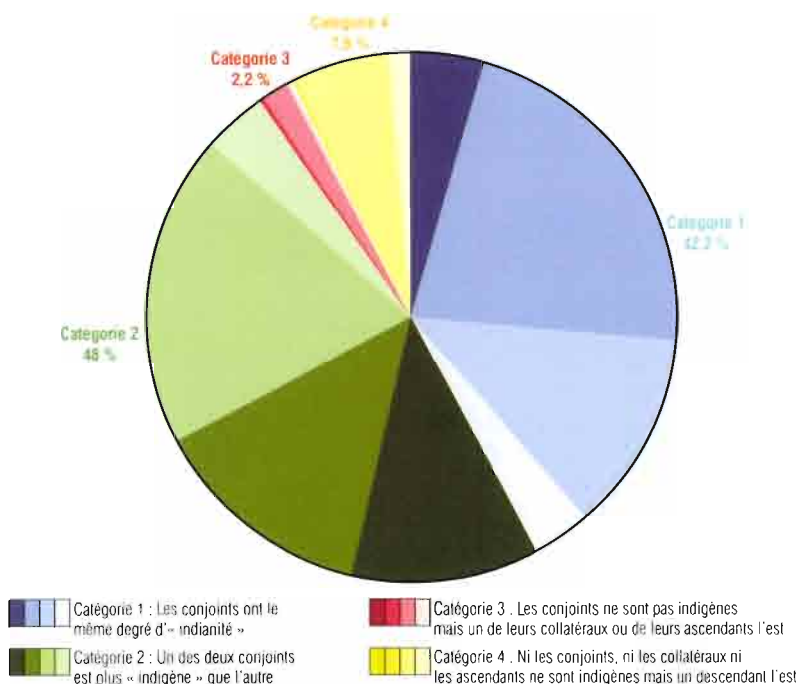


Réalisation : O. Barbary 2011, d'après le recensement de 2000 de l'INEGI

Document 2 - L'approche collective dans les ménages indigènes

À partir des données censitaires, en considérant conjointement les attributs linguistique et ethnique des individus et leurs liens de parenté avec le chef de famille (c.f.), on peut construire et justifier une classification statistique de 'l'identité collective' des ménages. On utilise pour cela un critère d'homogénéité ethnolinguistique du noyau familial que l'on décline en quatre catégories. Au sein de chaque catégorie, le croisement des attributs

TYPOLOGIE ETHNOLINGUISTIQUE DES MÉNAGES INDIGÈNES



Lecture du dégradé de couleur dans chaque catégorie, du plus foncé au plus clair :

La personne « la plus indigène » :

- Ne parle que sa langue indigène
- Parle une langue indigène et l'espagnol et déclare appartenir à un groupe ethnique
- Parle une langue indigène et l'espagnol et ne se déclare d'aucun groupe ethnique
- Ne parle pas de langue indigène mais se déclare appartenir à un groupe ethnique

Realisation : O. Barbary 2011, d'après le recensement de 2000 de l'INEGI

linguistique et ethnique individuels avec la position de ces individus dans la structure familiale des ménages permet de distinguer quatre types ethnolinguistiques des ménages. Au total donc, ce sont 16 types ethnolinguistiques distincts, représentés sur le graphique suivant. Les couleurs dominantes renvoient aux quatre catégories du critère d'homogénéité ethnolinguistique du noyau familial, qui sont les suivantes :

- 1) Le c.f. et son conjoint partagent les mêmes caractéristiques linguistique (locuteurs monolingues, bilingues ou non locuteurs) et ethnique (appartenance auto-déclarés ou non). Selon la combinatoire de ces critères individuels, on obtient quatre types de ménages, constitués autour d'un noyau adulte principal homogène, dans lesquels on peut s'attendre à une 'cohérence identitaire' forte de l'ensemble des membres du ménage. Cette situation de noyau conjugal homogène concerne 42,2% des ménages indigènes (m.i.) (couleur bleue).
- 2) Le c.f. et son conjoint ont des caractéristiques différentes (l'un des deux au moins étant locuteur ou auto-déclaré). On retient alors pour caractéristique du ménage, de manière arbitraire, celle de la personne 'la plus indigène', dans l'ordre suivant : locuteur monolingue déclaré, locuteur bilingue déclaré, locuteur non déclaré, non locuteur déclaré. L'ensemble ainsi constitué représente 48% des m.i. (couleur verte).
- 3) Le couple adulte principal ne possède aucune caractéristique indigène. Dans ce cas, on s'intéresse aux individus du ménage membres apparentés de générations collatérales ou d'ascendants du c.f. ou de son conjoint : frères et sœurs, cousins, parents, oncles et tantes, grands-parents, etc. À nouveau, celui qui possède le plus d'attributs indigènes décide du statut ethnolinguistique du ménage. Ces ménages représentent 2,2% des m.i. (couleur rouge).
- 4) Enfin, lorsque ni le c.f. ni son conjoint, ni leurs apparentés dans les générations collatérales ou ascendantes ne sont locuteurs ou auto-déclarés, le statut indigène du ménage peut provenir, s'il s'en trouve, de locuteurs ou d'auto-déclarés des générations de descendants : enfants, petits-enfants, neveux ou nièces, etc. du c.f. ou du conjoint. On obtient ainsi les quatre derniers types, qui représentent 7,6% des m.i. (couleur jaune).

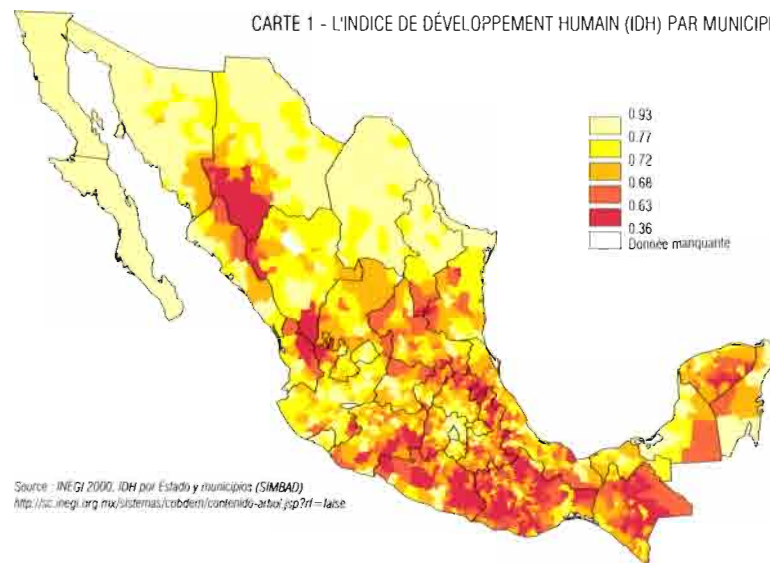
Cette construction, qui s'inspire de l'ethnolinguistique et de l'anthropologie indigéniste au Mexique, a cependant un objectif différent que la simple assignation d'un type ethnolinguistique. Elle vise l'analyse sociodémographique de différents groupes de population en mettant en évidence leurs points communs et leurs spécificités.

Document 3 - La marginalisation des Tzeltals du Chiapas

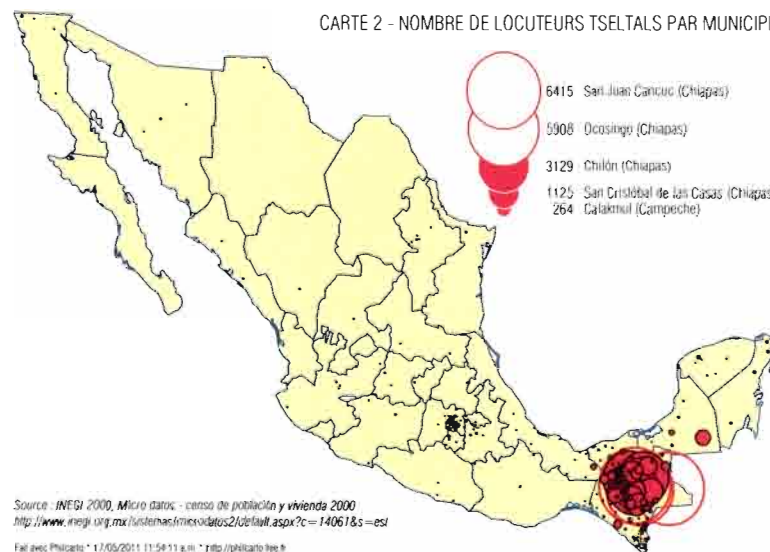
Les inégalités socioéconomiques n'affectent pas que le monde indigène. Il faut les replacer dans la segmentation économique et sociale de l'ensemble de la population mexicaine et tenir compte d'un de ses principaux déterminants : l'hétérogénéité du développement dans le territoire national (carte 1). Le cas des indiens tseltals du Chiapas (carte 2) est particulièrement parlant. Au sud du pays, isolés du reste de l'espace socioéconomique national, les États du Chiapas, Oaxaca et Guerrero forment une enclave de pauvreté. Ces « régions refuges » se caractérisent par la présence d'une grande majorité de ménages connaissant la précarité économique (mauvaise condition de logement, faibles revenus, faibles équipements en bien) et l'exclusion de l'accès aux services publics (eau, électricité, assainissement), à l'éducation, à la santé, etc. Ainsi, par exemple, les ménages dont le revenu est inférieur à 400 pesos par tête (soit 23 euros) représentent 60 % du total des ménages dans le Chiapas, 55 % dans le Oaxaca et 47 % dans le Guerrero (contre 27 % pour la moyenne nationale). L'exclusion socioéconomique est plus forte encore, de manière générale, dans l'ensemble des espaces ruraux de ces États. Dans ce contexte local très déprimé, les ethnies indigènes du Chiapas sont encore plus défavorisées : les pourcentages de ménages dont le revenu est inférieur à 400 pesos s'élèvent à 77 % chez les Tzeltals et ceux où l'analphabétisme est présent à 67 % (contre 44 % pour la moyenne de l'État).

Les populations indigènes les plus isolées géographiquement et en termes d'accès à la technologie et aux infrastructures (routes, électricité, téléphone, etc.) sont les plus exclues du développement national. Celles qui connaissent une faible dynamique migratoire aussi. C'est typiquement le cas des indiens Tzeltals du Chiapas qui, en l'absence d'une dynamique migratoire hors de l'état, sont toujours, dans leur immense majorité, assignés à résidence dans des territoires totalement enclavés. On le voit nettement sur la carte 2 : les locuteurs tseltals sont concentrés dans l'État du Chiapas, il n'y a quasiment pas d'autres foyers de population dans le pays. Le choix politique zapatiste, reposant sur la revendication d'un développement local autonome, a-t-il les moyens d'inverser cette logique d'isolement, d'appauvrissement et d'exclusion sociale ?

CARTE 1 - L'INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN (IDH) PAR MUNICIPE



CARTE 2 - NOMBRE DE LOCUTEURS TSELTALS PAR MUNICIPE



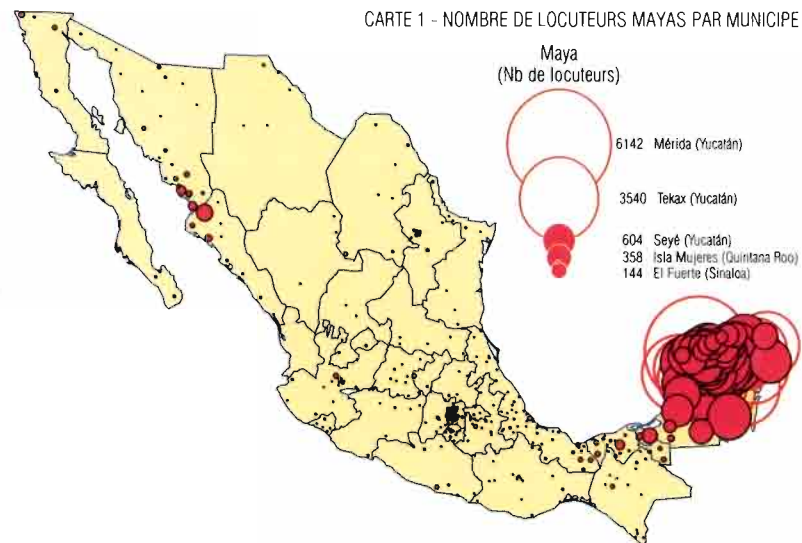
Document 4 - Mayas et Zapotèques : la variété des processus d'intégration à la société moderne

À l'opposé des Tzeltals du Chiapas, on peut prendre le cas des Mayas et des Zapotèques. Ces deux groupes indigènes constituent deux exemples montrant que ce sont les migrations intensives vers les villes et les régions agroindustrielles du Mexique et des États-Unis qui, combinées à l'accès à l'éducation, expliquent principalement la progression socio-économique globale, mais limitée, de certains grands groupes indigènes et leur insertion d'ensemble aux classes populaires. La carte 1 illustre le cas des Mayas tandis que la carte 2 illustre celui des Zapotèques.

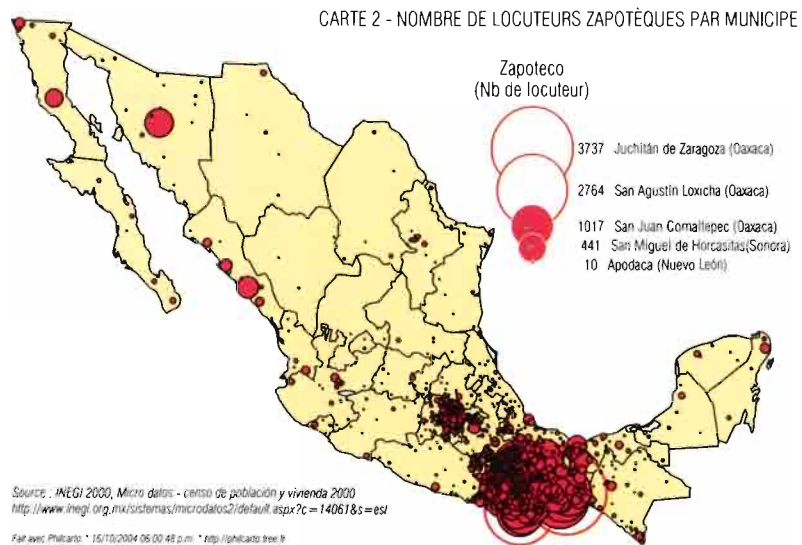
Les Mayas sont originaires de la péninsule du Yucatán, où ils sont encore majoritairement concentrés (carte 1). Avec le développement du tourisme dans le Yucatán et le Quintana Roo, ce sont les Mayas qui valorisent, depuis une trentaine d'années, leur capital éducatif et culturel dans la région et, plus récemment, dans les sites archéologiques du Campeche (Calakmul, Carmen). Malgré les salaires relativement hauts dans le contexte national, l'élévation parallèle du coût de la vie dans ces zones touristiques grève leur ascension sociale et des migrations de plus longues distances apparaissent. Vers les villes de Mexico, Acapulco, Puebla et Veracruz, on pense encore à une insertion dans l'artisanat et le commerce touristique. Les migrations lointaines vers le Sinaloa et le Sonora, au nord du pays, sont plus nombreuses et sont liées, quant-à-elles, à l'appel de main d'œuvre que produit le développement des secteurs agroindustriels des productions tropicales (riz, soja, canne à sucre) et du maraichage sous serre (fruits, fleurs et légumes).

Les Zapotèques sont quant à eux originaires de l'État de Oaxaca (carte 2). Ils sont le seul cas, dans cette étude, d'un groupe indigène important moins marginalisé en moyenne que l'ensemble de la population de son État d'origine. L'explication tient à la somme des trois facteurs : leur tradition de scolarisation meilleure et plus ancienne que tous les autres groupes ; leur intégration au sein de l'État mexicain depuis le XIX^e siècle, avec la figure emblématique du Président Benito Juárez, indien zapotèque ; leur mobilité vers les villes et leur insertion dans la bureaucratie et le corps enseignant. De plus, la diversification des routes migratoires Zapotèques, frappante sur la carte 2, est plus ancienne et marquée que pour les Mayas. Ce sont d'abord les seuls indigènes locuteurs présents de manière significative dans presque toutes les grandes villes mexicaines. On trouve ensuite des communautés Zapotèques très importantes dans des contextes de développement récents, urbains comme à Coatzacoalcos, le grand port pétrolier au sud du Veracruz, ou ruraux comme à San Miguel de Horcasitas dans l'État de Sonora (441 locuteurs), en lien à nouveau avec des projets agroindustriels.

CARTE 1 - NOMBRE DE LOCUTEURS MAYAS PAR MUNICIPE



CARTE 2 - NOMBRE DE LOCUTEURS ZAPOTÈQUES PAR MUNICIPE



Source : INEGI 2000, Micro datos - censo de población y vivienda 2000
<http://www.inegi.org.mx/sistemas/microdatos2/default.aspx?c=140618s=est>

Fichero: Phtcaro * 15/10/2004 06:00:48 p.m. * http://phicaros.bre.fr

Document 5 - Indigènes migrants, indigènes sédentaires

Pour conclure ce dossier essentiellement construit sur des statistiques, nous avons voulu incarner ces données chiffrées par deux photographies. Le premier cliché, pris par Manuel González, est une photographie d'un logement populaire dans la grande périphérie de Guadalajara. Le deuxième cliché, pris en 2005 par l'auteur du dossier, est une photographie de la place d'un village situé dans le Michoacán.

Sur la première image on voit à droite une femme nahuatl en train de cuisiner. Un de ses fils, à gauche, est probablement en train de faire ses devoirs pour l'école. L'intérieur du logement est extrêmement vétuste et l'équipement de la cuisine pour le moins spartiate : quelques ustensiles sont accrochés sur un mur nu, monté à la hâte et protégé de bâches et d'un toit en tôle ondulée. Cette famille vit dans un des nombreux quartiers illégaux d'auto-construction de la périphérie de la 2^e ville du Mexique. Il s'agit d'une famille de migrants nahuatl, déracinés de leur village d'origine dans l'État de Oaxaca. Même si le chef de famille travaille comme domestique ou vendeur ambulant et même si les enfants sont scolarisés, leur niveau de vie se situe en dessous du seuil de pauvreté. La langue comme les coutumes nahuatl auront tendance à disparaître avec la deuxième génération.

Sur la deuxième image, on voit deux femmes indigènes qui se dirigent vers l'église du village d'Angahuan, point de départ touristique vers le volcan Parícutín et le parc national du pico de Tancitaro situés dans l'arrière pays du Michoacán. La place de l'église accueille tous les jours un important marché et le village entier est sonorisé par une radio

communautaire qui diffuse en permanence et seulement en Tarasque (langue purépecha), des annonces commerciales, d'événements religieux, sociaux ou politiques. Les villages tarasques font preuve d'un grand dynamisme commercial grâce à l'artisanat et au tourisme. Par exemple, le village de Pátzcuaro et son lac reçoivent des centaines de milliers de touristes mexicains et étrangers, en particulier le 1^{er} novembre pour les célébrations traditionnelles du *Jour des morts*. Les Purépechas réussissent donc à concilier une relative sédentarité et un très fort enracinement culturel grâce au développement économique.



Conclusion

Le processus d'insertion sociale et économique des différents groupes indigènes du Mexique est conditionné, en grande partie, par leur mobilité et leur capacité d'interaction avec des régions et des secteurs sociaux mieux positionnés en termes technologiques, commerciaux, industriels ou d'accès aux infrastructures. Cependant, malgré ces facteurs d'hétérogénéité sociale communs aux populations indigènes et non indigènes, et à l'exception près des Zapotèques, tous les groupes ethniques occupent une position socioéconomique moyenne inférieure à la moyenne de la population de leur État d'origine.



LE MEXIQUE : UNE NATION MULTILINGUE

Claudine Chamoreau
Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
claudine@unam.mx

Documents :

- 1 - Localisation et évolution du nombre de locuteurs de langues indigènes
- 2 - Le délicat recensement des langues indigènes
- 3 - Le statut des langues : une reconnaissance tardive
- 4 - Un exemple de famille linguistique : la famille maya
- 5 - Parler purépecha au XXI^e siècle

Comment se manifeste le multilinguisme au Mexique ? Quelles sont les langues qui y sont parlées ? Comment ces langues sont-elles reconnues par l'État mexicain ? Quelle est leur statut actuellement ? Autant de questions abordées dans ce dossier dont l'objectif est de présenter la diversité linguistique du pays bien que ce soient les langues indigènes, entendues comme originaires de ce territoire d'Amérique, qui retiendront notre attention. Néanmoins, il ne faut pas oublier qu'au Mexique d'autres langues sont parlées : l'espagnol bien sûr mais aussi des langues européennes, l'anglais, le français, entre autres ; des langues asiatiques, le chinois ou le japonais ; des langues sémitiques, l'arabe et l'hébreu, etc. Le recensement de 2005 compte plus de 20 langues auxquelles il faut ajouter les langues indigènes.

Qu'est-ce qu'une langue ? La définition d'une langue est plurielle. Au niveau linguistique, il s'agit d'un instrument de communication, un code acquis, constitué d'un système de règles communes à une même communauté. Différents critères sont importants pour définir une langue, on en retiendra deux : la particularité typologique de la langue (les règles syntaxiques et morphologiques qui lui sont propres) et l'intercompréhension, si des personnes ne se comprennent pas, elles parlent deux langues différentes. Au niveau politique, une langue peut représenter symboliquement un pays : le suédois et le danois sont considérés comme deux langues différentes. Pourtant les locuteurs se comprennent, donc au niveau linguistique, on les traitera comme deux dialectes ou variétés régionales d'une langue. Définir une langue n'est donc pas aisé et établir la différence entre langue et dialecte non plus. Ceci est une des raisons pour lesquelles on ne connaît pas exactement le nombre de langues parlées au Mexique (doc. 2). De plus, on traite souvent les langues indigènes de *dialectes*. Dans le langage commun, l'utilisation de ce terme révèle une conception péjorative du statut de la langue et de ses locuteurs : un dialecte serait une *langue inférieure*.

Dans ce dossier, nous nous centrerons donc sur les langues indigènes, à travers leur statut (doc. 3), leur diversité (doc. 4), le vécu même des locuteurs (doc. 5). N'oublions pas que les pronostics prévoient qu'environ 80 % des plus de 7 000 langues qui existent sur notre planète disparaîtront au cours du XXI^e siècle. Au Mexique, l'UNESCO recense 143 langues menacées de disparition.

Pour en savoir plus

Chamoreau Claudine, *Parlons purepecha*, l'Harmattan, Paris, 2003.

Heath Shirley Brice, *La política del Lenguaje en México: de la colonia a la nación*, México, INI, 1986.

<http://www.inali.gob.mx/> site officiel de l'Institut National des Langues Indigènes au Mexique.

<http://www.unesco.org/culture/languages-atlas>, pour une géographie des langues menacées de disparition dans le monde.

<http://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/lindigena.aspx?tema=P> site officiel de l'Institut National de Statistique, Géographie et Informatique (INEGI) pour avoir des données démographiques récentes.

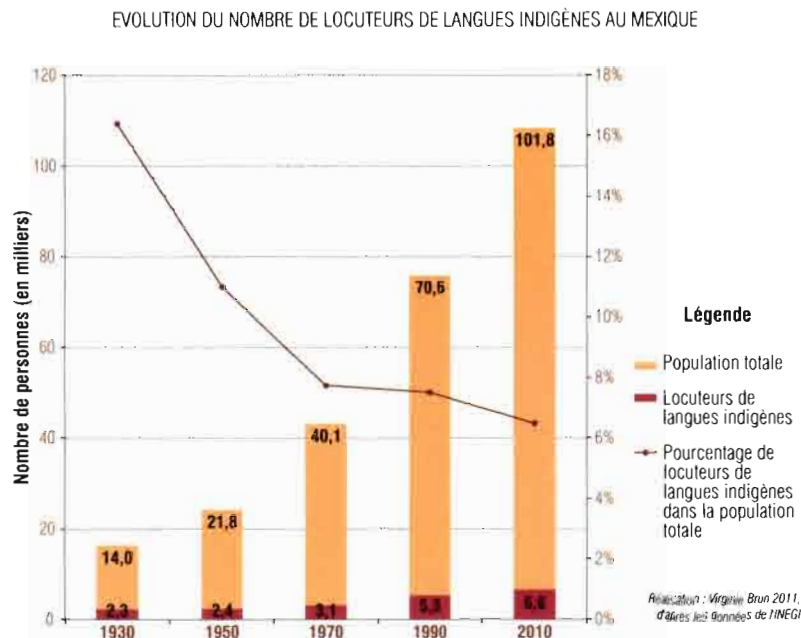
Document 1 - Localisation et évolution du nombre de locuteurs de langues indigènes

Ces documents, conçus à partir de données de l'INEGI (équivalent de l'INSEE en France) présentent deux visages des locuteurs de langues indigènes : leur répartition géographique et l'évolution du nombre de locuteurs depuis 1930.

La carte montre la répartition des locuteurs de langues indigènes dans les différents États du Mexique. Bien que présents dans tous les États du Mexique, les locuteurs de langues indigènes sont majoritairement regroupés dans le sud du pays : 45 % à Oaxaca, 30 % dans le Yucatán et le Quintana Roo et 26 % dans le Chiapas. Les États du nord comptent une densité et une diversité moins importantes. Il s'agit de groupes ethniques bien définis (Yaqui, Raramuri –ou Tarahumara–, Purepecha –ou Tarasque–), tous métissés. Dans le sud, la population indigène est plus diverse et concentrée. Ensuite, il faut préciser que la grande majorité des locuteurs de langues indigènes parle aussi l'espagnol (parfois une

autre langue indigène aussi). Il n'est pas rare dans le Chiapas de trouver des locuteurs de tseltal qui parle aussi le Tsotsil et l'espagnol.

L'histogramme montre l'évolution du nombre d'habitants au Mexique (couleur saumon) comparé au nombre de locuteurs de langues indigènes (en rouge brique) de 1930 à 2010. En 80 ans la population a été multipliée par sept, passant de 14 millions à 101,8 millions d'habitants. Dans le même temps, la population parlant une langue indigène a presque triplé passant de 2,3 millions à 6,6 millions d'habitants. Alors qu'en 1930, la population parlant une langue indigène représentait plus de 16 % des habitants du Mexique, elle ne représente que 6,5 % en 2010 (courbe en rouge brique). Ce document ne distingue pas les locuteurs de langues indigènes monolingues (ne parlant qu'une langue indigène) des locuteurs plurilingues (parlant aussi l'espagnol au moins). En 1930, les locuteurs monolingues représentaient 53 % et les locuteurs plurilingues 47 % des locuteurs de langues indigènes. En 2010, 13 % des locuteurs de langues indigènes sont monolingues, la grande majorité (87 %) est par conséquent plurilingue.



Document 2 - Le délicat recensement des langues indigènes

Combien de langues indigènes sont parlées au Mexique ? Le chiffre varie selon les sources consultées. Voyons dans le tableau une comparaison du nombre de langues parlées au Mexique : il y a 62 langues selon la Commission nationale pour le développement des peuples indigènes, 94 pour l'Institut national de statistique, géographie et informatique, et 291 selon l'Institut de linguistique d'été. Pour sa part, l'Institut national des langues indigènes (INALI), institution gouvernementale mexicaine qui est en charge de l'étude des langues indigènes propose une classification en trois niveaux :

- Le premier niveau est celui des familles de langues indigènes, il y a 11 familles linguistiques. Une famille est un ensemble de langues qui présentent des ressemblances dues à une origine commune (famille olomangue, famille uto-aztèque).
- Le deuxième niveau est celui des groupements linguistiques, il en existe 68. Cette notion renvoie aux noms donnés historiquement à un peuple indigène (nahuatl, olomi ...).
- Le troisième niveau est celui des variantes linguistiques, il en existe 364. Elles présentent des différences avec les parlers du même groupement linguistique et montrent une identité sociolinguistique particulière. Les variantes linguistiques peuvent aussi désigner les langues. L'INALI précise que « les variantes linguistiques doivent être traitées comme des langues, au moins dans les domaines éducatifs, de l'exercice et de l'administration de la justice, de la santé ainsi que des affaires ou démarches publiques et dans le plein accès à la gestion, aux services et à l'information publiques. »

Nombre de langues	Source de l'information
62	Commission nationale pour le développement des peuples indigènes, CDI (2009) http://www.cdi.gob.mx/index.php?option=com_content&view=category&id=38&Itemid=54
94	Institut national de statistique, géographie et informatique, INEGI (2005) http://cuentame.inegi.gob.mx/poblacion/lindigena.aspx?tema=P#uno
291	Institut de linguistique d'été, SIL (2009) http://www.ethnologue.com/show_country.asp?name=MX
11 / 68 / 364	Institut national des langues indigènes, INALI (2007) 11 Familles linguistiques 68 Groupements linguistiques 364 Variantes linguistiques (langues) http://www.inali.gob.mx/clin-inali/

Pourquoi ne savons-nous pas combien de langues indigènes sont parlées au Mexique ? Différents facteurs sont responsables, voici les principaux :

- Le recensement précis des langues et de leurs locuteurs requerrait d'importants moyens pour vérifier le niveau de maniement d'une langue. Les enquêteurs sont obligés de se fier aux affirmations des locuteurs, mais certains ont honte d'avouer qu'ils parlent une langue indigène, d'autres au contraire, peuvent revendiquer une langue qu'ils ne parlent pas.
- La description linguistique des langues est avancée pour certaines langues et peu développée pour d'autres. Les manques de connaissance des langues ne permettent pas toujours de discerner une langue.
- Des intérêts politiques de certains secteurs de la société entraînent des manipulations de chiffres. Selon les moments, ou selon les institutions, on peut observer une volonté d'accroître les résultats ou au contraire de les minimiser.

Si l'on s'appuie sur les chiffres de l'INALI et du SIL, le Mexique est au cinquième rang des pays comptant le plus grand nombre de langues après la Nouvelle-Guinée, 859 langues, l'Indonésie, 670, le Nigeria, 410, et l'Inde, 380, et au premier rang des pays du continent américain (le Brésil est le second avec 210 langues).

Document 3 - Le statut des langues : une reconnaissance tardive

Le 13 mars 2003, la Loi Générale des Droits Linguistiques des Peuples Indigènes est publiée dans le Journal officiel. Votée après de longs débats entre les députés, cette loi est exemplaire au niveau mondial car elle proclame l'égalité de l'espagnol et des langues indigènes parlées sur le territoire mexicain, ce sont toutes des langues nationales (articles 3 et 4). En conséquence, elles peuvent être utilisées dans tous les domaines publics et privés (articles 5, 7 et 9). Bien qu'il existe de plus en plus de documents officiels (panneaux routiers ou dans certains sites archéologiques), juridiques (traduction de la constitution), éducatifs (manuels scolaires, grammaires, dictionnaires...), cette loi est loin d'être appliquée. Elle est votée dans un contexte historique mexicain particulier et s'inscrit dans le prolongement du Mouvement zapatiste de 1994 ; celui-ci a mis au centre des préoccupations de l'État mexicain les Indigènes, leurs droits et en particulier celui à utiliser leurs langues.

À l'arrivée des Espagnols, le territoire du Mexique central était peuplé par 25 millions d'habitants. En 1650, il ne restait qu'un million d'habitants. Il régnait alors une grande diversité linguistique qui s'est maintenue malgré l'effort d'unification linguistique à travers la castellanisation. L'évangélisation en langues indigènes a été une des causes de ce maintien. La conquête spirituelle a été aux mains des missionnaires qui ont dû apprendre les langues pour convertir les Indigènes. Entre 1524 et 1572, 109 ouvrages sont écrits sur ou en diverses langues : 66 en nahuatl, 13 en tarasque, 6 en otomi, 5 en mixtèque, 5 en zapotèque, 5 en pirinda (mallazínca), 4 en huastèque, 2 en totonaque, 2 en zoque, 1 en dialecte de Chilapa. Les écrivains sont essentiellement des Franciscains (80), des Dominicains (16), et des Augustins (6). Un des objectifs de la révolution a été l'unification du pays, celle-ci s'est aussi réalisée par l'utilisation d'une seule langue, l'espagnol. À partir de 1939, des projets d'éducation ont commencé à prendre en charge les langues indigènes dans le domaine de l'éducation, comme le *Proyecto tarasco* dans le Michoacán mis en place lorsque Lázaro Cárdenas était président de la République. Néanmoins, il faut attendre les années 1970 pour voir naître d'importants projets éducatifs qui prennent en charge l'interculturalité et les langues indigènes. Dans la réalité, ces projets ont souvent montré des débuts prometteurs et ont été obligés de s'interrompre par manque de subventions, en particulier pour la formation d'enseignants et la réalisation de matériels scolaires.

Pendant cinq siècles donc, la stratégie linguistique mise en place par les locuteurs a surtout été celle des langues indigènes 'mortes vivantes' : 'mortes', car absentes des communications sociales et publiques et 'vivantes', car utilisées pour la communication familiale et communautaire.

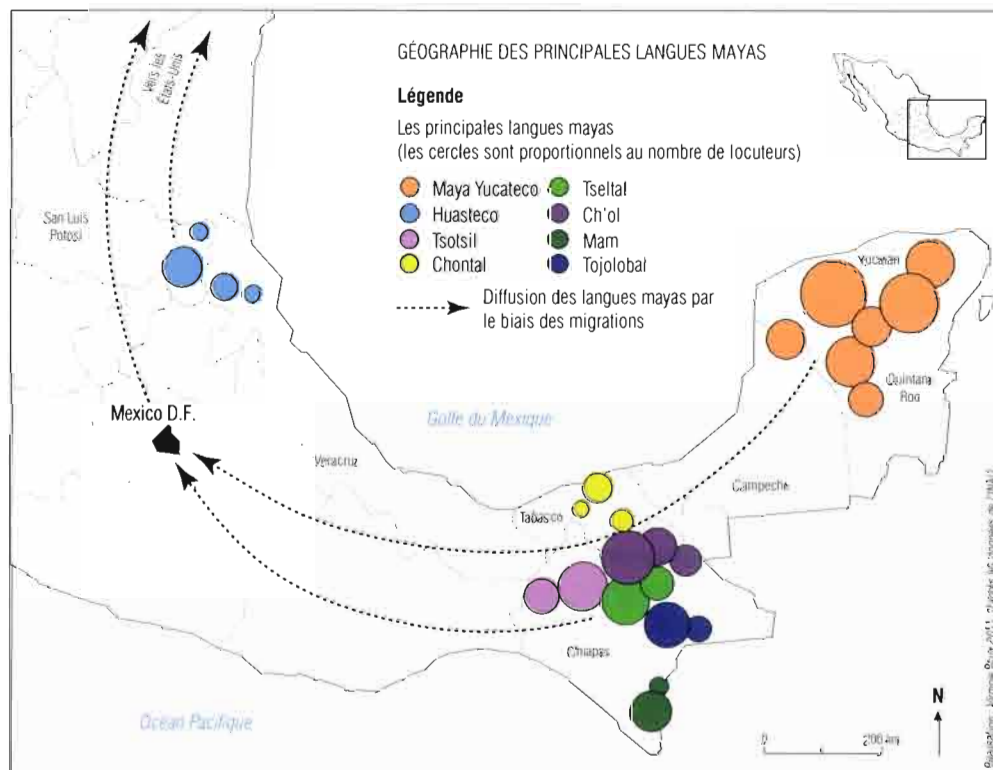
LOI GÉNÉRALE DES DROITS LINGUISTIQUES DES PEUPLES INDIGÈNES (13 mars 2003)

- Article 3 : Les langues indigènes sont partie intégrante du patrimoine culturel et linguistique national. La pluralité des langues indigènes est une des principales expressions de la composition pluriculturelle de la Nation Mexicaine.
- Article 4 : Les langues indigènes qui sont acceptées dans les termes de la présente loi et l'espagnol sont des langues nationales par leur origine historique et ont la même validité sur leur territoire, localisation et contexte dans lesquels elles sont parlées.
- Article 5 : L'État, au travers des trois niveaux de gouvernements, -Fédération, Entités fédératives et municipales- dans les domaines de leurs compétences respectives, reconnaîtra, protégera et promouvra la préservation, le développement et l'utilisation des langues indigènes nationales.
- Article 7 : Les langues indigènes seront valides, de façon identique à l'espagnol, pour n'importe quelle affaire ou démarche de caractère public, ainsi que pour accéder pleinement à la gestion, aux services et à l'information publiques.
- Article 9 : Tout mexicain a le droit de s'exprimer dans la langue dont il est locuteur, sans aucune restriction, en milieu public ou privé, de façon orale ou écrite, dans toutes ses activités sociales, économiques, politiques, culturelles, religieuses et toutes les autres.

Transcription et traduction : Claudine Chamoreau

Document 4 - Un exemple de famille linguistique : la famille maya

Le Mexique compte 11 familles de langues indigènes. Une famille linguistique est un ensemble de langues qui présentent des ressemblances dues à une origine commune. Pour illustrer les notions de familles, nous prendrons l'exemple de la famille maya. Ce document est une carte qui présente les principales langues maya, leur emplacement et donne une approximation de l'étendue quantitative de chaque langue. Elle est issue des cartes présentées par l'INALI (<http://www.inali.gob.mx/>). Elle ne permet pas d'indiquer précisément le nombre de locuteurs mais elle a le mérite de montrer par un système de flèches que ces langues se diffusent par le biais des migrations.



La famille linguistique maya s'organise en quatre divisions territoriales réparties en six branches qui se subdivisent en dix groupes, ce qui donne au total trente langues mayas. Elles sont parlées au Mexique, au Guatemala et au Honduras (nous n'avons pas de cartes pour ces deux derniers pays, néanmoins les langues des trois premières branches sont surtout présentes au Guatemala et le ch'orti –branche ch'ol– est parlée au Honduras, alors que les langues des trois dernières branches sont plutôt parlées au Mexique). Au Mexique, les langues de la famille maya sont parlées traditionnellement dans l'Etat du Yucatan, du Campeche, du Chiapas et du Tabasco. Le huastèque est la seule langue parlée en dehors de cette région, elle est présente surtout dans les États de Veracruz, Tamaulipas et San Luis Potosí. Rappelons aussi que ces langues sont parlées par des migrants en dehors de ces régions en particulier dans la capitale de Mexico D.F. ainsi qu'aux États-Unis. Il existe par exemple une importante communauté de Mayas yucatèques en Californie.

Cette famille compte près de deux millions de locuteurs au Mexique. Les langues les plus parlées sont le maya yucateco (plus 900 000 locuteurs), le tseltal (350 000), le tsotsil (300 000), le ch'ol (170 000) et le huastèque (150 000). En revanche, d'autres langues sont menacées de disparition car elles ont peu de locuteurs et la transmission intergénérationnelle ne se fait plus, en particulier le lacandon (une centaine de locuteurs).

Les locuteurs des différentes langues mayas se comprennent-ils ? La réponse à cette question est multiple, certains se comprennent, d'autres ne se comprennent pas du tout, d'autres en revanche présentent différents degrés d'intelligibilité. Les locuteurs qui se comprennent sont ceux dont les langues appartiennent au même groupe, par exemple entre le tseltal et le tsotsil, l'intercompréhension est très bonne. En revanche entre le huasteco et le k'ichee', il y n'a aucune compréhension. Leur langue de communication sera alors l'espagnol.

Document 5 - Parler purépecha au XXI^e siècle

Ce document est la transcription d'un témoignage raconté en février 2008 par un homme d'une soixantaine d'années vivant à Cheranástico, dans le Michoacán. Ce village de la Meseta purépecha, proche de Cherán, est constitué d'environ 2 300 habitants.

Dans ce document, l'homme exprime son point de vue sur l'utilisation de la langue et déplore en particulier que la langue ne soit plus utilisée. Il explique le comportement hypocrite de certaines personnes qui une fois par an, pour la fête, s'habillent avec des vêtements traditionnels, mangent des plats particuliers, mais qui au quotidien n'utilisent pas la langue purépecha. Ces personnes peuvent affirmer être d'identité purépecha, mais chez eux aucun signe de culture purépecha n'est présent. Il précise que pour lui, être purépecha est un orgueil et se manifeste avant tout par l'utilisation au quotidien de la langue comme moyen de communication.

À Cheranástico, environ 90 % des habitants parlent le purépecha. C'est la langue de communication dans la majorité des familles ainsi que dans une grande partie des discussions à l'intérieur de la communauté. À

l'école maternelle, l'espagnol et le purépecha sont utilisés alors qu'à l'école primaire et au collège, l'espagnol est la seule langue utilisée. L'espagnol est présent à travers la télévision, les démarches administratives et les offices religieux. Les jeunes sont tous bilingues et utilisent de plus en plus la langue espagnole. Dans son témoignage, cet homme présente aussi les actions qui sont menées pour que la langue continue à être parlée, à se transmettre et pour qu'elle soit écrite. Il évoque une expérience particulière, celle des « nids de langues ». L'objectif de ces actions est de mettre en contact dans un cadre institutionnel des personnes parlant la langue indigène, en particulier lorsque la transmission intergénérationnelle ne se réalise plus au sein de la famille. Des personnes âgées vont à l'école maternelle raconter des histoires, faire des activités de la vie quotidienne (cuisine, jeux, artisanat...) avec des petits enfants qui ne parlent pas la langue indigène avec leurs parents. Ces moments de communication en purépecha, ces nids privilégiés permettent tant de partager la langue indigène avec des enfants qui n'ont pas l'occasion de l'utiliser chez eux, que de l'utiliser à travers des activités et de la rendre ainsi vivante.

TÉMOIGNAGE D'UN TARASQUE DU MICHOCÁN

Pour moi, c'est très préoccupant, et c'est même arrivé à me gêner de différentes façons parce que ma langue n'est plus parlée. Ensuite, je me mets à penser : Pourquoi cela me gêne-t-il ? Moi, seul, je ne vais pas résoudre les problèmes, cela m'attriste et maintenant j'ai mal à l'âme que, personne ou pas beaucoup de gens, il n'y en a même pas un sur cent, ceux qui apprécient la langue purépecha. Il y en a beaucoup qui disent apprécier la culture purépecha mais ils n'enseignent pas la langue à leurs enfants. Une fois par an, ils mettent les vêtements purépechas ou une fois par an, ils mangent comme des Purépechas, mais presque tous les jours, ils sont métis. Et la langue ? Ils pourront faire des fêtes purépechas, manger purépecha, se mettre quelque chose de purepecha et ils ne parlent pas la langue ? Non, je ne crois pas que ce soit ainsi, ceux qui ne parlent pas la langue, n'aiment pas ce qui est purépecha. Et cela, on le voit partout avec les maîtres, qui disent qu'ils sont purépechas, mais qui ne font rien pour s'identifier comme tel. Beaucoup disent : « Moi, je suis purépecha » quand cela leur convient, mais si on va leur rendre visite, on ne trouve rien de purépecha chez eux. Moi, je suis en train d'aider pour que la langue purépecha se parle et s'écrive, avec les petits, les nids. La langue, en premier la langue et la langue serait première.

Source : retranscription et traduction de Claudine Chamoreau (Cheranástico, 2008)

Conclusion

En résumé, les langues indigènes au Mexique vivent une situation paradoxale : d'une part, en ce début de XXI^e siècle, elles ont acquis un statut politique unique, étant reconnues comme des langues nationales. Bien que la reconnaissance soit tardive elle n'en est pas moins exceptionnelle au niveau international. Rares sont les pays qui reconnaissent plusieurs langues nationales. D'autre part, elles sont fortement menacées de disparition, la réalité quotidienne voit l'espagnol s'imposer comme jamais il ne l'avait fait au cours de cinq siècles.



LES DOLLARS DE LA MIGRATION

Jean Papail
Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
jean.papail@ird.fr

Documents :

- 1 - Répartition des transferts monétaires dans le monde
- 2 - Des migrants et des *remesas* en augmentation
- 3 - Des infrastructures municipales financées par l'argent des migrants
- 4 - Les migrants mexicains créateurs d'entreprises
- 5 - Portrait d'un ancien migrant devenu chef d'une micro entreprise

Les migrations internationales ont véritablement pris leur essor au XIX^e siècle, et se sont progressivement diversifiées au XX^e siècle tant sur le plan géographique (pays d'origine et de destination) que dans leur typologie (temporaires, définitives, économiques, climatiques, de travail, regroupements familiaux, contraintes, etc. . .). L'essor d'une nouvelle phase de mondialisation à la fin du XX^e siècle s'est accompagné d'un développement considérable des mouvements de population. Les migrants internationaux sont passés de 75 millions en 1965 à 120 millions en 1990 et près de 215 millions en 2010, soit environ 3 % de la population mondiale. De nombreux petits pays, comme les Samoa (67 %), la Guayana (57 %), l'Albanie (45 %) ont actuellement une fraction très importante de leurs nationaux résidant à l'étranger.

La contrepartie de ces flux de personnes est constituée par les transferts monétaires - les *remesas* ou *remittances*- qu'envoient les migrants à leur famille dans leur pays d'origine. Ils se sont considérablement amplifiés, parallèlement à l'expansion des flux migratoires, en passant de 10,2 milliards de dollars en 1975 à 440 milliards de dollars en 2010, dont environ 75 % sont perçus par les pays en voie de développement. Ces ressources externes contribuent à réduire le niveau de pauvreté dans les régions réceptrices, surtout dans les pays de petite taille, où elles constituent souvent plus de 20 % du PIB, mais elles créent également des effets pervers (forte dépendance de l'extérieur, inflation, perte de compétitivité des produits locaux par surévaluation de la monnaie. . .). Les organismes internationaux et les gouvernements des pays récepteurs ont peu à peu mis en place, depuis une quinzaine d'années, des politiques cherchant à canaliser ces ressources externes vers des investissements publics (tels les Programmes 3 X 1 au Mexique) ou privés, qui se traduisent par la création de micro entreprises (généralement sous forme d'auto emploi) et d'un certain nombre d'emplois (salariés ou non) qui y sont associés, même s'ils s'inscrivent généralement dans le secteur informel.

Le Mexique occupe une place prépondérante dans ces flux, car bien que ses émigrants ne représentent que 11 % de sa population, c'est le pays qui compte actuellement le plus d'émigrants dans le monde (12 Millions), suivi de l'Inde (11 M), la Russie (11 M), la Chine (8 M), l'Ukraine (6,6 M), le Bangladesh (5,4 M) et le Pakistan (4,7 M). La quasi totalité de l'émigration mexicaine se dirige vers les États-Unis, et constitue le premier corridor migratoire mondial devant celui reliant la Russie et l'Ukraine, et celui entre l'Inde et le Bangladesh. Corollaire de l'importance de son émigration, le montant des *remesas* à destination du Mexique, de l'ordre de 22 milliards de dollars en 2010, classe le pays, avec la Chine et l'Inde, parmi les trois plus importants récepteurs dans le monde. Ces *remesas* contribuent également à transformer des salariés en travailleurs indépendants, tant parmi les migrants internationaux de retour, que parmi les membres de leur famille.

Pour en savoir plus

Wihlto de Wenden C, *Atlas des migrations dans le monde*, Paris, Autrement, 2005
Guilmoto C. et Sandron F., *Migration et développement*, Paris, Les études de La documentation française, 2003
Papail J. et Arroyo Alejandro J., *Les dollars de la migration*, Paris, Collection Travail et Mondialisation, L'Harmattan, 2004
Migration and remittances factbook 2011. <http://go.worldbank.org/QGUCPJTORO>

Document 1 - Répartition des transferts monétaires dans le monde

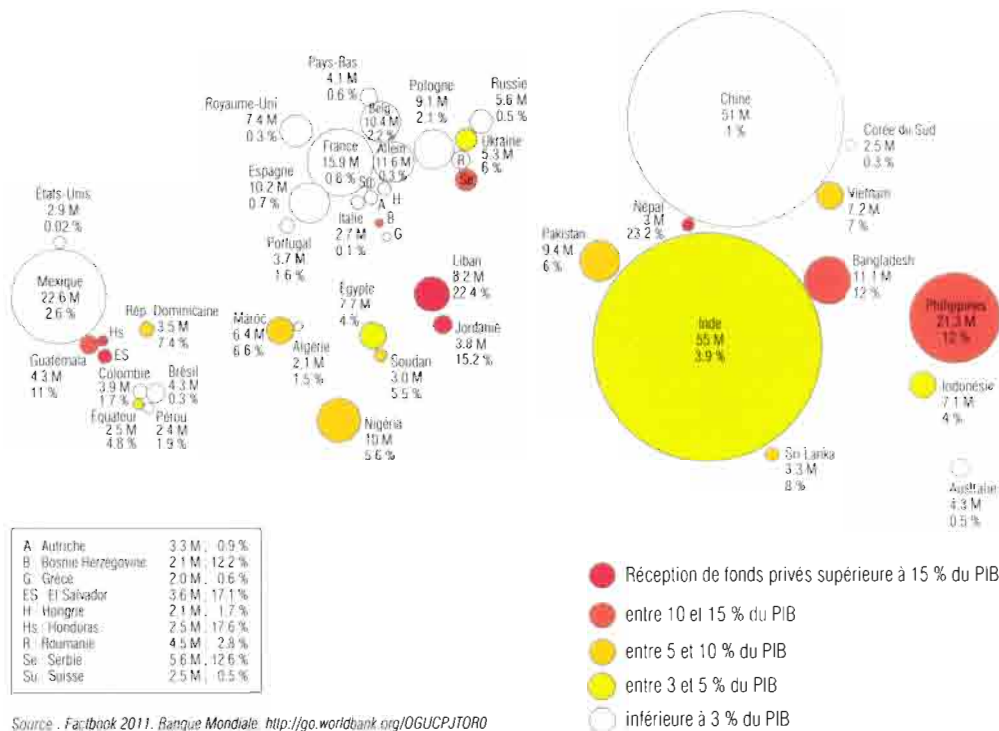
Ce cartogramme illustrant l'importance des transferts de fonds privés dans les principaux pays récepteurs a été élaboré à partir de la base de données Factbook 2011 de la Banque Mondiale (BM). Les cercles sont proportionnels au montant des transferts en 2010 (exprimé en milliards de dollars). La couleur renseigne sur leur importance dans le PIB national (exprimée en % du PIB). Les envois de fonds privés sont constitués de trois composantes selon la définition de la BM : les envois des travailleurs résidant à l'étranger, la rémunération des salariés non résidents (migrants temporaires) et les transferts des migrants (valeur nette du patrimoine transféré lors de la migration). L'importance de ces composantes diffère selon la classification adoptée par chaque pays. De plus, la dimension des canaux informels (transferts de poche, transferts non enregistrés) demeure très variable selon

les pays et peut parfois produire une sous estimation importante du volume total de ces transferts.

En 2009, les transferts de fonds entre particuliers étaient estimés à 416 milliards de dollars (440 milliards en 2010, dont 325,5 milliards captés par les pays en développement) et représentaient 0,7% du produit mondial (58 000 milliards). Ils étaient estimés à 10,2 milliards en 1975, 35 milliards en 1985, 101,3 milliards en 1995 et 131,5 milliards en 2000. Les améliorations dans l'enregistrement de ces données, les modifications des modes d'estimation ont contribué à la très forte croissance apparente du volume total des transferts durant les années 2000. En 2009, les envois de fonds déclarés étaient trois fois supérieurs au montant de l'aide publique internationale et quasiment aussi importants que les flux des investissements directs étrangers (IDE) vers les pays en développement. Parmi les pays qui captaient plus de deux milliards de dollars en 2009, deux pays, l'Inde et la Chine, se distinguent nettement en captant ensemble environ le quart des envois de fonds mondiaux. Ces transferts de l'extérieur ne représentent cependant que 1% du PIB chinois et 3,9% de celui de l'Inde, et n'ont pas le même impact que les transferts à destination des petits pays, qui peuvent représenter jusqu'à 35% du PIB (Tadjikistan) ou 20 à 30% du PIB (Moldavie, Népal, Lesotho).

En Amérique latine, l'importance du corridor migratoire Mexique-États-Unis, le plus transité au monde, se traduit par un volume considérable d'envois de fonds vers le Mexique, qui est depuis longtemps l'un des principaux pays de réception des transferts internationaux. Mais la taille de son économie limite son impact à 2,6% de son PIB (bien que ces transferts représentent 10 à 15% du PIB dans certaines de ses régions traditionnelles de migration internationale), tandis que les transferts revêtent une importance particulière pour de nombreux petits pays de la région, comme au Honduras (19%), en Guayana (17%), en Haïti (15%), à la Jamaïque (14%) ou au Guatemala (10%). Depuis une dizaine d'années, sous l'impulsion du FMI et de la Banque Mondiale, les migrants et les transferts de fonds liés à la migration ont pris une place croissante, particulièrement au Mexique, dans les nouvelles stratégies de développement et de réduction de la pauvreté.

CARTOGRAMME DES PRINCIPAUX PAYS RÉCEPTEURS DE FONDS PRIVÉS EN 2009-2010 (Milliards de dollars)



Source : Factbook 2011, Banque Mondiale. <http://go.worldbank.org/0GUCPJTOR0>

Document 2 - Des migrants et des *remesas* en augmentation

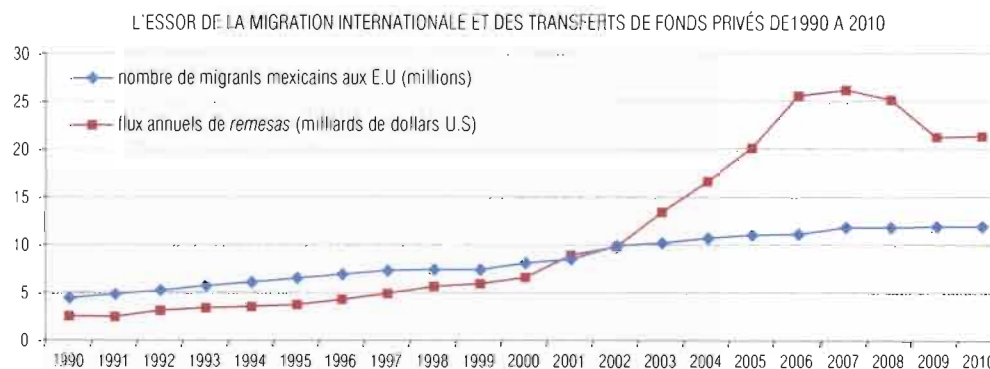
Le graphique, élaboré à partir des données de la Banque centrale du Mexique pour les transferts de fonds privés, et de celles de la *Current population survey* du *Bureau of Census* américain pour le nombre de migrants, illustre la croissance considérable, depuis une vingtaine d'années, de l'émigration mexicaine aux États-Unis, et celle encore plus rapide des transferts de fonds (*remesas*) qui lui sont associés.

Jusqu'en 2000, le rythme de croissance du volume des transferts de fonds suit celui du nombre de migrants. On constate un « décrochage » des courbes à partir de 2001, les volumes d'argent envoyés augmentant à un rythme supérieur à celui du nombre de migrants. Cela suggère un renforcement durant les dernières années d'autres composantes de ces transferts d'argent (contreparties de services et de commerce à petite échelle, virement de pensions, trafics illicites, etc.) qui ne correspondent pas à la définition classique des *remesas* (l'envoi d'une partie de l'épargne réalisée par le travail des migrants à leur famille au Mexique). À partir de 2006, on observe une stagnation des flux annuels d'argent puis une baisse marquée en 2008 et 2009. Cette diminution est due à la crise économique mondiale qui a commencé aux États-Unis en 2007.

La réduction de la croissance économique du Mexique depuis le début des années 1980, les besoins croissants de main d'œuvre peu qualifiée dans différentes branches de l'économie nord-américaine, l'expansion des réseaux migratoires, l'accentuation des différences salariales entre les deux pays, ont provoqué une très forte croissance de

l'émigration, devenue majoritairement irrégulière. Le nombre de personnes recensées aux États-Unis et nées au Mexique s'est ainsi accru de 880 000 en 1970 à près de 12 millions en 2011, et représente actuellement environ 10 % de l'ensemble de la population née au Mexique. Cette émigration, auparavant temporaire et essentiellement composée d'actifs (le chômage reste en effet une cause mineure des déplacements), revêt depuis une vingtaine d'années des formes de plus en plus variées et complexes, avec une forte croissance de la composante de longue durée ou définitive.

L'augmentation des transferts d'argent a par ailleurs contribué au développement des maisons de change, que l'on trouve dans toutes les petites villes de l'ouest mexicain et qui font partie du paysage urbain depuis des dizaines d'années. On y change des billets et des chèques (*money orders*, *travellers cheques*) envoyés par les migrants. La généralisation des transferts électroniques interbancaires (51,5 % des modalités de transferts en 1995 contre 96,8 % en 2009) et la concurrence accrue des institutions financières ont sensiblement réduit les coûts de transfert, qui représentaient de 20 à 25 % des transferts par *money orders* jusqu'à la fin des années 1990 et qui s'élèvent encore à environ 5 % actuellement. L'essentiel de l'argent envoyé est destiné à couvrir les besoins fondamentaux (nourriture, logement, éducation, transport...) ou exceptionnels (maladies, catastrophes diverses...) des familles des migrants. Une fraction non négligeable (entre 5 et 20 %) est cependant investie dans la constitution de patrimoines (terrains, logements) ou dans la création de micro entreprises, soit par des membres de la famille du migrant (épouse, parents, enfants) ou, le plus souvent, par le migrant lui-même, qui devient micro entrepreneur à la fin de son cycle migratoire.



Sources : Banque centrale du Mexique (Banxico.org), *Current Population Survey* (CPS), Bureau of census, E.U

Document 3 - Des infrastructures municipales financées par l'argent des migrants

Cette photographie a été prise sur l'un des murs du marché municipal de la ville de Yahualica de Gonzalez Gallo, État de Jalisco, en 2009. Il s'agit d'une plaque commémorative d'investissement social réalisé dans le cadre du *Programa 3 x 1 migrantes*.

Le Programme 3 x 1 permet de bonifier chaque peso investi dans leur zone d'origine par des clubs ou associations de migrants aux États-Unis, par un peso supplémentaire versé par chacun des trois échelons (municipal, régional et fédéral) du gouvernement. La plaque de la photographie fait référence au repavage du marché principal de Yahualica, ouvrage qui a coûté plus de 1,2 million de pesos, soit près de 100 000 dollars (taux de change à 11,5 pesos/dollar). Quatre acteurs ont participé à part égale à son financement : le ministère du développement social (SEDESOL), le gouvernement de l'État de Jalisco, la municipalité et les associations de migrants (*paisanos*). L'État de Jalisco est en effet une des régions les plus concernées par l'émigration. La note située en bas de la plaque précise que la réalisation de cet ouvrage ne peut pas être utilisée à des fins électorales par des partis politiques, une référence à des pratiques récurrentes au Mexique.

Le gouvernement fédéral (SEDESOL) a ainsi consacré 542 millions de pesos en 2010 (contre 99 millions en 2003) au *Programa 3 x 1 migrantes* pour la réalisation de 2 438 projets dans 664 communes, dont 82,4 % en infrastructures de base, ayant mobilisé 1,7 milliards de pesos (soit environ 150 millions de dollars) entre les quatre acteurs finançant ces programmes. Ces investissements se réalisent essentiellement en travaux d'infrastructures locales (électrification, routes, adduction d'eau, bourses d'études, centres de santé etc.) qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des populations bénéficiaires, mais restent insignifiants (moins de 1 %) par rapport aux transferts familiaux.

La très forte croissance apparente du volume des *remesas* depuis une dizaine d'années, a incité le gouvernement à chercher à en canaliser une partie plus importante vers l'investissement productif et la création d'emplois. Ainsi, depuis 2007, ont été incorporés à ce

programme le Fond productif migrant et le Fond productif pour le développement patrimonial, appelé Programme 1 x 1, qui permet aux migrants d'investir dans des projets productifs, et de bénéficier d'un apport équivalent à leur investissement de la part de SEDESOL, pour créer des petites entreprises générant de l'emploi et des revenus. L'apport fédéral qui est limité pour l'instant à 300 000 pesos représente un prêt sans intérêt et doit être remboursé intégralement au bout de 5 ans, sous la forme d'un apport à un projet 3 x 1. En 2009, 136 projets furent ainsi financés dans le pays, à hauteur de 5,4 millions de dollars répartis entre l'agriculture (69 projets), la prestation de services (46), la restauration (8), la construction (5), l'hôtellerie et le tourisme (3), l'artisanat, la musique et son et la couture (5).



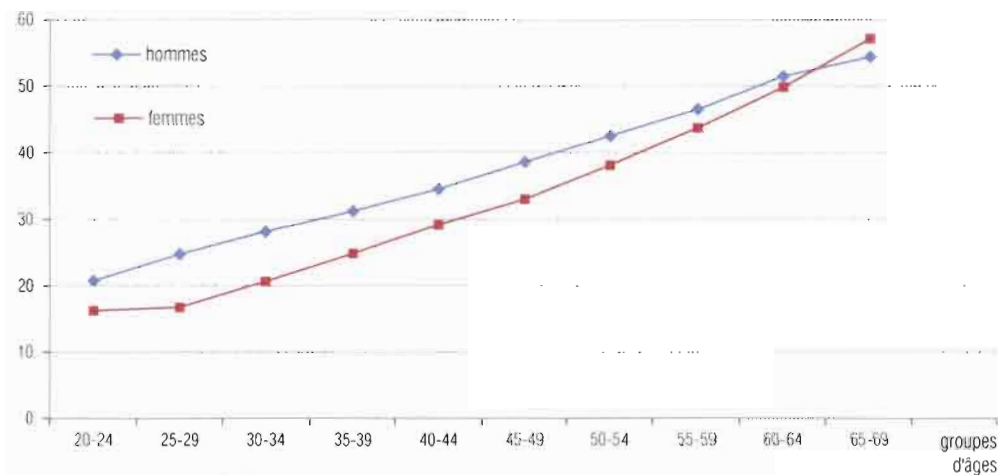
Document 4 - Les migrants mexicains créateurs d'entreprises

Ce graphique est élaboré à partir des résultats des recensements de population réalisés par l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI), qui fournissent tous les dix ans un état détaillé des caractéristiques de la population mexicaine dans différents domaines (démographie, économie, habitat, santé, sociologie...). Il consiste à suivre l'évolution des caractéristiques de l'emploi de chaque génération dans le temps, aux dates des recensements successifs. Les résultats du recensement de 2010 n'étant pas tous disponibles à l'heure actuelle, nous avons complété la série par les données issues de l'enquête sur l'occupation et l'emploi qui fournit le même type d'information au niveau national. Le processus de désalarisation des différentes générations au cours de leur vie active que l'on voit dans ce graphique, constitue l'un des faits marquants de l'évolution de l'activité au Mexique. Dans toutes les générations successives, le taux de non salariat se situe autour de 20 % à 20-24 ans et augmente régulièrement au fur et à mesure que ces générations vieillissent, pour atteindre environ 50 % à 60-64 ans.

Dans le cadre général du processus de désalarisation intra générationnel, les migrants internationaux de retour des États-Unis sont nettement avantagés par rapport aux non migrants, car ils accumulent l'épargne nécessaire à la création d'une activité non salariée beaucoup plus rapidement que ces derniers (le différentiel salarial est généralement de

l'ordre de 5 à 7 entre les deux pays durant les années 2000, ce qui permet des transferts mensuels moyens de l'ordre de 350 dollars). On observe en effet une surreprésentation des ex-migrants parmi les non salariés, essentiellement entre 25 et 55 ans, âges auxquels la grande majorité de ceux-ci reviennent se réinstaller sur leur lieu d'origine après un séjour moyen d'environ 4 ans dans le pays voisin.

On estime généralement qu'entre 5 et 15 % du montant global des *remesas* est utilisé pour créer des micro entreprises. Celles-ci sont surtout fondées par les migrants eux-mêmes lors de leur retour sur leur lieu d'origine. La majeure partie du capital nécessaire pour initier ces activités provient en effet de l'épargne individuelle, et quand le recours à l'emprunt s'avère nécessaire, le crédit provient en majeure partie de la famille, dont une proportion importante est fournie par d'autres migrants résidant aux États-Unis. Ces activités d'auto emploi ou de micro entreprises employant quelques salariés se concentrent dans le petit commerce (épiceries, vente d'aliments préparés, papeteries, magasins de vêtements, etc.) et les services (ateliers de réparation, plomberie, maçonnerie etc.) mettant à profit l'expérience acquise dans le pays voisin. Les *remesas* contribuent donc à la création d'emplois au Mexique, mais en restant généralement confinées dans le secteur informel (bas salaires et protection sociale quasiment inexistante), ces activités rétro alimentent les flux migratoires internationaux.



PROPORTIONS D'EMPLOYEURS ET DE TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS PARMIS LES POPULATIONS OCCUPÉES MASCULINE ET FÉMININE SELON L'ÂGE (MOYENNE DES GÉNÉRATIONS 1926-1956)

Sources : recensements de population de 1970 à 2000 (INEGI), Enquête nationale sur l'occupation et l'emploi 2010 (ENOE), INEGI

Document 5 - Portrait d'un ancien migrant devenu chef d'une micro entreprise

Cette photo de M. Alfonso Torres (en noir, derrière le comptoir de son magasin), a été prise en juillet 2011 lors d'une enquête visant à mesurer l'impact de la migration internationale sur l'emploi et le développement local dans une petite ville de l'État de Jalisco, menée conjointement par une équipe de l'IEDES-Paris 1/IRD et du CUCEA de l'Université de Guadalajara au Mexique. L'enquête portait sur un échantillon d'environ 2 100 ménages, dont fait partie celui de Mr Torres, et recueillait des informations sur la migration internationale, les *remesas* et l'évolution de l'emploi dans cette ville.

M. Alfonso Torres, est né en 1974 à San Juan de los Lagos, petite ville du centre ouest mexicain, d'un père employé de banque et d'une mère sans profession ayant eu 6 enfants au total. Il arrêta ses études après la classe de seconde au lycée, et entra dans la vie active à l'âge de 16 ans, comme employé dans un magasin de vente de pièces détachées et de produits d'entretien pour automobiles, à Encarnación de Díaz, petite ville de 24 000 habitants à 40 km de son lieu de naissance où résidait alors sa famille. En 2000, à l'âge de 26 ans, principalement par goût de l'aventure, il partit aux États-Unis muni d'un visa de touriste, comme nombre de jeunes adultes mexicains depuis plusieurs décennies. Il rejoignit, à Dallas au Texas, un ami mexicain qui lui proposa un travail dans la construction de piscines, où il gagnait environ 700 dollars par semaine, salaire près de huit fois supérieur à celui qu'il percevait à Encarnación de Díaz. Il travailla 15 mois dans cette entreprise, en situation irrégulière



(visa de tourisme périmé et sans autorisation de travail), pour accumuler de l'épargne en vue de se marier et d'acheter une petite maison à son retour à Encarnación de Díaz. Des amis mexicains lui conseillèrent plutôt d'investir dans la création d'une petite entreprise de fournitures de pièces détachées et de produits d'entretien pour automobiles, domaine qu'il connaissait bien. Suivant ce conseil, une quinzaine de jours après son retour au Mexique, en 2001, il investit environ 13 000 dollars puisés dans l'épargne réalisée aux États-Unis, dans la création de son magasin, qu'il compléta par des emprunts auprès de quelques amis. Son entreprise qui emploie actuellement deux salariés est florissante, il a maintenant accès au crédit bancaire (qui lui était refusé lors de son installation), et continue de se développer. Mr Torres s'est marié, est père d'un enfant, et a pu se faire construire une maison.

Bien qu'éloigné des caractéristiques moyennes de l'époque - au début des années 2000, le salaire médian des migrants mexicains aux États-Unis s'élevait à environ 400 dollars par semaine, la durée moyenne de séjour des migrants qui devenaient entrepreneurs à leur retour était d'environ cinq ans, et l'investissement moyen dans une micro entreprise masculine s'élevait à 3 600 dollars - le cas de M. Torres illustre bien le parcours de nombre de jeunes adultes mexicains, dont la migration internationale représente un moyen d'accumuler très rapidement, grâce au différentiel salarial, les ressources propres nécessaires à la création d'une micro entreprise.

Conclusion

Les migrations internationales, les *remesas*, le processus de désalarisation qu'elles renforcent, sont devenues indissociables, par leur ampleur, de l'évolution de l'économie mexicaine depuis une trentaine d'années. Elles continueront de marquer cette évolution durant encore de nombreux quinquennats, jusqu'à ce que la convergence des niveaux de développement entre les deux pays, censée découler de l'accord de libre échange (ALENA) signé entre les deux pays en 1994, produise son effet, objectif qui semble de plus en plus s'éloigner.



ENFANTS ET JEUNES DE LA RUE À MEXICO

Ruth Pérez López
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
ruthzin@yahoo.fr

Documents :

- | | |
|--------------------------------------|---|
| 1 - Du foyer à la rue | 4 - Les activités économiques réalisées dans la rue |
| 2 - Des enfants nés dans la rue | 5 - L'organisation d'un squat |
| 3 - Le quartier vécu (carte mentale) | |

Le phénomène des enfants des rues acquiert de la visibilité dans les médias au début des années 80. Des photographies d'enfants sniffant de la colle ou dormant sur les trottoirs des grandes villes d'Amérique latine sont diffusées dans le monde entier et alertent l'opinion publique. On dénonce les conditions déplorables dans lesquelles ils vivent, on souligne leur vulnérabilité. Au Mexique, des ONG se constituent alors pour leur venir en aide et dénoncer la situation. En même temps et face à cette pression médiatique, les pouvoirs publics sont contraints d'agir mais adoptent une attitude souvent contradictoire. Bien qu'animés d'une certaine compassion en soutenant des programmes de protection de l'enfance, ils demeurent soucieux du maintien de l'ordre. Ces enfants qui s'adonnent à des activités informelles ou illégales pour survivre sont perçus comme des délinquants et traités comme tels. Ils sont ainsi victimes de mesures répressives, expulsés de leurs lieux de vie et condamnés à des peines d'enfermement.

Depuis une vingtaine d'années, des programmes visant l'insertion des enfants des rues ont été proposés par les ONG et les gouvernements successifs. Cependant, malgré les efforts engagés, ils ne se sont pas traduits par une diminution du nombre des enfants vivant dans la rue. À Mexico, le dernier recensement remonte à 1996. Il a été réalisé par l'Unicef en vue de mieux connaître les caractéristiques de ces enfants et leurs conditions de vie. Il a comptabilisé un total de 1850 mineurs dormant dans la rue, chiffre qui aurait été sous-estimé selon différentes organisations. Aujourd'hui, ces mineurs ont grandi et vivent toujours dans la rue : malgré les conditions déplorables dans lesquelles ils se trouvent, ils ont préféré la liberté que leur offre la rue au confort des centres d'accueil. En dépit des alternatives qu'on leur propose, ils choisissent de rester dans la rue et de partager leur quotidien avec les membres de leur bande.

Comment ces enfants et jeunes parviennent-ils à survivre dans la rue, espace peu hospitalier qui les expose à toute une série de dangers et de carences ? Comment surmontent-ils les différentes difficultés auxquelles ils sont confrontés ? Quelles sont les stratégies qu'ils développent pour subvenir à leurs besoins ? De quelle manière accèdent-ils aux différentes ressources économiques ? C'est à ces questions que ce dossier tente de répondre. Nous examinerons les raisons qui mènent les enfants à fuguer de chez eux et à vivre dans la rue (Doc. 1) et nous décrirons la manière dont ils parviennent à faire face à leur quotidien à travers différentes stratégies. Parmi celles-ci, nous trouvons l'appropriation d'un espace (Doc. 5), le développement de différentes activités économiques (Doc. 4) et la mise en place de réseaux de sociabilité (Doc. 3). Ces stratégies leur permettent de survivre dans la rue, espace dans lequel ils vont grandir, avoir leurs propres enfants et fonder une famille (Doc. 2).

Pour en savoir plus

Pérez López, Ruth, *Le vice c'est le caillou. Expériences de la rue à Mexico*, Paris, Ginkgo, 2010
Pérez López, Ruth, *Vivre et survivre à Mexico : enfants et jeunes de la rue*, Paris, Karthala, 2009
Lucchini, Riccardo, *Sociologie de la survie : l'enfant dans la rue*, Paris, PUF, 1996
<http://www.elcaracol.org.mx/> Association mexicaine qui travaille en faveur des enfants et jeunes de la rue à Mexico

Document 1 - Du foyer à la rue

Ce document est la transcription d'un entretien réalisé en 2004 avec Carlos, jeune de 18 ans installé dans le quartier populaire de la colonie Doctores, à Mexico. Au moment de l'entretien, Carlos vivait dans la rue depuis 10 ans.

Ce témoignage révèle les raisons qui ont poussé Carlos à fuguer de chez lui et à aller vivre dans la rue, loin de sa famille et de son quartier d'origine. Il met en évidence les nombreuses activités économiques qu'il devait effectuer pour aider sa famille à s'en sortir. À la lecture de ce récit, on remarque qu'à l'âge de dix ans seulement Carlos devait assumer l'école en même temps que son travail comme vendeur ambulancier. Cela représentait pour lui beaucoup de responsabilités et entraînait une grande fatigue, raisons qui l'ont poussé à fuguer. Par ailleurs, il confie avoir subi des mauvais traitements de la part de sa mère, raison de plus, selon lui, pour quitter son domicile familial : « j'en ai eu marre de tout ça », déclare-t-il.

Lorsque les enfants et les jeunes de la rue sont interrogés, ils fournissent trois explications principales à leur départ du domicile familial. D'après un échantillon de cent jeunes interviewés dans différents quartiers de Mexico, 45 % donnent comme motif de la fugue les mauvais traitements, 19 % les problèmes familiaux et 15 % l'aventure, la drogue ou le divertissement. 21 % des jeunes évoquent d'autres points comme un décès dans la famille, l'abandon, un viol ou une tentative de viol, le manque d'affection, la solitude et les problèmes économiques. Il existe cependant une raison supplémentaire du départ de l'enfant qui n'apparaît pas dans les questionnaires : sa participation dans l'économie familiale et ses obligations vis-à-vis de celle-ci, qui le mènent à une situation d'épuisement et de lassitude. Cette lassitude se voit accentuée lorsque l'enfant est victime de mauvais traitements. Peu à peu, il se rend compte qu'il pourrait faire usage de l'argent qu'il gagne pour survivre dans la rue sans avoir de comptes à rendre à ses parents. Dans la rue, il peut utiliser l'argent selon des besoins établis par lui-même (drogue, divertissement, nourriture) et non pas par un adulte responsable. La pauvreté, la misère, la désintégration familiale, le manque d'alternatives et les mauvais traitements associés à toute une série d'autres facteurs – obligations vis-à-vis du foyer, de la famille ou des parents, travail, rejet, impossibilité de fréquenter l'école ou échec scolaire, etc. –, sont autant de raisons qui mènent les enfants à s'échapper de leur quotidien. Cette situation les mène peu à peu à fréquenter la rue et, avec le temps, à y rester.

TÉMOIGNAGE DE CARLOS, 18 ANS

Je vivais avec ma mère et j'avais des sœurs. Ma mère vivait d'abord avec mon père, et puis ils se sont séparés. Je travaillais là-bas quand j'étais petit, je vendais, j'avais dix ans. D'abord je vendais des cacahuètes, des *chicharrones* (peau de cochon grillée), j'allais au Zocalo (place centrale) de Veracruz. Je vendais des chewing-gums, et puis après j'ai vendu des cigarettes, tout ce que je pouvais mettre sur un plateau, pour subvenir aux besoins de ma mère, ma famille, mes sœurs. Mes sœurs aussi vendaient la même chose [...]. J'allais à l'école et je sortais vers 15-16 heures. Je faisais mes devoirs et j'allais encore chercher tout ça. Je remplissais des poupées, j'allais vendre, travailler, et après je devais encore bosser pour l'école. J'en ai eu marre de tout ça et puis ma mère me frappait aussi, et je suis parti.

Source : transcription et traduction de Ruth Pérez (2004)

Document 2 - Des enfants nés dans la rue

Cette photographie a été prise dans le quartier populaire *Doctores* situé dans le centre de la ville de Mexico, au cours d'un travail de terrain réalisé en 2004.

Ce cliché représente une famille qui vit dans la rue : la mère, Maria de 22 ans, le père, Antonio de 24 ans, et leur fils Julio de moins d'un an. Tous les trois sont assis sur un vieux divan récupéré dans une décharge de la ville. Ce meuble, placé en plein milieu du trottoir, leur sert de lit pendant la nuit, et de lieu de convivialité pendant la journée.

Ce document illustre bien les changements survenus ces dernières décennies dans la composition des groupes de jeunes vivants dans la rue. Si à la fin des années 1970 les groupes étaient constitués principalement par des enfants et adolescents fugueurs, on y trouve aujourd'hui des enfants en bas âge nés dans la rue. Tel est



le cas de la famille qui apparaît sur la photo : Antonio et Maria ont fugué à l'âge de neuf et treize ans respectivement, ont grandi dans la rue et ont formé leur propre famille. Aujourd'hui, on trouve donc des familles entières qui cohabitent dans les espaces publics de Mexico : presque un jeune sur trois est parent d'un enfant. Il est d'ailleurs de plus en plus fréquent d'y trouver aussi des familles composées de membres de trois générations différents qui s'entraident pour subvenir à leurs besoins. Plusieurs jeunes femmes ont tenté, après leur accouchement, de se réinsérer socialement et économiquement afin d'offrir de meilleures conditions de vie à leurs enfants. Néanmoins, face à un manque d'alternatives, à la difficulté d'adopter un mode de vie différent ou encore à une dépendance à des drogues telles que le crack ou le solvant, elles sont condamnées à vivre dans la rue au sein d'un groupe, seules ou en couple. Certaines jeunes femmes, qui n'ont pas totalement coupé les liens avec leur famille d'origine, ont préféré laisser leurs enfants à la garde d'un membre de leur foyer, afin de leur éviter des conditions de vie trop précaires et insalubres. D'autres se sont vues retirer la garde de leur progéniture par le DIF (Système National pour le Développement Intégral de la Famille), ayant été jugées incapables d'assurer leur bien-être et leur développement dans un environnement sain. Enfin, quelques unes d'entre elles, comme c'est le cas de Maria, ont cherché à tout prix à rester avec leurs enfants, considérant cette séparation comme non nécessaire et douloureuse. Elles développent alors différentes stratégies afin de satisfaire les besoins en nourriture, hygiène, santé et habillement de leurs enfants : elles fréquentent des institutions publiques et organisations non gouvernementales qui leur fournissent des aliments, un toit ou de l'assistance médicale, elles développent des activités économiques informelles, mendient et cherchent le soutien de leur partenaire ou de la bande à laquelle elles appartiennent. Ainsi, elles réussissent tant bien que mal à élever leurs enfants dans la rue, en espérant une amélioration de leurs conditions de vie.

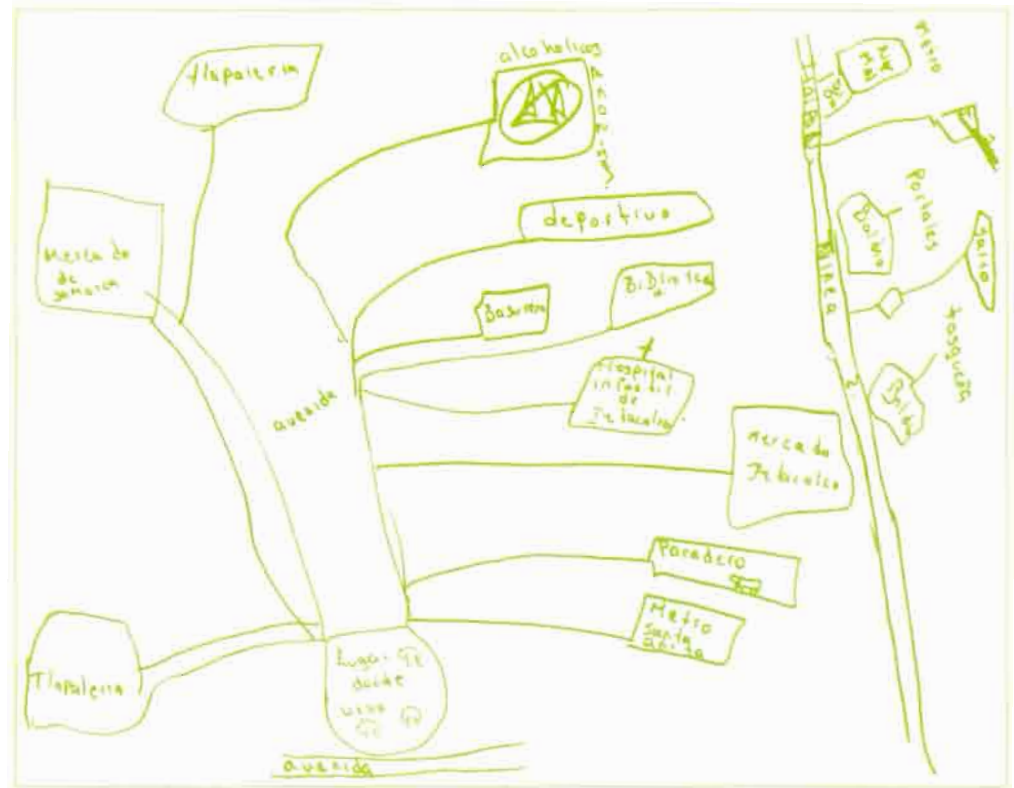
Document 3 - Le quartier vécu (carte mentale)

Cette carte mentale a été réalisée par Julieta, de 19 ans, vivant depuis neuf ans dans la rue. La carte a été dessinée en 2004, dans le quartier populaire de Santa Anita, situé au centre-est de la ville et près du marché de Jamaica, l'un des plus grands marchés aux fleurs de Mexico. Ce type de document est une source utilisée par l'anthropologie urbaine afin d'appréhender la notion d'espace vécu. Ce dessin a été réalisé à partir de la consigne suivante : *Dessine la ville, ton quartier, en indiquant sur ton dessin tous les lieux que tu fréquentes régulièrement.*

Sur cette carte, on peut apercevoir que Julieta a dessiné une multitude d'espaces qui sont liés aux activités qu'elle y exerce régulièrement : dans le sens horizontal de la feuille, elle représente les espaces qui se trouvent dans son quartier, ceux qui sont accessibles à pied en vingt minutes tout au plus, et sur le coin droit dans le sens vertical de la feuille, elle indique ceux qui se trouvent en dehors de son quartier, tous accessibles en métro en moins de trente minutes. Au sein de son quartier, elle indique, à partir de l'espace où elle vit avec son groupe (*lugar donde vivo*), une multitude d'endroits qu'elle dit fréquenter régulièrement : deux marchés (*mercado de Jamaica* et *mercado de Iztacalco*) où elle mendie et quémande de la nourriture, deux drogueries (*tlapalería*) où elle achète sa drogue, le métro (*metro Santa Anita*) qu'elle emprunte quotidiennement, une gare routière (*paradero*) où elle mendie de l'argent, l'hôpital pour enfants (*hospital infantil de Iztacalco*) qui offre des services gratuits aux jeunes de la rue, une bibliothèque (*biblioteca*), une déchèterie (*basurero*) où elle récupère des objets qu'elle vend ensuite, un stade (*deportivo*) où elle se réunit pour se droguer, et enfin le groupe d'Alcooliques Anonymes (*Alcólicos Anónimos*) qu'elle fréquente de manière occasionnelle. En dehors de son quartier, elle indique trois stations de métro où elle vend des encens et des sucettes et rend visite aux groupes de jeunes qui sont ancrés à proximité.

Les enfants et jeunes de la rue de Mexico font souvent preuve d'une activité intense, aussi bien sur le plan économique que social. Ils réalisent différents types d'activités cherchant à obtenir des

ressources nécessaires à leur survie à travers l'acquisition d'argent et d'aliments, et entretiennent des relations avec des personnes de leur quartier et issues d'autres points de la ville. Ces relations, de natures diverses, ont deux fonctions principales : une première de protection et de subsistance et une seconde, non moins importante, de sociabilité. En se constituant en groupes, les jeunes ouvrent la voie à des logiques d'entraide et de solidarité et acquièrent une plus grande protection face à l'adversité. Par ailleurs, l'entretien des relations amicales et affectives avec leurs pairs les conduits à s'attacher à leur bande et à leur quartier et à développer un sentiment d'appartenance envers ceux-ci. Loin d'être des sujets isolés et désocialisés, ils parviennent à instaurer des routines et à rompre avec des logiques de survie pure.



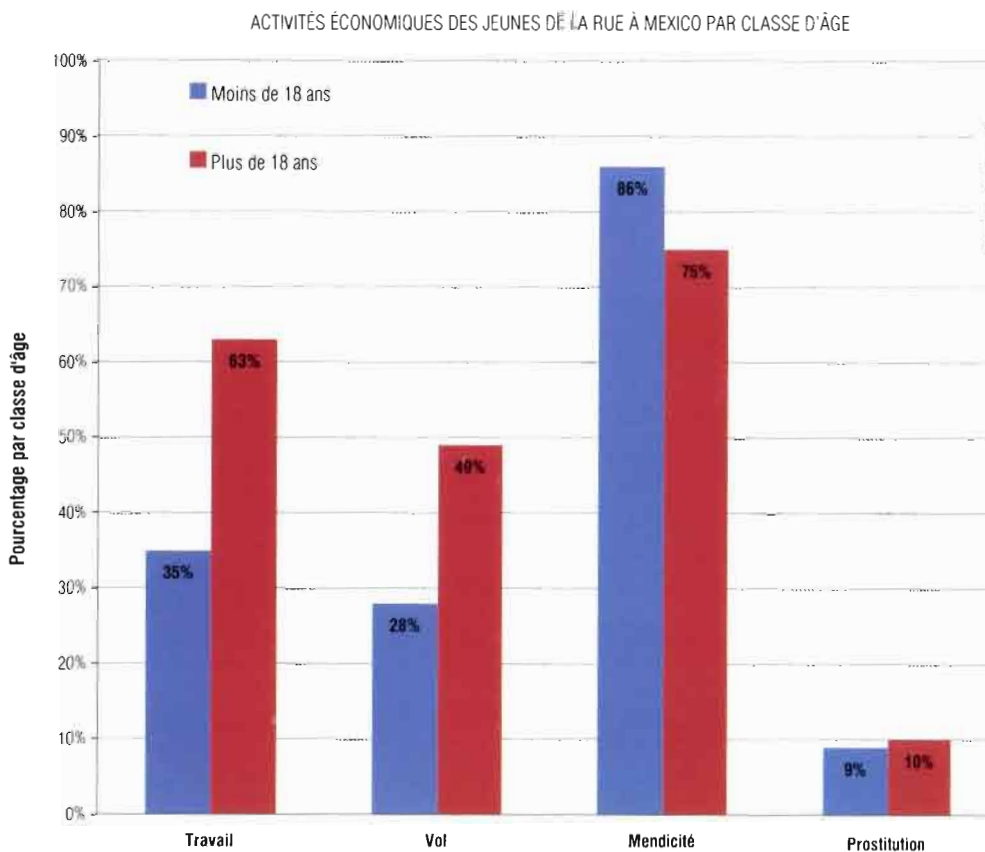
Document 4 - Les activités économiques réalisées dans la rue

Ce document est un graphique qui indique la répartition des activités économiques réalisées par les jeunes de la rue en fonction de leur classe d'âge (les majeurs et les mineurs). Les données ont été obtenues en 2004 à partir de cent questionnaires soumis à des jeunes de la rue installés dans différents quartiers de la ville de Mexico.

Nous pouvons voir que la proportion de majeurs qui travaillent ou qui volent est sensiblement plus élevée que celle des mineurs : 63% de jeunes majeurs travaillent contre 35% de mineurs et 49% de jeunes adultes volent contre 28% des moins de 18 ans. Par ailleurs, on remarque que les mineurs s'adonnent plus à la mendicité que les majeurs : 86% contre 75%. La plupart du temps, les jeunes réalisent plusieurs de ces activités à la fois mais, globalement, les plus de 18 ans sont économiquement plus actifs que les mineurs.

Lorsqu'un enfant se retrouve pour la première fois dans la rue, il est confronté à un monde inconnu et peu exploré. Il développe alors des activités économiques avec lesquelles il est familiarisé, comme par exemple la vente ambulante ou le nettoyage de pare-brises. Avec le temps, et au cours de sa socialisation dans la rue, il va rencontrer de plus en plus de difficultés pour effectuer un travail régulier et va recourir à d'autres activités comme la mendicité, le vol et la prostitution. Les revenus obtenus grâce à la mendicité sont inversement proportionnels à l'âge du jeune : plus il est âgé, moins il perçoit d'argent. Les plus petits, qui suscitent plus de compassion et de pitié de la part des passants, tirent davantage de bénéfices économiques, ce qui explique pourquoi ils s'adonnent d'avantage à cette activité. En ce qui concerne le travail, un jeune sur deux exerce une activité dans le secteur de l'économie informelle. Une partie importante de ces jeunes aident les commerçants informels, qui sont en possession d'un local fixe ou mobile, dans différentes tâches ménagères : jeter les poubelles, balayer et nettoyer les espaces de travail, faire la vaisselle, aller chercher l'eau, laver et éplucher des légumes, préparer des jus de fruits, etc.

Une autre partie de ces jeunes se consacre directement à la vente ambulante ou réalise d'autres activités : se coucher sur des bouts de verre, comme les fakirs, dans les rames du métro ou aux feux rouges ; nettoyer les pare-brises et garder les voitures. La moyenne des gains perçus en exerçant un travail informel est de 96 pesos par enfant et par jour (environ sept euros). Même si les activités délictueuses sont plus lucratives, elles impliquent aussi un risque plus important de se retrouver en prison ou dans une maison de redressement. Pour cette raison, les jeunes y ont moins recours qu'à la mendicité ou aux activités informelles tolérées. Ainsi, alors que 51% des jeunes travaillent et 80% se consacrent à la mendicité, 39% seulement des jeunes volent et 10% se prostituent.



Document 5 - L'organisation d'un squat

Ce squat a été photographié par l'auteur du dossier en 2004. Il est situé dans le quartier populaire de Santa Anita, dans la partie centre-est de la ville de Mexico. En 2002, en pleine saison des pluies, un groupe de jeunes de rue de ce quartier est expulsé par la police de leur lieu de vie ; ils vont se réfugier dans un terrain vague sous un pont du métro aérien où ils s'installent définitivement.

À première vue, c'est une impression de désordre et de saleté qui se dégage de la photographie. Mais à y regarder de plus près, ce squat est bien organisé et la poubelle située au centre du squat témoigne bien que les jeunes pensent à recueillir et à évacuer leurs ordures. Cet endroit était déjà équipé avant leur arrivée : il possédait trois petites constructions en béton et disposait d'un semblant de sanitaires et d'un lavoir. Les jeunes ne se sont donc pas installés ici par hasard. D'une part, l'espace est couvert par un large pont pour se protéger de la pluie en été ; d'autre part, on remarque sur la photographie que le terrain est fermé par une palissade ce qui rend le lieu plus sûr *a priori*. Les jeunes ont alors commencé à aménager le lieu selon leurs besoins et comme un véritable foyer.



Au centre du terrain, ils ont installé un salon avec trois fauteuils (visibles au premier plan), une table et un téléviseur ainsi qu'un espace cuisine (hors champ) qu'ils utilisent régulièrement pour cuire des aliments sur un feu de bois. Le salon est également pourvu d'une salle à manger : les jeunes déplacent alors la table sur laquelle se trouve le téléviseur vers le centre des fauteuils. Au fond, dans la partie droite de l'image, ils ont installé un espace douche qui est protégé par une bâche jaune mais ne disposant pas d'installation d'eau, ils vont la chercher dans un local face au terrain vague. Enfin, ils ont dressé des tentes à l'aide de cordes, de toiles en plastique et de couvertures, dont ils ont fait leurs chambres. On remarque comment cet espace dispose aussi bien d'espaces privés comme les chambres à coucher que d'espaces communs comme le salon, la cuisine ou les douches.

Les groupes d'enfants et jeunes de la rue de Mexico s'approprient les espaces publics de la ville - places, parcs, terrains vagues, bancs, fontaines, trottoirs, ponts, égouts et autres - pour y faire leur lieu de vie. Ces espaces sont localisés dans les quartiers populaires et centraux de la ville, où la présence des jeunes est plus ou moins tolérée et où ils ont accès à différentes ressources économiques. Ils s'installent dans des endroits qui leur offrent un refuge contre les intempéries (pont, tunnel, auvent) et les agressions extérieures (mur, grillage, rue éclairée la nuit). Ils en modifient alors l'aspect de manière à les adapter à leurs différents besoins. Les jeunes se réunissent dans ces squats à différents moments de la journée ainsi qu'à la tombée de la nuit, pour jouer, se droguer, parler, se partager le butin d'un larcin ou réaliser d'autres activités collectives. Il s'agit de lieux de convivialité et de sociabilité entre les membres d'un groupe. Au-delà d'un simple abri fonctionnel, l'espace représente un foyer, un lieu d'intimité et d'identité où les jeunes peuvent se sentir en sécurité.

Conclusion

Les enfants et les jeunes qui vivent dans les rues de Mexico parviennent à s'adapter à leur environnement et à y faire face en transformant les espaces publics en des lieux de vie. Tout en développant les moyens de subvenir à leurs besoins, ils établissent des relations d'amitié avec leurs pairs et d'autres personnes qui vivent dans leur quartier ou fréquentent les mêmes espaces qu'eux. C'est en cherchant à améliorer leurs conditions de vie que les jeunes s'attachent à la rue sur le plan affectif et y demeurent en dépit des dangers qu'ils peuvent courir.



LA MODERNISATION D'UN SERVICE PUBLIC : LA POSTE AU MEXIQUE

Tanguy Samzun
Université de Provence/LEST et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
tanguysamzun@gmail.com

Documents :

- 1 - Petite histoire du service postal au Mexique
- 2 - La libéralisation des services postaux (Mexique/France)
- 3 - Une modernisation contestée
- 4 - La figure du facteur, un messenger dévoué
- 5 - Une tournée de facteur

La poste est le service délivré par un opérateur postal et qui consiste à assurer le transport et la distribution du courrier. Les organismes postaux ont, historiquement, été créés par les États comme des services publics (en France ce fut le cas des messageries de l'université, puis de la Poste royale, devenue ensuite nationale). À partir des années 1980, l'Organisation Mondiale du Commerce a poussé à leur privatisation pour en faire des entreprises commerciales. En Europe, c'est la Commission Européenne qui a été l'agent moteur de la libéralisation du secteur postal (à ne pas confondre avec la privatisation), prônant l'ouverture totale du marché des correspondances à la concurrence, sans taxes, barrières douanières ou autres formes de limitation dans la circulation de cette marchandise. La libéralisation s'est mise en place officiellement le 1er janvier 2011. Au Mexique, cette ouverture fut effectuée brutalement et sans transition à la fin des années 1980, dans le cours du mandat du président Salinas (1988-1994).

Incarnation du lien social et dernier bastion du service public pour les uns, société anonyme déjà engagée dans la voie de la privatisation pour les autres, La Poste suscite en France des débats, des questionnements, voire des craintes quant à son avenir. Au Mexique, il n'en est rien. Pourquoi ? Le dossier documentaire suivant tente de donner à comprendre les destinées divergentes d'un service public, si prisé en France et si méprisé au Mexique, en revenant sur son histoire, ses caractéristiques socio-économiques, et sur l'une des figures qui l'incarne au quotidien, le facteur.

La Nation à travers l'édification de ses mythes constitue l'enjeu du premier document présenté : un timbre-poste figurant un messenger du Mexique préhispanique. Le second document, d'ordre historique, lui aussi, revient sur un moment clé de la formation du service postal mexicain, celui de l'indépendance et indique combien l'implantation territoriale postale fut loin d'être aisée. En exposant graphiquement les sources de financement de la Poste mexicaine et française (doc. 2), est mis au jour l'un des principaux obstacles à la modernisation de la poste mexicaine. Les témoignages de presse (doc. 3) comme ceux des facteurs (doc. 5) constituent les dernières pièces du dossier permettant de saisir au plus près les inquiétudes et aspirations des employés de la Poste mexicaine.

Pour en savoir plus

Article de la revue *Alternatives économiques* sur la libéralisation de la Poste en France, <http://alternatives-economiques.fr>

Rapport biennal 2009-2010 de l'Union Postale Universelle (UPU), organisation internationale basée en Suisse pour favoriser la coopération des acteurs du service postal dans le monde : <http://www.upu.int/fr>

Site officiel des services postaux mexicains, <http://www.sepomex.gob.mx/Paginas/Home.aspx>

Document 1 - Petite histoire du service postal au Mexique

L'attaque de la diligence est un tableau peint en 1855 par Manuel Serrano (1814-1883), spécialisé dans la peinture de mœurs. Localisé au Musée d'Histoire Nationale, il sert souvent à illustrer dans les manuels d'histoire du Mexique l'instabilité sociale de la période de l'après Indépendance (1810). Coincés dans la forêt, les passagers de la diligence, hommes et femmes, de tous âges et de conditions sociales élevées, sont assaillis par des bandits masqués qui n'ont d'autres objectifs que de se saisir rapidement des objets et marchandises transportés sur son toit.

La création du *Correo Mayor*, les services de la Poste royale, date des débuts de la colonisation (1580). En 1762, l'ordonnance générale mentionne pour la première fois le métier de *cartero*, le facteur. En France comme au Mexique, les préoccupations du pouvoir dominant : exercer, diffuser et surtout contrôler son influence sur un territoire déterminé et, en ces temps, évolutif. Mais longtemps la problématique récurrente de la couverture des recettes représenta l'obsession des autorités politiques. Les cas de fraudes, de vols, de non-paiements sont alors légions et indiquent une préoccupation permanente des autorités dont la *Secretaria de Hacienda* (Ministère des Finances). L'instabilité politique du Mexique de l'après Indépendance n'a pas favorisé l'implantation de La Poste, connue dès lors pour son retard, sa corruption, et même, déjà, sa véلusté.

Evoquant plus en détail les modalités du service, on apprend incidemment d'après les historiens officiels de La Poste qu'en cas de défaillance, les administrations du courrier faisaient appel à des courriers particuliers. L'on commence à comprendre alors en quoi le rapport de l'Etat à cette administration singulière demeure quelque peu nonchalant. Sous la Régence (1863-1867), on ne s'intéresse qu'au courrier militaire et au symbole que l'on doit apposer sur les timbres. Peu importe ici que l'aigle impérial soit choisi quand l'on apprend que les machines à allranchir, les tampons se voyaient régulièrement dérobés, que les actes d'insoumission à l'autorité impériale étaient fort courants. On constate, par ailleurs, que les facteurs sont en très faible nombre, qu'ils sont même absents des listes de personnel entre 1859 et 1861. De fait, pour pallier ses déficiences, l'administration eut recours au transport de valises privé : ce sont les diligences, considérées comme plus ponctuelles.

On comprend dès lors pourquoi la société mexicaine du XIX^e et du début du XX^e siècle fonde son rapport au service public de la Poste non sur des valeurs de confiance comme en France mais sur des valeurs de défiance.



CHRONOLOGIE DE LA POSTE AU MEXIQUE

- 1580 : Ordonnance du vice-roi Enriquez de Almanza nommant Martin de Olivares à la tête du *Correo Mayor* de la Nouvelle-Espagne.
- 1762 : Une ordonnance mentionne pour la première fois le métier de facteur.
- 1812 : Le vice-roi, Félix María Calleja, exige l'ouverture de toutes les correspondances dans les régions où l'on suspecte la présence d'insurgés, ce qui incite les partisans de l'Indépendance à développer leurs propres systèmes d'acheminement du courrier.
- 1824 : Sous le gouvernement de Guadalupe Victoria, la "Rente de La Poste" est placée sous la tutelle du Ministère des Finances (mesure valable jusqu'en 1891).
- 1901 : La Poste acquiert le rang de Direction Générale. Pendant 67 ans, la Poste est considérée comme une importante source de revenus pour l'État, malgré sa difficile implantation territoriale.
- 1931 : Création d'une journée nationale dédiée aux facteurs (le 12 novembre).
- 1986 : Sous la pression du FMI et de l'OMC, décentralisation de l'administration de la Poste. Réduction des effectifs sous la présidence de Salinas de Gortari (1988-1994). Développement concomitant du marché privé postal.
- 2007-2009 : Mise en place et échec du processus de modernisation de la Poste.

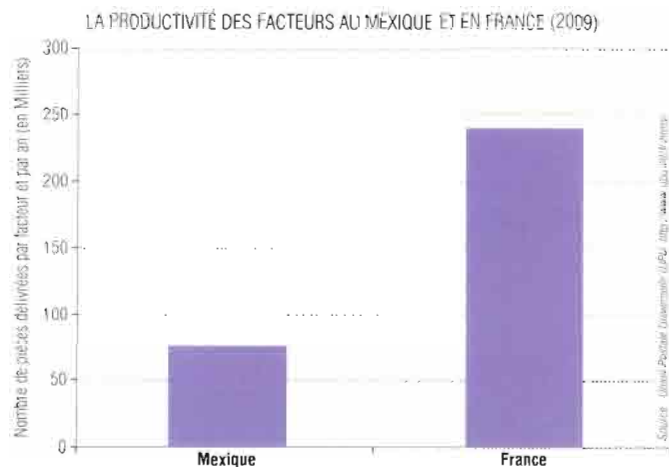
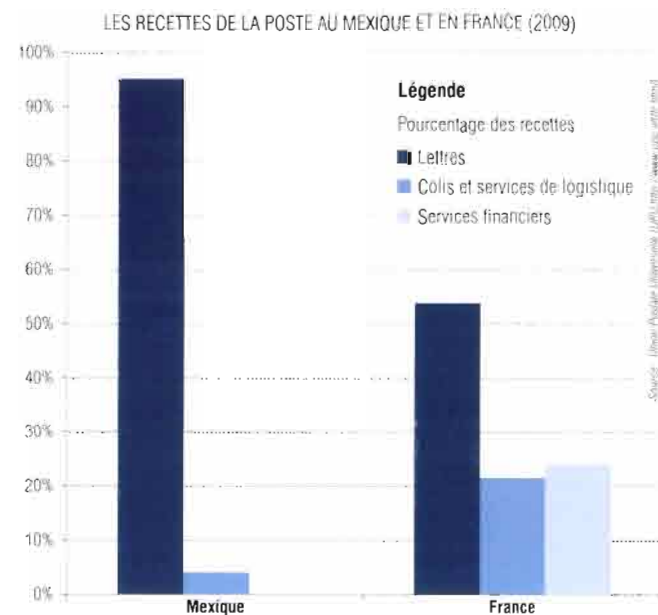
Document 2 - La libéralisation des services postaux (Mexique/France)

Ces deux graphiques à vocation comparative permettent d'examiner l'inégale capacité de modernisation de la poste mexicaine face à la poste française. Les données pour l'année 2009 proviennent de l'Union Postale Universelle (UPU), organisation intergouvernementale, créée en 1874 et rattachée à l'ONU. L'UPU constitue le principal forum de coopération entre les gouvernements, les postes, les régulateurs et les nombreux autres acteurs du secteur postal.

Le premier graphique indique combien la Poste mexicaine souffre d'une concentration excessive de ses activités sur le seul marché de la poste aux lettres (plus de 95 % de ses recettes), marché non seulement peu dynamique (le volume des échanges par lettres est en constante diminution) mais bien peu rentable comparé aux deux autres secteurs très concurrentiels des colis et services de logistique d'une part, et du secteur des services financiers d'autre part. Selon le directeur général de l'UPU, les postes qui ont su tirer leur épingle du jeu furent celles qui avaient développé le plus fortement des activités liées aux services financiers postaux.

Les facteurs mexicains délivrent en effet près de quatre fois moins de pièces que leurs homologues français comme le montre le second graphique. Effectivement, l'augmentation de la productivité du travail a constitué et constitue toujours l'un des défis les plus importants de la Poste mexicaine. Cette dernière incarne un modèle productif traditionnel encore très présent au Mexique où certaines entreprises sont habituées à évoluer sur des marchés protégés de la concurrence. L'arrivée d'une nouvelle dirigeante issue du secteur privé a pu laisser croire à une réelle prise en charge du problème. Primes de productivité, sanctions monétaires et disciplinaires ont été quelques unes des solutions entreprises par la direction. Les pratiques de dissimulation de l'activité sont en effet monnaie courante, et ce grâce à la complicité de l'ensemble des échelons hiérarchiques.

Au final, en France ou au Mexique, une même rhétorique de modernisation porte les directions postales vers une plus grande marchandisation de l'activité et des exigences de productivité accrues. Le passage d'un type de contrat implicite – travail dans le respect des règles en échange d'une sécurité d'emploi, d'une carrière à l'ancienneté – à un autre – exigence de résultats, mais plus d'incertitudes dans les progressions de salaire et de carrière – est loin d'être accompli. Dans le nouveau jeu complexifié par l'arrivée, entre l'État et les agents, de deux nouveaux acteurs – le client et le management de l'entreprise – les agents ont le sentiment d'un travail plus intense et de conditions de travail dégradées, la productivité semblant s'accroître, mais pas la qualité de service.



Document 3 - Une modernisation contestée

Il s'agit ici d'un extrait d'un article de presse du 1^{er} août 2009, du quotidien *La Jornada* (gauche), exposant la faillite du projet de modernisation de La Poste entrepris par le gouvernement de Calderón. Les auteurs de cet article sont Angeles Cruz et Claudio Bañuelos.

Les deux journalistes mettent en avant les objectifs et les moyens que s'était assigné le gouvernement du président Calderón au début de son mandat en 2007. Il s'agissait alors d'un effort sans précédent pour la modernisation de La Poste, effectué sous la houlette d'une dirigeante réputée dans le secteur privé des télécommunications. Consciente du retard chronique de cette administration, Mme Carpinteyro cherchait non sans effet de manche à l'intégrer à l'économie des nouvelles technologies de l'information tout en s'appuyant sur sa principale ressource, ses employés. Ses mesures phares, l'embauche de nouveaux personnels, la rénovation du parc de véhicules et la refonte du logo de l'institution furent accueillies avec un enthousiasme teinté de circonspection à l'intérieur de l'organisme, laissant envisager néanmoins un avenir plus serein. Les futurs déboires politiques de Mme Carpinteyro, ancienne camarade de classe et amie du président Calderón, ajoutée à l'inaction de son remplaçant auront raison de cet élan modernisateur, au final bien éphémère.

Reste que cette situation se révèle peu surprenante au Mexique. En abandonnant son poste en plein mandat, Mme Carpinteyro révèle le peu d'intérêt sinon le dédain qu'elle accorde à une institution déjà si discréditée. Sa reprise par un haut fonctionnaire sans ambition dénote un trait chronique de la haute administration publique mexicaine, surtout inventive dans le détournement des fonds publics. Par ailleurs, il est regrettable que l'article passe sous silence l'ambivalence de la position syndicale et de celle de son leader, M. Acevedo. S'il apparaît ici comme le défenseur des intérêts des employés, le syndicat et son leader n'en demeuraient pas moins très directement intéressés financièrement par la modernisation de l'institution. Conformément au modèle corporatiste anglais des *closed-shop*, les syndicats au Mexique détiennent la capacité d'embauche des salariés d'exécution qui lui sont obligatoirement affiliés et qui, en outre, doivent lui reverser une part de leur salaire. Ce modèle qualifié de « corporativisme » et qui confère un pouvoir de contrôle redoutable du syndicat sur les salariés menaçait de s'effondrer avec le déclin de l'institution. Bien peu soucieux de l'avis des travailleurs au moment de signer l'accord de productivité avec Mme Carpinteyro, étouffant alors avec grande efficacité de multiples récriminations, M. Acevedo et son syndicat se transforment en héros d'une contestation qui n'a pour objet que la survie d'un modèle syndical qui ne profite qu'à ses dirigeants et de fait très fortement décrié au Mexique.

LE LICENCIEMENT DE 2 000 EMPLOYÉS DE LA POSTE MEXICAINE (article de presse)

Avec le licenciement de deux mille employés de La Poste mexicaine, son directeur, Andrés Casco Flores, a pratiquement jeté aux orties le projet esquissé par le président Felipe Calderón visant à moderniser l'organisme. En Novembre 2007, le chef de l'État mexicain avait annoncé que le plan, entre autres objectifs, visait à atteindre l'autosuffisance d'ici à 2012, ainsi qu'à mettre en place au moins un bureau dans chaque municipalité du pays et offrir ainsi des services financiers et de télécommunications, notamment l'Internet haut débit.

Pour cela, le gouvernement fédéral avait alloué un milliard de pesos en 2008 et avait embauché deux mille nouveaux employés, avec lesquels il fut possible d'atteindre les objectifs de productivité posés par la Poste, et ceci en accord avec ses 20 000 employés.

Manuel Acevedo, à la tête du Syndicat national des travailleurs de la Poste, a déclaré que selon l'accord de productivité, les employés avaient convenu de prolonger leurs heures de travail de 6,5 heures à 8,5 heures quotidiennes, du lundi au samedi. Auparavant, ils ne travaillaient que du lundi au vendredi. L'objectif était de réduire les délais de livraison du courrier, qui est passé de 15 jours en moyenne à trois jours dans le cas des livraisons locales, et cinq pour la correspondance entre villes.

[...] Les autres changements qui ont eu lieu à la Poste ont eu trait à l'image des bureaux et des uniformes des employés. Le plan de modernisation commençait donc à porter ses fruits, sous la responsabilité de l'ex-directrice Purificación Carpinteyro. Après avoir quitté son poste pour prendre en charge un sous-secrétariat au ministère des Communications et des Transports (SCT), il n'y eut plus de continuité dans le projet, et le principal système postal du pays de se trouver désormais en péril.

C'est que, indique Acevedo, le but d'obtenir de nouveaux clients a été non seulement mis de côté, mais la situation risque de s'aggraver car il est très probable que Telefonos de Mexico [équivalent au Mexique de France Telecom], l'un des principaux utilisateurs du service postal, passe à la concurrence [...].

Source : <http://www.jornada.unam.mx/2009/08/01/sociedad/032n1soc>
Traduction de Tanguy Samzun

Document 4 - La figure du facteur, un messager dévoué

Ce document est un timbre édité par les services postaux mexicains en 1990. Ce timbre fait référence au passé préhispanique du Mexique puisqu'il est constitué d'une planche tirée de *L'histoire de Tlaxcala*, codex colonial supervisé par Diego Muñoz Camargo à la fin du XVI^e siècle. Le personnage central de la scène est le *paynani*, ancêtre du postier.

Le nom de *paynani*, messager en Nahuatl, la langue préhispanique du peuple Mexica, fait écho à la figure de Hermès dans l'Antiquité grecque. Nul hasard ici tant chaque histoire officielle des diverses institutions postales nationales commence le récit par une figure historique pré-moderne, fondant en quelque sorte dans un temps mythique, hors de l'histoire, les principes intemporels de l'institution. Dans le cas mexicain comme dans le cas grec, l'accent est placé sur le rôle à la fois religieux et militaire du messager. Les *paynani* se trouvent sous la protection de Paynal, divinité associée à Huitzilopochtli, dieu de la guerre. Selon B. Sahagun, Paynal est son "capitaine dévoué". Comme Hermès et les messagers de l'époque antique (Marathon étant sans doute le plus célèbre d'entre eux), les *paynani* portaient les messages ou objets d'une très grande importance : la paix ou la guerre, la naissance et la mort, ou encore certains aliments très rares. Les caractéristiques morales de ces semi-héros sont très claires : fidélité et loyauté à l'autorité, efficacité et rapidité dans la livraison.

Aujourd'hui nous ne savons pas si, comme le dit l'histoire officielle de la Poste mexicaine, « la société respecte son facteur de la même manière que ce dernier lui rend service », mais par contre, selon le *Manuel du facteur*, publié en 1980 et toujours en vigueur, ce dernier est « l'employé de la plus haute confiance du service postal (...) auquel est confié l'acte le plus important du service, celui qui consiste à livrer la correspondance au destinataire. À cette fin, il a l'obligation de protéger l'intégrité de la livraison que La Poste lui confie, en évitant par tous les moyens à sa disposition toute violation, destruction ou vol de cette dernière ». Le dévouement à l'institution est devenu dès lors l'une des principales caractéristiques du rapport salarial des entreprises et administrations publiques : plus qu'un lien de subordination, il s'agit d'une forme d'allégeance. Gardons en effet à l'esprit que le statut de fonctionnaire s'est construit avant tout, en France, dans l'esprit des corps militaires échafaudés sous l'ère Napoléonienne. L'expression d'un différend par rapport à l'autorité publique fut longtemps réprimée et il fallut de longues luttes à la fin du XIX^e siècle pour que le droit de réserve des fonctionnaires ne soit pas synonyme de pure allégeance. Si le dévouement du facteur est néanmoins toujours présent, soulignons qu'il ne se construit plus autour de l'autorité de tutelle mais principalement autour de la figure de l'usager.



Document 5 - Une tournée de facteur

Ce document-vidéo a été filmé par l'auteur de ces lignes durant le mois de juin 2008 à San Cristobal de Las Casas, État de Chiapas, avec l'aimable appui des autorités de La Poste mexicaine. Il est le fruit d'un séjour de 15 jours dans la ville de San Cristobal de Las Casas afin de mener observations ethnographiques et entretiens auprès de ses facteurs. Il présente les principales séquences qui composent le travail de facteur : les interactions brèves avec les usagers, leur diversité, les conditions de circulation en extérieur urbain, ainsi que le travail de classification mené à l'intérieur du bureau. Il se termine par une série de photos souvenirs prises en 1992 au cours du défilé syndical du 1^{er} mai, fête du travail.

La vidéo cherche à montrer en premier lieu la nature des interactions réalisées par les facteurs. Il s'agit d'interactions verbales brèves et polies, montrant l'exigence de correction demandée par l'autorité postale mais qui répond également de la part des facteurs à une tactique nécessaire pour anticiper et limiter les inévitables plaintes des usagers, sources de retard et de tensions psychiques. Le document montre également le sens pratique (Bourdieu) de l'espace d'une tournée développée par les facteurs, c'est-à-dire la connaissance intime de ses singularités matérielles, qui font la vie si dure au novice. C'est par exemple l'absence fréquente de nu-

mérotation et de sonnerie qui suppose la patiente connaissance de ses habitants. Ou encore ces boîtes aux lettres manquantes, cachées ou sérieusement endommagées qui obligent le facteur à glisser la correspondance sous la porte, au grand dam des usagers qui la retrouve parfois en mauvais état. Outre l'exiguïté du bureau de San Cristobal, semblable en cela à bien des bureaux de province, les images tournées en intérieur montrent une partie essentielle de l'activité des facteurs : la classification ou le tri des correspondances. Temps taylorisé marqué par des gestes répétitifs, il est aussi et surtout le temps de la sociabilité professionnelle. On s'adresse des saluts amicaux, on s'enquiert des problèmes familiaux, on chantonne, on se provoque parfois physiquement, souvent verbalement avec une verve fortement mâtinée de sexisme, bref c'est le moment où s'exprime la cohésion d'un collectif de travail face à la hiérarchie ou aux responsables syndicaux.

Nul surprise alors de voir que le travail de facteur dans ses multiples dimensions est à la source d'une véritable identité professionnelle, que le syndicat et l'institution savaient valoriser. En revenant sur d'anciennes photos, les dernières images du film montrent l'attachement des facteurs à cette identité professionnelle, attachement qui n'est peut-être plus autant défendu par l'institution ou le syndicat.



Conclusion

La modernisation de La Poste mexicaine pourrait bien être une gageure tant elle a à surmonter des obstacles liés à son histoire comme au manque de considération que lui témoignent dirigeants politiques, haut-fonctionnaires et usagers. Selon les analyses de l'Union Postale Universelle, le destin de ce service dépendra de sa capacité à intégrer une véritable offre de service bancaire, service encore bien faiblement démocratisé au Mexique.



LE GOUVERNEMENT DE L'UNE DES PLUS GRANDES VILLES DU MONDE

Caroline Stamm
Lab'Urba, Université Paris-Est
stammcaroline@hotmail.com

Documents :

- 1 - La fragmentation politico-administrative de la métropole de Mexico
- 2 - Évolution du statut politique du District Fédéral
- 3 - L'émergence du pluralisme politique dans la métropole
- 4 - Un exemple de dysfonctionnement : les inondations
- 5 - Un exemple de coopération métropolitaine : le programme *Hoy no circula*

L'Amérique latine est l'une des aires géographiques les plus urbaines au monde. Son taux d'urbanisation (76 % de population urbaine) est proche de celui des pays du Nord et largement au dessus de la moyenne mondiale (48 %). Des villes précolombiennes jusqu'aux métropoles d'aujourd'hui, en passant par les cités espagnoles, la ville est au cœur de l'organisation spatiale, économique et politique des pays latino-américains.

Le Mexique n'échappe pas à la règle avec 75 % de population urbaine et une structure urbaine macrocéphale. Sa capitale, Mexico, est à la fois une mégapole, car elle compte plus de 10 millions d'habitants, et une métropole, car elle concentre à la fois de la population, des activités, des richesses et des pouvoirs. Elle se situe loin devant Guadalajara, la deuxième ville du pays, qui compte environ 4 millions d'habitants.

Mexico a connu une véritable explosion démographique au cours du XX^e siècle, sous les effets de plusieurs processus : industrialisation, développement du secteur public, exode rural, accroissement démographique. L'agglomération est passée de 1,6 millions d'habitants en 1940, à 14,4 millions en 1980 et 20,1 millions en 2010, ce qui fait d'elle la 3^e ville la plus peuplée du monde. Dans le même temps, la superficie de l'aire urbaine a considérablement augmenté passant de 117 km² en 1940 à 1400 km² en 2000.

Aujourd'hui, Mexico est une métropole fragmentée, qui n'a pas un gouvernement unique à l'échelle métropolitaine mais un grand nombre de gouvernements locaux qui se juxtaposent. Elle s'étend sur des dizaines de territoires politico-administratifs aux statuts divers, dont les autorités locales se partagent le pouvoir dans la métropole. Elle compte toutefois quelques mécanismes de coordination à l'échelle métropolitaine, mais ceux-ci sont peu efficaces et limités à des secteurs particuliers.

L'objectif de ce dossier est de présenter les défis liés au gouvernement d'une métropole concentrant plusieurs millions d'habitants, sur des centaines de kilomètres carrés et impliquant plusieurs collectivités locales. La question du gouvernement métropolitain n'est pas propre à Mexico. Elle touche, au contraire, la grande majorité des métropoles mondiales comme le montre le cas de la capitale française, qui est le centre de débats autour de la création d'un Grand Paris incluant Paris et sa banlieue. Cette question est également de plus en plus souvent remplacée par celle de gouvernance, concept omniprésent, qui renvoie à une forme négociée de la gestion urbaine, fondée sur une répartition du pouvoir et sur la coopération entre les acteurs publics, les acteurs privés, la société civile et les habitants.

Le dossier est composé de documents récents. Chacun aborde un aspect du gouvernement de Mexico : la fragmentation politico-administrative, le statut de capitale, la division politique et les dysfonctionnements mais aussi les quelques succès en matière de coopération métropolitaine.

Pour en savoir plus

Revue électronique *Métropoles*, <http://metropoles.revues.org/>

Revue *TRACE* n°42 "Experiencia metropolitana y ciudadanía", 2002.

Doñer-Apprill, Élisabeth (dir.), 2000. *Les très grandes villes dans le monde*, Questions de géographie, Éditions du temps, Paris

Garza, G. (coord.), 2000. *La Ciudad de México en el fin del segundo milenio*, Gobierno del Distrito Federal/El Colegio de México, México.

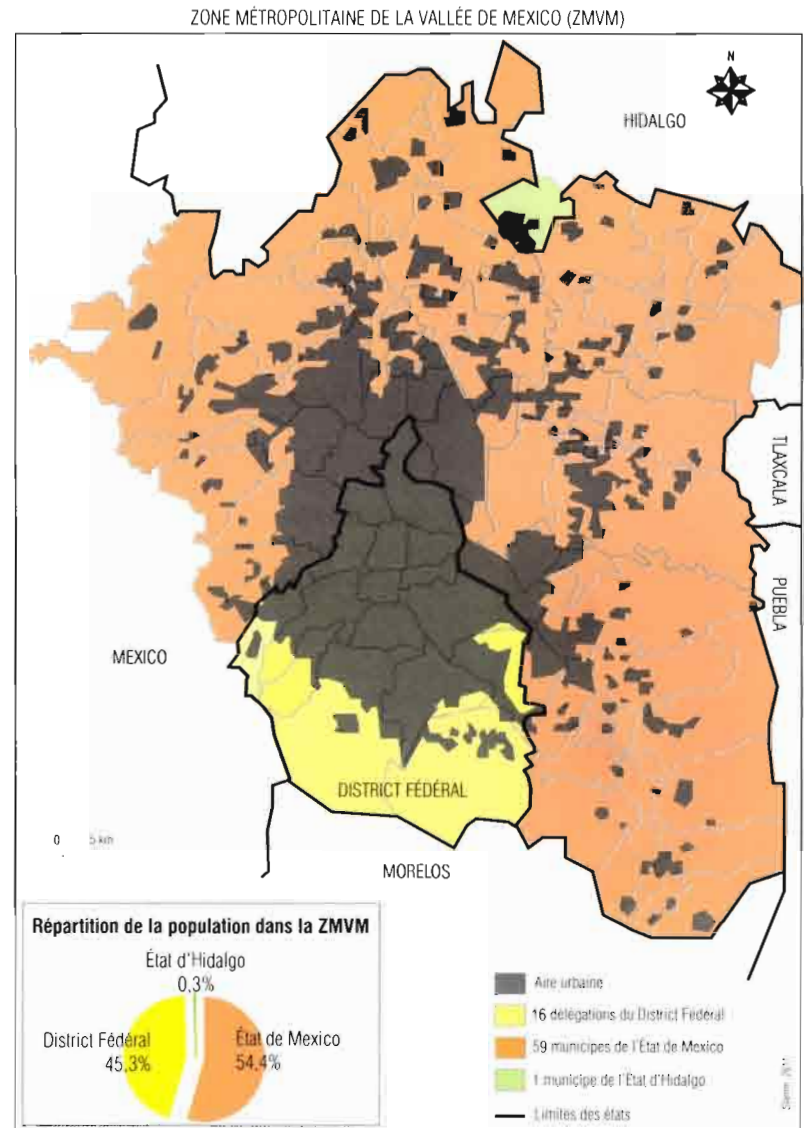
Document 1 - La fragmentation politico-administrative de la métropole de Mexico

Il s'agit d'une carte de l'agglomération de Mexico et des entités politico-administratives qui la composent. Nous avons utilisé ici la délimitation de la métropole de Mexico proposée en 2004 par le Ministère du Développement Social, l'Institut National de Statistiques mexicain et le Conseil National de la Population dans la publication intitulée *Delimitación de Zonas Metropolitanas de México*.

L'aire urbaine, représentée en gris, s'étend sur trois entités : le District Fédéral, l'État de Mexico et l'État d'Hidalgo. On remarque sur la carte que l'État de Mexico et celui d'Hidalgo sont divisés en municipes (*municipios*) et que le District Fédéral est constitué de délégations (*delegaciones*). Plus précisément, l'aire urbaine recouvre les 16 délégations du District Fédéral, représentées en jaune sur la carte, 59 municipes de l'État de Mexico, en orange, et un municipe de l'État d'Hidalgo, en vert. Cet ensemble prend le nom de Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM). Le graphique en bas à gauche, en forme de camembert, a été élaboré à partir des chiffres du recensement mexicain de 2005. Il montre que la population de la zone métropolitaine réside aujourd'hui en majorité dans l'État de Mexico. Jusqu'en 1995, le District Fédéral concentrait la majorité de la population de l'agglomération, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ce revirement implique un changement des rapports de force entre le District Fédéral et l'État de Mexico.

Ce document illustre, en premier lieu, l'extrême fragmentation politico-administrative de l'agglomération de Mexico. 76 gouvernements locaux et 3 gouvernements de niveau supérieur (État de Mexico, Hidalgo et District Fédéral) sont présents. La fragmentation est le résultat du processus d'expansion spatiale de la ville. Au cours du XX^e siècle, l'aire urbaine a occupé progressivement une grande partie du territoire du District Fédéral et elle a commencé à déborder vers les premières communes de l'État de Mexico, dans les années 1950-1960, avant d'atteindre l'État d'Hidalgo. Elle a ainsi intégré progressivement de nouveaux territoires politico-administratifs remettant en question la concordance entre l'espace métropolitain et les territoires institutionnels.

Cette discordance est à l'origine de nombreux débats sur le gouvernement des métropoles. Ceux-ci sont anciens aux États-Unis où, dès les années 1960, est apparu le problème de la fragmentation politico-institutionnelle dans les grandes villes. Ils y ont opposé les partisans de la création de structures institutionnelles métropolitaines (l'école des réformateurs) et les défenseurs de la coopération horizontale entre les communes (l'école du *public choice*). L'opposition entre ces deux écoles se prolonge jusqu'à aujourd'hui et il démontre qu'il n'y a pas un mode d'organisation qui assure une meilleure gestion urbaine, mais qu'il s'agit avant tout de choix politiques.



Document 2 - Evolution du statut politique du District Fédéral

Le document 2 est une chronologie des réformes politiques du District Fédéral. Siège des pouvoirs de la nation mexicaine, le District Fédéral a un statut particulier parmi les États mexicains. Rappelons que le Mexique est un État fédéral, constitué de 32 entités : 31 états et le District Fédéral.

Créé en 1857, le District Fédéral a obtenu dans la Constitution de 1917, adoptée au lendemain de la Révolution mexicaine, le statut d'état et il était alors constitué de municipes. En 1928, il a perdu ce statut pour diverses raisons politiques mais aussi du fait des difficultés financières des municipes et de leur incapacité à fournir les services de base à la population. Dès lors les autorités fédérales ont décidé de doter le District Fédéral d'un régent, nommé par le Président de la République, et de le diviser en délégations, dirigées par des *delegados*, nommés par le régent. Le District Fédéral a perdu son pouvoir législatif, ses autorités élues et son autonomie. Il s'agissait pour le pouvoir fédéral de reprendre le contrôle de la capitale.

Après de longues mobilisations et revendications dans les années 1980, le gouvernement fédéral a procédé à des réformes du statut du District Fédéral. La première réforme a été la création en 1988 de l'Assemblée des Représentants du District Fédéral, qui a obtenu en 1993 des compétences législatives. La seconde grande réforme a pris place en 1996 lorsque le Département du District Fédéral a été remplacé par le Gouvernement du District Fédéral. Celui-ci est dirigé non plus par un régent, désigné par le Président de la République, mais par le chef de gouvernement du District Fédéral, élu par les habitants au suffrage universel direct tous les six ans. En ce qui concerne les délégations, les premières élections au suffrage universel des délégués ont eu lieu en 2000. Elles ont lieu tous les trois ans.

Le processus de démocratisation du District Fédéral s'est également illustré par la création de mécanismes de démocratie directe avec la formation des comités de quartier (*comités vecinales*). En 1999, plus de 1 300 comités de quartiers ont été élus pour la première fois. Avec 9,5% de participation seulement, ces élections n'ont pas impliqué une grande participation des habitants.

En dépit de ces réformes, le District Fédéral se distingue toujours des autres États mexicains par l'intervention directe de la Fédération. Le Congrès fédéral vote la loi de finances du District Fédéral, à la différence des autres États qui l'approuvent au travers de leurs congrès locaux. Le Président de la République assume le commandement de la force publique du District Fédéral et désigne le Secrétaire de la Sécurité Publique, sur proposition du chef de l'exécutif de la capitale, ainsi que le Procureur de justice du District Fédéral. Enfin, le District Fédéral dépend des pouvoirs fédéraux pour toute réforme et, à la différence des autres états, il n'a pas de constitution mais un statut de gouvernement.

CHRONOLOGIE DES REFORMES POLITIQUES DU DISTRICT FÉDÉRAL

- 1857 : Constitution du District Fédéral.
- 1903 : Le Président de la République gouverne le District Fédéral à partir du Secrétariat du gouvernement (équivalent du Ministère de l'Intérieur).
- 1917 : Le gouvernement du District Fédéral est à la charge d'un gouverneur.
- 1928 : Suppression du régime municipal et création du Département du District Fédéral.
- 1988 : Création de l'Assemblée de Représentants du District Fédéral.
- 1994 : L'Assemblée de Représentants du District Fédéral devient l'Assemblée Législative du District Fédéral.
- 1996 : Création du Gouvernement du District Fédéral (à la place du Département du District Fédéral).
- 1997 : Première élection du Chef de gouvernement du District Fédéral au suffrage universel.
- 1999 : Élection de 1352 comités d'habitants (*comités vecinales*) dans le District Fédéral.
- 2000 : Première élection des Délégués au suffrage universel.

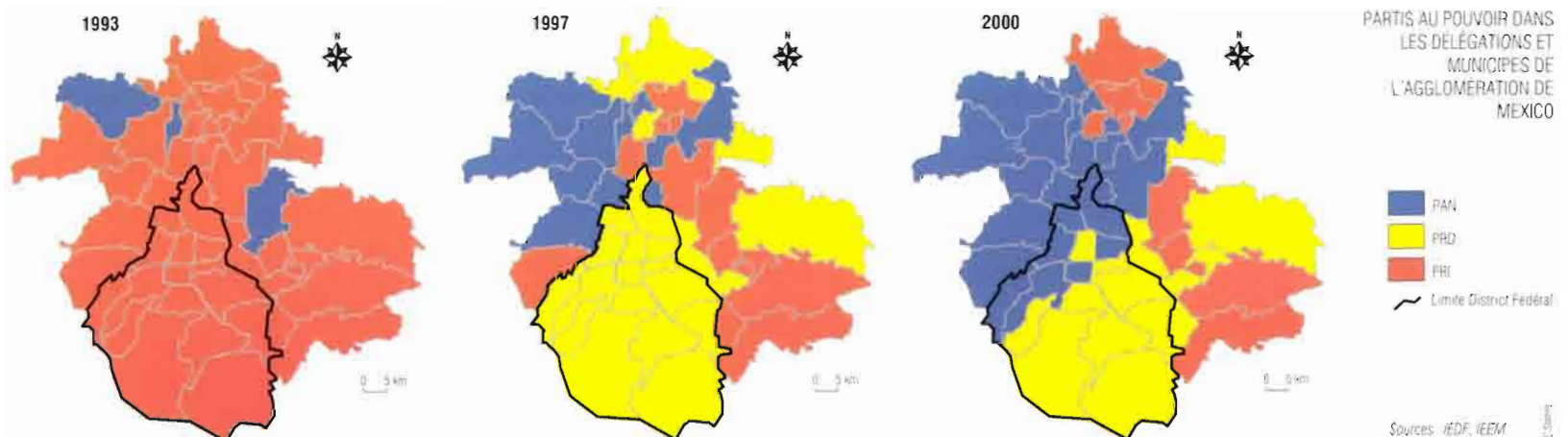
Document 3 - L'émergence du pluralisme politique dans la métropole

Cette série de cartes montre l'évolution du panorama politique de l'agglomération de Mexico entre 1993 et 2000. Elle permet de situer la démocratisation du District Fédéral, présentée dans le document précédent, par rapport aux transformations à l'œuvre dans l'État de Mexico et dans le reste du Mexique. Les limites de l'agglomération correspondent à la définition de l'Institut National de Statistiques mexicain (INEGI) de 2000.

La démocratisation mexicaine a débuté dans les années 1980 avec la remise en cause de l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Le PRI, héritier de la Révolution mexicaine, est arrivé au pouvoir en 1929. Il s'est consolidé dans les années 1930 autour d'un régime semi-corporatiste et a exercé seul le pouvoir jusqu'à la fin des années 1980. Le seul parti d'opposition était le Parti d'Action Nationale (PAN). Né en 1939 des groupes contre-révolutionnaires, ce parti de droite, conservateur et catholique, est le seul à ne pas avoir été interdit. Les années 1980 se sont caractérisées par la mise en place progressive d'un régime tri-partisan avec l'arrivée sur la scène politique du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) créé en 1989 et issu du courant démocratique du PRI. C'est dans les interactions entre ces trois partis (PRI, PAN, PRD) que s'est joué le processus de transformation politique du Mexique. Le processus électoral est, en effet, au cœur de la démocratisation mexicaine, le régime semi-autoritaire s'étant singularisé par les fraudes électorales.

La carte de 1993 montre l'hégémonie du PRI dans les délégations du District Fédéral et dans l'État de Mexico, à l'exception de quelques municipes gouvernés par le PAN. En 1997, le panorama est tout à fait différent. Cette année-là, la première élection du chef de gouvernement du District Fédéral a donné la victoire à Cuauhtémoc Cárdenas du PRD, qui a nommé les *delegados*. Il s'agit là d'une grande victoire pour l'opposition au PRI et le signe du nouveau pluralisme politique. Dans l'État de Mexico, le PRI n'orchestrant plus les élections, le PAN et le PRD ont gagné dans un grand nombre de municipes. En 2000, le panorama politique s'est complexifié avec l'élection des *delegados* et l'émergence du multipartisme dans le District Fédéral. La division entre le nord-ouest de l'agglomération PANiste et le sud-est PRDiste s'est affirmée, avec la permanence du PRI dans certains municipes. Il faut ajouter que le District Fédéral est depuis 1997 aux mains du PRD, alors que l'État de Mexico est, depuis les années 1930, aux mains du PRI, dans un contexte où la Présidence mexicaine est depuis 2000 aux mains d'un troisième parti, le Parti d'Action Nationale (PAN).

Ce document illustre l'émergence du multipartisme au niveau local, le changement des rapports de force partisans au sein de la métropole et la fragmentation politique de l'agglomération. De l'hégémonie du PRI, on est passé à une nouvelle géographie politique plus complexe.



Document 4 - Un exemple de dysfonctionnement : les inondations

Ce document est l'extrait d'un article intitulé *Affrontements à cause des inondations. Edomex, DF et Conagua se renvoient la faute*. Il a été publié dans l'édition du 28 juin 2011 d'*El Universal*, un des principaux quotidiens mexicains. Il relate le débordement de deux canaux d'évacuation des eaux, causé par de très fortes pluies.

Dans un premier temps, l'article constate que ces inondations ont touché 600 habitations des municipes d'Ecatepec et de Nezahualcōyotl, situés dans l'État de Mexico et frontaliers du District Fédéral, et une partie de l'autoroute *Circuito Exterior Mexiquense*.

Dans un second temps, il tente de comprendre qui est responsable de ces inondations et présente les positions de différents acteurs. Le Secrétaire de l'eau et des travaux publics de l'État de Mexico reporte la responsabilité sur la Commission Nationale de l'Eau (Conagua) et sur les autorités du District Fédéral. Les municipes d'Ecatepec et de Nezahualcōyotl accusent la Conagua de ne pas avoir ouvert les portes des canaux pour évacuer les eaux. Les habitants dénoncent à la fois les autorités fédérales, celles de l'État de Mexico et du District Fédéral, et les autorités municipales d'Ecatepec et de Nezahualcōyotl.

Ce texte est intéressant car il montre l'exemple d'un conflit entre les grands acteurs impliqués dans la gestion de la métropole de Mexico : le pouvoir fédéral, les autorités de l'État de Mexico et du District Fédéral, et les municipalités. Or la gestion de l'eau et des inondations est un domaine dans lequel la coopération entre les différents pouvoirs présents dans la métropole est primordiale. En effet, la gestion de l'approvisionnement en eau et de l'évacuation des eaux usées se fait à l'échelle métropolitaine et même régionale. Le défi de la gestion de l'eau n'est donc pas seulement technique, il se situe également au niveau de la coordination entre les différentes autorités et avec les habitants.

LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA MÉTROPOLE : L'EXEMPLE DES INONDATIONS

Extrait de l'article "Se enfrentan por inundaciones. Edomex, DF y Conagua se culpan por anegaciones", Emilio Fernández, *El Universal*, 28 juin 2011

El desbordamiento de los Drenes Xochiaca y del Valle en Nezahualcōyotl y Ecatepec que provocó, según datos del gobierno del Estado de México, afectaciones en 600 casas ; un nuevo roce entre autoridades mexiquenses, la Comisión Nacional del Agua (Conagua) y del DF.

El titular de la Secretaría del Agua y Obra Pública estatal (SAOP), David Korenfeld dijo que la Conagua y el gobierno capitalino no garantizaron una buena operación del sistema de bombeo y regularizador del Dren del Valle de México. (...)

De acuerdo a los datos del gobierno del Estado de México y de los ayuntamientos de Ecatepec y Nezahualcōyotl, en el primer municipio se contabilizaron 150 viviendas afectadas en la colonia Prizo 1 y en la segunda 450 en la colonia El Sol.

Además de los daños en las colonias de los dos municipios más poblados del Estado de México, la autopista de cuota, Circuito Exterior Mexiquense estuvo cerrada a la circulación desde la madrugada de ayer porque las aguas negras anegaron ambos sentidos, a la altura del kilómetro 47, cerca de la colonia Prizo I de Ecatepec.

La nueva anegación provocó la molestia de los vecinos de ambos municipios metropolitanos que bloquearon durante varias horas los tronques del Circuito Exterior Mexiquense y el Periférico Oriente, así como la avenida Central, en el límite de Nezahualcōyotl y Ecatepec.

Los residentes de las dos localidades culparon a los gobiernos federal, estatal, del DF y a los ayuntamientos de Nezahualcōyotl y Ecatepec de los daños y de los problemas pluviales. (...)

Los ayuntamientos de Ecatepec y Nezahualcōyotl responsabilizaron a la Conagua de que no abrió las compuertas a tiempo para desalojar las aguas. (...)

La Conagua afirmó que las compuertas siempre estuvieron abiertas para que pudieran desfogarse las aguas.

David Korenfeld señaló que las inundaciones no fueron por alguna ruptura en la red hidráulica sino por la concentración de agua que no pudo salir del Dren General hacia el Gran Canal.

Document 5 - Un exemple de coopération métropolitaine : le programme Hoy no circula

Ce document est une brochure présentant le programme *Hoy no circula sabatino*. Il s'agit du verso d'un document informatif destiné aux automobilistes. Il a été réalisé en 2011 par le Secrétariat à l'environnement du District Fédéral, comme l'indiquent les logos situés en bas à droite. Le logo du District Fédéral nous rappelle que ce territoire prend également le nom officiel, et ambigu, de *Ciudad de México*.

L'intérieur de la brochure explique que les niveaux élevés de pollution atmosphérique constatés en fin de semaine ont motivé l'extension du programme *Hoy no circula* au samedi. Ce programme interdit la circulation des véhicules les plus anciens et les plus polluants – qui n'ont pas la vignette 0 ou 00 – un jour par semaine et un samedi par mois. Le dernier numéro de la plaque d'immatriculation de la voiture détermine de quel jour et de quel samedi il s'agit.

ES POR TI, ES POR TODOS

VEHICULOS EXENTOS DE ESTAS MEDIDAS

- Con holograma "0" y "00"
- Servicios de Emergencia (ambulancias, bomberos, protección civil, seguridad pública, etc.)
- Cortijos funerarios en servicio
- Que transporten personas discapacitadas
- Con emergencia médica
- Transporte escolar acreditado

¿SI NO CUMPLE CON LA MEDIDA QUÉ ME PUEDE OCURRER?

La policía del D.F., estatal o municipal, en el ámbito de sus respectivas competencias, remitirá al depósito vehicular a dichos vehículos con la multa correspondiente.

¿A CUÁNTO ASCENDE LA MULTA?

La sanción por no cumplir con esta disposición en el Estado de México es 30 días de salario mínimo y de 20 en el D.F. Además el vehículo será detenido y remitido a un depósito vehicular.

D.F.: 20 Días de salario mínimo
Estados: 30 días de salario mínimo

AYUDANOS A HORARLOS:

Para el área medioambiental:
 Teléfono: (55) 5727-9911. Extensión: 3658-1111.
 Buzón: 01800 2320823
 hoynocircula@sema.df.gob.mx, sema@edemex.gob.mx,
 www.sema.df.gob.mx, www.edemexico.gob.mx

CONCLUSION

La fragmentation administrative et politique de l'agglomération de Mexico rend son fonctionnement et son gouvernement complexes. Si des initiatives de coordination métropolitaine ont bien été mises en place dans certains domaines comme l'environnement, celles-ci ne suffisent pas à masquer les dysfonctionnements de cette coopération. C'est pourtant là l'un des enjeux du gouvernement des métropoles, de même que la participation des citoyens.

La partie de la brochure qui nous intéresse particulièrement est le panneau central du verso. On peut y lire qu'en cas de non respect des dispositions du programme l'amende s'élève à 20 jours de salaire minimum dans le District Fédéral et à 30 jours dans l'État de Mexico. Au dessous, il est indiqué que, pour avoir plus d'informations, on peut s'adresser au Secrétariat à l'environnement du District Fédéral et à celui de l'État de Mexico. Ce programme s'applique donc à l'échelle de l'agglomération. Chacune des deux entités a son pouvoir législatif et, par conséquent, une sanction propre.

Cette brochure permet d'aborder la question de la coopération métropolitaine et de montrer un exemple réussi en matière d'environnement. La pollution atmosphérique est, en elle, un problème qui fait li des limites politico-administratives et qui nécessite d'être traité à l'échelle métropolitaine. L'action isolée d'une délégation ou d'un municipal n'aurait que peu d'effets. Ce programme a été créé à partir de l'expérience menée, en 1984, par l'association écologiste *Mejora tu ciudad* qui invitait les automobilistes à ne pas utiliser volontairement leur véhicule un jour par semaine. Dans un contexte où la pollution atmosphérique était préoccupante, ce programme a été repris en 1989 par les autorités du District Fédéral et de l'État de Mexico sous le nom *Hoy no circula* et il est devenu obligatoire. En 2008, il a été étendu au samedi.

Enfin, il faut ajouter que ce programme fait partie des actions de la Commission environnementale métropolitaine, qui réunit les autorités du District Fédéral et de l'État de Mexico. Celle-ci fait partie des commissions métropolitaines sectorielles (environnement, établissements humains, eau potable et drainage, transports et voies de circulation, sécurité publique, protection civile, santé et finances), qui s'ajoutent à deux autres mécanismes de coordination métropolitaine : la Commission exécutive de coordination métropolitaine, et le Fond métropolitain. Cependant, ces mécanismes ne fonctionnent pas toujours et ils sont faibles institutionnellement.



GÉOGRAPHIE



MÉTROPOLES ET MÉTROPOLISATION AU MEXIQUE

Virginie Baby-Collin
Aix-Marseille Université, Telemme, Maison Méditerranéenne des
Sciences de l'Homme
Virginie.baby-collin@univ-provence.fr

Documents :

- 1 - Un Mexique de grandes villes
- 2 - Population et croissance des zones métropolitaines mexicaines
- 3 - La métropolisation à Monterrey
- 4 - Vivre et travailler dans l'aire métropolitaine de Monterrey
- 5 - Disparités et fragmentations sociales à Monterrey

Processus de transformation de l'urbain dans le contexte de la globalisation économique, la métropolisation est une étape majeure de la fin du XX^e siècle. La concentration de richesses dans certaines grandes villes, bien connectées par des réseaux qui font d'elles des nœuds (ou hubs), dessine une carte de villes globales caractérisées par leur forte connectivité comme par leur haute tertiarisation, formant un archipel métropolitain mondial.

À l'échelle locale, la métropolisation modifie l'objet urbain comme les modes de vie de ses habitants. Étalement, diminution des densités, périurbanisation, sont les manifestations de l'extension de la ville au-delà de ses limites, par croissance interne (accroissement de sa population) et externe (incorporation de villages et de zones rurales périphériques), accompagnée de l'amélioration des moyens de transports. Les paysages sont hétérogènes, la métropole réticulaire (c'est-à-dire fondée sur une articulation par des réseaux) plus que continue. Les fonctions économiques dispersées font apparaître des policentralités et des pôles d'activités spécialisés (districts industriels, centres d'affaires, zones commerciales et de services, pôles logistiques...), ainsi que de nouvelles logiques de déplacement domicile-travail. La notion de fragmentation urbaine, physique, sociale, économique ou politique rend compte de ces dynamiques métropolitaines, où les modes de vie comme la gouvernance se réinventent, et où les défis sociaux et environnementaux sont un enjeu majeur.

Comment ce processus se donne-t-il à voir au Mexique ? Le pays est très urbanisé depuis longtemps (77,8 % d'urbains en 2010 au Mexique, 50 % dans le monde), et la croissance urbaine est aujourd'hui ralentie (1,5 % par an contre 1,9 % dans le monde), témoignant d'une transition urbaine en voie d'achèvement. La capitale n'est plus la plus grande ville du monde, mais, aux portes des États-Unis, et dans un contexte de mondialisation croissante, les métropoles mexicaines sont un enjeu territorial fondamental. Le dossier observera d'abord le processus de concentration métropolitaine à l'échelle du territoire national (documents 1 et 2), puis, à partir du cas de Monterrey, mettra en évidence quelques dimensions du processus de métropolisation (documents 3, 4 et 5).

Pour en savoir plus

Bataillon C., Panabière L., 1988, *Mexico, la plus grande ville du monde*, Edisud.
Département Population de la division des affaires économiques et sociales du secrétariat des Nations Unies, <http://esa.un.org/unpd/wup/index.htm>
Globalization and world cities study group and network (GaWC) <http://www.lboro.ac.uk/gawc>
Sassen S., 2009, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, nrf Essais.
Tallet B., Ribardièrre A., 2011, *Atlas Mégapoles. Mexico*. Paris, Autrement.

Document 1 - Un Mexique de grandes villes

Les deux graphiques sont constitués à partir des données statistiques du *World Urbanization prospects, the 2009 Revision* (ONU). Ils retracent l'évolution de la croissance urbaine selon la taille des villes pendant la transition urbaine mexicaine.

Le document 1a est un graphique sur l'évolution de la répartition de la population urbaine mexicaine par taille de ville. La part des urbains résidant dans des villes de moins de 500 000 habitants passe des 3/4 en 1950 à un gros tiers en 2010, attestant d'une concentration dans ce qui est devenu des grandes et très grandes villes. La proportion de résidents de villes de 1/2 à 1 million d'habitants a beaucoup augmenté entre 1970 et 1990, mais s'est stabilisée. Près de la moitié de la population urbaine mexicaine vit aujourd'hui dans des villes millionnaires.

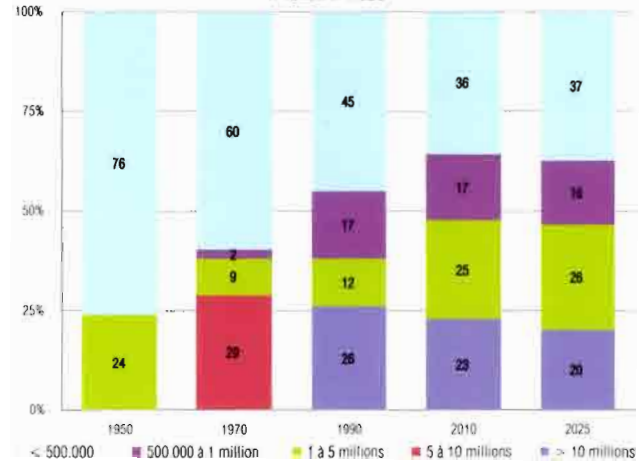
Un certain nombre de villes sont passées d'un groupe à un autre au fil des ans. On peut ainsi suivre l'évolution de Mexico dans la population urbaine en bas du graphique : de 24 % de la population urbaine en 1950 à 29 % en 1970, puis 23 % aujourd'hui. Cette baisse relative est un affaiblissement de sa primatie – poids de la première ville sur la seconde. Mexico est passé de 2,8 millions d'habitants en 1950 à près de 20 aujourd'hui. Deuxième agglomération latino-américaine derrière São Paulo, elle fait partie des quatre agglomérations d'Amérique latine de plus de 10 millions d'habitants avec Río de Janeiro et Buenos Aires.

Si les 40 dernières années ont été caractérisées par un rééquilibrage du système urbain, Mexico reste encore la seule à dépasser 5 millions d'habitants, et présente une macrocéphalie malgré tout toujours forte.

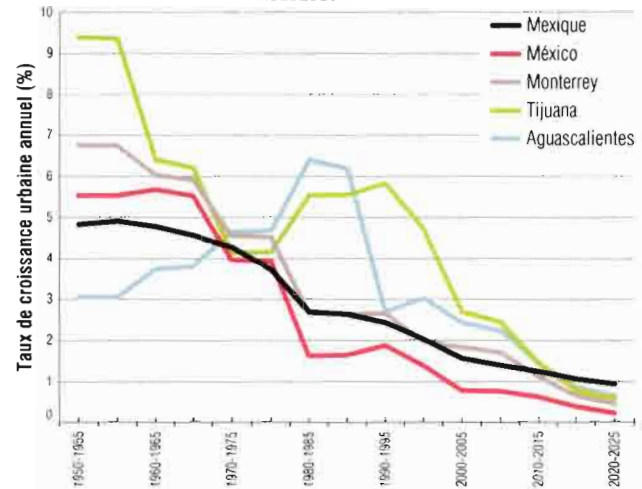
Le document 1b porte sur l'évolution du taux de croissance urbaine annuel, au niveau national et selon quelques villes. Le taux de croissance urbaine annuel est passé de près de 5 % à un peu plus de 1 % par an entre 1950 et 2010. Cette diminution est différenciée selon les villes : alors que Mexico et Monterrey ont eu une croissance plus forte que la moyenne au milieu du XX^e siècle, celle-ci, ralentie plus vite, est aujourd'hui très lente ; les villes de taille plus modeste comme Aguascalientes (900 000 habitants en 2010) ont connu une accélération de croissance à partir des années 1970-80, mais sont également entrées dans une phase de décélération. L'irrégularité de la croissance urbaine de Tijuana atteste de la sensibilité des villes frontalières à la conjoncture économique états-unienne et aux soubresauts de sa politique migratoire.

Ces deux documents nous renseignent ainsi sur les modalités de la transformation du système urbain mexicain, assez classique du passage d'un réseau très déséquilibré et polarisé par une capitale macrocéphale à un rééquilibrage par croissance des villes intermédiaires, devenues de grandes villes.

1A. ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DE LA POPULATION URBAINE MEXICAINE PAR TAILLE DE VILLE



1B. ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE URBAINE ANNUEL À PARTIR DE QUELQUES VILLES



Source : Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects, The 2008 Revision and World Urbanization Prospects, The 2009 Revision*

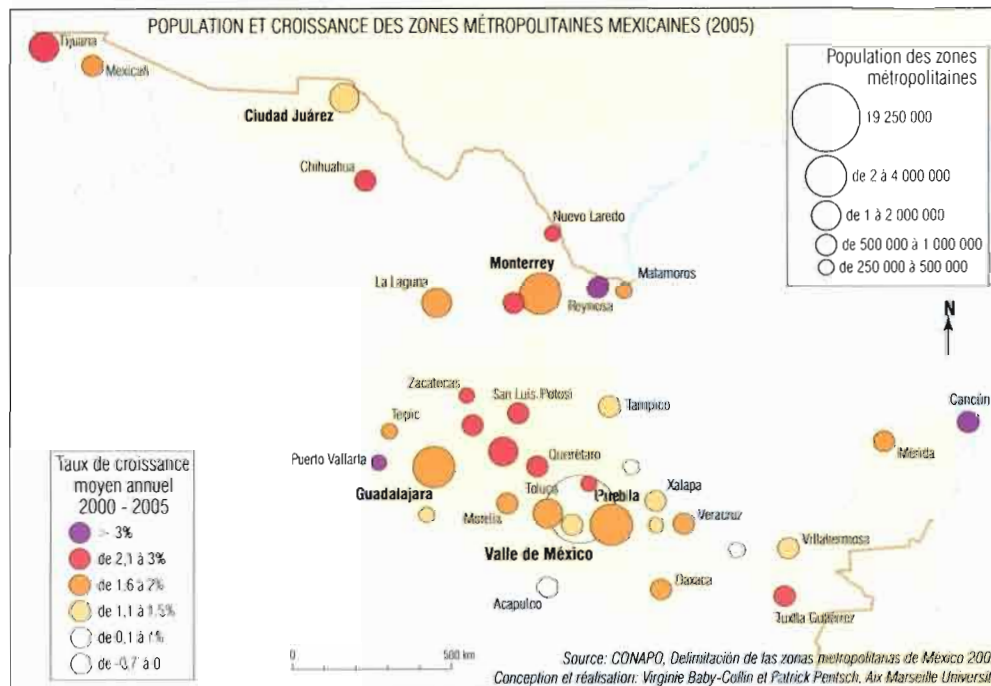
Document 2 - Population et croissance des zones métropolitaines mexicaines

La carte est construite à partir des données du CONAPO (Conseil National de la Population) qui propose en 2005 une nouvelle définition des zones métropolitaines mexicaines. Celles-ci regroupent au moins deux municipalités, dont une ville de plus de 50 000 habitants, dont les fonctions et les activités incorporent dans son aire d'influence directe les municipalités voisines. Le degré élevé d'intégration socio-économique des municipalités rattachées est déterminé par une conjugaison de facteurs : 1) la localité principale est à moins de 10 km par route asphaltée à double voie ; 2) au moins 15 % de la population résidente travaille dans la ville centrale, ou au moins 10 % de la population active y réside ; 3) la population active occupée dans des activités industrielles, commerciales et de services est supérieure ou égale à 75 % ; 4) la densité moyenne urbaine est supérieure à 20 habitants/ha.

La carte dessine la densité du semis urbain mexicain, forte dans la zone centrale (vallée de Mexico et centre ouest et nord), où les petites zones métropolitaines (< 250 000 hab) sont nombreuses, plus clairsemées dans

les terres désertiques du tiers nord, ainsi que dans la partie sud et est (isthme de Tehuantepec, Sierra Madre de Chiapas, péninsule du Yucatán), moins hospitalières, et aux zones métropolitaines plus concentrées en quelques points. Le trio métropolitain de tête, en termes de population comme de production de richesses, Mexico-Guadalajara-Monterrey, est rejoint, parmi les agglomérations millionnaires, par Puebla, ville industrielle (automobile) de la région urbaine de Mexico, puis Toluca au profil proche, au cœur du pays par León (ville du cuir), au nord par La Laguna, dans le désert de Durango, et sur la frontière nord par Tijuana et Ciudad Juárez, bien plus importantes encore si on y ajoute leurs jumelles états-unienne (San Diego ; El Paso). Les taux de croissance sont hétérogènes, négatifs dans certains cas, mais de 5,6 % à Cancún.

Le rééquilibrage du réseau urbain est visible dans la croissance des zones métropolitaines actuelles : très faible à Mexico, plus importante à ses environs et dans la région urbaine du centre nord ; très forte dans les périphéries où les zones métropolitaines sont peu nombreuses (Tijuana, Chihuahua, Reynosa, au nord, Cancun, à l'est, Tuxtla Gutierrez, dans le Chiapas). Ces fortes croissances attestent du dynamisme de zones en cours d'urbanisation (le Chiapas a encore une forte population rurale), et économiquement attractives (tourisme et tertiaire à Cancún ou Puerto Vallarta, ensemble de la frontière nord – zone d'immigration forte, et porte des États-Unis).

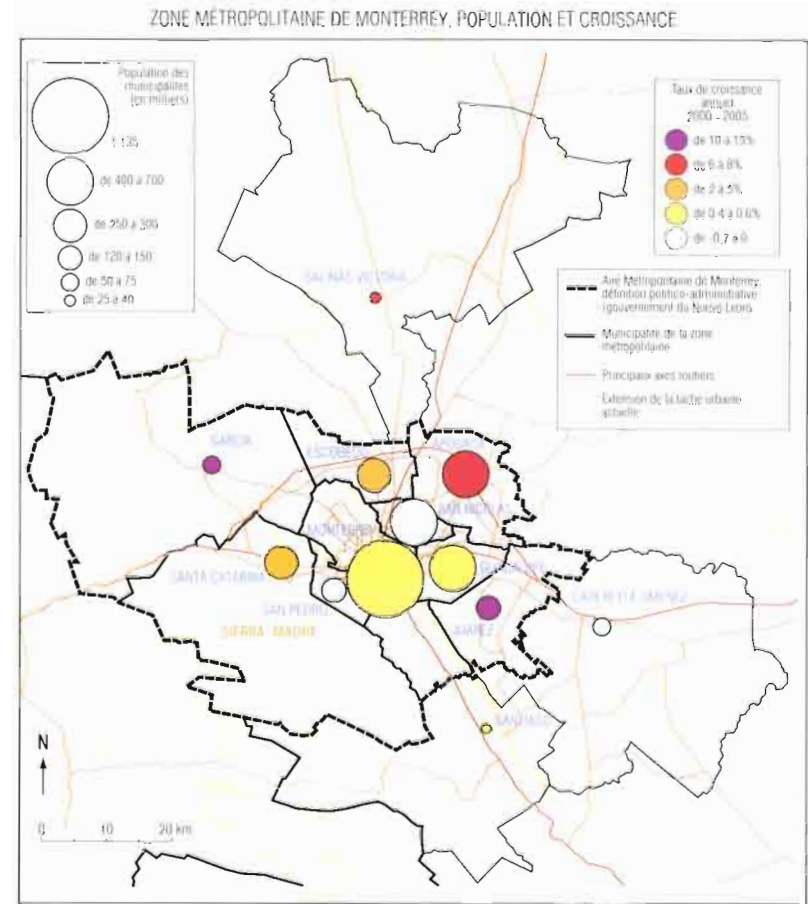


Document 3 - La métropolisation à Monterrey

Avec 86 % de la population de l'État du Nuevo León, 93 % de l'emploi, 89 % des entreprises, 95 % de la production brute et 96 % du PIB, Monterrey donne l'exemple d'une métropolisation très marquée à l'échelle de son État. Cette "Sultane du nord" est la troisième agglomération nationale par sa population (plus de 3,5 millions habitants), et la seconde par son poids économique, devant Guadalajara. La carte construite à partir des données CONAPO et INEGI, met en évidence les aspects démographiques et spatiaux de cette métropolisation.

On y lit la situation de Monterrey, au pied de la Sierra Madre orientale qui stoppe la croissance spatiale vers le sud-ouest. Des axes de communication majeurs relient la ville à la frontière nord, au golfe du Mexique, à Mexico, et à Saltillo vers l'ouest, et ont guidé son expansion. L'extension en doigts de gant la plus nette longe l'axe routier du sud-est vers Santiago, où les densités urbaines restent encore faibles mais où l'avancée du front urbain est caractéristique de la périurbanisation. Le cœur de l'aire métropolitaine, en termes démographiques et économiques, est composé de Monterrey, San Pedro, San Nicolás et Guadalupe (65 % de la population). Toutes ont aujourd'hui un taux de croissance nul ou négatif, attestant du report de la croissance démographique vers certaines périphéries urbaines (10 à 15 % pour García et Juárez). Connue pour être la municipalité la plus riche du pays, San Pedro est le nouveau centre d'affaires de Monterrey, lieu de sièges sociaux d'entreprises, d'hôtels et de centres commerciaux haut de gamme. C'est aussi un espace résidentiel très huppé, où de très grandes propriétés aux jardins verdoyants, contrastant avec la sécheresse environnante, grimpent sur les contreforts de la Sierra Madre, et préservent de basses densités résidentielles. Les municipalités les plus récemment rattachées à la zone métropolitaine ont des densités plus faibles, Santiago, Cadereyta et Salinas ne font d'ailleurs pas partie, pour le gouvernement du Nuevo León, de l'aire métropolitaine de Monterrey, composée des 9 autres municipalités seulement. Le plan directeur de 1964 définissait une aire métropolitaine de 7 municipalités, qui a incorporé Juárez dans les années 1970, puis García. Le temps administratif est ainsi plus lent que les processus géographiques.

Ce document illustre les dynamiques d'un espace métropolitain qui se constitue à partir d'une ville centrale, à la croissance aujourd'hui très ralentie, pour incorporer progressivement des municipalités périphériques, le long des axes de communication principaux, dont la croissance est plus élevée. Les dynamiques spatiales et démographiques sont relayées par une prise en compte administrative de ces changements, à des rythmes dépendants des politiques locales, pas toujours calés sur les réalités de terrain.



Source: CONAPO: délimitation de las zonas metropolitanas de México 2005, avec données INEGI. Conception et réalisation: Virginie Baby-Collin et Patrick Perlich, Aix-Marseille Université

Document 4 - Vivre et travailler dans l'aire métropolitaine de Monterrey

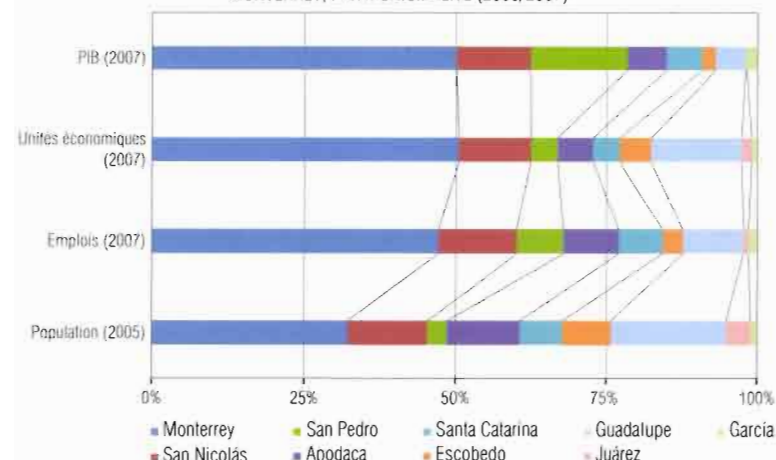
Issus de statistiques de l'INEGI et des annuaires économiques, les deux graphiques retravaillent des données analysées dans le cadre d'un programme de recherches ayant abouti à la réalisation d'un ouvrage collectif sur la métropolisation de Monterrey.

Le document 4a détaille la répartition de la population, des emplois, des activités et des richesses dans l'aire métropolitaine de Monterrey (AMM). Monterrey continue de jouer un rôle central en regroupant une demi-partie du PIB de l'AMM, plus de la moitié des unités économiques, et presque un emploi sur deux ; en revanche, elle ne regroupe plus qu'un tiers de la population. Le nouveau centre d'affaires de San Pedro, 3% seulement de la population, produit 16% du PIB dans 4% des unités économiques. Les municipalités périphériques d'Apodaca, Guadalupe, Escobedo, Santa Catarina, villes ouvrières, ont un profil économique dont la production (industries, maquiladoras, secteur tertiaire banal) est peu génératrice de richesses.

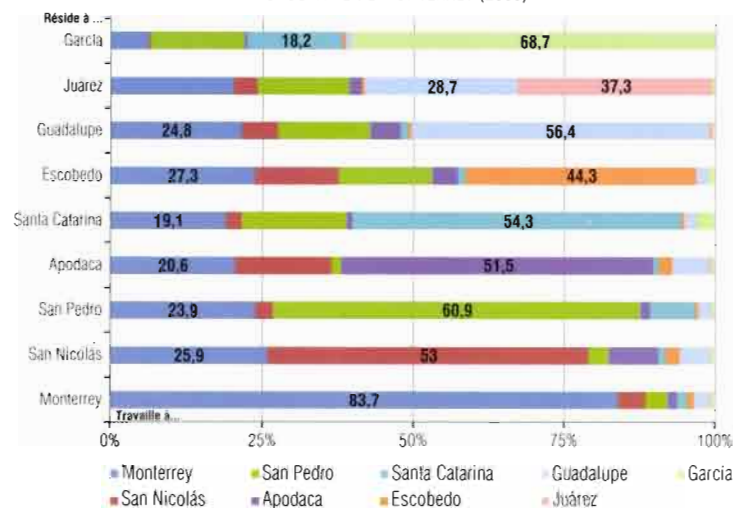
Le document 4b indique où travaillent les résidents des différentes municipalités de l'aire métropolitaine : par exemple, les résidents de García travaillent à 68,7% à García (en vert sur la barre du haut du graphique), les autres se répartissant dans les autres municipalités (18,2% à Santa Catarina, en bleu). À Monterrey, San Pedro, García, plus de 60% des résidents travaillent dans leur commune ; à l'opposé, plus de 60% des résidents de Juárez ou Escobedo travaillent hors de leur municipalité, à Monterrey, Santa Catarina ou ailleurs, affichant un profil de ville dortoir. Sans mesurer directement les mobilités pendulaires dans la métropole, ce graphique illustre les types de navettes domicile-travail existant, les interconnexions intra-métropolitaines qui donnent sens à la notion de bassin d'emploi métropolitain. Ces mobilités pendulaires soulignent l'importance et l'urgence de la mise en place d'une politique métropolitaine de gestion des transports, notamment des transports en commun (assurés, hors des deux lignes de métro, par un système de bus encore très polarisé sur Monterrey).

Métropole riche et dynamique, Monterrey a surmonté la crise de l'industrie lourde (fermeture des hauts fourneaux en 1986, reconvertis en parc public), puis celle du fordisme, accueilli dès les années 1980 de nombreuses *maquiladoras*, et pris le virage des technologies de pointe et de la tertiarisation, renforcé par les exigences de compétitivité de l'ALENA et de la globalisation économique. La mutation du système productif de cette capitale économique ne va cependant pas sans de fortes disparités dans la répartition des espaces de production, qui offrent une lecture des logiques centre-périphérie, de décalages entre espaces d'emploi-travail, annonçant les inégalités socio-économiques qui traversent l'aire métropolitaine.

4A. OÙ EST QUOI ? POPULATION, EMPLOIS, ACTIVITÉS, RICHESSES DANS LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE MONTERREY, PAR MUNICIPALITÉ (2005/2007)



4B. OÙ TU VIS ? OÙ TU TRAVAILLES ?
LIEUX DE RÉSIDENCE ET D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS SELON LES MUNICIPALITÉS DE L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE MONTERREY (2000)



Document 5 - Disparités et fragmentations sociales à Monterrey

Ces deux photos, prises lors d'un travail de terrain réalisé à Monterrey entre 2007 et 2010 (auteur Virginie Baby-Collin), illustrent des modes distincts de production du logement, et sont révélatrices des forts contrastes sociaux qui contribuent à fragmenter la métropole. À García (photo en bas) comme dans les municipalités périphériques, où résident les classes populaires, une production massive de maisonnettes standardisées et de faible qualité remplace l'autoconstruction. À San Pedro (photo à droite), sur les contreforts aérés de la Sierra Madre, l'isolement des très riches dans des espaces privilégiés et souvent très contrôlés (grilles et guérite de vigile contrôlant les entrées), renforce la séparation sociale et l'entre soi.

Ces images d'habitats contrastés renvoient à des modes de vie différenciés. Les lieux fréquentés par les élites, des clubs aux centres commerciaux luxueux, ne sont pas accessibles à tous. Les centres commerciaux des périphéries, où se concentrent espaces de consommation et de loisirs des couches populaires, sont de leur côté inconnus des plus aisés. Dans ces métropoles violentes, où le sentiment d'insécurité est fort, les dynamiques de fermeture des ensembles résidentiels collectifs se diffusent, des riches vers les classes moyennes, voire populaires, donnant naissance à une métropole sécuritaire, un paysage fragmenté, où murs, vigiles et dispositifs de surveillance donnent une illusion de mieux-être au niveau très local. Si le niveau de vie global des habitants de la métropole a



augmenté au fil des ans, la métropolisation récente a creusé les écarts entre les extrêmes. La croissance a aussi attiré de nombreux migrants, dont une partie reste marginalisée, et enkystée dans l'économie informelle. Les groupes de populations indigènes, passés ainsi de 6 000 à 36 000 entre 1990 et 2005 à Monterrey, s'insèrent dans le travail domestique, la vente ambulante, ou l'artisanat ethnique, aux marges de la métropole.

La géographie sociale de l'aire métropolitaine est ainsi très hétérogène. Les espaces périphériques ont des taux de retard élevés en termes d'infrastructures, d'équipements, de services urbains, mais aussi de scolarisation ou d'accès aux soins. Les municipalités centrales ont globalement de meilleurs indicateurs de développement et San Pedro apparaît comme l'îlot de richesses le plus homogène.



Conclusion

Le Mexique est devenu en un demi-siècle un pays de métropoles. Si Mexico reste la plus mondialisée, des métropoles plus petites prennent le relais de la croissance. À Monterrey, les dynamiques démographiques et spatiales sont hétérogènes, les centralités économiques se recomposent, les disparités de niveaux de vie et les fragmentations entre modes de vie se creusent. Le contexte régional est dynamisé par la proximité des États-Unis, mais aussi tendu, ces dernières années, par l'augmentation de la violence urbaine dans la guerre meurtrière que se livrent les narco-mafias et le gouvernement.



LE QUARTIER GAY DE MEXICO

Renaud Boivin
Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Institut Français d'Urbanisme
renoboivin@yahoo.es

Documents :

- | | |
|--|---------------------------------|
| 1 - Plan de la Zona Rosa | 4 - Les crimes homophobes |
| 2 - Un quartier cosmopolite et touristique | 5 - Le silence et la double vie |
| 3 - La concentration des commerces gays | |

Le quartier gay est le résultat d'une organisation politique et économique plus ou moins autonome des homosexuels. Dans le quartier gay, ceux-ci y représentent généralement la majorité des habitants, contrôlent une bonne partie des commerces, du marché immobilier et du marché du travail lié à ces activités. Depuis la fin des années 1970, on assiste au développement de quartiers gays dans la plupart des capitales des pays occidentaux, tels que Castro à San Francisco, Le Marais à Paris ou Chueca à Madrid. Ceux-ci sont souvent situés dans les vieux centres-villes, autrefois dégradés, et on y observe un phénomène d'embourgeoisement de la population (gentrification) accompagnant les politiques publiques de réhabilitation des logements et de revitalisation de l'espace public et la montée des prix immobiliers. Les dynamiques de concentration commerciale et résidentielle se sont encore renforcées au cours des années 1990, même dans des pays comme la France ou l'Espagne, où la peur des communautarismes imprègne les discours et les représentations du quartier gay.

À Mexico, la Zona Rosa représente le principal territoire d'expression de l'homosexualité. D'une part, du fait de la concentration des bars, discothèques, librairies, boutiques, cafés, etc., spécialisés pour des publics gays – principalement masculins et de classes moyennes – où se produit et reproduit une culture gay locale, bien qu'influencée de manière multiple par des modèles occidentaux. D'autre part, contrairement aux autres espaces publics de la ville où les gestes affectifs entre personnes de même sexe sont généralement condamnés, dans la Zona Rosa, les homosexuels peuvent se réunir et s'embrasser librement. D'un point de vue commercial et symbolique, la Zona Rosa apparaît ainsi comme le quartier gay de la capitale mexicaine, et c'est autour de celui-ci que s'installe un grand nombre d'hommes homosexuels des classes privilégiées.

Cependant, cette visibilité publique de l'homosexuel reste ségréguée à quelques rues et quartiers, et fréquenter le milieu gay ne signifie pas nécessairement assumer ses goûts et ses préférences sexo-affectives dans les autres sphères de la vie sociale, au travail ou en famille, notamment. Le *coming out* (littéralement, sortie du placard), c'est-à-dire l'entrée de l'individu dans le milieu homosexuel et la divulgation, voire la revendication, de son orientation sexuelle à l'extérieur de celui-ci, est par ailleurs dépendant des conditions d'âge, d'origines et position sociales. On verra, au cours des divers documents qui composent ce dossier, que le développement commercial gay n'encourage pas nécessairement une plus grande tolérance, et que l'homophobie et le silence font encore aujourd'hui partie du vécu quotidien homosexuel.

Pour en savoir plus

Boivin Renaud, « Entre agrégation et ségrégations, les gays en région francilienne », *Justice spatiale/Spatial Justice*, n°3, mars 2011 http://jssj.org/media/dossier_focus_vo4.pdf

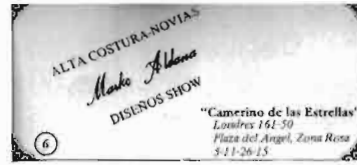
Monnet Jérôme, 1994, *La ville et son double: la parabole de Mexico*, Paris, Nathan.

Pollak Michael, « L'homosexualité masculine, ou le bonheur dans le ghetto? » in *Communications*, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/comm_0588-8018_1982_num_35_1_1521

Document 1 - Plan de la Zona Rosa

Ce plan de la Zona Rosa provient du numéro 2 de *Macho Tips* (1985), la première revue gay mexicaine. Il est entouré d'encarts publicitaires de commerces et services *gay friendly*. Identifiant la Zona Rosa comme quartier gay de la ville, il permet de situer celui-ci au cœur du centre moderne et financier de Mexico.

La Zona Rosa fait partie de la Colonia Juárez, un quartier édifié à la fin du XIX^{ème} siècle pour la haute bourgeoisie. Elle se trouve entre les deux axes principaux de la ville –les Avenues Reforma et Insurgentes– et au cœur du centre moderne, le quartier d'affaires de Reforma. Divers transports publics régionaux convergent à la Glorieta Insurgentes, sa place principale. Dès les années 1960, la Zona Rosa devient un lieu à la mode, touristique, cosmopolite et littéraire, et au cours des années 1970, elle se transforme en zone de prédilection pour la rencontre homosexuelle, tant dans les cafés que dans les rues. C'est aussi dans la Zona Rosa que s'organisent les fêtes privées et les concours de travestissement de la ville, et où vont se réunir les premiers militants homosexuels.



Le plan intègre aussi la Colonia Cuauhtémoc, au Nord de l'Avenue Reforma, du fait de la présence résidentielle de personnalités homosexuelles dans les années 1960 et 1970.

En faisant apparaître la Zona Rosa comme quartier gay, très internationalisé, dans un guide destiné à une population locale homosexuelle ou bisexuelle, le plan met en avant la centralité des commerces et des pratiques gays. Dès 1979, le premier disco-bar gay moderne y ouvre ses portes, et deviendra un lieu phare de la culture urbaine de l'époque. En 1985, González de Alba, un imminent militant et intellectuel du mouvement de 68, profite de la baisse des prix immobiliers due au séisme de 1985 pour ouvrir un bar strictement gay, le *Taller*, où l'entrée est interdite aux femmes et aux travestis. Influencé par le style nord-américain, il oblige ses clients à une tenue masculine : le port de jeans ou pantalon en cuir devient ainsi obligatoire. Mais alors que dans les années 1970 les gérants des bars et discothèques restaient éloignés du mouvement politique gay et les militants critiques par rapport à la commercialisation de la rencontre homosexuelle, très vite, le propriétaire du *Taller* s'associe à la lutte contre le sida, et fait de son bar un lieu d'information et de prévention, un atelier de discussion sur l'identité sexuelle, la maladie et ses stigmates. C'est ainsi que s'amorce la réunion des commerçants, artistes, activistes, écrivains et journalistes gays pour des objectifs communs (droits sociaux, lutte anti-sida). L'activisme se fait plus culturel que politique et bien souvent, le commerçant devient aussi militant, comme c'est dans le cas de Tito Vasconcelos, comédien et metteur en scène, militant gay et propriétaire de plusieurs discothèques de la Zona Rosa. Le renforcement des liens est souvent circonscrit à un territoire spécialisé dans la Zona Rosa et dans les quartiers qui l'entourent : Colonia Roma, Condesa et Cuauhtémoc, où se concentrent les associations, théâtres, centres d'information, boutiques, librairies, bars, restaurants et cafés pour des publics gay, lesbien ou transsexuel.



Document 2 - Un quartier cosmopolite et touristique

Ces deux photos ont été prises en novembre 2011, au cours d'observations de terrain dans le cadre d'une recherche doctorale sur les quartiers gays de Paris, Madrid et Mexico. Elles illustrent la forte internationalisation de la Zona Rosa. Il s'agit de la devanture d'une boutique gay située dans la rue Estrasburgo, au coin de la rue Amberes, devenue la principale rue gay de Mexico, et de la façade de l'Hôtel Genève, au 130 de la rue Londres.

Dans la première image, les couleurs du drapeau gay, un élément essentiel de la culture gay internationale, sont fortement présentes. Dans la vitrine du *Rainbowland*, on observe une grande diversité d'articles, dont des sous-vêtements masculins. Sur le trottoir, les gérants ont placé des pots avec des plantes. La seconde image montre des touristes étrangers devant la façade de l'Hôtel Genève, de style européen, reflétant l'esprit architectural du début de siècle. La couleur de la pierre, trait caractéristique de Zona Rosa, aurait inspirée à l'artiste José Luis Cuevas le nom du quartier en 1967.

Rainbowland ouvre en 2005 et offre une multiplicité de produits labélisés gays : du sous-vêtements au best-seller de la littérature gay en passant par le taille-crayon multicolore. Les références au drapeau gay suggèrent que le manque de discrétion est délibéré : depuis les années 1990, les commerces gays ont adopté une nouvelle stratégie consistant à « sortir

du placard », à être identifiables depuis l'extérieur. La présence des plantes sur le trottoir, dans un quartier où la participation des commerces au maintien de l'espace public est importante, indique une certaine intégration. D'un autre côté, l'Hôtel Genève est un lieu emblématique, un symbole de la modernité, situé en plein cœur de Zona Rosa. Ouvert en 1907, il est le premier hôtel du pays à recevoir des femmes seules. Il a introduit le sandwich au Mexique, reçu de nombreuses personnalités politiques et culturelles, tant nationales qu'internationales. Même si en apparence la présence de commerces identitaires rompt avec la sagesse de la pierre rose, son intégration dans le paysage urbain est possible grâce à la tradition cosmopolite du quartier, où tout fait référence à l'international : les noms de rue, empruntés aux grandes villes européennes, ses influences architecturales, ses multiples restaurants aux saveurs exotiques. Les premiers commerçants gays mellaient en avant l'attraction du tourisme face aux autorités, ce qui leur permettait de bénéficier d'une plus grande tolérance. Depuis les années 1970, la construction du métro, l'éloignement résidentiel des classes supérieures, enfin les dégâts du séisme de 1985, vont donner lieu à la démocratisation de la fréquentation de Zona Rosa, qui perd son caractère élitiste.



Document 3 - La concentration des commerces gays

Ce tableau a été réalisé à partir d'une liste de commerces gays de la revue *Macho Tips* (n°9, septembre 1986) et de deux guides gays : *Ser gay* (n°396, août 2010) et *Homópolis* (août 2010). Il illustre le développement des différents types de commerces gays et l'évolution de leur répartition géographique sur l'ensemble de la ville.

Le tableau montre clairement que les commerces gays se sont déplacés du Centre Historique (où ils représentaient 21 % du total en 1986 contre 14 % en 2010) vers la Zona Rosa (21 % contre 33 %) et la Colonia Roma (de 7 % à 13 %). Même si dans les dernières années on observe une dispersion géographique sur le reste de la ville, celle-ci n'affecte donc pas la tendance de concentration des établissements orientés à une population homosexuelle dans le quartier gay et sa zone d'influence. Par ailleurs, c'est aussi principalement dans celui-ci que s'implantent les nouveaux cafés et restaurants ainsi que boutiques identitaires – proposant des services, des ambiances et produits étiquetés gays – encore absents de la Zona Rosa en 1986, représentant respectivement 43 % et 62 % de ces commerces en 2010, alors que les bars et discothèques augmentent très peu. Enfin, les saunas et lieux de rencontre sexuelle sont généralement situés à l'extérieur de la Zona Rosa, aux alentours de celle-ci ou dans le vieux centre.

ÉVOLUTION DES COMMERCES GAYS À MEXICO

1986					
Quartier	Bars, discos	Cafés, restaurants	Saunas, bains	Boutiques	Ensemble
Zona Rosa	32%	0%	0%	0%	21%
Centre Historique	11%	0%	67%	0%	21%
Colonia Roma	11%	0%	0%	0%	7%
Autres	47%	100%	33%	100%	50%
Total	100% (19)	100% (2)	100% (6)	100% (1)	100% (28)
2010					
Quartier	Bars, discos	Cafés, restaurants	Saunas, bains	Boutiques	Ensemble
Zona Rosa	34%	43%	0%	62%	33%
Centre Historique	15%	0%	29%	8%	14%
Colonia Roma	10%	21%	18%	15%	13%
Autres	42%	36%	53%	15%	40%
Total	100% (83)	100% (14)	100% (17)	100% (13)	100% (127)

Réalisation: Renaud Boivin. Source: *Macho Tips*, n°9 (Sept 1986), *Ser Gay* n°396 (Août 2010), *Homópolis* (Août 2010)

La Zona Rosa et, dans une moindre mesure, la Colonia Roma, deviennent progressivement les quartiers de la ville où se concentrent les commerces les plus identitaires et visibles, alors que les lieux de sexe entre hommes et de prostitution masculine (bars à *backroom*, saunas) sont plus invisibles et périphériques, et que les bars plus mixtes, moins identifiables avec le modèle gay global, restent dispersés sur le reste de la ville. Cette séparation géographique est aussi l'effet d'une gentrification commerciale dans la Zona Rosa, où les boutiques, cafés et restaurants gays, ouverts en journée, illustrent les changements dans les pratiques sociales des personnes homosexuelles des catégories favorisées, qui fréquentent la Zona Rosa dans un objectif plus festif et identitaire que proprement sexuel. L'abandon du Centre Historique, qui a tendance à s'atténuer dernièrement, marque les pratiques des gays de classes moyennes depuis les années 1970, quand ils commencent à se démarquer des lieux de réunion des classes populaires (*cantinas*) du Centre, qui accueillaient traditionnellement les populations homosexuelles, entre autres populations marginales, dans des ambiances jugées sordides et homophobes. La concentration commerciale dans la Zona Rosa est cependant chronologiquement postérieure à l'appropriation spatiale des homosexuels, qui étaient présents et visibles dans les rues et cafés mixtes du quartier bien avant l'implantation d'établissements spécifiques, comme nous l'évoquions dans le premier document. Elle est plus exactement liée à la plus grande spécialisation des commerces orientés à un public homosexuel au cours des deux dernières décennies.

Document 4 - Les crimes homophobes

Cet article sur l'homophobie au Mexique provient de la version électronique du quotidien local *La Crónica de Hoy*, daté du 18 mai 2010. Le journal, fondé en 1996, aujourd'hui propriété d'un important entrepreneur, rappelle que les crimes de haine restent un problème d'actualité et que l'homophobie est encore bien ancrée dans les mentalités.

Selon cet article, le Mexique serait le second pays en Amérique Latine quant au nombre d'assassinats perpétrés contre des personnes lesbiennes, bisexuelles, gays, transsexuelles, travesties et intersexuelles (LGBTI) en raison de leur apparence, pratiques ou orientations sexuelles. Comme le souligne cet article, l'homophobie est toujours très présente aujourd'hui à Mexico, malgré l'ouverture politique des élus et l'expansion économique du commerce gay. Les crimes de haine homophobe comme ils ont été nommés, sont la cause de dizaines de morts chaque année depuis le début des années 1990. Comme les féminicides, ces crimes sont régis par des valeurs machistes et conservatrices. À mesure que les homosexuels sont devenus gays, en adoptant des pratiques et modes de vie plus cosmopolites et qu'ils ont investi l'espace public et médiatique, les crimes homophobes ont continués à se multiplier. Pendant des années, sans aucune enquête, on définissait ces assassinats comme des crimes passionnels entre homosexuels. On ne recherchait pas la cause de ces crimes. Sous la direction d'Alejandro Brito, l'équipe de *Letra S*, un supplément du quotidien *La Jornada* – dont le S signifie Sida, Sexualité, Santé – s'est chargée de documenter les crimes homophobes depuis 1998. Les informations publiées dans ce supplément, que mentionne l'article de la *Crónica de Hoy*, rappellent ainsi qu'en 2010, vivre son homosexualité ouvertement, c'est encore s'exposer aux insultes, mais aussi aux coups, voire au danger de mort. La discrimination, étant en même temps un problème de sécurité, conditionne amplement les modes de vie des homosexuels, même dans la capitale : beaucoup d'entre eux préfèrent rester dans le placard et ne s'affichent ouvertement que dans le quartier gay et ses alentours. C'est ainsi qu'ils s'installent dans les quartiers résidentiels autour de l'épicentre de la Glorieta Insurgentes, tels que Roma, Condesa, Cuauhtémoc, lesquels bénéficient d'une réputation de plus grande tolérance. D'autres, se déclarant hors-ghetto, vivent leur sexualité dans une plus grande clandestinité, et bien souvent intériorisent et subissent l'homophobie de leur environnement.

ON DÉPLORE LES CRIMES DE HAINE HOMOPHOBES AU MEXIQUE (article de presse)

Le Mexique est le deuxième pays d'Amérique Latine avec le nombre le plus élevé de crimes homophobes, selon la secrétaire du Lien avec la Société Civile de la Commission des Droits de l'Homme du District Fédéral (CDHDF), Maria-José Morales García.

La fonctionnaire explique que "la discrimination, l'intolérance et la considération de la diversité sexuelle comme une menace sociale ont atteint leur niveau les plus honteux dans les crimes de haine homophobe, et situent le Mexique en deuxième position parmi les pays latino-américains".

Pendant la Journée Artistique contre l'Homophobie à la Chambre des Députés, elle a remis sur table les rapports de *Letra S* et de la Commission Citoyenne Contre les Crimes de Haine Homophobe. Ceux-ci reportent qu'entre 1995 et 2009, 640 crimes de ce type ont été commis.

Dans le cadre de la Journée Mondiale de Lutte contre l'Homophobie, elle souligne que, malgré le combat quotidien des Organisations de la Société Civile (OSC) et des réseaux inter-institutionnels de défense et promotion des droits de l'homme et de la diversité sexuelle, ces homicides continuent à se commettre avec une violence extrême, et en toute impunité.

De ce fait, elle exhorte les autorités à promouvoir une culture contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, non pas comme une concession de l'État, mais bien comme une obligation légale de celui-ci.

Elle mentionne que la CDHDF lutte pour la défense, la protection et la promotion des droits des personnes et membres de la communauté Lesbienne, Gay, Bisexuelle, Transsexuelle, Trans-genre, Travestie et Intersexuelle (LGBTI). C'est seulement au travers des droits de l'homme que les principes d'égalité et de non-discrimination seront réels, a-t-elle expliqué.

Source : <http://www.eronica.com.mx> du 18 mai 2010

Traduction : R. Boivin

Document 5 - Le silence et la double vie

Ce texte est tiré d'un d'entretien réalisé en avril 2011 auprès de Paco, rencontré pendant un travail de terrain à Mexico. Paco est un jeune homme de 23 ans, issu d'une famille modeste d'un quartier périphérique et populaire de la ville, qui réside maintenant à quelques pas de la Zona Rosa, dans un appartement qu'il partage avec deux autres amis gays.

Au cours de cet extrait d'entretien, Paco explique que dans son foyer, ses parents, ses oncles, ses frères et sœurs ne mentionnent jamais son homosexualité. Il n'a jamais pu parler ouvertement avec sa mère de ses histoires sentimentales, ni présenter ses fiancés. Il a longtemps ressenti le besoin de se confier à elle et de lui demander des conseils sur la manière de vivre ses relations affectives avec d'autres hommes. Tout en fréquentant le milieu gay, l'enquête vit une double vie, où il doit cacher ou passer sous silence une partie de son existence.

Les paroles de Paco illustrent la difficulté, pour un jeune homosexuel de classe populaire, de vivre de manière totalement ouverte son orientation sexuelle et ses expériences affectives. Les liens familiaux étant particulièrement importants au Mexique pendant la vie adulte, le silence est souvent vécu comme un rejet ou un manque de reconnaissance parmi les jeunes gays. Ceux-ci tendent alors à trouver une compensation en s'inscrivant dans le milieu homosexuel, où ils peuvent tisser des relations entre pairs et intégrer un mode de vie plus exclusivement gay. Certains rompent complètement avec leurs origines, comme dans le cas de Paco, dont l'ascension sociale s'accompagne à la fois d'une distanciation de la famille et d'un éloignement géographique, négligeant la tradition populaire de vivre à proximité des parents, qui font souvent construire sur le même terrain lorsque leurs enfants se marient. Devenu expert-comptable dans une grande société, il s'installe dans la Roma Norte, un quartier résidentiel avec une importante proportion d'hommes gays de classes moyennes. Il reste contraint au silence dans son milieu familial et au travail même s'il y a une plus grande tolérance dans les milieux professionnels qu'il fréquente. Ainsi, malgré le développement des commerces gays et la plus grande visibilité urbaine des populations non-hétérosexuelles à Mexico, l'expression de l'homosexualité, même à des proches, reste un tabou, un secret, une impossibilité. L'installation autour de la Zona Rosa peut alors être un moyen d'échapper à l'homophobie plus présente dans le reste de la ville, un refuge face aux expériences quotidiennes de rejet et de discrimination vécues dans les autres contextes sociaux, en particulier le milieu du travail ou familial. Elle peut aussi renforcer la limitation des liens de confiance des individus homosexuels à un environnement strictement gay, voire légitimer la ségrégation de leurs pratiques sociales et affectives dans un ghetto délimité.

TÉMOIGNAGE DE PACO, 23 ANS

Paco est homosexuel, fils d'ouvriers, il est comptable et a 23 ans, il habite dans un quartier près de la Zona Rosa.

Dans ma famille, mes oncles et tantes, par exemple, certains le savent mais on parle pas [de mon homosexualité]. Ma maman sait que je suis gay, mais on parle jamais de ça. Je voulais parler avec quelqu'un de ce qui m'arrivait. J'avais besoin de conseils parce que ça me coûtait beaucoup d'efforts pour me faire un fiancé. Les modèles de couples que j'avais connus n'étaient pas des plus adaptés, les plus beaux pour moi. C'est-à-dire, je voyais les couples : ils se disputent tout le temps! (...). Alors j'avais besoin de conseils, mais ma maman elle était vraiment pas à l'aise quand je mentionnais mon mec. Elle préférerait ne pas en parler. Quant à connaître mes copains, jamais ! Elle veut pas savoir.

Transcription et traduction : R. Boivin

Conclusion

La Zona Rosa reste un quartier gay embryonnaire, plus commercial que résidentiel. Sa portée est surtout symbolique : on a vu que la concentration de commerces exclusivement gays s'est produite après que la Zona Rosa se soit convertie en référence pour les homosexuels, alors que l'inverse s'est produit à Paris ou à Madrid. Ceci est à la fois le résultat de l'étalement dans les quartiers alentours, et à des liens familiaux impliquant souvent le maintien de la proximité géographique entre générations.



LA PETITE AGRICULTURE MEXICAINE FACE À L'OUVERTURE DES MARCHÉS AGRICOLES

Virginie Brun
AgroParisTech, Institut de Recherche pour le Développement (IRD),
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
virginia.brun@gmail.com

Documents :

- 1 - L'évolution de la pauvreté rurale au Mexique
- 2 - Les disparités régionales du développement agricole
- 3 - La mise en concurrence de systèmes de production très inégaux
- 4 - Les conséquences de l'ALENA sur la céréaliculture mexicaine
- 5 - L'abandon des terres et la migration

La plupart des exploitations agricoles au Mexique sont de petites unités de production familiales héritées de la réforme agraire qui a duré sans discontinuité de 1917 à 1992. Le dernier recensement agricole (2007) fait état de 5,5 millions de petits producteurs mexicains dont la superficie individuelle moyenne est de 7,5 hectares. La petite agriculture familiale est souvent associée à la polyculture vivrière d'autosubsistance. On l'oppose couramment à l'agriculture commerciale productiviste qui dispose de moyens techniques et financiers plus importants et dont la production est essentiellement destinée à être vendue.

Depuis le milieu des années 1980, sous l'influence des institutions financières internationales (Banque Mondiale, Fond Monétaire International), le Mexique est engagé dans un processus accéléré de libéralisation de son économie et d'ouverture de ses frontières aux échanges commerciaux. L'adhésion du pays à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 1986 puis l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-américain (ALENA) liant le Mexique, les États-Unis et le Canada en 1994 en ont constitué les deux principales étapes. Les réformes libérales mises en place dans le secteur agricole font de la modernisation et de l'augmentation de la compétitivité des exploitations un objectif central. L'ouverture des marchés agricoles a par ailleurs accentué la mise en concurrence des agriculteurs mexicains avec les autres pays, notamment les États-Unis, mais également au sein du Mexique où les inégalités régionales de développement sont très fortes.

Les partisans du libre-échange soutiennent que les petits agriculteurs sont peu exposés à l'ouverture des marchés du fait du caractère non-commercial de leur production. Il convient de rectifier cette vision erronée qui oppose la petite agriculture familiale à l'agriculture commerciale. Certes, la petite agriculture dispose de moyens de production souvent limités : petites superficies, manque d'équipement, faible accès à l'irrigation, etc. Pour autant, elle est aussi une agriculture commerciale. Les paysans produisent en partie pour les marchés et le revenu qu'ils tirent de la vente de leurs récoltes est réinvesti dans l'exploitation agricole. Les petits producteurs ne sont donc pas isolés des marchés ; ils en subissent les fluctuations au même titre que les grands agriculteurs commerciaux et doivent faire face à la concurrence. Dans la course mondiale à la productivité, y a-t-il une place pour le développement de la petite agriculture mexicaine ?

L'objectif de ce dossier est d'éclairer les conséquences de l'ouverture des marchés sur la petite agriculture mexicaine : augmentation de la pauvreté, abandon de certaines cultures, poids des grandes firmes agro-industrielles, émigration aux États-Unis. Ce dossier se compose de cinq documents (cartes, photographies, schémas et témoignages) qui permettent de mieux saisir les enjeux actuels du développement agricole au Mexique.

Pour en savoir plus

Jean-Paul Charvet, *L'agriculture mondialisée*, collection Documentation photographique, dossier n°8059. La documentation Française, septembre-octobre 2007.

Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde*. Paris, Le Seuil, 1997.

Marc Dulongier, *Agricultures et paysanneries des Tiers mondes*. Paris, Éditions Karthala, 2004.

Anne Vigna, « Le jour où le Mexique fut privé de tortillas », *Le Monde Diplomatique* de Mars 2008, disponible en intégralité sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/03/VIGNA/15719>

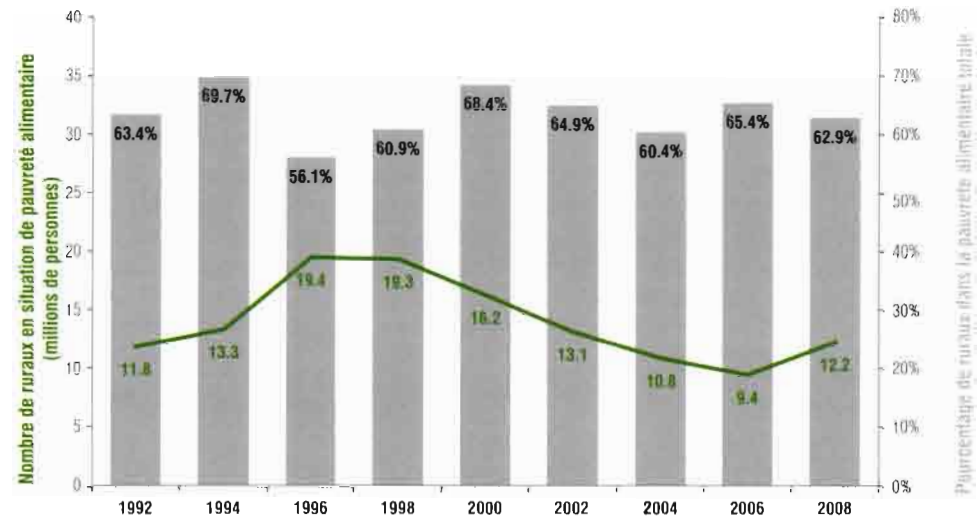
Document 1 - L'évolution de la pauvreté rurale au Mexique

Ce document montre l'évolution de la pauvreté alimentaire en milieu rural, au Mexique, de 1992 à 2008. Le graphique a été élaboré d'après les données du Conseil National d'Évaluation de la Politique de Développement Social (CONEVAL), organisme indépendant chargé du suivi des principaux indicateurs sociaux du pays. Le seuil de pauvreté alimentaire correspond à un revenu de référence établi par le CONEVAL. En 2008, il était égal à 42€ par personne et par mois en milieu rural, et à 56€ en milieu urbain.

Le graphique s'intéresse à deux variables : l'évolution du nombre de ruraux en situation de pauvreté alimentaire (courbe verte) et l'évolution du pourcentage de ruraux dans la pauvreté alimentaire totale au Mexique (histogrammes gris). On distingue trois phases dans l'évolution du nombre de ruraux pauvres entre 1992 et 2008 : une forte augmentation de 1992 à 1996, une baisse continue de 1998 à 2006 et une reprise à la hausse en 2008. Au final, le nombre de ruraux en situation de pauvreté alimentaire en 2008 (12,2 millions de personnes, soit 31,8 % de la population rurale) est légèrement supérieur à ce qu'il était en 1992. L'évolution du pourcentage de ruraux dans la pauvreté alimentaire totale montre une tendance légèrement inversée. Mais hormis en 1996 ce pourcentage est toujours supérieur à 60 %. Autrement dit, près de deux mexicains sur trois qui sont en situation de pauvreté alimentaire vivent en milieu rural, où l'agriculture reste la principale activité.

La forte augmentation de la pauvreté rurale entre 1994 et 1998 est la conséquence de deux facteurs : l'entrée en vigueur de l'Accord de Libre Échange Nord-américain (ALENA) en 1994, qui a provoqué une baisse brutale du revenu des agriculteurs (voir documents suivants), et la crise de 1996 qui a conduit à une récession économique sans précédent au Mexique et à une destruction massive d'emplois. La baisse du nombre de ruraux pauvres à partir des années 2000 s'explique à la fois par la récupération économique du pays et par le renforcement des programmes sociaux de lutte contre la pauvreté, dont le plus important est *Oportunidades*. Celui-ci consiste en l'octroi bimensuel d'une aide

alimentaire sous forme d'argent et de bourses scolaires aux familles mexicaines les plus pauvres. La nouvelle hausse de la pauvreté observée après 2006 est la conséquence de l'actuelle crise économique mondiale. Celle-ci s'est notamment manifestée par une flambée du prix des produits agricoles, pénalisant d'abord les personnes vivant en milieu urbain comme le montre la baisse du pourcentage de ruraux dans la pauvreté alimentaire totale entre 2006 et 2008. Ce document permet finalement de dresser deux constats : 1) la pauvreté alimentaire est encore très élevée au Mexique puisqu'elle touche un cinquième de la population ; 2) elle reste un phénomène essentiellement rural, alors même que le pays compte près de 8 millions d'agriculteurs, dont 5 millions de paysans qui produisent avant tout pour subvenir aux besoins alimentaires de leur propre famille.



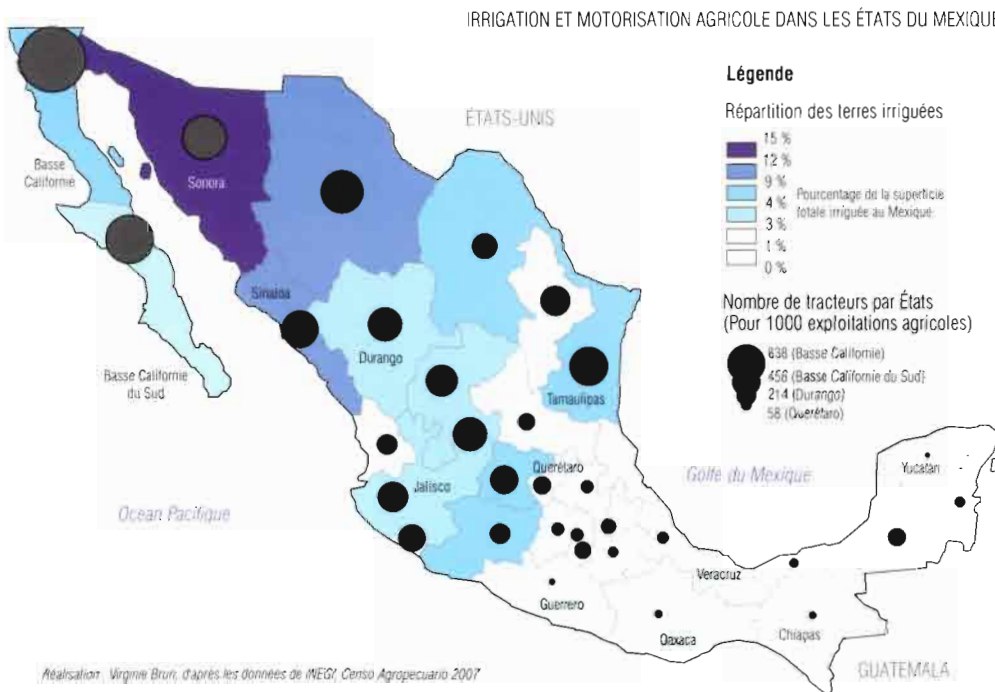
La pauvreté alimentaire est l'incapacité à obtenir un panier de biens alimentaires de base, même quand la totalité du revenu disponible est employé à cette fin. Les ruraux désignent l'ensemble des personnes vivant dans des localités de moins de 15000 habitants.

Réalisation : Virginie Brun, d'après les données du CONEVAL

Document 2 - Les disparités régionales du développement agricole

Cette carte a été réalisée d'après les données du dernier recensement agricole mexicain de 2007, effectué par l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). Elle croise deux informations : la distribution par États des terres agricoles irriguées, exprimée en pourcentage de la superficie totale irriguée au Mexique (aplats en dégradés de bleus) et le nombre de tracteurs disponibles pour 1 000 exploitations agricoles dans chaque État (cercles gris de taille variable).

Cette carte met en opposition deux Mexique, séparés par un axe SO-NE qui passe par le centre du pays. À gauche de cet axe, on trouve les États du nord et du centre-ouest qui concentrent l'essentiel des terres agricoles irriguées et où le nombre de tracteurs pour 1 000 exploitations agricoles est le plus important. Ainsi, l'État du Sonora renferme à lui seul plus de 14 % des terres irriguées du Mexique et compte près de 400 tracteurs pour 1 000 exploitations agricoles. À droite de l'axe, les États du sud et du sud-est se caractérisent par des surfaces



irriguées réduites et par un faible nombre de tracteurs. L'État de Guerrero renferme par exemple moins de 2 % des terres irriguées et compte 5 tracteurs pour 1 000 exploitations. Cette carte illustre donc les inégalités régionales dans l'accès aux moyens de production, en opposant un Mexique du nord caractérisé par une agriculture irriguée et mécanisée, et un Mexique du sud dominé par une agriculture pluviale et manuelle.

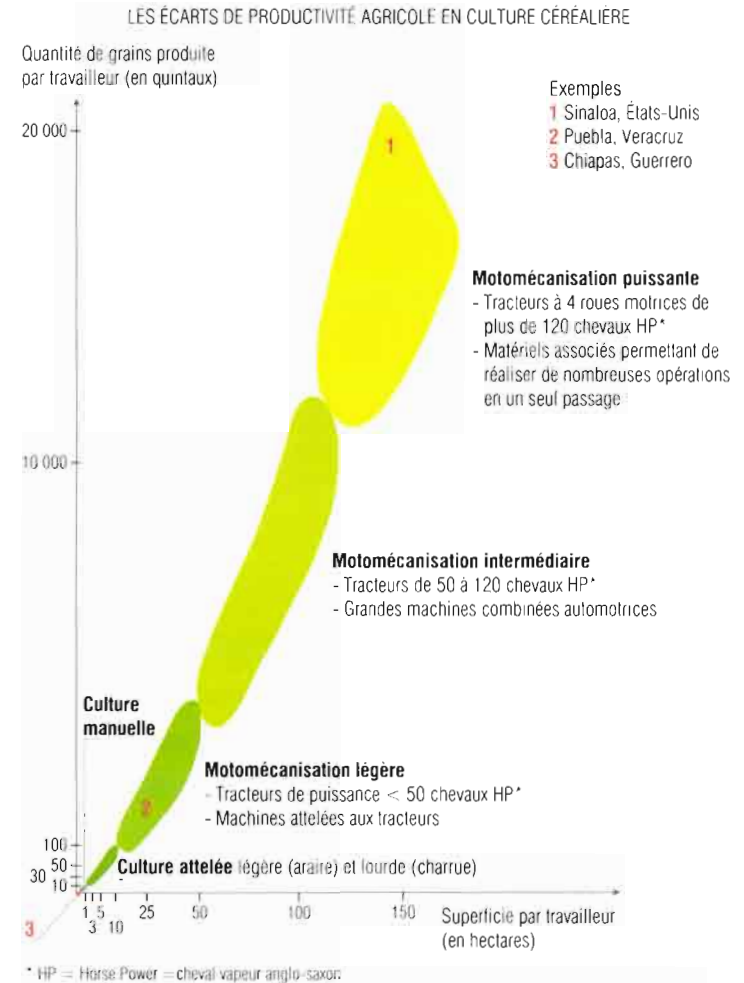
Pilier de la révolution verte mexicaine, l'agriculture irriguée a fait l'objet d'une importante politique de développement dans les années 1950-1960. À quelques exceptions près, elle a essentiellement profité aux grands agriculteurs commerciaux. L'agriculture paysanne est restée dans sa grande majorité en marge de la révolution verte. Aujourd'hui, cela se traduit par une quasi-absence de terres irriguées et un taux très faible de mécanisation dans le sud du Pays où l'agriculture paysanne est fortement représentée, notamment dans les États du Chiapas, Oaxaca, Veracruz, Guerrero et Yucatán. L'accès à l'eau d'irrigation est pourtant primordial puisqu'il permet de s'affranchir du régime annuel des pluies marqué dans la plupart des régions du Mexique par une longue saison sèche. Grâce à la maîtrise de l'eau, l'irrigation permet d'obtenir des rendements plus élevés et de réaliser jusqu'à trois cycles de cultures par an. Dans les zones d'agriculture pluviale, l'irrégularité des précipitations ne permet en général la réalisation que d'un seul cycle agricole calé sur la saison des pluies. De fait, l'accès inégal à l'irrigation détermine deux grands types d'agriculture au Mexique : une agriculture productiviste irriguée au nord, fortement mécanisée et utilisatrice d'intrants chimiques ; et une petite agriculture pluviale au sud, souvent manuelle, avec des rendements faibles. Malgré ces inégalités de moyens et de développement, ces deux agricultures se retrouvent confrontées au même contexte de libéralisation et d'ouverture commerciale.

Document 3 - La mise en concurrence de systèmes de production très inégaux

Ce document rend compte des inégalités de développement des agricultures à l'échelle mondiale. Il est issu de l'ouvrage *Histoire des agricultures du monde*, écrit par Marcel Mazoyer et Laurence Roudart et publié aux Éditions du Seuil en 1997.

Ce schéma s'intéresse à la seule production céréalière, secteur où les écarts de productivité agricole à l'échelle mondiale sont les plus importants. Il compare pour chaque grand mode de production les quantités de grains produites par un agriculteur en fonction de la superficie cultivée. Ainsi, un petit paysan travaillant en conditions manuelles sur une superficie de 1 hectare peut produire jusqu'à 10 quintaux de céréales, alors qu'un grand céréalier cultivant environ cent-cinquante hectares à l'aide de machines agricoles puissantes peut espérer récolter 20 000 quintaux. Entre ces deux producteurs, les écarts de productivité sont donc de l'ordre de 1 à 2 000. Si l'on considère à présent un petit producteur mexicain ayant accès à un tracteur modeste (catégorie motomécanisation légère, n°2 sur le schéma) et un grand céréalier nord-américain possédant plusieurs grosses machines agricoles (catégorie motomécanisation puissante, n°1 sur le schéma), leurs écarts de productivité diffèrent d'un rapport de 1 à 200. Mais ces considérations à l'échelle mondiale sont également valables à l'échelle nationale dans la mesure où les inégalités de développement entre les producteurs d'un même pays peuvent parfois être très importantes (voir document 2). C'est notamment le cas au Mexique, où les écarts de productivité entre un petit paysan du Chiapas (culture manuelle, n°3 sur le schéma) et un grand entrepreneur céréalier de l'État du Sinaloa (motomécanisation puissante, n°1 sur le schéma) peuvent varier d'un rapport de 1 à 2 000.

Dans le contexte actuel de libéralisation et de mondialisation des échanges, ces différents producteurs de céréales se retrouvent mis en concurrence sur un même marché alors qu'ils ne bénéficient pas des mêmes conditions et du même potentiel de production. Ce document soulève donc la question du bien-fondé de la mondialisation des échanges agricoles dans un contexte international mettant en compétition des agriculteurs aux niveaux de productivité extrêmement inégaux. Au Mexique, cette question se pose surtout en référence à l'ALENA, lequel a profondément modifié les règles du commerce entre les trois pays signataires en instaurant une libéralisation progressive des échanges commerciaux par la suppression des taxes douanières et des quotas d'importation. Le Mexique a ainsi dû ouvrir ses frontières aux exportations nord-américaines (céréales essentiellement), tandis que les États-Unis et le Canada ont ouvert les leurs aux exportations mexicaines (fruits et légumes essentiellement). L'augmentation des quantités de céréales sur le marché mexicain s'est mécaniquement traduite par une baisse des prix agricoles et, corollairement, par une chute du revenu agricole des producteurs. Les plus durement touchés ont été les petits producteurs de maïs qui cultivent en conditions pluviales et manuelles.



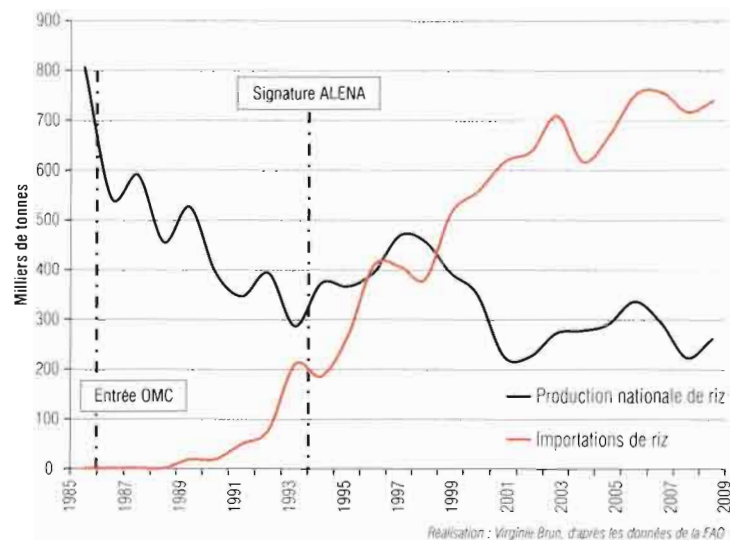
Réalisation : Virginie Binot, d'après Mazoyer et Roudart, 1997

Document 4 - Les conséquences de l'ALENA sur la céréaliculture mexicaine

Le graphique a été réalisé avec les données de la FAO, organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation. Il rend compte de l'évolution de la production et des importations de riz au Mexique depuis 1985. Le témoignage a quant à lui été recueilli en 2006 auprès de J. Reyes, petit producteur de maïs de la région d'Isla dans le sud de l'État du Veracruz.

Le graphique montre que la production et les importations de riz au Mexique ont connu des évolutions contraires entre 1985 et 2009 : tandis que la production s'effondre, passant de 800 000 tonnes en 1985 à 260 000 tonnes en 2009, les importations explosent, passant de 0 à 740 000 tonnes. Celles-ci représentent aujourd'hui des quantités trois fois plus importantes que la production nationale. On mesure ici très bien l'impact du libre-échange sur la production agricole d'un pays : les importations augmentent, les prix agricoles chutent, les producteurs produisent à perte et finissent par abandonner la culture. Le cas du riz mexicain est de ce point de vue emblématique ; il suffit de se rendre dans les supermarchés du Mexique pour constater que tout le riz qui y est vendu est désormais importé des États-Unis.

Le témoignage de J. Reyes illustre quant à lui le fait que la survie des petites exploitations mexicaines face à la libéralisation passe par une dépendance accrue envers l'agro-industrie et les fournisseurs d'intrants et de services agricoles : entreprises transnationales pour ce qui est des semences et des produits phytosanitaires (Monsanto par exemple) et grandes firmes agroalimentaires pour ce qui est de la commercialisation et de la transformation industrielle des céréales (Maseca, Cargill). Ce témoignage insiste sur les difficultés actuelles auxquelles les producteurs sont confrontés et qui alimentent souvent un sentiment d'injustice : alors que les prix agricoles augmentent depuis 2007, ceux des intrants flambent dans le même temps, ce qui fait dire à ce petit producteur que son travail ne sert au final qu'à rémunérer les entreprises qui lui fournissent crédit et intrants. Il pointe également le manque d'aide de l'État pour soutenir la petite production, en comparant la situation mexicaine avec celle des États-Unis où les subventions aux producteurs sont très élevées. Il mentionne toutefois le PROCAMPO, une subvention agricole qui a été mise en place en 1993 pour compenser la baisse des prix agricoles suite à l'entrée en vigueur de l'ALENA. Mais l'existence de subventions 30 fois supérieures aux États-Unis permet d'abaisser virtuellement les coûts de production des agriculteurs nord-américains et donc de vendre sur le marché international à un prix inférieur au prix de revient ; c'est le principe du *dumping*. Produisant plus et à moindre coût, les agriculteurs nord-américains sont en mesure d'inonder le marché mexicain avec des céréales qu'ils exportent à bas prix, et qui viennent concurrencer de manière déloyale la production mexicaine, comme l'exemple du riz vient nous le rappeler.



TÉMOIGNAGE D'UN PETIT PRODUCTEUR DE MAÏS

La culture du maïs est ce qu'il y a de plus sûr actuellement dans la région. Mais en vérité, et cela nous rend parfois tristes, nous travaillons dur pour des prix très bas et en fin de compte, tout l'argent que nous gagnons, nous le dépensons dans l'achat d'intrants (...). Si le gouvernement ici était comme aux États-Unis où ils donnent beaucoup de subventions, si c'était ainsi au Mexique et bien nous vivrions mieux. Mais malheureusement la campagne est abandonnée par le gouvernement. La seule aide qu'ils nous donnent, c'est le **Procampo**. Pour calmer et c'est tout (...). Les prix du maïs cette année ont été bons. Mais ce qu'il se passe, malheureusement, c'est qu'année après année, les intrants sont toujours plus chers. Pour nous, le semis et la récolte [mécanisés] sont très chers ; les intérêts [du crédit de campagne] sont élevés (...). Croyez-moi que ce qu'il se passe en fait, c'est que nous travaillons uniquement pour les entreprises qui nous vendent des semences, des intrants ou qui nous louent les machines agricoles. La réalité c'est qu'il te reste très peu d'argent au final car tout est très cher pour le producteur...

Transcription et traduction : V. Brun

Document 5 - L'abandon des terres et la migration

Ces deux photos ont été prises en 2008 : la première a été prise à El Lencero, à 15 kilomètres de Xalapa, capitale de l'État de Veracruz ; la seconde a été faite dans l'isthme de Tehuantepec, à la frontière entre les États de Veracruz et de Oaxaca. Elles illustrent deux des phénomènes les plus importants qui touchent actuellement les campagnes mexicaines : l'abandon de l'activité agricole, symbolisé ici par une photographie montrant des annonces de vente de terrains agricoles, et les migrations vers les États-Unis, suggérées ici à travers une publicité d'une agence de voyage.

Sur la photographie de gauche, on distingue quatre panneaux écrits à la main, proposant des terrains à la vente. Ces terres ont été mises en vente directement par leur propriétaire, sans passer par une agence immobilière. Les vendeurs sont vraisemblablement des petits producteurs vivant à El Lencero, petit village agricole (*ejido*) situé en milieu périurbain. Sur la photographie de droite, on voit une carte tronquée du Mexique et des États-Unis, où seul le nord du Mexique (couleur verte) et le sud des États-Unis (couleur chair) sont représentés. L'œil est attiré par la frontière entre les deux pays, où les principales villes frontalières mexicaines sont représentées par un point rouge. On distingue également en haut à droite le logotype d'une agence de voyage localisée à Oaxaca. Elle vend des



billets d'autobus de deuxième classe de la ville de Oaxaca jusqu'à la frontière Nord mais ne promeut aucun attrait touristique. Sans le dire expressément, cette agence de voyage vend des billets aux candidats à l'émigration vers les États-Unis. Ces deux clichés sont complémentaires : d'un côté les paysans qui délaissent l'agriculture et vendent leurs terres et, de l'autre, ces mêmes paysans qui émigrent aux États-Unis.

Le phénomène des migrations internationales a pris beaucoup d'ampleur ces dernières décennies. Au Mexique, l'émigration de la main d'œuvre rurale aux États-Unis est un phénomène relativement ancien, mais il a connu une accélération depuis la première moitié des années 1990 et la mise en œuvre des réformes libérales. Pour la majorité des paysans mexicains, le désengagement de l'État et l'ouverture des marchés se sont en effet traduits par une baisse sensible de leur revenu agricole, poussant ainsi un grand nombre d'entre eux à vendre leurs terres et à délaisser leur activité agricole peu rémunératrice pour aller tenter leur chance de l'« autre côté » (*del otro lado*). Un migrant sans papiers aux États-Unis peut espérer gagner en tant que travailleur agricole (*jornalero agrícola*) un salaire environ 5 fois plus élevé qu'au Mexique. La migration concerne évidemment les paysans mais aussi les jeunes ruraux, hommes et femmes, qui ne veulent pas reprendre l'exploitation familiale et ne trouvent pas de travail dans les villes proches. Aujourd'hui, les transferts d'argent des migrants représentent la troisième source de devises du pays (21,2 milliards de dollars en 2009) et, surtout, le seul moyen de survie pour des millions de familles paysannes mexicaines.

Conclusion

L'ouverture des marchés agricoles au Mexique laisse donc une place réduite au développement de la petite agriculture, confrontée à un accroissement sans précédent des inégalités sociales et économiques entre les grandes zones d'agriculture commerciale et les zones rurales marginalisées. Cela se manifeste par la persistance d'une paysannerie pauvre de plus en plus tournée vers l'autosubsistance dans le sud du pays et, à l'opposé, par le renforcement des grands agriculteurs commerciaux dans les États du centre-ouest et du nord.

Au final, le cas mexicain fournit une très bonne illustration des inégalités nord-sud qui se jouent dans le cadre de la mondialisation agricole : à l'échelle mondiale entre les pays du sud et les pays du nord (ici Mexique-États-Unis), mais aussi et surtout à l'échelle nationale.



PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DES LITTORAUX AU MEXIQUE

Renaud Fichet
Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
renaud.fichet@ird.fr

Documents :

- 1 - Les Mangroves mexicaines, un écosystème menacé
- 2 - Blanchissement des coraux et changement climatique
- 3 - Le pélican mazouté, symbole des marées noires
- 4 - Les tortues marines, emblèmes des politiques de protection
- 5 - Les aires marines protégées en Amérique du nord

La zone maritime du Mexique compte environ 11 000 kilomètres de littoraux dont 68 % pour le Pacifique et le Golfe de Californie et 32 % pour le Golfe du Mexique et la Mer des Caraïbes. Le terme littoral est défini comme « ce qui appartient, qui est relatif à la zone de contact entre la terre et la mer » (*Le Robert*). Mais il n'existe pas de définition unique de ce territoire. Par exemple, en physique, le domaine littoral comprend tout ce qui, soit au-dessous, soit au-dessus du niveau moyen des eaux, est soumis à l'action des forces responsables du tracé de la côte et de ses changements. En droit, les limites littorales terrestres sont définies suivant un découpage administratif et par différentes lignes en mer comme la limite des eaux territoriales.

Au Mexique, la double influence de l'Océan Pacifique et de l'Océan Atlantique et l'extension latitudinale allant du climat semi tempéré au tropical expliquent la considérable diversité des écosystèmes marins du pays qui est néanmoins menacé par certaines activités humaines. L'exploitation de gisements de pétrole *off-shore* constitue une des premières ressources du Mexique mais c'est aussi la plus polluante. La pêche, qui représente en moyenne 1,3 millions de tonnes par an, représente une ressource économique importante mais sans grand potentiel de croissance (surpêche). Enfin l'aquaculture et surtout le tourisme présentent encore de forts potentiels de développement économique.

En 1971, le Club de Rome publiait *Halte à la croissance* et préconisait la croissance zéro. Le développement économique à tout va était alors pour la première fois présenté comme incompatible avec la protection de la planète à long terme. Un an plus tard à Stockholm, émergeait un nouveau concept : le *développement durable*. Il peut être défini comme un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. La protection du littoral est par conséquent au centre de la problématique sur le développement durable.

Les 5 documents rassemblés ont pour objectif d'amener le lecteur à percevoir l'importance de la biodiversité marine du Mexique, à comprendre les menaces, qu'elles soient de dimensions planétaires ou locales, qui pèsent sur cette biodiversité, et à prendre conscience des mesures de gestion qui peuvent accompagner une politique publique basée sur le principe du développement durable.

Pour en savoir plus

Brundtland, G.H. Khalid, M., 1989. *Notre avenir à tous*, Commission mondiale de l'environnement et du développement Brundtland, G.H. Khalid, M. Éditions du Fleuve http://www.wikilivres.info/wiki/Notre_avenir_%C3%A0_tous_-_Rapport_Brundtland.

Brunel S., 2010. *Le développement durable*, PUF, Que sais-je? *Changement climatique*.

http://www.notre-planete.info/terre/climatologie_meteo/changement_climatique_0.php

Lara-Lara, J.R., et al. 2008. *Los ecosistemas costeros, insulares y epicontinentales*, en *Capital natural de México*, vol. I. Conabio, México, pp. 109-134. http://www.biodiversidad.gob.mx/pais/pdf/CapNatMex/Vol%20I/104_Losecosistemascos.pdf

Rodríguez J., Ruiz J., 2010. "Conservación y protección de ecosistemas marinos". *Ecosistemas*, 19: 5-23. [http://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/14353/1/ECO_19\(2\)_02.pdf](http://rua.ua.es/dspace/bitstream/10045/14353/1/ECO_19(2)_02.pdf)

Document 1 - Les Mangroves mexicaines, un écosystème menacé

Cette carte, tracée à partir de données de 2008 fournies par la Commission Nationale pour la Connaissance et la Valorisation de la Biodiversité (CONABIO), montre l'emprise de la mangrove (en vert) sur les littoraux mexicains mais également les menaces qui pèsent sur elle.

Les mangroves sont des forêts littorales qui se développent dans la zone de balancement des marées des régions intertropicales. Les palétuviers qui composent ces forêts se développent sur des sols vaseux en partie inondés. Le réseau de racines entrelacées des mangroves offre un refuge à beaucoup d'organismes (oiseaux, crustacés, mollusques, poissons, etc.) et en particulier à beaucoup de larves et de juvéniles d'espèces qui vivent



ailleurs à l'âge adulte. Les mangroves sont par exemple indispensables au maintien des peuplements de crevettes qui sont pêchées dans tout le Golfe du Mexique. Elles constituent également une barrière naturelle de protection contre les nombreux cyclones qui déferlent sur les côtes de la péninsule du Yucatan entre septembre et octobre. Elles occupent près de 75 % du linéaire de côte.

Les auteurs de cette carte ont souligné que les mangroves sont des écosystèmes fragiles doublement menacés. La première menace est celle des marées noires dans le Golfe du Mexique étant donné la présence de plateformes pétrolières *off-shore* (voir document 3). La deuxième menace est l'occupation grandissante du littoral par l'activité touristique, en particulier sur la riviéra Maya du Yucatán, au sud de Cancun. L'urbanisation croissante et anarchique, les rejets d'eaux usées non traitées dans les lagunes, l'usage de pesticides contre les moustiques ont des effets très négatifs sur les palétuviers.

Les mangroves ne sont pas les seuls écosystèmes des côtes mexicaines à être menacés. On trouve également les récifs coralliens comme la Barrière Mésoaméricaine (voir document suivant), les lagunes et les zones humides côtières, les estuaires et les baies. Dans le monde, les zones côtières sont des espaces de forte biodiversité qui représentent une valeur patrimoniale essentielle. Elles fournissent par exemple 75 % de la production de l'océan mondial alors qu'elles n'occupent que 5 % de sa surface. La biodiversité augmente la capacité des écosystèmes à fournir ce que l'on qualifie de *services écologiques* dont l'homme tire des bénéfices directs ou indirects (alimentation, renouvellement de l'oxygène, régulation climatique, cycle de l'eau, etc.) et qui représentent donc une valeur économique et/ou sociale pour les sociétés humaines. On estime que les mangroves retiennent quatre fois plus de carbone que les autres forêts tropicales et fournissent dans le monde au moins 1,6 milliard de dollars chaque année en services écologiques.

Document 2 - Blanchissement des coraux et changement climatique

Ce document est une photographie sous-marine d'une scientifique évaluant l'impact sur une colonie de coraux massifs du phénomène exceptionnel de blanchissement s'étant produit durant l'été 2005. Cet épisode de blanchissement a affecté l'ensemble de la zone Caraïbe en s'étendant jusqu'à la Barrière mésoaméricaine qui borde la côte est du Mexique. On distingue les parties blanches affectées qui contrastent nettement avec la couleur naturelle plus sombre des coraux dans leur état normal. Différentes techniques de suivi, comme celle dite des quadrats utilisées ici, permettent d'évaluer de manière quantitative certains impacts environnementaux.

Le blanchissement des coraux est un processus de décoloration des colonies coralliennes résultant de l'expulsion des algues microscopiques (les zooxanthelles) qui vivent en symbiose avec les organismes hôtes (les polypes) et sans lesquelles ils ne peuvent survivre durablement. Les coraux réagissent à différents facteurs de stress (élévation de la température, pollution, apport de sédiment, etc.). Lorsque la température de l'eau de mer dépasse de manière durable la valeur maximale de tolérance, l'activité photosynthétique des zooxanthelles



devient trop élevée et conduit les polypes à les expulser. Les côtes du Yucatan au Mexique, et la région caraïbe dans son ensemble, ont été particulièrement touchées par le blanchissement en 2005 et 2010, à des périodes durant lesquelles la température des eaux était anormalement élevée. Le processus de réchauffement des océans, qui pourrait atteindre 2°C sur les 50 prochaines années constitue donc une menace sérieuse pour la survie des coraux.

Le changement climatique désigne des variations des caractéristiques climatiques (réchauffement ou refroidissement) en un endroit donné, au cours du temps. L'augmentation des concentrations en gaz à effet de serre (CO₂ en particulier) générée par l'utilisation des énergies fossiles (pétrole et gaz) provoque un réchauffement rapide de la planète. Cette augmentation des températures est très largement reconnue par les scientifiques bien que ce postulat soit remis en question par certains. Le Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat estime que la température de la terre augmentera de 1,8°C (réduction des émissions de gaz à effet de serre) à 4°C (sans mesures de réduction) d'ici 2100. Ce réchauffement pourrait entraîner des dommages importants : élévation du niveau des mers, sécheresses, inondations, désertification, réduction de la biodiversité, etc. Des recherches récentes montrent que l'émission de dioxyde de carbone (CO₂) augmente également l'acidité de l'océan mondial et menace probablement la survie à long-terme de beaucoup d'espèces marines, et plus spécifiquement celles pourvues d'un squelette calcaire comme les coraux, les mollusques, les crustacés et même le phytoplancton qui est à la base de la pyramide alimentaire. De plus, le changement climatique peut se combiner avec des effets plus localisés des activités humaines (rejet d'eaux usées, pollution chimique, aménagement du littoral, etc.) l'effet de synergie, souvent désigné sous le terme de Changement global, ayant un effet multiplicateur sur les impacts.

Document 3 - Le pélican mazouté, symbole des marées noires

La première photographie montre la plateforme de forage *Deepwater Horizon* en feu juste avant son naufrage le 20 avril 2010 (voir localisation doc. 1). La seconde image prise le 4 juin 2010 montre un pélican brun englué dans le pétrole répandu en mer à la suite de l'accident. Bien que ne s'étant pas produite dans les eaux territoriales mexicaines cette catastrophe environnementale majeure a très fortement préoccupé la population et les autorités du Mexique en montrant que les problématiques environnementales dépassent largement les frontières nationales et doivent impérativement être prises en compte à différentes échelles de temps et d'espace. L'exploitation pétrolière constitue à l'heure actuelle une ressource économique majeure pour le Mexique. Le tarissement prévu des puits de pétrole mexicains du banc de Cantarel dans le Golfe du Mexique entraine le pays sur la piste de l'exploitation du pétrole profond qui, comme l'a démontré la catastrophe *Deepwater Horizon*, augmente le risque environnemental.

Les impacts anthropiques sont les effets provoqués directement ou indirectement par l'action de l'homme. Nous avons vu que cette action anthropique pouvait agir à l'échelle du globe en modifiant le climat ou l'acidité des océans mais elle peut bien sûr aussi

modifier de façon drastique les conditions de milieu à une échelle locale. Les impacts anthropiques locaux peuvent être de nature accidentelle ou chronique. Les événements de type accidentel comme celui de la plateforme *Ixtoc 1* au Mexique en 1979 sont souvent les plus spectaculaires, mais leurs effets sont en général temporaires et localisés. Le cas de l'accident de la plateforme *Deepwater Horizon* est particulier puisque le piégeage de pétrole dans les couches d'eau profondes du Golfe du Mexique pourrait produire des effets à long terme. Les impacts chroniques, bien que souvent moins spectaculaires, sont beaucoup plus communs et impactent durablement l'environnement marin.

La pollution, qui correspond à une dégradation du biotope liée à l'introduction de nouvelles substances ou à l'augmentation des concentrations en substances présentes à l'état naturel, est l'un des principaux agents de perturbations anthropiques. La pollution des eaux peut être d'origine domestique, industrielle ou agricole et de nature diverse : physique (turbidité), chimique (métaux, hydrocarbures, polluants organiques), biologique (introduction d'espèces) ou encore radioactive. L'eutrophisation est un processus très courant correspondant à un enrichissement du milieu en éléments nutritifs (organiques et/ou inorganiques) qui conduit à un déséquilibre du milieu naturel et une prolifération des algues. Les effets de l'eutrophisation se font sentir au Mexique dans certaines lagunes qui reçoivent les eaux usées des villes ou celles enrichies en engrais mais elle représente surtout une menace pour les coraux de la Barrière mésoaméricaine en favorisant leur remplacement par les algues et en diminuant très largement leur capacité de résistance à certains stress (blanchissement, cyclones, pollution accidentelle).

Photo : US Coast Guards



Photo : Resident Media



Document 4 - Les tortues marines, emblèmes des politiques de protection

Cette photographie a été prise en 2007 sur une plage de la commune du Rosario située au sud de l'État du Sinaloa. Elle témoigne des efforts entrepris par les pouvoirs publics pour protéger les tortues marines, une espèce en voie d'extinction. Les tortues marines dont l'histoire remonte à plus de 100 millions d'années sont représentées aujourd'hui par huit espèces, dont sept présentes au Mexique. Ces reptiles marins à carapace passent toute leur vie en mer, à l'exception des femelles adultes qui peuvent traverser les océans pour émerger brièvement en certains points privilégiés du globe et venir pondre. Les pontes collectives des tortues marines appelées *arribadas* ont lieu sur les plages au début et à la fin des cycles lunaires quand la marée est au plus bas et les vagues plus faibles. Aujourd'hui, leur capture, la destruction de leurs habitats, les pollutions dont elles sont victimes, ont réduit leur population au Mexique comme partout ailleurs dans le monde et en font donc des espèces emblématiques de la protection de l'environnement.

La photographie montre un panneau qui fait la promotion d'un programme de conservation des tortues. Un programme financé à la fois par le Ministère de l'environnement

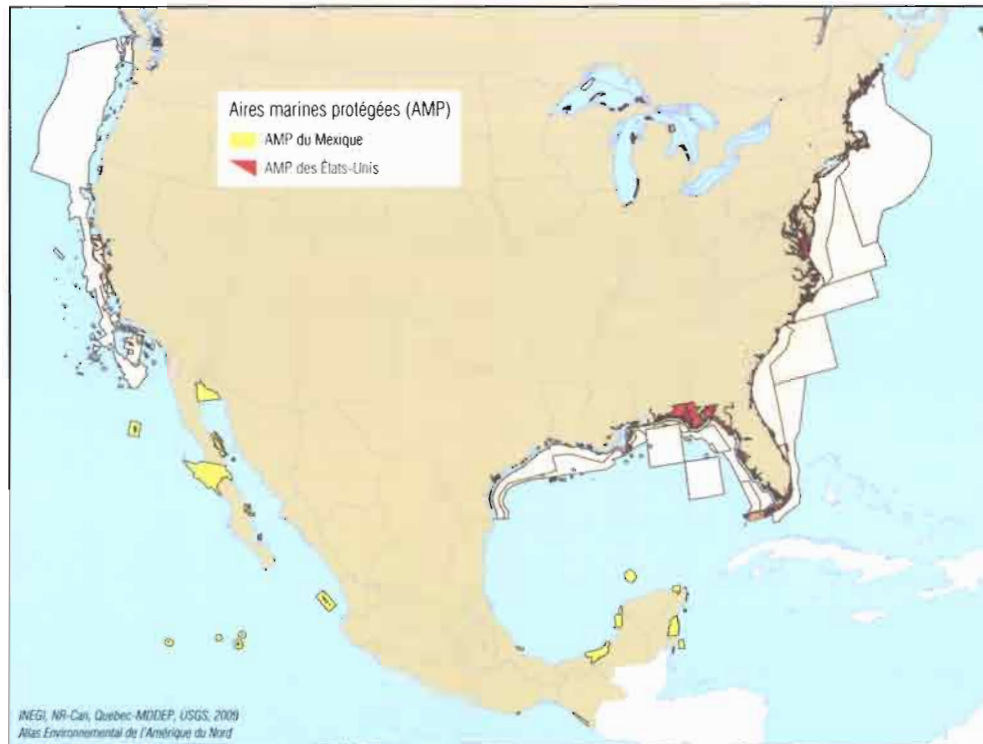
du Mexique (SEMARNAT), les collectivités locales et des partenaires privés comme une chaîne de télévision (Grupo Azteca) et une banque (Grupo Banamex). Le SEMARNAT conduit une politique de protection principalement basée sur la libération annuelle de milliers de jeunes tortues après éclosion. Les populations locales sont largement associées à ces actions que ce soit pour sensibiliser les jeunes à la protection de l'environnement ou dans le cadre de la gestion des éclosiers qui permet de diversifier les activités économiques et de promouvoir un développement durable (tourisme vert) en remplacement des activités traditionnelles de pêche à la tortue ou de collecte et consommation des œufs.

Compte tenu de leur énorme biodiversité, la gestion des écosystèmes marins ne peut tenir compte de toutes les espèces présentes. Il est donc nécessaire de sélectionner des espèces représentatives, dont les exigences permettent de définir les mesures de protection nécessaires et d'en vérifier l'efficacité. Les espèces cibles sont des espèces menacées pour lesquelles la zone du projet a une signification particulière. Au Mexique on peut par exemple citer la *Vaquita marina* (*Phocoena sinus*) espèce endémique du nord du Golfe de Californie. Les espèces emblématiques sont des espèces typiques, propres à un biotope particulier. Les mesures visant à protéger ces espèces emblématiques profitent également à d'autres habitants de la zone concernée. Au Mexique on peut par exemple citer le *Lobo fino de Guadalupe* (*Arctocephalus townsendi*), la Baleine bleue (*Balaenoptera musculus*), les tortues marines dont Tortue verte (*Chelonia mydas*), le Lamantin (*Trichechus manatus*) ou le Requin baleine (*Rhincodon typus*). Cependant, certains critiquent l'utilisation abusive de ces deux indicateurs (espèces cibles et emblématiques) car ils considèrent que le charisme de certaines espèces constitue un mauvais critère de sélection et soulignent le risque d'un maintien artificiel des populations, la simplification abusive de problématiques écologiques complexes, voire même d'éventuelles nuisances pour d'autres espèces.



Document 5 - Les aires marines protégées en Amérique du nord

Ce document cartographique présente la distribution des Aires marines protégées (AMP) en Amérique du nord. Il est tiré d'un atlas environnemental produit en 2009 par des instituts de recherche mexicains, élasuniens et canadiens. Ici, la comparaison entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique montre un très net déficit en aires marines protégées dans les eaux territoriales mexicaines. La définition de zones de protection limitées et dispersées n'est pas suffisante pour assurer une gestion durable car les interrelations (connectivité) entre systèmes plus ou moins proches jouent un rôle essentiel dans les grands équilibres écologiques et dans la résilience des écosystèmes aux impacts climatiques et anthropiques. C'est donc une stratégie à large échelle basée sur un réseau d'AMP qu'il faut privilégier. Au Mexique, la Commission Nationale des aires naturelles protégées (CONANP) est responsable depuis 2000 de la définition d'une politique de protection plus dynamique.



Une aire marine protégée est un espace marin délimité pour lequel a été fixé un objectif de protection de la nature à long terme. Cet objectif est souvent associé à un but de développement socio-économique idéalement fondé sur un principe de développement durable. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a défini des normes mondiales de classification, de planification et de gestion des aires protégées qui identifie 6 catégories correspondant à différentes intensités de protection (de 1 : protection totale à 6 : gestion des activités humaines dans un objectif de gestion, restauration et protection).

La protection de l'environnement est aujourd'hui devenue un enjeu majeur qui constitue l'un des trois piliers du développement durable et a été identifié comme le 7^e des huit objectifs du millénaire pour le développement. La gestion durable consiste à maintenir et à renforcer les valeurs économiques, sociales et écologiques des écosystèmes, pour le bien des générations présentes et futures.

Conclusion

La protection est un des éléments essentiels du développement durable car elle permet la sauvegarde sur le long terme de ressources existantes et permet d'éviter la perte de biens et de services écologiques. La prise en compte de l'amélioration des conditions de vie des populations humaines, qui est au centre des politiques de gestion durable, constitue un préalable indispensable à la mise en œuvre de mesures de protection efficaces. Ignorer le facteur humain peut constituer une dérive extrémiste fortement discriminatoire pour les populations les plus proches des ressources naturelles et conduit le plus souvent à des mesures de protection irréalisables donc sans efficacité.



VIVRE DANS LES LOTISSEMENTS GÉANTS DE MEXICO

Céline Jacquin
Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Institut Français d'Urbanisme et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
celine.jacquin@univ-paris-est.fr

Documents :

- | | |
|--|-----------------------------------|
| 1 - Un mode de production néolibéral de l'habitat social | 4 - Logement et commerce informel |
| 2 - La fermeture résidentielle : confort et distinction sociale? | 5 - L'isolement par la mobilité |
| 3 - Occuper des maisons de 45 m ² | |

À la différence de ce que l'on observe dans les mégapoles nord-américaines, où depuis les années 1930 les classes moyennes émigrèrent de la ville centre en direction des *suburbs* résidentiels, dans les villes mexicaines et en particulier à Mexico, l'habitat périphérique développé à partir des années 1950 était composé de façon dominante de quartiers irréguliers auto-construits par les classes populaires. À partir des années 1980, l'habitat périurbain insulaire pour les groupes aisés – petits condominiums et urbanisations fermées, avatars des spécimens nord-américains appelés *gated-communities* – s'est développé. Mais ce sont les années 1990 qui voient se démocratiser l'habitat insulaire sous la forme d'ensembles de logements standardisés et bon marché, aux dimensions gigantesques, qui décline des modalités allégées de la fermeture et de l'« entre-soi » social. Ils ciblent une population avide de patrimoine mais n'ayant pas les moyens économiques et culturels pour assumer l'éloignement de la ville.

L'expérience de la vie dans les périphéries, déterminée par le poids des carences urbaines et des grandes distances vers les lieux d'emploi et les équipements, a été et continue d'être en majorité la réalité des ménages modestes. Ni les quartiers irréguliers, ni les lotissements d'intérêt social ne constituent au Mexique une forme d'habitat marginal (socialement) stigmatisé. Ils représentent au contraire les deux principales options de formation d'un patrimoine pour la majorité des foyers. L'accès au logement, même aux marges de la ville (la maison auto-construite comme le logement d'intérêt social), permet la constitution d'un patrimoine et d'une sécurité dans un contexte d'incertitude économique forte. Néanmoins, ces logements impliquent des difficultés au quotidien sur des périodes longues, en termes d'accès aux infrastructures urbaines, aux équipements et aux services publics, mais permet aussi paradoxalement une intégration à la ville par les équipements et services, lesquels ont le bénéfice d'exister, si l'on compare avec les situations résidentielles passées.

L'objectif de ce dossier est de présenter certains aspects de la forme urbaine et du vécu des lotissements géants devenus au Mexique la modalité dominante de l'étalement urbain. Il se compose essentiellement de photographies et d'un extrait d'entretien.

Pour en savoir plus

Exbalin A. 2010, « Les lotissements géants de Mexico », *Textes et Document pour la Classe* (CNDP), n° 1009, en ligne : <http://www.cndp.fr/tdc/tous-les-numeros/le-mexique/sequences-pedagogiques/les-lotissements-geants-de-mexico.html>

Jacquin C., Capron G., « De la gated-community au lotissement géant mexicain », *Cahiers des Amériques Latines*, (2010) : http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/59/77/51/PDF/JACQUIN-CAPRON_2-04-09_de_la_gated-community_au_lotissement_geant.pdf

Observatorio de la Ciudad de México (OCIM) ensemble de cartes sur l'agglomération de Mexico : <http://www.ocim.azc.uam.mx/>

Reportage sur les conditions de vie dans un lotissement de l'État de Mexico : http://www.youtube.com/watch?v=Atj_Z7Uj7E&feature=player_embedded

Document 1 - Un mode de production néolibéral de l'habitat social

Cette photographie est un cliché numérique de l'auteur datant de 2009, faisant partie du travail de terrain d'une thèse de doctorat sur les modes de vie des populations des lotissements périphériques d'intérêt social de Mexico.

L'image donne un panorama intérieur d'un des plus grands lotissements horizontaux d'Amérique Latine, *San Buenaventura*, à l'est de la zone métropolitaine de Mexico, qui concentre près de 90 000 habitants en 2010. L'urbanisation prend place en bordure des autoroutes radiales, ici en direction de la ville voisine de Puebla, dans une dynamique classique d'urbanisation en « doigts de gant » favorisée par la concentration des flux. Ce principe permet à la promotion immobilière de vendre une connexion rapide à la ville.

Cette photo montre une mer de maisons contiguës en bandes, de 3 mètres de façade en longues impasses alignées, que ne distinguent que des fades couleurs de sections. Les sections sont des aires internes symboliques permettant d'apporter un peu de variation visuelle à l'uniformité du paysage, de s'approprier l'espace, se situer. Mais elles correspondent aussi sur le plan fonctionnel à des phases temporelles de construction. Une économie d'échelle pousse en effet les entreprises immobilières à faire des démarches décomposées, et à demander des

permis de construire successifs pour un même lotissement. Le but est de réduire les obligations en matière d'équipements et de limiter ainsi l'investissement aux dépens des populations. Le souhait de l'État fédéral de favoriser cette économie de marché, tout en se déresponsabilisant de sa fonction de production et de gestion du logement social, se traduit par un dialogue complaisant avec ce secteur géant de l'économie et par la simplification progressive des règlements. Ainsi, les locaux commerciaux peuvent se résumer à des terrains vagues à usage commercial mis en vente, les espaces verts à des arbres plantés en plates bandes, à des terre-pleins, des ronds-points ou des pelouses à la mort programmée. On voit ainsi sur la photographie un terrain de sport et espace vert qui n'accueille que des herbes sauvages.

Cette image évoque les excès du retrait de l'État dans le champ d'une politique sociale fondamentale, le logement, et de son report aveugle vers des logiques de marché aux dépens des besoins d'une population. Les lotissements géants illustrent l'absence d'une planification urbaine égalitaire dont les principes devraient être : une maîtrise du sol et des ressources naturelles (eau en particulier), des investissements publics de long terme en matière d'infrastructures et de transport, et la modération des axes ségrégatifs de la ville. Si cette politique est actuellement la seule permettant à toute une couche de la population d'accéder à un patrimoine à des prix qui lui sont accessibles, elle hypothèque toutefois la qualité de l'agglomération enlière à moyen et long terme.



Document 2 - La fermeture résidentielle : confort et distinction sociale ?

Ce document est composé d'une image satellite de *Google Earth* d'un lotissement du nord de l'agglomération de Mexico et d'une photographie prise par l'auteur en 2010 depuis l'intérieur du lotissement *San Buenaventura*.

L'image satellite nous montre la forme typique d'un lotissement géant récent de Mexico et la relation à son environnement : décomposé en sections sans relation d'ensemble et parachuté dans l'espace environnant sans soucis d'intégration avec l'existant et les zones rurales dont il recouvre simplement des parcelles. On voit qu'il se raccorde à une autoroute au sud. Cette image nous montre une première échelle de rupture spatiale, laquelle correspond à la fois à un manque d'intérêt des entreprises immobilières dans la planification et à la promotion de l'insularité urbaine comme idéal de vie, selon une inspiration nord-américaine. Ces zones d'habitat gigantesques instaurées comme instruments de développement territorial procèdent en réalité d'un « remplissage » territorial, en désarticulation totale avec l'espace urbain et contraignent les habitants à d'incessants va-et-vient sur des voies rapides saturées. L'absence de politique de développement économique et l'uniformité sociale aggravée par ces urbanisations façonnent des zones dortoirs. La deuxième image montre l'imbrication du lotissement dans un quartier d'auto-construction sans autre traitement de contact qu'un dénivelé brutal et l'adossement des logements. On y voit de manière flagrante la différence de bâti et de consolidation de l'espace public (rues goudronnées ou non, aspect de propreté) ; de structure urbaine, chaotique d'un côté, rigide de l'autre ; d'architecture, l'une indiquant un confort, l'autre suggérant la pauvreté. Cette rupture joue sur les identités des habitants qui entrent en conflit de part et d'autre de cette frontière.

Les lotissements s'apparentent aux condominiums de meilleur standing en ce qu'ils s'enferment à l'intérieur de murs. On ne retient généralement de la fermeture résidentielle que l'image de la *gated community*, sorte de ghetto pour riches périurbains barricadés. La segmentation de la clientèle conduit ici le secteur immobilier à diversifier des produits résidentiels qui banalisent l'enclosure, jusqu'aux couches inférieures. Ce segment bénéficie d'une fermeture d'ensemble systématique mais en réalité artificielle et contraignante : cette clientèle est peu motorisée et la mobilité implique pour elle un coût rédhibitoire. Les habitants sont d'abord séduits par l'apparente distinction sociale que symbolisent les murs, pour se retrouver ensuite démunis devant la pénurie, dans le contexte de pauvreté relationnelle et économique qu'implique leur récente installation. L'enclavement ne prétend pas former un élément de confort, mais répond aux intérêts du constructeur.



Document 3 - Occuper des maisons de 45 m²

Ces deux clichés ont été pris par l'auteur dans le cadre de sa thèse. Ils ont été réalisés en 2008 dans le lotissement *Santa Teresa* à l'extrême nord de la périphérie diffuse de Mexico.

La première image de la série montre l'intérieur du salon et l'entrée d'une maison d'intérêt social. D'un lotissement à l'autre, les prototypes de logements varient très peu : les surfaces et la composition des logements, ainsi que les surfaces minimales, sont conventionnées par le gouvernement. Les logements d'intérêt social sont de 30 m² (un seul niveau), 45 m² (deux niveaux une chambre) ou 50 m² (2 chambres), tout en longueur avec une façade de 3 à 4 mètres. À l'avant, on trouve invariablement un jardinet de la taille d'une voiture ; et à l'arrière, un patio avec lavoir et chauffe-eau (voir photo 2). Dans les maisons de 50 m², les chambres à l'étage mesurent 6 m² environ avec une salle d'eau minuscule. Ces surfaces très réduites, habitées par des foyers de 4 personnes en moyenne voire parfois par plusieurs ménages d'une même famille (jusqu'à 8 personnes), obligent souvent à un usage confus et intermittent de l'espace. Les affaires personnelles compromettent l'espace vital et l'intimité est inexistante. La photo 1 illustre que le salon peut faire office de seconde chambre et redevenir salon-cuisine le jour, accommodements que facilitent les horaires de travail tournants de chacun. Les parents dorment fréquemment dans la même chambre que leurs enfants, ou dans le salon. Ces conditions ne sont pas très éloignées des descriptions données par Émile Zola dans *Germinal* du mode d'habitation dans le coron. Les *patios* arrière n'offrent pas non plus des qualités propices au loisir ou à l'anonymat, mais plutôt des fonctions d'arrière-cour. L'extérieur des logements devient le seul espace permettant l'épanouissement d'une individualité mais dans le cadre d'aires elles-mêmes cloisonnées.

« Le meilleur lieu pour vivre », « toi qui travailles comme personne, tu mérites une maison », « la valeur du foyer », « on te change la vie », forment le laïus des grandes entreprises immobilières dont la publicité, tous médias confondus, est omniprésente. Celles-ci affichent la prétention de produire des unités urbaines auto-suffisantes, en apportant tous les éléments nécessaires à la vie quotidienne : écoles, administrations, marchés et centres commerciaux, espaces verts, etc., à l'exception de l'emploi (détail jamais mentionné). Les équipements sont en réalité très insuffisants pour une vie locale épanouissante, de même que la qualité et la superficie des logements. Toutefois, les ménages sont rarement dupes sur le produit qu'ils acquièrent et savent aussi qu'ils ne peuvent prétendre à mieux. Ils comptent sur la possibilité d'améliorer progressivement leur logement au fur-et-à-mesure de leur petite épargne et sur l'éventail de transformations que permettent une gestion et une construction informelle de l'espace de vie.



Document 4 - Logement et commerce informel

Cette photographie a été prise par l'auteur dans le cadre d'un Master en urbanisme effectué en 2006 à l'Institut Français d'Urbanisme (Université de Paris-Est). Le lotissement *Las Américas* pris pour exemple se situe dans la ville d'Ecatepec au nord-est de l'agglomération de Mexico.

L'image montre un ensemble de configurations commerciales complexes dans les logements. On voit dans une même maison les activités intermittentes de : chirurgien-obstétricien, podologue, dentiste, et opticien. La maison d'à côté héberge dans son salon une papeterie, offre un service de couture et vend des recharges de téléphone portable. Les avenues intérieures et les impasses de ces lotissements accueillent communément des commerces domestiques : service de traiteur à domicile, gargotes avec terrasses improvisées dans les jardinets, sur le trottoir ou à l'intérieur des salons. Il n'est pas rare non plus que les ronds-points soient peu à peu transformés en petites centralités commerciales, encouragés par les flux de piétons et de voitures.



Tandis que les chefs de familles se retrouvent enfermés dans une mobilité pendulaire qui implique depuis les lotissements périurbains entre 3 et 4 heures de transport quotidien, les femmes et les enfants sont assignés à résidence. La répartition des fonctions commerciales à l'intérieur de ces zones résidentielles relève d'un zonage qui implique la concentration des locaux construits par l'entreprise immobilière en un même lieu, ne donnant une place que très limitée au commerce et aux services de proximité, un besoin pourtant élémentaire pour des familles faiblement motorisées. Les très grandes distances internes, la faiblesse des services de transport interne et la structure cloisonnée du bâti découragent tout déplacement non indispensable et poussent au développement de stratégies d'autosuffisance dans l'espace de proximité. Une des adaptations pour répondre aux besoins collectifs et individuels est le développement de commerces informels dans les logements (occupant la grande partie de l'espace de vie déjà réduit) et dans l'espace public. Les stratégies de développement économique souples, car illégales, permettent une relative amélioration des conditions de vie, malgré une compétition pour l'espace vital dans les logements : le commerce offre une alternative à l'emploi éloigné du chef de famille. Dans tous les cas, ces activités constituent un développement économique local stimulateur de liens sociaux et un palliatif à la faiblesse des services et aux commerces de base. Ce commerce qui se densifie stimule en outre l'animation des rues et génère un phénomène de micro-centralités dans l'espace public, dans la prolongation d'une culture d'occupation de la rue forte dans le Mexique populaire. Cette créativité des habitants transforme ces lotissements fantômes en des espaces vivants et atténue les insuffisances des concepteurs et des politiques sociales.

Document 5 - L'isolement par la mobilité

Ce document est un extrait d'entretien réalisé en 2008 et commenté par nos soins d'un chef de famille, Gerardo, vivant dans un lotissement géant de l'extrême nord agglomération (*Santa Teresa*) et travaillant à Tlalnequiltla, trois municipalités au-delà de celle où il vit.

Gerardo est représentatif de la majorité des chefs de famille des lotissements : il est ouvrier et fait les trois-huit. Sans être de ceux qui travaillent le plus loin du lotissement, ses cheminements l'amènent à traverser plusieurs goulots d'étranglement, subir une circulation perturbée au quotidien par les accidents de la route, les déviations de voies. De même, les logiques du système de transport collectif privé répondent à des contraintes de rentabilité : ce n'est pas la qualité du service qui est recherchée par les chauffeurs mais le chargement maximum des véhicules donc des arrêts incessants. Le grand éloignement des lotissements d'intérêt social implique des déplacements importants pour les chefs de famille, selon notre enquête, de 2 heures pour la majorité d'entre eux (médiane). Les trajets sont de 2 à 4 fois plus longs en moyenne par rapport aux domiciles antérieurs. Dans les municipalités réceptrices des opérations de logement, la faible fréquence des départs, encore plus en dehors des heures de pointe, et le petit nombre de compagnies de bus périurbains pour plusieurs milliers de logements, augmentent fortement la difficulté de connexion avec la ville. De même, le coût de ces compagnies de transport est élevé pour ces ménages. Les travailleurs et les étudiants sont nombreux à devoir chercher des alternatives : certains décident de marcher sur une certaine distance pour rallier d'autres routes et lignes de bus. Éviter le gouffre des heures de pointe les oblige à sortir de chez eux avant 5h du matin ou à adopter des points de chute en semaine chez des parents qui vivent plus près du centre ou d'un point de transport mieux desservi. Un ménage sur trois a une voiture, mais la plupart ne peuvent assumer le coût de l'essence et des péages vers le centre.

Il en résulte une absence des chefs de famille de leur foyer et du lotissement. L'organisation du temps de travail en trois-huit, pour la grande majorité d'entre eux, dégage un temps de repos rassemblé sur plusieurs jours durant lesquels la présence de l'homme, épuisé par ce rythme de travail, devient en fait une contrainte pour tout le foyer. Il fait figure d'un hôte rare à servir, que la fatigue extrême empêche de socialiser avec sa famille et à plus forte raison avec le voisinage. Ces moments en viennent à être redoutés, les femmes voyant là toutes leurs obligations au foyer s'exacerber et les enfants devant montrer leur meilleur visage. Cette absence fait de l'éloignement fonctionnel des lotissements un facteur de division entre l'univers des hommes et des femmes, porte conséquence sur le couple et la famille et fait de ces espaces résidentiels des lieux d'épanouissement exclusivement féminins.

ENTRETIEN AVEC GERARDO, RÉSIDENT D'UN GRAND LOTISSEMENT

En soi, le changement radical pour moi, qui suis celui qui va travailler, c'est que je dois m'en aller plus tôt qu'avant à cause du trajet que je dois parcourir, d'ici au travail, du travail à la maison.

[...] je perds du temps, à cause de l'itinéraire, et comme les bus sont vides à cette heure-là, ils vont à deux à l'heure et cherchent le client pour se remplir. Comme ils doivent payer le péage ici, pour que ça leur soit rentable, mais du coup on perd du temps.

- *C'était différent avant ?* - Non, c'était aussi assez vide, mais comme il y avait plus de concurrence avec des itinéraires plus courts, ils roulaient plus rapidement. L'avantage c'est que tous ceux qui passaient par là-bas passaient devant mon travail, et pareil au retour. Ici, non ; je dois forcément prendre celui qui mène jusqu'ici, et il y en a très peu, ils me font perdre beaucoup de temps. J'ai un horaire le vendredi où je sors plus tard que d'habitude et je prends le risque de rater le dernier bus qui vient jusqu'ici. Dieu merci, au moins moi j'ai la chance [...] que si le bus ne passe pas j'ai mes parents pas loin (dans la même municipalité). Là-bas le transport continue jusqu'à très tard, il y a pas de problème. Mais bon, ma responsabilité c'est d'être ici. Alors j'essaie d'attendre le plus possible le bus, et si définitivement je vois qu'il est 11h ou plus, je ne peux rien faire d'autre que d'aller chez mes parents.

Transcription et traduction : Céline Jacquin

Conclusion

Ce dossier montre la complexité d'un espace résidentiel, depuis sa dimension métropolitaine et politique à son espace vécu, autour de l'administration d'un droit social fondamental qu'est le logement. Les habitants, dans différentes villes du monde en développement, font face aux incompétences politiques et aux faibles capacités d'investissement public, par une créativité pour produire eux-mêmes l'inexistant.



LA FRONTIÈRE MEXIQUE-ÉTATS-UNIS, UN ESPACE DE RELATIONS

Marie-Carmen Macías
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
mcmc@free.fr

Documents :

- 1 - La région transfrontalière Mexique-États-Unis
- 2 - Une frontière constamment fortifiée
- 3 - Évolution des flux frontaliers du Mexique vers les États-Unis
- 4 - Modèle des relations transfrontalières au poste-frontière entre Tijuana et San Diego
- 5 - La côte de Basse Californie, paradis des retraités états-uniens

La frontière entre les États-Unis et le Mexique s'étend sur 3 141 km depuis le Golfe du Mexique jusqu'à la côte Pacifique. Elle est un cas unique dans le monde de contact asymétrique de développement (rapport de 1 à 3,43 pour le produit intérieur brut par habitant en 2010) : au nord, les États-Unis (PIB de 47 400 dollars/habitant en 2010) alors qu'au sud, le Mexique, considéré comme pays émergent doit encore faire face aux problèmes du monde en voie de développement (13 800 dollars/habitant).

La région de la Frontière Nord (*Frontera Norte*) regroupe les six États fédérés qui jouxtent les États-Unis. L'éloignement de cette région par rapport au centre du Mexique, où se concentrent les richesses et les lieux du pouvoir, a généré des liens de dépendance de ses habitants avec le Sud des États-Unis qu'illustrent les mobilités transfrontalières de natures multiples. En effet, chaque jour des milliers de Mexicains passent la frontière pour travailler légalement ou pas aux États-Unis, pour y réaliser leurs achats ou y envoyer leurs enfants à l'école ; les camions de marchandises circulent continuellement entre les deux pays, etc. En dehors des postes frontières, on observe des flux illicites qu'il s'agisse des migrants mexicains, centroaméricains ou latino-américains qui tentent d'entrer clandestinement aux États-Unis ou du trafic de drogues ou d'armes. Les liens traditionnels de part et d'autre de la frontière se sont renforcés au milieu des années 1960 avec le développement de l'industrie d'assemblage d'exportation, appelée *maquiladora*. Depuis lors, la population des villes frontalières augmente rapidement grâce aux flux de travailleurs venus des autres États de la République mexicaine à la recherche d'un emploi que se soit au Sud ou au Nord de la frontière.

L'objectif de ce dossier documentaire est de représenter la région de la Frontière Nord sous la perspective des relations nouées des deux côtés de la frontière au travers des exemples les plus caractéristiques de la vie de ses habitants en nous centrant sur leurs circulations. Nous commencerons par l'origine du tracé de la frontière au XIX^e siècle et l'évolution des flux transfrontaliers (légaux ou illégaux) pour rendre compte au mieux de la complexité des relations transfrontalières entre les deux pays à l'échelle régionale. Pour cela nous avons composé un corpus de cinq documents de nature variée (cartographique, graphique et photographique) construits à partir de données fournies par des institutions états-uniennes et mexicaines.

Pour en savoir plus

Coubès M.L. et M.C. Macías (coord.), 2007 Dossier « La frontière, après 15 ans d'Alena » in *Cahiers des Amériques latines*, n°3, éditions 2010

Richard Kiy y Anne McEnany, 2010, "Tendencias sobre la jubilación de estadounidenses en las comunidades costeras de México. Datos demográficos y prioridades en los estilos de vida", marzo, (http://www.icfdn.org/publications/retireereseach/RETIRE_SP.pdf, document consulté le 31 mai 2011)

Picouet, P & Renard, J.P., 1993, *Frontières et territoires*, éd. La Documentation Française, série la Documentation Photographique, vol. 7016

Document 1 - La région transfrontalière Mexique-États-Unis

La frontière nord du Mexique est longtemps restée un « front pionnier » dont la pacification et la mise en valeur furent difficiles. Il s'agit en effet d'une région désertique, parfois montagneuse comme dans la région de la Sierra Madre occidentale (appelée Montagnes Rocheuses aux États-Unis), faiblement peuplée que les Espagnols eurent néanmoins du mal à soumettre. Son tracé fut fixé par les *Traité de Guadalupe-Hidalgo* en 1848-1853 qui, à l'issue de la guerre contre les États-Unis de 1836-1848, obligent le Mexique à céder la moitié de son territoire de l'époque (les États de Californie, d'Arizona, du Nouveau Mexique, d'Utah, du Nevada, du Texas et une partie de ceux du Wyoming, du Colorado, du Kansas et d'Oklahoma).

Ce traité ne changea ni la distribution ni la composition du peuplement de la région car, à cette époque, quelques 75 000-80 000 Mexicains avaient choisi de rester au sud des États-Unis comme en témoigne la toponymie. S'il est

vrai que la présence de population hispanique est un fait de plus en plus général sur l'ensemble du territoire aux États-Unis, celle-ci est plus particulièrement présente dans les États du sud-ouest : selon le recensement de 2010, la Californie et le Texas réunissent à eux-seuls 46,5 % de la population hispanique des États-Unis (surtout d'origine mexicaine, mais pas seulement) et, à l'exception du comté de San Diego, la population des comtés délimités au sud par la frontière est majoritairement hispanique. Cette continuité de peuplement est encore un marqueur de l'identité ethnique du sud-ouest des États-Unis, elle explique aussi les nombreux liens qui existent entre les populations installées de part et d'autre de la frontière ; la présence de doublets urbains transfrontaliers (où parfois les deux villes portent le même nom telles que San Luis, Nogales, Laredo et Nuevo Laredo) en témoigne.

Longtemps marginalisés et sous-peuplés en raison de leur éloignement, les États adjacents à la frontière ont fait l'objet d'attentions particulières de la part du gouvernement fédéral mexicain qui a adopté des conditions particulières de développement. Dès l'origine de la frontière, le gouvernement crée une zone libre permettant aux habitants de bénéficier d'exemptions fiscales lorsqu'ils s'approvisionnent aux États-Unis. En 1964, son Programme d'Industrialisation Frontalière propose des mesures favorables à la délocalisation des usines d'assemblage des entreprises étrangères, les *maquiladoras*, vers les villes frontalières dont la production est exclusivement vouée à l'exportation. À partir de cette étape, la région connaît un essor démographique et économique important. Ainsi, Ciudad Juárez passe de 252 000 habitants en 1960 à plus de 1,3 million en 2010 et Tijuana de 177 000 à plus de 1,5 million.

Enfin, l'Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA), entré en vigueur en 1994, place la région de la Frontière Nord au cœur des échanges du Mexique avec les États-Unis, son principal partenaire (80 % des exportations).



Document 2 - Une frontière constamment fortifiée

Cette photographie a été prise depuis la promenade de la plage de Tijuana vers les États-Unis en octobre 2011 par José Pastor, lors des travaux de réparation du mur qui ont donné lieu à des améliorations de celui-ci. Une partie de la séparation métallique attaquée par la houle étant tombée, la reconstruction de la barrière métallique a été complétée par un ponton afin de permettre aux agents de la patrouille frontalière (*Border Patrol*) de s'avancer à quelques mètres du rivage pour surveiller d'éventuelles embarcations qui tenteraient de franchir la frontière.

Malgré l'entrée en vigueur de l'ALENA, qui a permis d'accroître les échanges commerciaux entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, la frontière n'a pas disparu ; bien au contraire. Alors que traditionnellement les habitants de la frontière passaient facilement d'un côté à l'autre, la situation change dans les années 1990. En effet, les États-Unis ont renforcé leur surveillance sur la frontière afin de mettre fin à l'entrée illégale de travailleurs mexicains vers leur territoire. Anticipant les effets « réels ou fantasmés » de l'ALENA, ils décident de

matérialiser leur frontière méridionale par la construction d'un mur et d'accroître sa surveillance en lançant plusieurs opérations de surveillance en plusieurs points, afin de lutter contre le narcotrafic et l'immigration clandestine. En 1993, *Hold the line* est la première opération lancée sur 40 km autour de El Paso qui sera suivie de *Gatekeeper* en Californie (1994), *Saveguard* (1995) et de *Rio Grande* (1997), cette dernière s'étendant sur 2 000 km à partir de Brownsville sur toute la vallée du Rio Grande. Après les attentats du 11 septembre 2001, ce contrôle s'est durci (tout comme dans les aéroports du pays) et le mur a été non seulement dédoublé et équipé de technologies de surveillance (caméras infrarouges, mirador, etc.) mais il a été également prolongé.

Bien que depuis cette période le gouvernement des États-Unis ne cesse d'augmenter le budget dédié au renforcement de la frontière aussi bien en augmentant le nombre d'agents de la *Border Patrol* qu'en prolongeant et en sophistiquant ce mur, le dispositif n'a pas eu les résultats escomptés. En effet, on estime que 400 à 500 000 migrants parviennent à passer clandestinement aux États-Unis chaque année. En revanche, la surveillance a eu pour conséquence de rendre plus difficile et plus dangereux le projet migratoire. Les migrants qui jadis entreprenaient leur voyage vers les États-Unis grâce à des réseaux de solidarité et d'entre-aide dans leur communauté d'origine sont désormais obligés de payer de fortes sommes à des passeurs professionnels peu scrupuleux (*coyotes*). Leur route s'écarte sur des grandes villes de la frontière et passe par les régions désertiques, montagneuses : le nombre de décès ne cesse d'augmenter depuis les années 1990 : en 2011 on a enregistré 767 migrants morts en tentant de franchir la frontière vers les États-Unis.



Photo : José Pastor

Document 3 - Évolution des flux frontaliers du Mexique vers les États-Unis

L'évolution du nombre de passages transfrontaliers entre les États-Unis et le Mexique est révélateur des dynamiques socio-économiques existant entre les deux pays. Ce document qui ne traite que des flux Sud-Nord, relevés aux 25 postes frontières des États-Unis, a pour objectif, premièrement, de présenter l'évolution du trafic de voyageurs et de marchandises aux postes frontières vers les États-Unis (histogramme des passages en milliers) et, deuxièmement, de comparer l'évolution des deux types de passages sur la période de 1997 à 2010. Les deux graphiques sont construits sur le même principe à partir des bases de données de deux institutions publiques états-uniennes : le département des transports et celui de la Sécurité intérieure (*Homeland Security*).

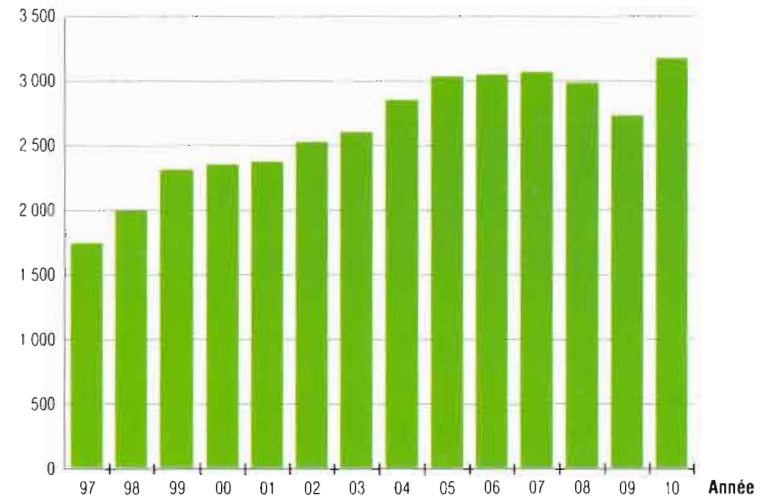
Sur la même période les deux types de flux connaissent des évolutions différentes : alors que le trafic de voyageurs tend à diminuer (passant de 293,1 à 168,3 millions de personnes de 1999 à 2010), le trafic de marchandises est, lui, en augmentation (il passe de 1,7 à 3,17 millions de camions de 1997 à 2010). Les passages transfrontaliers sont réalisés par : les migrants transnationaux mais surtout les travailleurs frontaliers, les touristes et la population locale qui passent réaliser leurs achats de l'autre côté de la frontière. Ces trois dernières catégories de voyageurs passent la frontière plusieurs fois par mois. Jusqu'en 2000, le trafic de voyageurs était en augmentation.

Plusieurs facteurs provoquent la baisse des passages frontaliers, le principal étant directement lié à la politique du *Homeland Security* mis en place après les attentats du 11 septembre 2001. Ensuite, la baisse se poursuit en raison de l'insécurité des villes frontalières liée aux activités du crime organisé, particulièrement violentes après 2006. Enfin, la variation du taux de change peso/dollar (jusqu'à 15,3 pesos/dollar en 2009) et les crises économiques (en 2000 et après 2008) rendent moins opportunes les excursions des consommateurs mexicains vers les États-Unis. La conjoncture économique explique aussi les variations du taux de croissance du trafic de marchandises. Les périodes de crise économique sont marquées par une croissance ralentie mais ce n'est qu'avec la récession économique mondiale de 2008 qu'elle est devenue négative (-8%) car les États-Unis sont le premier partenaire commercial du Mexique et toute variation de son économie se répercute sur les importations de produits mexicains.

ENTRÉES DE VOYAGEURS



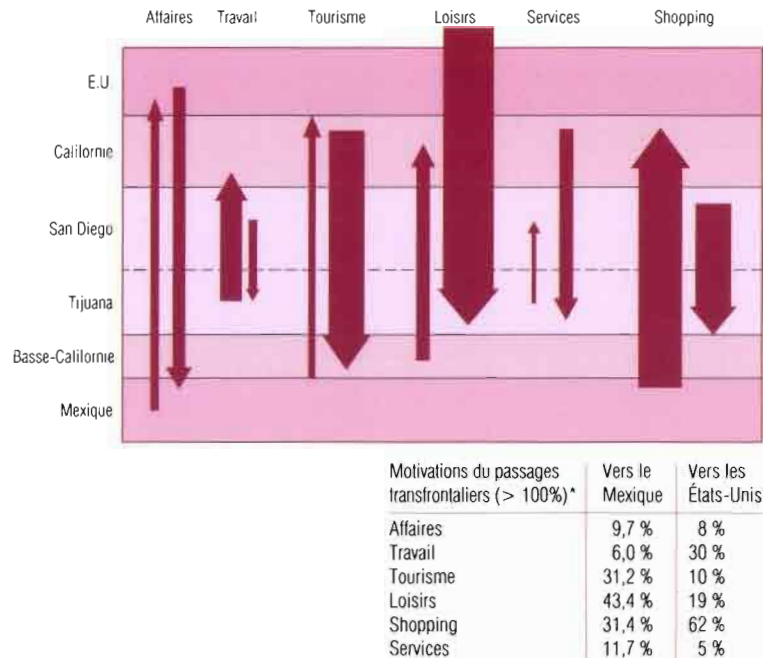
ENTRÉES DE CAMIONS CHARGÉS DE MARCHANDISES



Sources : graphiques élaborés par M.-C. Macias à partir des données du U.S. Department of Transportation Research and Innovative Technology Administration Bureau of Transportation Statistics: Border Crossing/Entry Data basées sur les données du U.S. Department of Homeland Security Customs and Border Protection (IMR database). Consulté le 19 mai 2011.

Document 4 - Modèle des relations transfrontalières au poste-frontière entre Tijuana et San Diego

Cette représentation graphique montre les flux de voyageurs transfrontaliers au poste-frontière entre Tijuana et San Diego selon les motifs de déplacement. Pour chaque type de motif, l'épaisseur des flèches est proportionnelle au nombre de personnes interrogées. Le total des réponses recueillies est supérieur à 100 % car certaines personnes réalisent leurs déplacements en vue de satisfaire plusieurs activités. La longueur des flèches est, elle, proportionnelle à la distance du déplacement des voyageurs : du local (zone blanche autour de la frontière) à l'international (zone la plus sombre) en passant par la région. Il s'agit d'un graphique construit à partir des données brutes (traitées et classées par l'auteur) de l'enquête du *San Diego Dialogue* réalisée auprès de 6 000 personnes en 1992.



* Flèches proportionnelles aux réponses cumulées

Sources : M - C. Macías, « Jeux et enjeux d'une mobilité transfrontalière à contre-courant à la frontière Mexique-États-Unis », in *Transcontinentales*, 8/9 | 2010, consultable en ligne URL: <http://transcontinentales.revues.org/796>.

Nous observons d'abord que selon leur origine, les flux sont inégalement distribués : les frontaliers mexicains sont plus soucieux de profiter des opportunités offertes par cette situation géographique alors que les voyageurs venus du nord de la frontière sont plus occasionnels et leurs motivations relèvent d'activités moins basiques. Plus de la moitié des passages sont réalisés par des résidents du Mexique (55,6 %). Si les entrepreneurs transfrontaliers sont aussi nombreux à se déplacer pour affaires d'un côté à l'autre de la frontière, les travailleurs frontaliers, quant à eux, sont majoritairement mexicains. Les passages transfrontaliers motivés par l'offre de services et de marchandises sont encore plus inégaux entre les deux côtés. En allant vers le nord, les transfrontaliers réalisent des achats au bénéfice des commerces de détail états-uniens. En allant vers le sud, les visiteurs, majoritairement d'origine hispanique, recherchent la consommation de services dans le cadre de leurs activités de loisirs (43,4 % des déclarations), de tourisme (31,2 %) ou de shopping (31,4 %) - cette dernière motivation allant souvent de pair avec les loisirs. Les voyageurs originaires des États-Unis visitent principalement la Basse Californie lors de séjours touristiques (séjour hors du domicile supérieur à 24 heures) ou les loisirs (séjour inférieur à 24 heures). Il s'agit là d'une pratique très ancienne puisque depuis les années 1910-1920, les Californiens passaient la frontière pour fréquenter les bars (surtout pendant la période de la prohibition), les discothèques, les Casinos et les maisons closes de Tijuana. Depuis lors, des complexes hôteliers se sont développés sur la côte pacifique s'adressant à une clientèle plus variée. En revanche, 62 % des transfrontaliers venant du Mexique déclarent compter réaliser des achats à l'occasion de leur visite. Ils ne sont respectivement que 19 % et 10 % à déclarer se rendre aux États-Unis pour leurs loisirs ou y passer des vacances. Le plus souvent ces dernières activités sont également associées au shopping : la sortie au centre commercial est l'occasion de faire une promenade en famille. Que ce soit à Tijuana ou à San Diego, les Mexicains profitent des installations commerciales pour aller au restaurant, au cinéma ou au parc.

Depuis le 11 septembre 2001, les flux Nord/Sud ont considérablement diminué du fait des contrôles qui ralentissent le passage de la frontière et des restrictions (comme l'obligation du passeport pour les citoyens états-uniens). Cette tendance s'est accentuée depuis le lancement de la guerre contre le narcotrafic en 2007 ; dans les villes les plus violentes de la frontière, notamment à Ciudad Juárez, les touristes états-uniens sont rares et les frontaliers mexicains préfèrent passer la frontière vers le nord pour se divertir.

Document 5 - La côte de Basse Californie, paradis des retraités états-uniens

Cette photographie aérienne oblique de la côte de Basse Californie illustre le phénomène de la migration des retraités (majoritairement anglo-saxons) des États-Unis vers le Mexique. Prise par Antonio Frías en 2007, ce cliché est tiré des archives photographiques du *Colegio de la Frontera Norte*.

Au premier plan, le lotissement résidentiel fermé de Baja Malibu à San Antonio del Mar (municipe de Tijuana) est coïncé entre la côte pacifique et l'autoroute fédérale (à péage) - dite *escénica* car elle longe la côte depuis Tijuana jusqu'à la ville portuaire de Ensenada (100 km au sud). Cet espace est occupé par des maisons individuelles dont certaines sont équipées de piscine ; les maisons les plus proches de la côte jouissent d'un accès privé à la plage (matérialisé par les escaliers qui apparaissent sur la falaise). Au second plan, de l'autre côté de l'autoroute, un second ensemble résidentiel, Real del Mar, est, lui aussi fermé et possède son propre service de sécurité. Il se compose de grandes maisons individuelles, d'un hôtel-restaurant (le bâtiment blanc le plus grand) et d'installations sportives privées dont le terrain de golf est visible. La majorité des résidents de ces deux lotissements sont des retraités états-uniens et des citoyens mexicains aux revenus confortables.



Un climat clément et un niveau de vie inférieur à celui des États-Unis font du Mexique le premier pays récepteur de retraités nord-américains (nous trouvons quelques Canadiens). Il y aurait entre 200 et 300 000 retraités et/ou propriétaires états-uniens de résidences secondaires sur les littoraux mexicains - selon les estimations basses de l'*International Community Foundation*. La majorité d'entre eux maintiennent des relations assez fortes avec leur pays d'origine ce qui fait de la côte de Basse Californie une des premières régions réceptrices de retraités. En outre, les villes de la Frontière Nord du Mexique comptent avec un équipement médical adapté à ce type de population vieillissante. Cet apport de population bénéficie à l'économie de la région, raison pour laquelle ces retraités sont assez bien perçus, mais présente également des inconvénients. En effet, ces espaces fonctionnent comme des enclaves puisqu'il s'agit d'ensembles résidentiels fermés situés en dehors de la ville à mi-chemin entre les villes de Tijuana et Rosarito. Ils sont difficiles d'accès car on n'y parvient que par l'autoroute à péage et leur accès est contrôlé par des agents de sécurité privés. Leur emprise sur le territoire interdit tout passage jusqu'à la côte malgré la réglementation fédérale relative aux zones restreintes qui interdit la privatisation des terrains le long du littoral (art. 17 de la *Constitution*). Outre l'aspect réglementaire de ces opérations immobilières, nous pouvons nous interroger sur leur viabilité en termes écologiques. Implantés dans des zones qui se caractérisent par leur déficit en eau - ici, la zone méditerranéenne -, ces lotissements sont très demandeurs en services (eau, tout à l'égout, routes asphaltées, etc.) pourtant défaillants dans la région. De plus, ces opérations recherchent des cadres paysagers paradisiaques en dépit de l'équilibre écologique de ces milieux fragiles ou des risques liés à la situation topographique, à la qualité friable de la roche attaquée par l'érosion littorale et aux conditions sismiques de la région.

Conclusion

Le degré d'asymétrie socio-économique à la frontière Mexique-États-Unis ainsi qu'une longue tradition de relations sociales et familiales nouées par-delà la frontière déterminent les dynamiques des échanges transfrontaliers dans cette région. De nombreuses formes d'interactions au quotidien contribuent à construire une région transfrontalière ; alors que les mesures adoptées par les États-Unis pour lutter contre la migration des Mexicains et des Centraméricains font de la frontière un espace de plus en plus violent sans l'éradiquer pour autant. La frontière Mexique/États-Unis jadis perméable tend à se fermer.



LE MEXIQUE, UN ESPACE DE TRANSIT POUR LES MIGRANTS CENTRAMÉRICAINS

Delphine Prunier
Université Paris Diderot / Sociétés En Développement Études Transdisciplinaires (SEDET) et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
prunier.delphine@gmail.com

Documents :

- 1 - Cartographie d'un espace de transit
- 2 - Solde migratoire des pays centraméricains (1950-2010)
- 3 - Des conditions de voyage très risquées
- 4 - Témoignages de migrants victimes de violences
- 5 - Une auberge pour les migrants

Le Mexique, traditionnel pays d'émigration vers les États-Unis, est aussi un pays de transit majeur pour les migrants du Guatemala, du Honduras, du Salvador ou du Nicaragua qui doivent le traverser pour rejoindre le marché du travail et le *el dorado* étasunien. Le territoire mexicain constitue donc une zone tampon, une ceinture de sécurité, entre les pays centraméricains d'émigration et les États-Unis, qui cherchent à limiter ou à contrôler ces flux de population.

Le Mexique devient un espace de contention des flux Sud-Nord, qu'il s'agisse des drogues, des armes ou des migrants. Des politiques nord-américaines de fermeture, de sanctuarisation du territoire et de sécurité nationale se mettent en place au travers de l'externalisation de la frontière, c'est à dire, de son extension et de son déplacement vers le sud. Celle-ci n'est donc plus seulement constituée de la ligne frontalière qui se dessine d'ouest en est entre le Mexique et les États-Unis : la frontière peut être perçue comme un espace bien plus épais qui s'étend jusqu'à la frontière sud avec le Guatemala. Dans ce sens, on considère le territoire mexicain dans son ensemble comme un pays de transit qui apparaît comme une frontière « verticale » qui se déroule du sud vers le nord, comme un espace dont la traversée est longue, coûteuse et dangereuse.

La compréhension d'un tel espace est primordiale pour pouvoir observer les flux migratoires centraméricains et les conditions de voyage de ces migrants en transit. Soulignons tout d'abord la condition de clandestinité dans laquelle se trouvent les Centraméricains sur le territoire mexicain. La majorité d'entre eux n'ont pas accès au visa et ne peuvent pas non plus payer les services d'un passeur (environ 7 000 dollars) : les plus démunis voyagent donc sur le toit des trains de marchandises au gré des horaires imprévisibles, des obstacles et des violences qui se trouvent sur leur chemin vers le nord. Ce statut illégal les rend vulnérables et invisibles au regard des statistiques officielles, il les expose aux organisations criminelles et aux autorités corrompues qui vivent impunément de cette économie, de ces routes mêlant trafics illégaux et passage de migrants.

Le dossier se compose de 5 documents : photo, carte, témoignages, extrait d'article de presse et données chiffrées nous permettront de cerner la réalité du transit migratoire, la vulnérabilité des migrants et les efforts entrepris par la société civile pour accompagner ces hommes et ces femmes qui défient les frontières.

Pour en savoir plus

Simon Gildas, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF, 1995

Wihlto de Wenden Catherine et Benoit-Guyod Madeleine, *Atlas des migrations dans le monde : réfugiés ou migrants volontaires*, Paris, Autrement, 2005

La page internet de l'Auberge *Hermanos en el Camino*, tenue par le prêtre Solalinde, à Ixtepec : <http://www.hermanosenelcamino.org/>

Des témoignages de migrants (son en espagnol, texte en français). *Au Mexique, le train de la mort* sur : <http://www.youphil.com/es/node/502>

Document 1 - Cartographie d'un espace de transit

Cette carte de synthèse a été réalisée à partir de sources diverses : PNUD, ouvrages spécialisés et travail de terrain. Il s'agit d'une typologie des États d'Amérique centrale et d'Amérique du nord en rapport avec les migrations. Elle indique les chemins empruntés par les migrants centraméricains.

Trois grandes thématiques ressortent de cette carte. Premièrement, on voit que chacun des pays tient une place distincte dans le contexte migratoire régional. Les États d'Amérique centrale sont bien des pays d'émigration ; une masse importante d'hommes et de femmes quittent leurs terres natales à la recherche d'emploi mieux rémunérés. Au Guatemala, au Salvador, au Honduras et au Nicaragua, la situation économique est tellement désastreuse et les conditions de vie (santé, éducation) si précaires que certains géographes qualifient ces pays d'« États expulseurs de main d'œuvre ». Leur IDH – indice calculé par le PNUD en fonction de l'espérance de vie, de l'alphabétisation et des revenus – est inférieur à 0,65. Le Mexique est pour sa part longtemps resté un pays d'émigration. Depuis une vingtaine d'années, il est devenu non seulement un espace de transit mais également un pays d'accueil pour certains Centraméricains échoués ou en attente d'un nouveau départ, son IDH est de 0,75. Les États Unis, enfin, sont la destination finale pour ces milliers de migrants centraméricains ; ces vagues d'arrivée ne faisant que renforcer un des traits caractéristiques de la première puissance mondiale (IDH à 0,9), pays de migrants et d'immigration.

Deuxièmement, on observe que les frontières que doivent franchir les migrants centraméricains ne sont pas toutes semblables : si ceux-ci peuvent circuler librement à l'intérieur de la « zone C4 » constituée par le Nicaragua, le Salvador, le Honduras et le Guatemala, le passage de la frontière Guatemala-Mexique est déjà plus délicat puisqu'il implique un contrôle de l'identité et le paiement d'une taxe ; quant au passage de la frontière Mexique-États-Unis, il est beaucoup plus difficile en raison du terrain (traversée de rivières ou du désert) mais surtout à cause des contrôles migratoires stricts mis en place par le gouvernement américain. Pour

dissuader les migrations illégales, Washington a décidé dans les années 1990 l'érection d'un imposant mur équipé d'outils de surveillance de haute technologie (caméras à infrarouges). On parle alors dans ce cas de frontière hermétique.

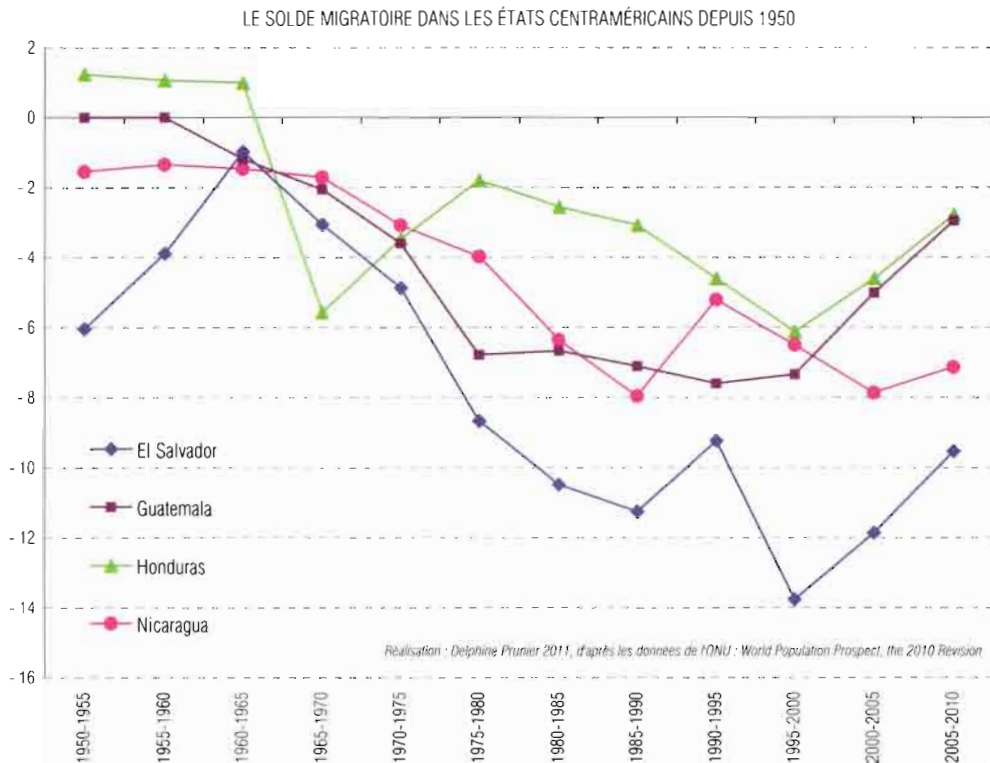
Pour finir, on peut localiser sur la carte les axes ferroviaires qu'empruntent les migrants ainsi que quelques-unes des auberges où ces derniers font une halte afin de dormir et de se restaurer. On note enfin que le parcours des migrants clandestins s'étend bien entendu au-delà de ces voies ferroviaires. Les migrants peuvent en effet parcourir plusieurs dizaines de kilomètres à pieds, en autobus ou cachés dans les remorques des camions (voir flèches).

Ce premier document nous permet de comprendre l'organisation géopolitique de la région ; il nous donne aussi un aperçu des conditions de voyage des migrants centraméricains tout au long des 2 500 à 3 500 kilomètres qui les séparent de leur destination.



Document 2 - Solde migratoire des pays centraméricains (1950-2010)

Le document présenté ici est un graphique que nous avons réalisé à partir des données statistiques mises en ligne sur le site de l'Organisation des Nations Unies. La dernière version du rapport *World Population Prospects*, parue en 2010, présente les résultats des études réalisées par le Département des Nations Unies pour les affaires économiques et sociales. Plus précisément, ce graphique est tiré de la partie Migrations de la base de données, pour les pays de l'aire régionale Amérique centrale. Le solde migratoire est le nombre d'immigrants (entrées) moins le nombre d'émigrés (sorties) dans un pays donné. Le solde migratoire peut donc être positif ou négatif, il montrera ainsi qu'un pays est attractif ou, au contraire, répulsif.



Sur ce graphique, on peut voir l'évolution entre 1950 et 2010 des soldes migratoires en milliers de personnes des quatre pays d'émigration les plus importants d'Amérique centrale : le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. De manière générale, on remarque surtout que, depuis les années 1960, ces soldes migratoires ont toujours été négatifs, c'est-à-dire qu'il y a eu plus de sorties que d'entrées de population et qu'il s'agit, depuis cette époque, de pays d'émigration massive. Nous voyons ensuite que ces courbes baissent des années 1960 jusqu'aux années 1980, lorsque les situations de violence et de guerres civiles ont poussé de nombreux centraméricains à fuir leur pays. Puis, c'est à partir des années 1990 que les nouvelles orientations économiques néolibérales se sont mises en place dans le cadre des politiques d'ajustement structurel, faisant reculer le rôle de l'État, provoquant de violentes ruptures socio-économiques et accélérant ainsi les flux migratoires. Enfin, à partir des années 2000, on note que la courbe remonte pour trois des quatre pays présentés dans le document. Ceci peut s'expliquer non pas par une significative baisse du nombre absolu de personnes quittant le pays mais surtout par une augmentation du nombre d'entrées qui ferait diminuer le solde migratoire, même si celui-ci reste négatif. On peut notamment poser l'hypothèse de migrations intrarégionales pour lesquelles les pays comme le Salvador ou le Guatemala constituent aussi des lieux de destination (situation du marché du travail relativement plus attractive, étapes sur la route vers le Nord).

Pour saisir l'importance du Mexique comme pays de transit pour les migrations centraméricaines, il nous faut donc évaluer l'ampleur du phénomène d'expulsion migratoire en Amérique centrale en s'appuyant sur les soldes migratoires. En effet, les données disponibles au Mexique sont celles du nombre de détention et d'expulsion de migrants par les autorités mexicaines, chiffres qui ne permettent pas de capter le nombre de personnes qui traversent le pays en réalité. L'Institut National des Migrations (INM) estime cependant qu'ils seraient environ 400 000 chaque année.

Document 3 - Des conditions de voyage très risquées

Cette photo a été prise par un journaliste et un volontaire (Irineo Mujica et Alberto Donis Rodríguez) qui travaillent en collaboration avec l'auberge *Hermanos en el camino* de Ixtepec. La scène se déroule au sud du Mexique, entre Arriaga et Ixtepec, ville où confluent les itinéraires migratoires, les routes des trafics illégaux et les voies ferrées. Les auteurs de la photo cherchent à documenter les conditions de voyage des migrants en les accompagnant sur le toit des trains pendant une portion du voyage.

On peut voir sur cette image que les migrants sont assis ou parfois allongés sur le toit d'un train de marchandise en marche. Les trains au Mexique ne transportant plus que des marchandises depuis la fin du XXe siècle, les migrants forment donc un groupe de passagers informels. L'installation sur le train ne se fait pas au hasard. Les



Photo: Irineo Mujica y Alberto Donis Rodríguez

places sont chères et chacun tente de voyager dans des conditions de confort et de sécurité maximums. Parfois, les conducteurs de train ou bien les chefs des organisations criminelles font payer les migrants en échange d'une place à l'intérieur des wagons, sous leur protection. Mais dans la majorité des cas, ils devront voyager sur les plateformes qui séparent les wagons ou sur les toits, supporter la pluie, le froid dans les zones de montagne proches de la vallée de Mexico ou bien les tronçons où l'air se fait rare lorsque le train passe dans des tunnels.

Un des dangers majeurs lors de ces voyages est le risque de chute. Il arrive en effet qu'un migrant s'endorme pendant ce long voyage, tombe depuis le toit du train et soit happé sous la machine en marche. Pour éviter ces accidents, les migrants essaient donc de rester éveillés malgré la fatigue ou bien de s'accrocher les uns aux autres par les bras dans le but de pouvoir retenir les personnes qui viendraient à perdre l'équilibre. Mais ce sont surtout les pratiques d'extorsion, de vols ou de viols exercées par les réseaux criminels qui constituent un risque très fort pour les migrants en transit : le risque de chute est élevé lors des violentes attaques effectuées sur le toit des trains et des rixes qui s'ensuivent.

On voit donc que les conditions de voyage sont très pénibles et risquées pour les clandestins qui se hissent sur *la Bestia*, (la Bête), nom donné par les migrants eux-mêmes à cette machine énorme, bruyante et dangereuse.

A la suite de ces accidents, nombreux sont les migrants rescapés mais mutilés pour qui le chemin vers le Nord s'arrête. Ils ne sont plus en mesure de poursuivre leur avancée vers les États-Unis mais ne désirent pas non plus regagner leur pays d'origine. Ils demeurent donc au Mexique, dans des auberges réservées aux personnes mutilées par le train. Pour ces migrants partis dans l'objectif de subvenir aux besoins de la famille restée en Amérique centrale, rentrer n'aurait pas de sens : ils deviendraient une charge pour leurs proches.

Document 4 - Témoignages de migrants victimes de violences

Ce document est un texte composé d'extraits de l'article « Piégés par la Bête », publié dans le journal quotidien français *Libération*, le 28 décembre 2010. Il présente les situations de violences, d'agressions et de vols dont sont victimes les migrants centraméricains au Mexique. Il est composé de témoignages de migrants recueillis par la journaliste Emmanuelle Steels.

Au travers de ces extraits, on peut mesurer les dangers de ce long voyage. En général, les agressions subies par les hommes, les femmes ou les enfants qui traversent le Mexique sont commises par les autorités corrompues (agents de contrôle migratoire, police fédérale, étatique ou municipale) et les organisations criminelles qui tirent profit du phénomène migratoire. Les enlèvements de migrants sont massifs et font partie de l'économie des gangs tels que les *Zetas* qui contrôlent tout à la fois les routes de la drogue et des migrations : en échange de la vie des migrants centraméricains, des rançons sont demandées à leurs familles restées dans le pays d'origine, mais surtout

installées aux États-Unis. D'après un document récent réalisé par la *Comisión Nacional de los Derechos Humanos* (Commission Nationale des Droits de l'Homme) mexicaine, le nombre de migrants enlevés d'avril à septembre 2010 s'élève à 11 333.

Au Mexique, le phénomène des enlèvements massifs de migrants a pris une grande ampleur ces dernières années. Les organisations criminelles, qui auparavant privilégiaient le kidnapping de personnalités locales très fortunées, se dédient aujourd'hui de plus en plus à rançonner les groupes plus pauvres donc les plus vulnérables parce qu'ils constituent des victimes invisibles, pour lesquelles les autorités et les médias ne montrent que peu d'intérêt et ne fournissent aucune protection. L'ONG *Amnesty International* a publié en 2010 un rapport intitulé *Victimes invisibles, Migrants en mouvement*. Il dénonce la passivité des autorités mexicaines face au non respect des Droits de l'Homme subi par les migrants centraméricains, leur participation active ou passive aux enlèvements, vols, assassinats ou exploitations humaines. Le rôle de ce type d'organisation de la société civile est central pour dénoncer le cauchemar vécu par les migrants.

«PIÉGÉS PAR LA BÊTE» (article de presse)

«Des hommes masqués portant des machettes et des armes ont arrêté le train et nous ont fait descendre du toit. Ils nous ont mis un pistolet sur la tempe et nous ont dit qu'on allait mourir. Puis ils nous ont frappés pendant vingt-quatre heures jusqu'à ce que nos familles envoient l'argent. Alors ils nous ont libérés.» Luis García fait partie des milliers de victimes de la nouvelle industrie macabre développée par les gangs mexicains : les kidnappings de migrants. Ce Guatémaltèque de 26 ans traverse le Mexique comme des milliers de sans-papiers venus d'Amérique centrale : sur les toits des trains de marchandises, sans jamais dormir de peur de tomber ou de se faire agresser, fuyant les policiers mexicains qui les dévalisent, les *Zetas* qui les séquestrent, les violent et les tuent. [...] Les kidnappeurs torturent les migrants pour leur soutirer les numéros de téléphone de leurs familles. Ils réclament des rançons d'environ 2 500 dollars (1 900 euros) par otage. [...] Marta et Evido, jeune couple venu du Guatemala, raconte comment le train sur lequel ils voyageaient a été pris d'assaut par des policiers fédéraux : «On a d'abord cru que c'était une bande de kidnappeurs car ils étaient très violents. Les policiers nous jetaient par terre, nous donnaient des coups de pied. Ils ont brutalisé les femmes, les insultant, commettant des attouchements. Finalement, ils ont pris tout ce qu'on avait et ils ont tiré des coups de feu pour nous faire fuir. Perdre l'argent cela nous est égal, c'est la brutalité qui nous marque.» [...] Les activistes mexicains estiment que la situation des sans-papiers est plus enviable aux États-Unis. Une donnée édifiante ressort du rapport d'Amnesty : six femmes centraméricaines sur dix sont victimes de violences sexuelles lors de leur passage par le Mexique.

Libération, 28 décembre 2010

Document 5 - Une auberge pour les migrants

Ce document relate la création et le fonctionnement de l'auberge *Hermanos en el camino*, dans la ville d'Ixtepec, au sud du Mexique. Il a été composé à partir d'un travail de terrain que nous avons pu effectuer en marge d'un programme de recherches portant sur les dynamiques migratoires et rurales dans la région de l'Isthme de Tehuantepec (ANR TRAN-

L'AUBERGE D'IXPETEC

L'auberge *Hermanos en el camino* (Frères sur le chemin) est localisée dans la petite ville d'Ixtepec, dans l'un des États les plus pauvres du Mexique, l'État d'Oaxaca. La plupart des migrants qui arrivent à l'auberge sont des migrants centraméricains. Ils atteignent Ixtepec sur le toit du train de marchandises, depuis la station précédente située dans l'État du Chiapas, en ayant parcouru entre 12 et 14 heures de trajet. Sur ce tronçon, beaucoup d'entre eux sont agressés, violés ou volés par la Police fédérale, étatique ou municipale ou bien par les agents de la Migration.

L'auberge *Hermanos en el camino* a été créée le 27 février 2007 pour porter assistance à ces migrants en leur proposant de la nourriture, un lieu pour se reposer, une aide psychologique, médicale et juridique. Depuis, entre 50 et 400 migrants occupent l'auberge chaque nuit. Ils s'installent sur des matelas au sol, sous un préau, dans la modeste chapelle ou bien dehors lorsqu'ils sont très nombreux. Des habitants, femmes au foyer ou commerçants du village, tous bénévoles, fournissent des aliments, cuisinent et organisent la vie quotidienne dans l'auberge.

Le prêtre Solalinde est le fondateur de l'auberge d'Ixtepec et le coordinateur de l'organisation catholique *Dimension pastorale de la mobilité humaine* pour la région du Pacifique Sud. Comme les autres religieux ou activistes travaillant pour la cause et la protection des migrants centraméricains au Mexique, il est menacé de mort par les organisations criminelles les plus violentes. Fin 2009, il déclarait : « Les plus grands défis auxquels je dois faire face sont l'intimidation, les accusations et le manque de respect permanent des personnes qui ne veulent pas que je mène à bien mon travail d'aide aux migrants. Beaucoup d'autorités locales, de bandes délinquantes et de trafiquants de drogue veulent se débarrasser des défenseurs des Droits de l'Homme ».

Notice rédigée par Delphine Prunier

SITER). À trois reprises entre 2008 et 2010, nous avons séjourné dans l'auberge, assisté depuis la gare d'Ixtepec aux arrivées et aux départs du train de marchandises investi par les migrants, mené des entretiens auprès des Centraméricains en route vers le nord, auprès des victimes des organisations criminelles ou des agents de police, mais aussi auprès du prêtre Solalinde, fondateur de l'auberge et militant actif pour la protection des migrants.

En vivant et en travaillant auprès des migrants centreaméricains, Solalinde se définit comme un prêtre missionnaire de la mouvance de la Théologie de la libération.

Né en Amérique latine dans les années 1960-70, très ancré dans le Chiapas autour de l'évêque Samuel Ruiz García, ce courant se caractérise par un engagement spirituel et politique d'orientation marxiste et plaide pour un positionnement aux côtés des plus pauvres, des opprimés et des minorités. La Théologie de la libération s'appuie sur l'idée selon laquelle il est nécessaire de se libérer économiquement, politiquement, socialement et idéologiquement afin de regagner la dignité humaine, les valeurs chrétiennes de solidarité, et les conditions de justice sociale.

Dans un entretien réalisé en mai 2010, le prêtre dénonçait la rigidité des structures de l'Église catholique. Pour lui, elles s'organisent au sein de circuits fermés de pouvoir et d'argent, continuent de dominer moralement et socialement les classes les plus pauvres, et ne se positionnent donc que trop rarement aux côtés des populations migrantes. Le prêtre Solalinde assume aujourd'hui, aux côtés de grandes ONG, un rôle majeur de porte parole de la cause migrante au niveau national et international mais c'est d'abord auprès des religieux, volontaires et membres de la société civile que les Centraméricains transitant au Mexique trouvent refuge et protection. Tout comme l'auberge d'Ixtepec, de nombreux centres d'accueil se sont ouverts le long des voies de chemin de fer. Ils fonctionnent malgré les menaces des organisations criminelles, l'absence d'appui institutionnel ou financier de l'Église et le désintérêt de l'État mexicain, plutôt tourné vers ses citoyens immigrés aux États-Unis.

Conclusion

La vulnérabilité des économies et sociétés centraméricaines pousse de nombreux migrants à rejoindre le Mexique pour y travailler ou pour le traverser. Le pays cumule donc trois statuts migratoires : en plus de sa traditionnelle position d'exportateur de main d'œuvre, il devient pays d'accueil et, nous l'avons vu ici, de transit. Aujourd'hui, la société et l'appareil politique mexicains semblent aveugles face à la réalité de ces flux migratoires : les analyses et les réponses politiques apportées face à la violence et à l'impunité sont presque inexistantes.



HISTOIRE



L'ÉVANGÉLISATION DES INDIENS DU MEXIQUE AU XVI^E SIÈCLE

Nadine Béliand
Université de Lyon / Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHRA) et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
nadine.beligand@cemca.org.mx

Documents :

- | | |
|---|---|
| 1 - Chronologie de l'évangélisation des Indiens | 4 - Le Décalogue en images |
| 2 - Biographie du franciscain Pierre de Gand | 5 - Actopan, une chapelle ouverte aux murs peints |
| 3 - L'imprimé, outil d'évangélisation | |

L'évangélisation des Indiens du Mexique relève de l'histoire religieuse du Nouveau Monde. C'est au XVI^e siècle, en Nouvelle-Espagne, qu'ont été menées les expériences les plus innovantes en matière d'enseignement de la foi. Le contexte n'y fut pourtant pas toujours favorable. L'implantation de cette nouvelle église demeurait en effet tributaire des dissensions propres à la société divisée en catégories ethniques et sociales, où les Indiens occupaient le rang le plus inférieur et les Européens le plus élevé. Un abîme se creusait entre le Parti colonial prêt à exploiter les Indiens sans vergogne (parti des colons) et le Parti religieux et humaniste qui misait sur la conversion massive et rapide et faisait le pari d'une nouvelle chrétienté indigène. Sur le terrain religieux se livrait un véritable combat dont les enjeux étaient nombreux ; alors que Bartolomé de Las Casas prônait une conversion douce et sans contrainte qu'il expérimenta au Guatemala, à Mexico, Bernardino de Sahagún travaillait sans relâche pour récupérer le passé indigène dans une œuvre monumentale. Dans les années 1570, il ne fut plus question d'évoquer le passé indien ; pour l'Espagne, l'Amérique était devenue un royaume chrétien comme les autres. L'église indienne est à l'image de ces dissensions : elle s'est construite au sein des républiques indigènes, sous la protection bienveillante des frères. C'est cette église-là que ce dossier se propose d'aborder.

Dans quelle mesure les approches mises en œuvre par les premiers religieux de Nouvelle-Espagne, entre les années 1523 et 1572 en particulier, reflètent-elles l'imprégnation du catholicisme en terres indiennes ?

Outre la chronologie (doc. 1) qui a ici toute son importance pour comprendre que la chrétienté indigène résulte avant tout de l'œuvre des ordres mendiants, nous nous interrogerons sur l'efficacité d'une pédagogie entièrement mise au service de l'évangélisation, sous la houlette paternelle des religieux. Les outils pédagogiques mobilisés pour la transmission de la foi résultent d'abord de la préparation des religieux, de leur immersion dans la société indigène qu'ils considèrent tout entière comme une nouvelle église primitive dont ils sont les bâtisseurs. Avant tout pasteurs, les mendiants sont aussi grammairiens, traducteurs, peintres (doc. 2). Ils mettent leurs savoirs au service de l'édification chrétienne ; que ce soit dans le domaine de l'imprimé (doc. 3), de l'image (doc. 4) ou de l'architecture (doc. 5) ; ils aspirent à effacer l'ancien monde, idolâtre, des Indiens, et à fabriquer de toutes pièces un nouveau royaume chrétien en lequel ils placent tous leurs espoirs. Au prix de maintenir les Indiens sous une tutelle permanente.

Pour en savoir plus

LAVALLÉ Bernard, *L'Amérique espagnole de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin-Sup Histoire, 1993, réédité en 2005

MAZIN Oscar, *L'Amérique espagnole XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, les Belles Lettres, 2005

Documentaire *Trésors du Mexique* de Reynald Mérienne. Pour le programme *Des Racines et des Ailes*, 1^{ère} diffusion, France 3, 16 février 2011. Disponible sur iTunes : Des racines et des ailes – trésors du Mexique

Document 1 - Chronologie de l'évangélisation des Indiens

Cette chronologie succincte a été réalisée par Nadine Béliqand. Elle met en exergue l'activité des mendiants en Nouvelle-Espagne.

Le point de départ de l'évangélisation de la Nouvelle-Espagne sont les Bulles alexandrines de 1493 qui reconnaissent le patronage universel des monarques espagnols sur l'église du Nouveau Monde. Les franciscains qui arrivent à Mexico en 1524 sont des observants qui vivent dans des cloîtres, en Espagne. En Nouvelle-Espagne, ils vont se charger d'encadrer les Indiens dans des paroisses indigènes. Entre l'arrivée de Pierre de Gand (1523) puis des « douze » (1524) jusqu'à l'arrivée des jésuites (1572), l'évangélisation est l'œuvre exclusive de trois ordres : franciscains, dominicains et augustins. Les années 1523-1572 correspondent à la période dite « primitive », de fondation et d'organisation d'une église ; les mendiants fondent des couvents dans toute la Nouvelle Espagne. Dans le centre du royaume, les trois ordres s'enchevêtrèrent ; l'ouest et le nord-ouest sont dominés par les franciscains et les augustins, le sud-est par les dominicains. Dès 1524, les religieux bâtissent des églises-forteresse entourées d'un espace fermé, l'atrium (cf. doc 5) et des hôpitaux pour soigner les Indiens ; ils mettent au point des méthodes d'enseignement spécifiques (docs 2 à 4).

Les obstacles à la formation d'une église primitive du Nouveau Monde se manifestent très tôt : en 1541, la révolte du Mixtón, menée par les Indiens Chichimèques, montre les limites de cette entreprise. Les religieux doivent également renoncer à ordonner des prêtres parmi les Indiens car le Premier Concile Provincial Mexicain (1555) l'interdit, sous prétexte que les Indiens ne peuvent respecter le vœu de chasteté. Ensuite, l'Église prend conscience que les Indiens sont encore largement imprégnés de leurs croyances, voire idolâtres, ainsi que le dévoilent plusieurs traités dont celui d'Hernando Ruíz de Alarcón (1629). Dès les années 1570, les choses se durcissent : la Couronne espagnole interdit aux religieux de rédiger des traités sur les mœurs et coutumes des Indiens (cf. 1537) et commence à remplacer les religieux par des prêtres qui dépendent des évêques ; cette offensive s'achève en 1754 avec la sécularisation des paroisses. Dès le XVII^e siècle, les jésuites sont

critiqués par des clercs, par exemple par l'évêque humaniste de Puebla Juan de Palafox y Mendoza (1639). Au XVIII^e siècle, ils deviennent la cible de la Couronne espagnole et, comme dans les autres royaumes espagnols, ils sont expulsés en 1767. Enfin, l'église mexicaine s'est dotée d'une image emblématique à laquelle se rallient les Indiens, les Métis et les Créoles (européens nés en Amérique). La Vierge de Guadalupe devient patronne du Mexique en 1746 ; Juan Diego, à qui elle serait apparue en 1531, a été canonisé par Jean-Paul II en 2002.

1493: Les « Bulles alexandrines » (pape Alexandre VI) concèdent aux Rois Catholiques les terres découvertes et à découvrir avec l'obligation de les évangéliser
 1524 - 1533: Les ordres mendiants au Mexique, arrivée des « douze » franciscains en 1524, des dominicains en 1526 et arrivée des augustins en 1533
 1531: Sur la colline du Tepeyac à Mexico, la Vierge de Guadalupe apparaît à l'Indien Juan Diego
 1537: Le pape Paul III se prononce en faveur de la liberté des Indiens. Bartolomé de las Casas publie un traité *De unico vocationis modo* sur la conquête pacifique des Indiens. Bernardino de Sahagún (1499-1590) commence la rédaction de son *Histoire Générale des Choses de Nouvelle-Espagne* (terminée avant 1580) : douze livres consacrés aux croyances, à l'astronomie, à la société aztèque, à l'histoire naturelle et à la conquête espagnole
 1539: Juan de Zumárraga (archevêque de Mexico depuis 1528) introduit l'imprimerie à Mexico
 1541: Révoltes indiennes du Mixtón (Etat de Jalisco) contre le catholicisme
 1550: Début des réductions de la population indigène (*congregaciones*) dans des villages en vue de faciliter leur évangélisation
 1555: Le I^{er} Concile Provincial Mexicain interdit d'ordonner des Métis, des Indiens et des Noirs
 1565: Le II^e Concile Provincial Mexicain condamne les travaux de Bernardino de Sahagún considérés inutiles et dangereux
 1571: Création du Tribunal du Saint-Office à Mexico
 1572: Arrivée des jésuites qui encadrent la population créole
 1585: Le III^e Concile Provincial Mexicain définit la législation de l'Église mexicaine
 1629: *Tratado de la supersticiones y costumbres gentilizias entre los indios* de Hernando Ruíz de Alarcón
 1639: Juan de Palafox y Mendoza (1600-1659), évêque de Puebla, dote la Bibliothèque Palafoxiana de 5 000 ouvrages de philosophie et de science
 1737: La Vierge de Guadalupe patronne de la ville de Mexico, puis de Nouvelle-Espagne (1746)
 1754: Sécularisation des paroisses
 1767: Expulsion des jésuites
 2002: Canonisation de Juan Diego

Source : Chronologie élaborée par Nadine Béliqand

Document 2 - Biographie du franciscain Pierre de Gand

Ce document est extrait de l'*Histoire Ecclésiastique Indienne* de Gerónimo de Mendieta, supérieur des franciscains de Nouvelle-Espagne au milieu du XVI^e siècle. Il dresse ici le portrait du Flamand Pierre de Gand (1510?-1572), frère convers, proche parent de l'empereur Charles Quint, arrivé à Mexico en août 1523, avec frère Juan de Tecto et frère Juan de Aora.

Grande figure parmi les évangélisateurs des Indiens du Mexique, Pierre de Gand incarne l'idéal franciscain de construction d'une église primitive au Nouveau Monde. Il a fortement marqué l'historiographie franciscaine du XVI^e

« Pierre de Gand était très ingénieux pour tous les beaux-arts et métiers profitables à la vie humaine et chrétienne. Et il semble que Notre Seigneur lui ait fait don des principes de conversion des Indiens [...] Il fut le premier qui en cette Nouvelle-Espagne enseigna à lire, à écrire, à chanter et à jouer des instruments de musique, le premier à enseigner la doctrine chrétienne, d'abord à Texcoco aux fils de la noblesse, avant que n'arrivent les « douze », et ensuite à Mexico, où il a vécu pratiquement toute sa vie [...] [et où] il fit bâtir la somptueuse chapelle de *San José* [Saint Joseph], derrière la première église, petite et modeste, de Saint François; les Indiens s'y rassemblaient pour écouter la parole de Dieu et les offices divins, apprendre la doctrine chrétienne les dimanches et jours de fête et recevoir les sacrements. Il a également fait bâtir la petite école pour les enfants, où l'on enseigne aujourd'hui à tous les enfants de la ville. Et, à côté de l'école, il a fait construire des logements ou des petites maisons où il enseignait aux Indiens à peindre, et c'est là que se faisaient les images et les retables de toutes les églises du royaume. Il a également enseigné les métiers de maçon, charpentier, tailleur, chausseur, ferronnier et autres métiers mécaniques avec lesquels les Indiens commencèrent à se familiariser. [...] Il prêchait dans la langue des Indiens, qu'il connaissait très bien, [...]. Il a composé une doctrine imprimée, très riche et volumineuse. Il a construit beaucoup d'églises, tant à Mexico que dans d'autres villages de la contrée. [...] Il fit preuve d'un amour singulier envers les naturels de cette terre, et pour qu'ils aient un bon enseignement, il écrivit aux religieux flamands de sa nation, les exhortant à venir en cette terre pour y cultiver les vignes du Seigneur qui alors manquaient d'ouvriers. Les naturels avaient beaucoup d'amour pour ce serf de Dieu, surtout ceux de Mexico, [...] ils eurent beaucoup de chagrin quand il mourut [1572] [...]. Ils demandèrent son corps aux prélats de l'ordre [des franciscains] pour qu'il soit enterré dans la chapelle de *San José*. On le leur concéda et ils le vénèrent aujourd'hui, tout comme son portrait au pinceau réalisé de son vivant, et dans presque tous les villages de Nouvelle-Espagne ils ont son portrait, à côté de celui des douze fondateurs de cette province du Saint-Evangile. »

Source: Fray Gerónimo de Mendieta, *Historia Eclesiástica Indiana*, Mexico, Porrúa, 1971, p. 607-611, traduction de Nadine Béliand.

siècle, puisqu'il a été le premier à enseigner la lecture, l'écriture, le chant et la musique aux fils des nobles qu'il réunissait à Texcoco. Il fonda ensuite la chapelle de *San José de los Naturales* où il enseignait divers métiers d'art : peinture, sculpture, orfèvrerie et menuiserie.

Ce portrait a pour objectif de souligner autant l'œuvre accomplie que la symbiose entre les Indiens et l'ordre des franciscains. Cette symbiose tient autant à leur approche du monde indigène qu'aux qualités propres des franciscains : leur pauvreté, leur humilité en font des *alter ego* des Indiens. Le rapprochement est également facilité par l'immersion linguistique des religieux ; dans certaines régions, ils doivent apprendre entre deux et quatre langues pour les endoctriner. Les franciscains sont portés par des idéaux utopistes ; fray Juan de Zumárraga, premier archevêque de Mexico (1528), est un humaniste ; il lit Erasme et Thomas More et est l'ami de Vasco de Quiroga qui fonde des villages – hôpitaux, qu'il conçoit comme des lieux de refuge où les Indiens peuvent échapper aux mauvais traitements que leur infligent les colons. Ces hommes sont proches de Bartolomé de Las Casas, qui aspire à rechercher de nouvelles terres d'évangélisation où les Indiens se convertiraient de leur propre volonté et non sous la contrainte. A l'instar de Las Casas, les franciscains prennent la défense des Indiens, ces « convertisseurs du soir du monde » ont des visions, des sentiments d'imminence, ils voient dans la conversion des Indiens le dernier pas avant la fin du monde ; ce mouvement se développe dans une atmosphère tragique, en raison de la chute démographique catastrophique de la population indienne. D'où l'urgence des baptêmes accélérés, par exemple 15 000 en un jour en 1526.

La perception des valeurs de simplicité de vie et de pauvreté chez les Indiens et les efforts pour développer l'éducation et un régime social qui apporte harmonie et chrétienté surgissent des idées humanistes des frères. Les premiers religieux du Nouveau Monde n'étaient pas des théologiens mais des pasteurs, qui organisaient une nouvelle église ; pour autant, ils choisissent des méthodes qui permettent d'adapter le message évangélique à des publics indigènes. Les catéchismes bilingues et en langues vernaculaires sont autant d'instruments pastoraux qui témoignent de leur volonté de faciliter l'évangélisation (doc. 3).

Document 3 - L'imprimé, outil d'évangélisation

Le document 3 est une liste d'ouvrages imprimés au XVI^e siècle sous les presses de Mexico. Cette liste est en partie tirée du livre d'Emilio Valton, *Impresos Mexicanos del siglo XVI (Incunables Americanos)*, México, Biblioteca Nacional de México e Imprenta Universitaria, 1935.

L'imprimé a joué un rôle de premier plan dans le processus évangéliste ; les religieux confectionnèrent d'abord des petits cahiers d'écriture (*cartillas*) pour enseigner aux Indiens à lire et à écrire. Ensuite, ils firent des ouvrages de catéchèse, un outil essentiel de transmission de la foi chrétienne. Grâce à leurs connaissances des langues et des cultures indigènes, les religieux rédigèrent les premières *doctrinas cristianas* en édition bilingue. La plupart des catéchismes sont le fruit du travail des ordres mendiants. Citons le dominicain Pedro de Córdoba, l'augustin Maturino Gilberti et les franciscains Juan de Zumárraga, Pedro de Gante, Alonso de Molina, Bernardino de Sahagún, Juan Baptista. Le premier catéchisme américain, imprimé seulement en 1544, a été composé à La Hispaniola (Saint-Domingue) entre 1510 et 1521 par le dominicain Pedro de Córdoba, compagnon de Bartolomé de Las Casas. Les autres furent d'abord imprimés en Europe (Anvers et Séville dès 1525) puis en Nouvelle-Espagne dès 1539 (doc. 1). Les religieux ont multiplié les traductions de textes en nahuatl, contribuant ainsi à en faire une sorte de *lingua franca* de l'évangélisation, même dans des régions où cette langue n'était pas majoritaire. Certains auteurs se transformèrent en ateliers de traduction : ainsi, Alonso de Molina avait préparé des traductions en nahuatl de toutes sortes de textes religieux, y compris des *Épîtres* et des *Évangiles* ; or, le Saint Office, qui avait déclaré inacceptables les traductions des textes bibliques en langue vulgaire, l'obligea à arrêter sa production. L'imprimé ne reflète qu'une partie de la production des religieux ; en effet, ils composaient en nahuatl, des prières, des sermons et des livres de dévotion comme par exemple les livres d'*Heures*, qui servaient de guides pour les prières sacrées. Beaucoup de ces travaux étaient restés à l'état de manuscrits et circulaient d'un couvent à l'autre.

Les imprimés étaient avant tout destinés aux religieux fraîchement débarqués d'Espagne ; les éditions bilingues leur permettaient d'exercer efficacement leur ministère. Les éditions de vocabulaires (*Vocabulario*) et de grammaires (*Arte*) avaient pour objectif d'aider les nouveaux venus à apprendre au plus vite la langue de leurs ouailles. Mais les livres étaient également détenus par les Indiens ; ils se les procuraient soit à des fins professionnelles, notamment les assistants de doctrine qui aidaient les religieux à endoctriner les Indiens de leur paroisse, soit pour renforcer leurs connaissances et pratiques religieuses dans le cadre privé. Les religieux ne s'y opposaient pas ; du reste, Alonso de Molina défendait l'idée selon laquelle bien des Indiens « de bon entendement, habiles et très bons chrétiens » ne devaient pas être privés des livres saints « pour la consolidation spirituelle de leur âme et leur salut ».

A OUVRAGES DE CATÉCHÈSE

- Juan de Zumárraga, *Doctrina Breve y mas compendiosa en lengua mexicana y castellana*. Mexico, en Casa de Juan Cromberger, año de 1539.
- Pedro de Córdoba, *Doctrina Christiana para instrucción e informacion de los indios, por manera de hystoria*. Impresa en México por mandado del muy R. S. don fray Juan Zumárraga, México, Año de 1544.
- Pedro de Gante, *Doctrina christiana en lengua Mexicana*. Impreso por Casa de Juan Pablos, México, Año 1553.
- Maturino Gilberti, *Diálogo de doctrina christiana en lengua de Mechuacan*. Impreso por Juan Pablos, Mexico, Año 1559.
- Fray Alonso de Molina, *Confessionario mayor, en lengua mexicana y castellana*. Impreso por Antonio de Espinosa en Mexico, 1565.
- Bernardino de Sahagún, *Psalmodia Cristiana y Sermonario de los Sanctos del Año, en lengua Mexicana*. En Casa de Pedro Ocharte, México, 1583 Años.
- Juan Baptista, *Confessionario en lengua mexicana y castellana*. Por Melchor Ocharte, Santiago Tlatilulco, Año 1599.

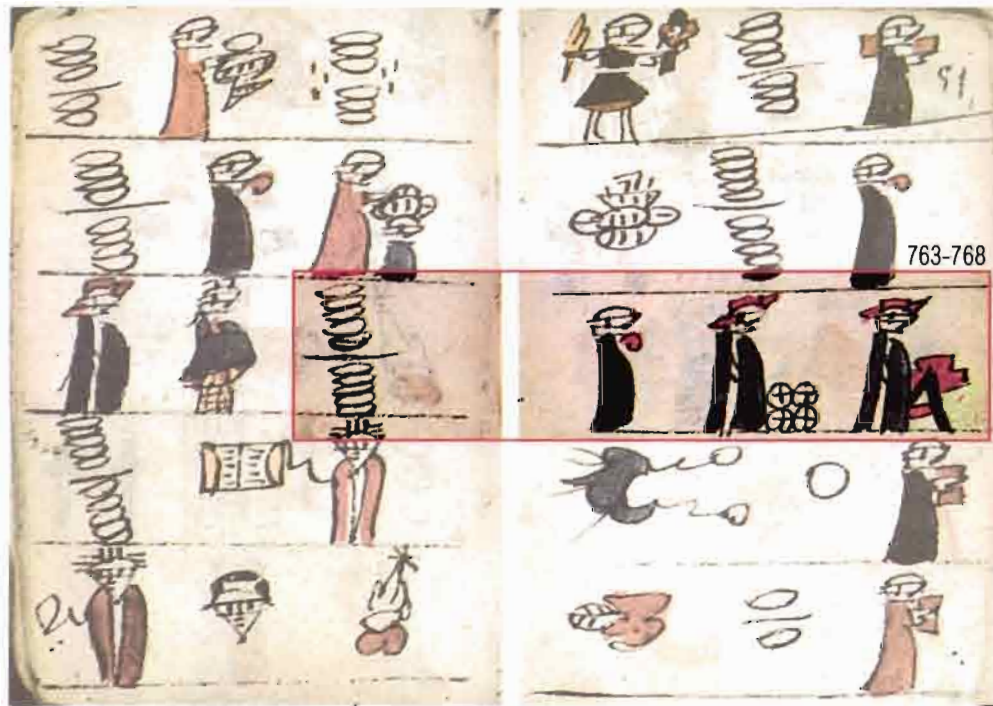
B Vocabulaires et grammaires

- Andrés de Olmos, *Arte en lengua mexicana*, 1547.
- Maturino Gilberti, *Arte de la lengua de Michuacan*, año de 1558.
- Alonso de Molina, *Arte de la Lengua mexicana y castellana*. En Casa de Pedro Ocharte, México, 1571.
- Fray Diego Basalenque, *Arte y vocabulario de la lengua matlaltzinga vuelto a la castellana*. México, 1642.

Source : Liste établie par Nadine Béliand.

Document 4 - Le Décalogue en images

Ce document est extrait du *Catéchisme en Pictogrammes* réalisé vers 1527 par Pierre de Gand ; il en existe une édition récente : Justino Cortés Castellanos, *El catecismo en pictogramas de fray Pedro de Gante*, Madrid, Fundación Española Universitaria, 1987. Ce feuillet comporte une série de petits personnages, des éléments d'architecture, des vêtements et des objets et correspond à la transcription en images du *Décalogue* (Dix Commandements de Dieu). Texte de caractère normatif, il dresse la liste des obligations du bon chrétien : aimer un seul Dieu, ne pas blasphémer, respecter les dimanches et jours de fête, honorer son père et sa mère, ne pas tuer, ne pas commettre l'adultère, ne pas voler, ne pas diffamer, ne pas convoiter le conjoint de son prochain, ne pas convoiter les biens d'autrui. Ces images étaient destinées aux Indiens qui étaient familiers des pictogrammes ; elles leur servaient de guide pour mémoriser le *Décalogue* dans leur langue.



Pour retrouver le sens de ces images, il faut donc les mettre en parallèle avec les éditions bilingues contemporaines (espagnol-nahuatl) du *Décalogue*. Examinons par exemple le dixième commandement, soit les pictogrammes n° 765 à 768. Le pictogramme 765 consiste en dix ovales superposés en deux groupes de cinq pour indiquer « le dixième ». Les trois pictogrammes suivants (766-768) représentent trois personnages qui se suivent. Le premier (766) est représenté debout et de profil ; il porte une tunique bleue. De sa bouche sort la volute de la parole : la langue rouge signifie la colère ou la méchanceté ; cette image représente la formule « Je ne convoiterai point ». Le second personnage (767) porte une tunique bleue, symbole de richesse : les pièces d'argent sont une métaphore des biens d'autrui. Enfin, le pictogramme 768 est un personnage de profil, coiffé d'un chapeau. A ses pieds se trouve une hache qui représente les possessions [d'autrui]. La lecture indigène de ce commandement était la suivante : Le dixième [commandement] : « Je ne convoiterai point les biens [les pièces d'argent] d'autrui [un Européen], ni ses possessions [ses objets métalliques] ».

La méthode d'enseignement la plus efficace était celle dont le support principal était l'image. De fait, bien avant l'imprimé, la plus grande partie de l'enseignement catéchétique est passée par la pédagogie visuelle ; ce faisant d'autres messages étaient transmis. En effet, ici les biens d'autrui sont associés à un personnage vêtu à l'Européenne (il est coiffé d'un chapeau) et détenteur d'un objet métallique issu de la technologie européenne. Cet *autre* est donc identifiable à un non Indien. L'association entre ce commandement, qui est une injonction à ne point voler, et la société dans laquelle et pour laquelle cette image est conçue, une société d'ancien régime où prédominent des relations sociales de type colonial, dévoile toute l'importance de la soumission indigène à une société européenne. Le *volé* est un Européen, alors que le *voleur* pourrait bien être un Indien.

Document 5 - Actopan, une chapelle ouverte aux murs peints

Cette photographie est issue du reportage *Trésors du Mexique*, réalisé par Raynald Mérienne pour l'émission *Des Racines et des Ailes* (1^{ère} diffusion le 16 février 2011 sur France 3). La photographie est du caméraman Christophe Trarieux. La personne qui se tient dans la chapelle ouverte d'Actopan est Nadine Bêligand, guide de la seconde partie du documentaire *Trésors du Mexique* et auteur de ce dossier. Actopan se situe dans l'État d'Hidalgo, à une heure et demie au nord de Mexico.

Les franciscains et les dominicains érigèrent des constructions monastiques monumentales, mais ils furent dépassés par les augustins qui se révélèrent être les maîtres de constructions gigantesques. Le couvent d'Actopan, construit par fray Andrés de Mata à partir de 1550, est le plus complexe de ceux qui ont été érigés au Mexique. Les Indiens étaient rassemblés dans la chapelle ouverte pour y être endoctrinés ; par conséquent, les peintures qui s'y trouvent leur sont destinées. Les thèmes qui y sont abordés sont la mort et l'au-delà ; ils répondent à un projet didactique : inculquer aux Indiens la crainte de Dieu, le danger de l'idolâtrie et les embûches du Mal. Sous la grande voûte, le grand mur de la chapelle ouverte est divisé en trois registres. La partie supérieure représente le jugement dernier ; au milieu sont peintes les scènes de la *Genèse* depuis la création jusqu'à la tentation et l'expulsion du Paradis. Les murs nord et sud représentent des scènes des enfers en connexion avec le péché, particulièrement avec l'idolâtrie, fustigée par les religieux. Parmi les activités des êtres sataniques, se trouvent les martyres de

quelques saints comme l'éviscération de saint Erasme, la torture à la grille de saint Laurent et l'écorchement de saint Barthélemy. Comme symbole de l'éradication de l'anthropophagie, sont peints des démons carnivores en train de dépecer des victimes.

Cette visualité créée par la culture missionnaire a pour objectif de traduire des sermons en images mais aussi de générer des réponses émotionnelles chez l'observateur, modelant ainsi le processus de perception des images. Dans sa *Rhétorique Chrétienne*, sorte de programme d'endoctrinement en images (1579), fray Diego Valadés expliquait que le missionnaire devait réaliser une sorte de performance corporelle ; c'est par ses gestes que le religieux manifestait ses intentions, ses désirs, ses objectifs. Par exemple, il dirigeait le bras gauche vers son public (les Indiens) pour requérir l'attention de son auditoire ; de la main droite, il tenait une baguette qui lui servait à indiquer les images. Autrement dit, il montrait par l'évidence le caractère véridique de son exposé ; la combinaison de la parole et de l'image avec sa propre éloquence corporelle facilitait sa démonstration. Les catéchumènes accédaient ainsi aux images à travers le prédicateur et non pas directement. Ils regardaient d'abord le religieux (niveau sensitif) puis les images (spiritualité) ; ainsi se réalisait la fonction que devaient avoir les images dans le christianisme : rendre visible ce qui est invisible.

Photo : Trésors du Mexique - Des Racines et des Ailes



Conclusion

Au terme de cet exposé, nous pouvons prendre la mesure des méthodes mises en place et de leur efficacité. Il ne fait aucun doute que l'emprise du catholicisme a eu des résultats profonds, inscrits dans les consciences et surtout dans les pratiques. Mais ce serait forcer le trait que de faire du christianisme indigène un christianisme de façade. En effet, les résurgences de pratiques anciennes se développent très souvent dans le cadre de la nouvelle religion ; ainsi, les phénomènes complexes de superposition des croyances, d'adaptation des pratiques constituent le cœur même des catholicités indigènes du Nouveau Monde.



LA PLAZA MAYOR DE MEXICO : VITRINE DE L'ESPAGNE EN AMÉRIQUE

Documents :

- 1 - Plan de la *Plaza Mayor* au milieu du XVI^e siècle
- 2 - La *Plaza Mayor* après l'émeute de 1692
- 3 - Description du marché par le vice-roi en 1716

- 4 - Projet de réaménagement des étals de vente de la *Plaza Mayor* vers 1760
- 5 - De la place commerçante à la Place d'armes en 1793

Arnaud Exbalin

Université de Provence et

Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)

arnaud.exbalin@gmail.com

Aujourd'hui, la *Plaza Mayor* désigne la place publique située au centre des villes espagnoles et latino-américaines. Issu de la tradition méditerranéenne – agora grecque puis forum romain –, cet élément d'urbanisme réapparaît à la fin du Moyen-âge, dans le sud de la France, avec les fameuses bastides puis, dans le nord de l'Espagne (XIII^e siècle) avant de se diffuser, à la faveur de la Reconquête, dans l'ensemble de la péninsule ibérique, d'abord à Valladolid (milieu XVI^e siècle), puis à Madrid (1619), capitale et siège de la Cour du Royaume de Castille depuis 1561, pour enfin s'étendre à toutes les grandes cités ibériques. Dans le même temps, suite aux épisodes de découvertes et de conquêtes, des milliers de cités sont fondées par les Espagnols dans le Nouveau Monde américain. La ville s'impose alors comme un phénomène majeur de la colonisation. Si la ville, « c'est l'Espagne en Amérique », la *Plaza Mayor* américaine est, quant à elle, la vitrine de l'hispanité et de l'urbanité à l'européenne. Toutes les villes de l'Amérique ibérique ont en effet été édifiées à partir de ce quadrilatère fondateur.

À l'époque moderne, la *Plaza Mayor* est d'abord une place commerciale puisque s'y concentrent les principales corporations de métiers ; elle relève donc a priori des autorités municipales mais pas uniquement ; c'est aussi un espace politique où se déroulent les corridas, les autodafés, les processions et toutes sortes de cérémonies d'information destinées à valoriser le bon gouvernement urbain et à célébrer le prince, surtout si le roi est absent et distant de plusieurs milliers de kilomètres, comme en Nouvelle-Espagne, le Mexique de l'époque coloniale.

Nous avons choisi de nous focaliser sur la *Plaza Mayor* de Mexico, car non seulement cette cité fut la plus grande ville américaine pendant près de trois siècles, mais aussi parce qu'elle est un paradigme historique des enjeux de la colonisation. L'objectif de ce dossier est de montrer que la *Plaza Mayor* de Mexico est non seulement le témoin de grands événements de l'histoire du Mexique mais surtout que ses transformations urbanistiques, du XVI^e siècle au début du XIX^e siècle, sont le résultat de préoccupations constantes de la part des autorités municipales, royales et ecclésiastiques. Ce dossier se compose de cinq documents qui couvrent l'ensemble de la période coloniale : plans, peintures et textes nous permettent de tracer une évolution sur le temps long de l'un des principaux outils de colonisation du continent américain.

Pour en savoir plus

Ozanam Didier (coord.), « *Plazas* » et *sociabilité en Europe et Amérique latine*, Casa de Velázquez, Madrid, 1982

Olivera Ramos Jorge, *Los mercados de la Plaza Mayor en la Ciudad de México*, Ed. Cal y Arena/Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, Mexico, 2007

Gruzinski Serge, *Histoire de Mexico*, Fayard, Paris, 1996

Ricard Robert, « La Plaza Mayor en Espagne et en Amérique latine », article des *Annales* en ligne, www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ahess_0395-2649_1947_num_2_4_3329

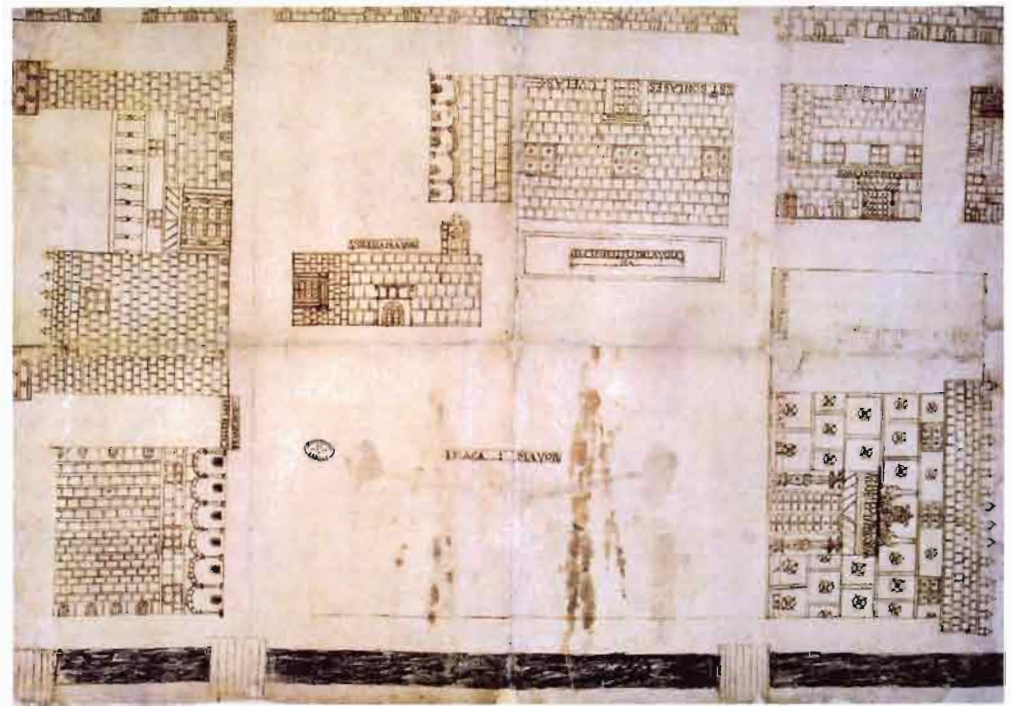
Document 1 - Plan de la Plaza Mayor au milieu du XVI^e siècle

Ce plan a été réalisé à l'encre sur papier par un auteur anonyme vers 1566, soit avant les ordonnances royales de 1573 qui normalisent les fondations de villes dans les territoires espagnols. Le commanditaire est inconnu, mais nous pouvons supposer qu'il s'agit du roi d'Espagne et des Indes, Philippe II (1556-1598), puisque son titre est inscrit au dessus de la porte du palais du vice-roi ; en outre, l'original a été conservé aux Archives Générales des Indes de Séville (section *Mapas y Planos*), preuve que le plan était bien destiné à la Couronne.

Le plan est orienté au nord. Le graphisme utilisé est simple et fait apparaître des édifices massifs en pierre taillée avec des arcades et des colonnes. Les édifices qui encadrent la Place Principale incarnent les autorités en charge de la ville. Au nord-ouest, l'hôtel de ville est bordé de deux tours. La juridiction municipale, instaurée en 1532, fut la première institution espagnole à être mise en place après la Conquête. Au nord, le pouvoir de l'Église est doublement représenté par l'église principale – *Yglesia mayor* et cathédrale à partir de 1534 – et par le palais de l'archevêque (*Casa arzobispal*). Au milieu du XVI^e siècle, la cathédrale n'est pas encore achevée comme en témoignent, à gauche, les fondations (*cimiento de la Yglesia*) de la nouvelle cathédrale ; sa construction s'étale en effet sur plus de deux siècles (1571-1813). À l'est, le palais, résidence du vice-roi, premier représentant du roi, et de sa cour, siège du tribunal de première instance (*Audiencia de México*) et garnison pour la garde des halberdiers. Facilement identifiable par sa porte monumentale décorée aux armes de la monarchie espagnole, l'édifice a des allures militaires. Enfin, au sud, dans un coloris sombre, l'auteur anonyme a représenté un canal (*Acequia real*), enjambé par une série de ponts, qui reliait le cœur de la cité au lac de Texcoco et qui valait à la ville de Mexico le nom de *Venise des Amériques*.

Ce document nous livre un double enseignement. Premièrement, il atteste de la mise en place d'une monarchie universelle, sous le règne de Charles Quint puis de Philippe II, de l'Amérique

à l'Asie. La monarchie universelle est catholique mais aussi administrative. En effet, il existe des centaines de plans de villes comme celui-là, autant de documents centralisés à Madrid par le Conseil des Indes et, autant de traces pour l'historien qui montrent l'emprise nouvelle que les monarques espagnols exercent sur les territoires conquis. Deuxièmement, ce plan porte en lui les enjeux civilisationnels de l'urbanisme espagnol. Il s'agit bien d'imposer par l'urbanisme la supériorité de la civilisation occidentale sur celle des vaincus. Il est révélateur que les édifices des conquistadors ont été construits à l'emplacement même des bâtiments incarnant les pouvoirs aztèques : la cathédrale et le palais de l'archevêque ont été bâtis sur l'ancien *Templo Mayor* des Aztèques ; de même, le palais de l'Empereur Moctezuma (1500-1520) a été rasé afin d'y faire édifier le palais d'Hernán Cortés (partie ancienne de l'actuel *Palacio Nacional*). En 1535, le premier vice-roi de la Nouvelle-Espagne, Antonio de Mendoza, est désigné par le Conseil des Indes et siège avec sa cour dans l'enceinte du Palais.



Document 2 - La Plaza Mayor après l'émeute de 1692

Il s'agit d'un détail (quart supérieur droit) d'une vaste toile réalisée à la peinture à l'huile par Cristóbal Villalpando (1649-1714), à l'extrême fin du XVII^e siècle. C'est une commande du vice-roi Gaspar Sandoval Silva y Mendoza (1686-1696). Cristóbal Villalpando est alors peintre de cour et, avant de réaliser ce grand tableau, il s'était surtout illustré par des peintures religieuses. Ce tableau, avec ses 1238 personnages, livre une vision détaillée de la vie quotidienne à l'époque baroque dans la ville de Mexico.

Dans la partie sélectionnée, nous retrouvons des éléments déjà mentionnés : à droite de l'image, le canal (*Acequia Real*) et, au fond, le palais du vice-roi qui se détache de l'arrière-plan dominé par le volcan de l'Iztaccihuatl. On remarque que la façade du palais a été endommagée et qu'elle est alors en reconstruction (présence de remblais et d'échafaudages). Que s'est-il passé ? L'édifice a-t-il souffert d'un éventuel tremblement de terre ou



d'une éruption volcanique, catastrophes qui affectent régulièrement la ville ? Nous y reviendrons... Le canal est parcouru de barges transportant des produits frais qui proviennent de la périphérie lacustre et maraîchère de la ville. Le cœur de la place est occupé d'une myriade d'étals tenus par des femmes indigènes ; là, s'affaire une clientèle tout aussi nombreuse. En face de la porte du palais, on distingue une procession ; au centre, la fontaine où viennent s'approvisionner les porteurs d'eau ; en haut de la fontaine, la potence, animée semble-t-il par le déroulement d'un châtiment public. La *Plaza Mayor* n'est pas seulement une place commerciale mais aussi un espace d'exercice de la justice royale. À cette date, les peines corporelles étaient encore très fréquentes avant l'humanisation des peines de la fin du XVIII^e siècle et se déroulaient toujours au centre de la place.

Cette image vient utilement compléter le document 1. Si la *Plaza Mayor* est un lieu de pouvoir, elle est avant tout représentée ici comme un centre marchand. Elle draine ainsi des centaines de marchands qui vendent à la journée et des milliers de clients qui viennent s'y achalander. La vente de produits frais en plein air était l'apanage des femmes indiennes, privilège accordé par la municipalité depuis la fondation de la place. Cette tradition puise ses racines dans la période préhispanique et dans les anciens marchés communément appelés encore de nos jours *tianguis*, ce qui montre bien que la colonisation n'a pas effacé toutes les dimensions des cultures mésoaméricaines. Le deuxième intérêt de ce document réside dans la représentation unique du palais, hypercentre de la souveraineté espagnole, ici représenté en ruine, éventré, mettant à nu les fragilités du monarque dans ses territoires américains. En effet, quelques années auparavant, le 8 juin 1692, la *Plaza Mayor* avait été la scène de la plus grande émeute de l'histoire de la ville. Dans un contexte de crises frumentaires, des milliers d'Indiens se sont révoltés contre le mauvais gouvernement du vice-roi, corrompu et incompétent : ils lapidèrent la façade pendant plusieurs heures, lynchèrent les gardes du palais et y mirent le feu. La *Plaza Mayor* fut donc une caisse de résonance de la contestation politique.

Document 3 - Description du marché par le vice-roi en 1716

Ce texte est un extrait des instructions que le vice-roi, Fernando de Alencastre, duc de Linares (1711-1716), a rédigées à l'intention de son successeur. À la fin de son mandat, chaque vice-roi devait en effet remettre un rapport à son successeur, document qui permettait également au Conseil des Indes de dresser un bilan de l'activité de ses hauts fonctionnaires.

Cet extrait vient compléter le document 2, puisque l'auteur s'attache à décrire le marché ouvert situé en face du palais appelé le *Baratillo*. Le *Baratillo* est une sorte de marché de détail pour la revente de produits frais à destination du petit peuple. Cette activité est tolérée par la municipalité qui y trouve son compte puisqu'elle y prélève des taxes. Cependant, l'auteur insiste davantage sur la dimension interlope de cette place : en effet, le *baratillo* fonctionne aussi comme un marché de recel pour les objets volés ou pour les produits de contrefaçon. C'est ainsi que tout un chacun pouvait s'y procurer de l'eau-de-vie de contrebande, des plats préparés ou encore des armes blanches à bas prix. Le vice-roi s'attache également à décrire le profil socio-économique des vendeurs ambulants et des chaland, issus de la plèbe urbaine qui est décrite comme une vaste populace où même les individus les plus nobles y perdent leurs qualités au contact des « ignobles ».

Ce texte témoigne de la vision des élites sur les classes populaires : vision sombre et négative vis-à-vis d'une plèbe qui constitue plus des trois-quarts de la population urbaine totale, évaluée à près de 100 000 habitants. Cette plèbe, davantage métisse qu'uniquement indienne, représente alors un danger permanent à l'ordre établi, surtout lorsque celle-ci occupe de manière permanente le cœur de la cité, à quelques pas du palais. La présence d'étals en bois avec des auvents en osier ou en tissu rendait ce lieu propice aux incendies. C'est par ailleurs ce qu'il s'est passé lors du tumulte de 1692 : la foule des émeutiers a démonté les étals et entassé les armatures au niveau de chaque porte du palais avant d'y mettre feu.

Le *Baratillo* incarne à lui seul la peur des élites : haut lieu d'illégalismes, foyer de pauvreté, cour des miracles, il constitue une offense à la régularité et à la grandeur de la place. Interdit dès le lendemain de l'émeute du 8 juin 1692, le marché est rapidement rétabli quelques mois plus tard. D'une part, pour des raisons financières évidentes, la municipalité fait pression pour son rétablissement, d'autre part, ce marché est une source d'approvisionnement irremplaçable pour une grande partie de la population. Sa suppression totale était dès lors impossible car, à moyen terme, elle aurait été source de mécontentements, ce qui explique probablement l'extrême embarras du vice-roi qui ne peut guère légiférer en la matière et qui, en fin de compte, doit s'en remettre au jugement du roi.

LE MARCHÉ DES VOLEURS

« Il y a sur la Grand-Place de Mexico un marché illicite que l'on appelle le *Baratillo* qui genere tant de désordres que je n'ai pu l'éviter; c'est ainsi que lorsque quelque chose est volée, elle est revendue sur ce marché après avoir été aussitôt maquillée [...]. [Sur ce *Baratillo*], nombreux sont ceux que l'on appelle les *zanganos* qui sont de petits revendeurs à qui les marchands forains fournissent une grande variété d'articles et auprès desquels les vilains, que l'on appelle ici les Indiens, s'approvisionnent facilement en bagatelles. Dans ce domaine, je n'ai ni approuvé ni désapprouvé son fonctionnement étant données les complications auxquelles je me suis confronté; aussi, je laisse Votre Excellence juger des mesures les plus opportunes pour y remédier.

Quant à la nature de la plèbe qui fréquente ce lieu, je crains de ne pouvoir la définir sans maladresse car je ne vois point de grandes qualités émerger de ces caractères, depuis l'indien le plus infime au gentilhomme le plus distingué, car leurs fins sont uniquement de vivre dans la plus grande liberté ».

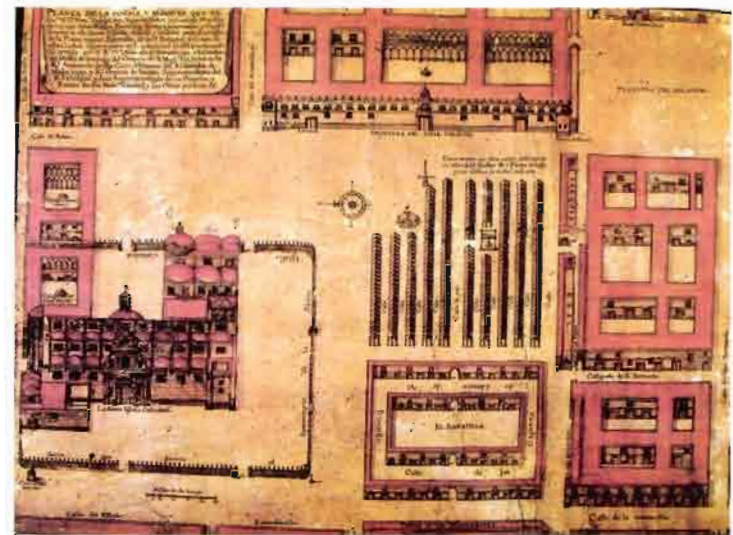
Source : « Instructions du duc de Linares » (1716) tirées d'Ernesto de la Torre Villar (coord.), *Instrucciones y Memorias de los virreyes novohispanos*, Ed. Porrúa, México, 1991, vol. II, p. 776. Traduction : Arnaud Exbalin

Document 4 - Projet de réaménagement des étals de vente de la Plaza Mayor vers 1760

Ces deux dessins anonymes, réalisés à l'encre au début des années 1760, sont une commande du vice-roi Francisco Cajigal de la Vega (1760). De perspective oblique, dotés d'une échelle, d'une orientation et d'une légende, ils représentent la Plaza Mayor en deux temps : d'abord dans son état en 1760, puis telle qu'elle devrait être après son réaménagement. Ces deux plans appartiennent à la collection de Lenin Molina (Mexique) et sont reproduits dans Sonia Lombardo de Ruiz (coord.), *Atlas histórico de la Ciudad de México*, México, INAH, vol. II, planches 231 et 232.

Le premier dessin donne une représentation relativement fidèle de la place telle qu'elle devait être à cette époque, information confirmée par les archives. On y distingue les édifices suivants : à gauche, la cathédrale ; dans la partie supérieure, le palais du vice-roi ; à droite les bâtiments de la municipalité. Au centre de la place, on retrouve le marché en plein air évoqué dans le document 3 et, en bas, dans un double quadrilatère, le marché du *Parián* ou *baratillo mayor* qui est un marché fermé réservé aux commerçants espagnols et aux produits de luxe. La place fourmille de vendeurs ambulants et d'étals disposés sans ordre apparent. L'auteur a souligné l'anarchisme de la place en y faisant apparaître des animaux (mules, vaches et chevaux) vaguant et copulant à proximité de la cathédrale. On remarque que ces formes de vente semi-ambulante débordent largement de la Plaza Mayor pour occuper un autre espace public, à droite du palais, appelé *Plaza del Volador*. Le deuxième dessin reprend la même structure que le premier à la grande différence que les étals ont été réordonnés pour être alignés de manière rationnelle comme le précise la légende : *Plaza Mayor avec dix ruelles comportant 656 étals, chacun de trois vares de côté*. Toute présence humaine a été effacée et la *Plaza del Volador* a complètement été évacuée.

Ce projet de réaménagement du *baratillo menor* n'a jamais été réalisé. Il témoigne moins d'une réalité que d'un idéal des réformateurs urbains : vider les espaces publics et faire de la rue un espace de transit. À l'obsession sécuritaire s'ajoutent ici les préoccupations hygiénistes des élites éclairées, ce dont témoigne la légende du premier dessin. Cette légende insiste sur l'irrégularité de la distribution des étals, les miasmes qui émanent des eaux stagnantes et sur l'encombrement des rues qui empêche ou perturbe la libre circulation des hommes et des marchandises. Nous retrouvons ici, comme en Espagne et dans la plupart des capitales européennes, les mêmes soucis de planification, d'ordonnancement et de propreté caractéristiques des Lumières. À une époque où la grandeur d'une cité se mesure à sa capacité à policer l'espace urbain, le réaménagement de la Plaza Mayor devient une priorité pour que Mexico conserve son rang de *capital, corte y cabeza de Nueva España*.



Document 5 - De la place commerçante à la Place d'armes en 1793

Ce dessin anonyme a été réalisé à l'encre en 1793, soit en pleine anarchie révolutionnaire en France. Il s'intitule *Vue de la Plaza mayor de Mexico rénovée et embellie par le vice-roi comte de Revillagigedo*. Il existe plusieurs versions de ce document aux Archives Générales de la Nation à Mexico mais aussi aux Archives Générales des Indes à Séville, ce qui montre que le commanditaire, le vice-roi Revillagigedo, fut attaché à en faire la publicité.

Nous retrouvons des éléments connus qui sont par ailleurs signalés dans la légende, dans la partie inférieure de l'image : à gauche, le marché couvert du *Parián* ; en face, la cathédrale et à droite le palais du vice-roi. Le dessin de la place est tiré au cordeau et à la règle : tout y est propre, ordonné, géométrique et dégagé. Toute présence humaine a été gommée de la place. Quelques piétons, un porteur d'eau et des carrosses ont pourtant été dessinés pour donner une impression de réalisme, mais ils sont localisés à la périphérie de la place, au premier plan. Seule, au cœur de la place, demeure la garde des hallebardiers, rangée et en exercice.

Ainsi configurée, cette place n'existait pourtant pas encore en 1793 ; elle apparaît davantage comme une projection, un modèle en devenir, tracé selon des canons européens. En effet, au moment de la Révolution

française, la *Plaza Mayor* est alors un vaste chantier. Sa rénovation dure plus de dix ans. Au début du XIX^e siècle, une statue équestre du roi Ferdinand VII est placée sur un socle au centre de la place, enfin achevée. Cette vue oblique témoigne cependant de transformations bien réelles réalisées sous le règne énergique de Revillagigedo (1789-1794), probablement l'un des vice-rois les plus actifs et les plus répressifs de la période coloniale : les vendeurs ambulants ont été chassés, les vagabonds rafiés, les chiens errants ont été massacrés par milliers, le sol repavé et rehaussé, la potence et la fontaine centrale supprimées et remplacées par quatre fontaines fermées avec des serrures. Le contexte politique agité de l'Europe explique bien entendu ce grand nettoyage : alors que la monarchie française est abattue et souillée, il s'agit pour le vice-roi de montrer au monarque espagnol que ses territoires sont bien tenus. Finalement, ce document marque la fin d'une évolution multiséculaire : siège des différents pouvoirs imposés aux vaincus, principal centre d'approvisionnement de la capitale, la *Plaza Mayor* devient, comme à Madrid, une Place d'armes, au début du XIX^e siècle.

Archivo General de la Nación. Historia V. 60 emp. 16 f. 270



Conclusion

En somme, les transformations urbanistiques de la *Plaza mayor* de Mexico, du XVI^e siècle au début du XIX^e siècle, sont bien le reflet des préoccupations des autorités coloniales : obsession sécuritaire d'une poignée d'Espagnols face à des milliers d'Indiens, mise en application d'un modèle de cité idéale à la Renaissance, soucis hygiénistes et circulationnistes sous les Lumières puis, à l'approche des mouvements d'Indépendance, volonté de transformer un espace commercial en une place d'armes. Aujourd'hui, la *Plaza Mayor*, devenu *Plaza de la Constitución* en 1821 (communément appelée *Zócalo*), reste le lieu de l'expression politique, puisque toutes les marches et les manifestations y convergent.



QUESTION FONCIÈRE ET RÉFORME AGRAIRE AU MEXIQUE : UNE AFFAIRE D'ÉTAT

Eric Léonard
Institut de Recherche pour le Développement (IRD), UMR GRED
eric.leonard@ird.fr

Documents :

- 1 - Les terres des communautés indiennes, un défi à la construction nationale ?
- 2 - La réforme de la propriété foncière à la fin du XIX^e siècle
- 3 - La question foncière dans la Révolution mexicaine de 1910
- 4 - La Réforme agraire, outil de justice sociale ou d'intégration nationale ?
- 5 - La réforme légale de 1992 : la fin des communautés agraires ?

Au Mexique, la question foncière rurale, c'est-à-dire tout ce qui touche à la distribution des terres et aux règles d'accès et d'usage de ces terres, a joué un rôle central dans la construction de la Nation et de l'identité mexicaine. Cette question a constitué un thème récurrent du débat politique, parce qu'elle était considérée comme un déterminant majeur du modèle de société à bâtir. Entre 1856 et 1992, trois réformes majeures ont été entreprises qui, dans un ample mouvement de balancier, ont d'abord tenté de faire disparaître les communautés agraires qui abritaient la majorité de la population indienne, avant de proposer une reconstruction de ces communautés, sous une forme renouvelée, puis d'en remettre en question le bien fondé. Pourquoi une telle focalisation du débat politique et de l'action étatique sur la question foncière, au long d'un siècle et demi ?

Dans la perspective des libéraux qui ont gouverné le pays dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, puis à la fin du XX^e, la propriété collective est un obstacle à la modernisation agricole, car elle empêche les producteurs d'utiliser leurs terres comme garantie pour obtenir des prêts et investir sur leur exploitation ; elle favorise aussi l'exercice abusif du pouvoir par les individus qui régulent l'accès à la terre. La propriété privée individuelle serait la condition, à la fois d'une bonne gouvernance politique et d'un meilleur fonctionnement de l'économie. À ces arguments se sont opposées de tout temps des fractions de la société qui considéraient la propriété des terres par les communautés paysannes comme la condition du maintien de leur mode de vie, comme une sécurité vis-à-vis des acteurs économiques (grands propriétaires privés, commerçants, firmes nationales et étrangères) qui convoitaient leurs ressources, et comme un moyen de préserver leur capacité de décider des formes de gouvernement local qui leur conviendraient le mieux. La Réforme agraire a totalement bouleversé les structures foncières, sociales et politiques des campagnes à partir des années 1930 ; elle a été la première, la plus longue et la plus radicale des réformes agraires entreprises sur le continent américain. C'est ce projet qui a été remis en cause par le processus de libéralisation et les réformes légales entreprises durant les années 1990. L'instabilité récente que connaissent les campagnes et les sociétés rurales mexicaines est difficile à comprendre sans référence à cette histoire longue.

Ce dossier propose de retracer les enjeux, les formes de mobilisation politique et les interventions publiques qui ont jalonné l'histoire de la question foncière au Mexique, afin de mieux en cerner l'actualité au regard des défis qu'affronte ce pays à l'aube du XXI^e siècle.

Pour en savoir plus

Hubert Cochet, 2009, *La Réforme Agraire au Mexique : 77 années d'intervention de l'État en matière foncière*, AGTER. http://www.agter.org/bdl/_docs/cochet_2009_mexique_ra_complet_fr.pdf

Eric Léonard, « Frontière interne, gouvernance locale et production de la culture politique en milieu rural mexicain : la réforme agraire dans le Sud-Veracruz, 1920-1980 ». *Cahiers des Amériques Latines*, n° 47, <http://www.iheal.univ-paris3.fr/IMG/CAL/cal45-dossier4.pdf>

Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural, <http://www.icarrd.org>

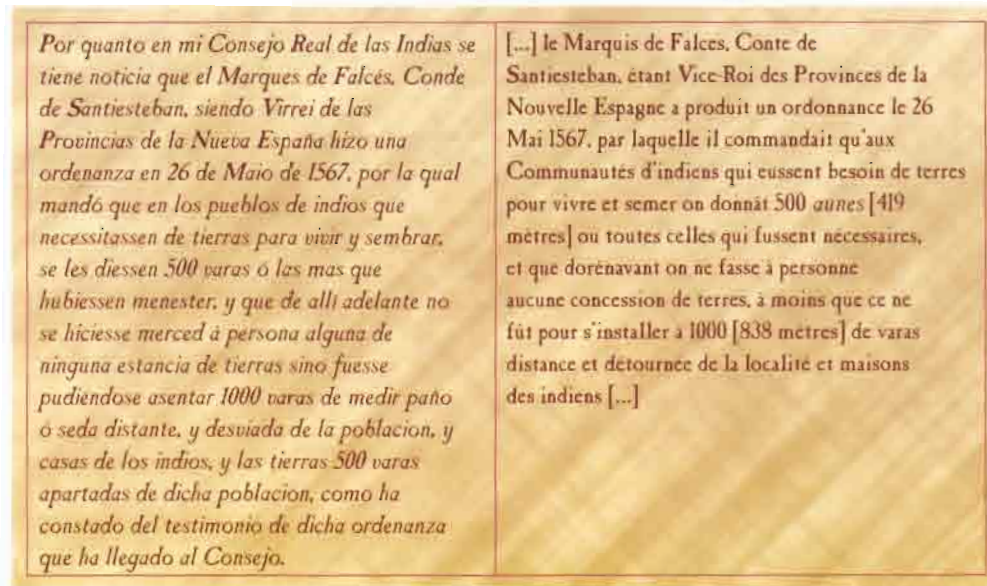
Document 1 - Les terres des communautés indiennes, un défi à la construction nationale ?

Ce décret royal, signé à Madrid le 4 juin 1687 par le roi Charles II, est le premier texte juridique fixant les limites minimales des terres allouées aux communautés indiennes (*pueblos de indios* ou *repúblicas de indios*) dans la Vice-royauté de la Nouvelle-Espagne. Il établit cette limite basse à 600 varas (503 m) mesurées «à chaque vent» (aux quatre points cardinaux) « depuis la dernière maison » de la localité. Le texte fait référence à une mesure de 1567, qui interdisait aux Espagnols de s'établir et de s'approprier des terres de pâturage ou de culture à moins de 1 000 varas (838 m) des villages indiens.

Par la suite, les communautés indiennes se munirent de titres de propriété et de plans qu'elles pouvaient utiliser dans les litiges juridiques fréquents qui les opposaient à leurs voisins, créoles, métis ou indiens, empiétant sur le territoire qu'elles estimaient leur appartenir. Une fois l'indépendance du Mexique acquise (1821), le statut des terres des *républiques d'indiens* a constitué un enjeu central du débat politique et de l'action publique. Le pouvoir colonial avait attribué aux villages indiens un statut juridique particulier, qui leur conférait, outre la pro-

priété collective et inaliénable de leurs terres, une forte autonomie dans la conduite du gouvernement local. À la suite des réformes constitutionnelles de 1813, la plupart des communautés avaient été instituées en municipalités (*ayuntamientos*) et avaient vu leurs prérogatives de gouvernement amplifiées. Pour le nouvel État mexicain, qui tentait de s'imposer aux pouvoirs régionaux dans un contexte de faiblesse politique et budgétaire, la question de cette autonomie se posait comme un défi à son institutionnalisation.

Très tôt, la propriété corporative des communautés sur leurs terres a été considérée comme l'obstacle majeur à l'incorporation des populations indiennes au projet de Nation des élites libérales. L'idée de ces dernières était que, en transformant les paysans indiens en propriétaires privés des terres qu'ils exploitaient dans le cadre communal, ceux-ci se convertiraient en citoyens nationaux et s'émanciperaient des formes de contrôle (familial, politique, religieux) qui fondaient l'autonomie des pouvoirs communautaires. Dès les premières années de l'indépendance, certains États du Mexique ont ainsi ratifié des lois portant sur la privatisation des terres des communautés et leur répartition sous forme de propriété privée. Cette production législative a culminé avec la promulgation de la Constitution de 1857, qui abolissait les propriétés communales et habilitait leurs occupants à en demander l'adjudication en propriété individuelle. La guerre civile entre libéraux et conservateurs, déclenchée par la nouvelle Constitution (qui s'attaquait également à l'ensemble des propriétés de l'Église), puis l'intervention impérialiste française, entre 1863 et 1867, et enfin la lente reconstruction de l'État mexicain, ont toutefois différé la mise en œuvre de ces réformes légales jusqu'au dernier quart du XIX^e siècle.



Disposition Royale par laquelle Sa Majesté informe de la manière et de la forme selon lesquelles les *pueblos* d'Indiens doivent mesurer les 600 varas de terre qui leur sont conférées à chaque vent.

Source : <http://www.biblioweb.dgscia.unam.mx/dublanylozano/>

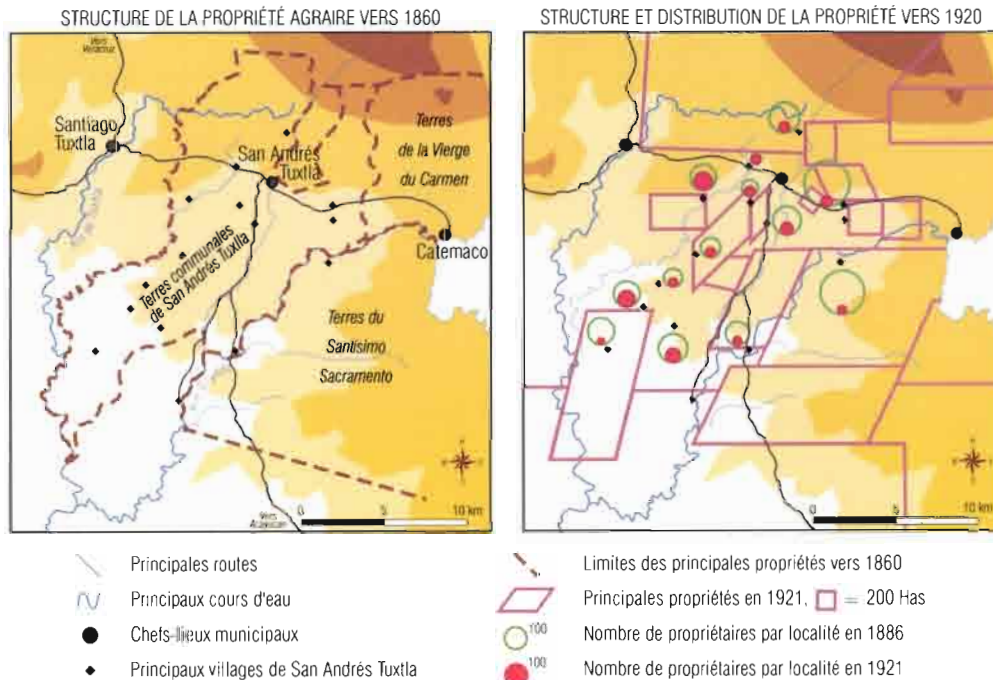
Document 2 - La réforme de la propriété foncière à la fin du XIX^e siècle

Entre 1860 et 1886, les autorités municipales de San Andrés Tuxtla, dans l'État de Veracruz, ont été sommées de procéder à la privatisation de l'ensemble des terres qui relevaient d'un statut collectif. La première carte situe les limites des terrains administrés par la municipalité, ainsi que celles des propriétés des confréries (*cofradías*) qui étaient des émanations de la communauté pour organiser le culte d'un saint-patron ou réaliser des œuvres de bienfaisance. La seconde carte représente la position et la surface approximatives des principales propriétés vers 1920, ainsi que l'évolution du nombre des propriétaires de terres agricoles dans les villages du municipio entre 1886 et 1921. Ces deux cartes illustrent les effets de la politique de dissolution des propriétés communales sur les structures agraires à la fin du XIX^e siècle.

La municipalité de San Andrés était particulièrement concernée par les lois de dissolution des propriétés des corporations civiles et religieuses de 1857 : elle assumait la gestion de 14 000 hectares de terrains communaux, qui lui procuraient l'essentiel de son budget à travers les redevances perçues auprès des agriculteurs et des

éleveurs du municipio. D'autre part, deux confréries, celle de la Vierge du Carmen et celle du Très Saint Sacrement, possédaient de très grandes surfaces, dont le fermage servait à financer leurs œuvres pieuses, mais aussi à effectuer des opérations de crédits. Les terres de ces confréries furent adjugées aux notables locaux qui les affermaient, conformément aux termes de la loi de 1857. La privatisation des terrains communaux, en revanche, fut l'objet d'une lutte intense entre partisans et adversaires de la municipalité. Ce n'est qu'en 1886, à l'apogée du pouvoir du général Porfirio Díaz, que le gouverneur de Veracruz parvint à imposer leur parcellement et leur distribution, sous forme de lopins privés, entre les membres de l'ancienne communauté de San Andrés. Au total, près de 3 200 titres de propriété furent émis, pour des surfaces variant entre 6 et 25 hectares, selon la qualité et l'accessibilité des terres. Très vite, à travers des opérations de crédit hypothécaire passées avec des paysans illettrés, soumis à un fort accroissement des impôts, la majorité de ces titres furent récupérés par une petite élite de commerçants et de grands producteurs agricoles. En 1921, lorsque les premiers recensements furent réalisés en vue de la réforme agraire, il ne restait que 500 propriétaires, dont plus de la moitié possédaient moins de 5 Ha ; 8 *haciendas* concentraient 60 % des terres et employaient près de 2 000 familles comme ouvriers agricoles ou fermiers.

Au début du XX^e siècle, le Mexique était l'un des pays les plus inégalitaires du point de vue de la répartition de la propriété agraire. On estime qu'en 1910, à la veille de la révolution, environ 1 % de la population rurale contrôlait 85 % des terres agricoles, alors que 88 % de cette population devait s'employer comme ouvrier agricole, de façon saisonnière ou permanente, pour survivre.



Evolution de la propriété agraire dans la région de San Andrés Tuxtla, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle.

Réalisation : Eric Léonard, à partir de documents de l'*Archivo General de la Nación* et de l'*Archivo General Agrario*.

Document 3 - La question foncière dans la Révolution mexicaine de 1910

Cette peinture domine la partie centrale de la fresque que Diego Rivera a dédiée à l'histoire du Mexique, en surplomb de l'escalier principal du Palais National de Mexico. On y voit Emiliano Zapata, l'une des figures centrales de la Révolution de 1910, entouré de paysans que l'on reconnaît au port du *sombrero* à larges bords, dominer d'autres héros nationaux, comme les pères de l'indépendance, Hidalgo, Morelos ou Guerrero. Zapata tient une banderole où figure le slogan des guérillas paysannes engagées dans le mouvement révolutionnaire : *Terre et Liberté*. Rivera est le plus célèbre des peintres mexicains ; figure de la gauche révolutionnaire, ses grandes fresques murales avaient pour objet de créer une conscience politique ancrée dans l'histoire et les luttes du peuple mexicain.

Le contenu de la banderole exprime le caractère indissociable des revendications de récupération des terres et de restauration de l'autonomie politique des communautés indiennes. Sous la longue présidence de Porfirio Díaz (1876-1911) l'État mexicain avait non seulement imposé la dissolution des propriétés communales, mais aussi

favorisé leur expropriation au bénéfice de firmes privées et instauré un régime centralisé, plaçant les municipalités sous la tutelle de préfets, les chefs politiques (*jefes políticos*), nommés par le pouvoir central. A l'occasion des élections de 1910, lorsqu'un opposant modéré, Francisco I. Madero, se soulève contre la fraude électorale perpétrée pour maintenir le général Díaz au pouvoir, des guérillas indiennes se joignent à lui sous la bannière *Tierra y Libertad*. Cette mobilisation se poursuit après l'assassinat de Madero, en 1913. Elle joue un rôle central dans le triomphe militaire du mouvement révolutionnaire et oblige les gouvernants qui accèdent au pouvoir à partir de 1917, pour la plupart peu enclins au démantèlement des grandes propriétés, à intégrer ces revendications à leur programme politique.

La nouvelle Constitution de 1917 établit ainsi à la fois le principe d'autonomie de gouvernement des municipalités et le devoir de l'État de satisfaire les besoins en terre des communautés et des familles paysannes : la Réforme agraire devient la base du pacte de gouvernance entre l'État et la population rurale. Mais sa mise en œuvre soulève des réticences parmi les élites gouvernantes : elles craignent de voir se reconstituer des pouvoirs indépendants autour des municipalités, qui s'appuieraient sur la reconstitution des propriétés communales pour s'opposer au projet d'intégration nationale. De fait, les redistributions de terres effectuées durant les années 1920, souvent conduites par des chefs guérilleros ayant pris le contrôle des municipalités ou des gouvernements provinciaux, semblent contribuer à la résurgence de pouvoirs locaux forts, et suscitent le blocage de l'État central. En 1934, après 17 ans de réforme agraire, celle-ci n'a redistribué que 13 % des terres cultivables à 1/3 environ des familles rurales ; les tensions s'expriment sous de multiples formes que la crise économique de 1929 ne fait qu'amplifier.



Emiliano Zapata brandissant le slogan *Tierra y Libertad* au dessus des héros de l'Indépendance. Fresque de Diego Rivera, Palais National

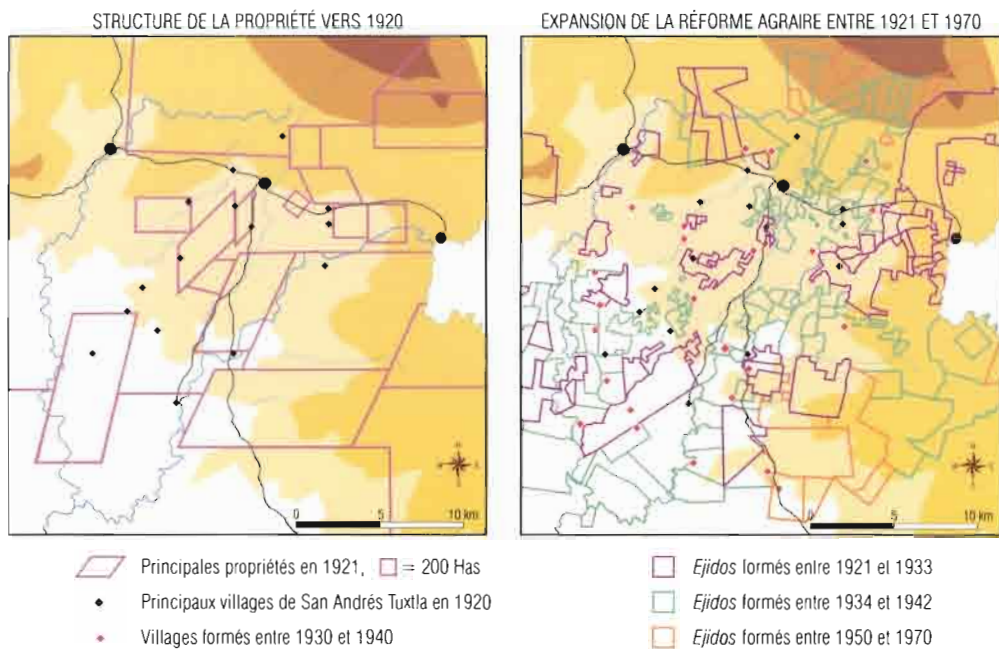
Document 4 - La Réforme agraire, outil de justice sociale ou d'intégration nationale ?

Ces cartes rendent compte de l'impact de la Réforme agraire dans la région de San Andrés Tuxtla. La première reprend les structures de la grande propriété en 1920 (document 2), alors que la seconde montre l'expansion des redistributions de terres à partir de cette date, en différenciant trois périodes (1921-1933, 1934-1942, et à partir de 1950). Ces cartes illustrent la rupture fondamentale qu'a constituée la réforme agraire en termes de structures agraires et territoriales.

La Réforme agraire institue la figure de l'*ejido*, à la fois forme de propriété collective qui proscrit la vente et le faire-valoir indirect des terres, entité administrative qui dispose de ses propres organes de gouvernement validés et contrôlés par l'État, et organisation économique qui peut bénéficier de crédits et de projets de développement. À San Andrés, la création d'*ejidos* a d'abord été gérée par la municipalité au bénéfice des villages qui formaient l'ancienne communauté indienne. À partir de 1934, avec l'élection du président Lázaro Cárdenas, la Réforme agraire devient à la fois un outil de reconfiguration des structures sociales et productives, et un instrument d'intégration des populations paysannes à un nouveau projet de Nation, qui laisserait un rôle marginal aux

municipalités et aux gouverneurs provinciaux. Dans les Tuxtlas, comme dans l'ensemble du pays, la Réforme agraire connaît alors une nouvelle impulsion et concerne, non plus uniquement les anciens villages indiens, mais aussi les paysans qui vivaient dans les haciendas. Cette fois, c'est l'administration centrale (et non plus les municipalités ou les gouverneurs) qui prend en charge les procédures conduisant à créer les nouvelles communautés villageoises. Au cours des années 1930, la création des *ejidos* à San Andrés Tuxtla conduit à la formation de quantité de nouvelles localités (points rouges), dont les liens administratifs avec la municipalité sont très réduits. En fait, ces nouvelles communautés sont surtout liées aux administrations centrales de l'État, qui gèrent leurs demandes d'appuis. La Réforme agraire permet ainsi à l'État de démanteler les formes de contrôle politique et économique issues de la période coloniale, correspondant aux municipalités, héritières des communautés indiennes, et aux haciendas. Elle constitue ainsi un outil central d'incorporation des populations rurales au nouveau projet de Nation promu par l'État central, ce que les libéraux du XIX^e siècle n'étaient pas parvenus à faire.

Malgré des fluctuations dans les orientations des gouvernements successifs, la Réforme agraire a été régulièrement réactivée pour assurer l'incorporation des nouvelles générations à ce pacte entre l'État et les sociétés rurales. Dans les Tuxtlas, de nouveaux *ejidos* ont ainsi été créés à partir de 1950, qui ont assuré l'accès à la terre des enfants des bénéficiaires des distributions foncières des années 1920 et 1930.



Evolution des structures foncières dans la région de San Andrés Tuxtla au cours du XX^e siècle

Réalisation : Eric Léonard, à partir de documents de l'*Archivo General Agrario*

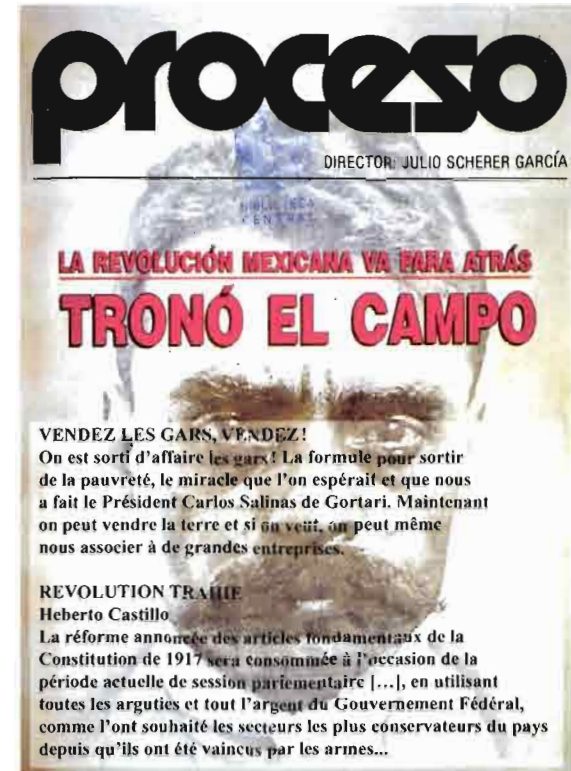
Document 5 - La réforme légale de 1992 : la fin des communautés agraires ?

À la fin de l'année 1991, au plus fort du débat parlementaire sur la réforme de l'*ejido*, la revue *Proceso* se saisit du sujet dans son numéro du 9 novembre. *Proceso* est un hebdomadaire à grand tirage (120 000 exemplaires) clairement affiché à gauche et considéré comme une référence journalistique. Le document reproduit la couverture de ce numéro spécial, ainsi que les titres et accroches de deux de ses articles. Ceux-ci situent les positions contrastées de l'opinion mexicaine : le projet de réforme (fin des distributions foncières, levée de l'interdiction de vendre ou d'exploiter en faire-valoir indirect les terres des *ejidos*) suscite de grands espoirs chez les partisans de la libéralisation du marché foncier et un émoi profond chez ses adversaires, qui y voient un risque d'expropriation massive des petits paysans. Pour ces derniers, c'est l'idéal de la révolution de 1910, symbolisé par la figure d'Emiliano Zapata, qui est trahi.

À la fin des années 1970, l'état du secteur de la Réforme agraire est alarmant : les *ejidos* occupent la moitié de la surface agricole et abritent plus de la moitié de la population rurale, mais l'extension des distributions de terres aux nouvelles générations est devenue impossible, du fait de l'épuisement des réserves foncières ; les nouvelles installations se font par fractionnement des exploitations, sur des surfaces trop exiguës pour permettre la modernisation et l'augmentation de la production. Les tensions sociales s'accroissent, alors que le secteur de la Réforme agraire est mis en cause du fait de son incapacité à répondre aux besoins d'une population en expansion. Au cours des années 1980, le gouvernement mexicain, en difficulté financière, lance une politique d'ouverture économique (intégration à l'OMC, signature de l'ALENA) qui se traduit par un démantèlement du statut de la propriété *ejidale* et par une baisse des prix des produits agricoles. De nombreux observateurs craignent alors la faillite d'une majorité des producteurs du secteur *ejidal* et une concentration massive de leurs terres, comme cela s'est produit un siècle auparavant.

Pourtant, vingt ans après la réforme constitutionnelle de 1992 qui mit fin officiellement à la Réforme agraire, le bilan de la réforme légale est encore sujet à débat : le cataclysme annoncé n'a pas eu lieu et la majorité des exploitations *ejidales* ont pu survivre, grâce à la mise en place de subventions publiques ; mais la libéralisation des transactions foncières n'a pas non plus eu l'effet escompté en termes de dynamisation et de modernisation du secteur de la petite agriculture. Les *ejidos* sont toujours en place, mais pâtissent d'une pauvreté persistante et d'une productivité insuffisante.

LA RÉVOLUTION MEXICAINE FAIT MARCHÉ-ARRIÈRE
LES CAMPAGNES ONT IMPLÔSÉ



Le débat autour de la réforme de l'*ejido* : entre espoir de progrès économique et reniement des idéaux révolutionnaires

Source : Revue *Proceso*, numéro 764, 9 novembre 1991

Conclusion

Le traitement de la question foncière a représenté un enjeu central de l'intégration nationale au Mexique. Autant qu'un outil de développement économique ou de justice sociale, la Réforme agraire a constitué un maillon essentiel de la mise en place du régime politique de parti-État et de la stabilité, assez exceptionnelle dans le contexte latino-américain, qu'a connu le Mexique durant plus d'un demi-siècle. De ce point de vue, la réforme légale de l'*ejido* a constitué une remise en cause brutale du pacte qui liait l'État aux sociétés paysannes. Il est difficile de dissocier cette rupture de l'instabilité sociale et politique que connaît le milieu rural depuis le début des années 2000, même si elle ne peut expliquer à elle seule la magnitude des désordres de tous types.



LES INFLUENCES CULTURELLES DE LA FRANCE AU MEXIQUE SOUS LE PORFIRIAT

Guillemette Martin
Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL) Université Paris III et
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA)
martinguillemette@yahoo.fr

Documents :

- 1 - Porfirio Díaz, un dictateur éclairé (1877-1910)
- 2 - La mode féminine française dans la revue *El Mundo Ilustrado*
- 3 - La gastronomie française au Mexique
- 4 - Des Français à l'origine des Grands Magasins à Puebla
- 5 - Plan d'un quartier de Mexico au début du XX^e siècle

Apparu au XVIII^e siècle en Espagne pour désigner de façon péjorative le comportement d'une élite éclairée qui suivait les modes politiques et culturelles françaises, le terme d'*afancesamiento* est repris un siècle plus tard dans le Mexique porfirien (1877-1910) pour se référer cette fois de façon positive à la mise en place d'un nouvel art de vivre à la française, adopté avec enthousiasme par les élites mexicaines de l'époque.

Ce phénomène n'est pas nouveau. À l'époque des Lumières puis de la Révolution française le Mexique, à l'instar de l'ensemble des pays du Nouveau Monde, voit déjà dans la France et plus particulièrement dans Paris un modèle à la fois politique et social, comme en témoigne plus tard avec justesse Justo Sierra, ministre de l'Instruction Publique sous Porfirio Díaz: «*l'esprit de la culture française est l'habillement de l'âme que les pays latins ont adopté depuis deux siècles*». Si cette présence culturelle française au Mexique est séculaire, ce n'est qu'avec l'arrivée de Porfirio Díaz au pouvoir en 1877 qu'elle s'épanouit totalement, jusqu'à investir tous les domaines de la vie quotidienne de la haute société mexicaine, alors en pleine phase de prospérité. L'*afancesamiento* devient alors un symbole de cette période d'expansion économique et culturelle qu'est le Porfiriat.

L'objectif de ce dossier est de donner à voir la façon dont les influences culturelles françaises s'insinuent dans tous les domaines de la vie quotidienne mexicaine du tournant des XIX^e et XX^e siècles, et comment elles en viennent à façonner progressivement une société nouvelle, moderne et entièrement tournée vers l'Europe.

Sont ici présentés cinq documents qui illustrent la diversité des domaines de la vie quotidienne touchés par cet phénomène durant le Porfiriat. Le premier document présente le personnage à l'origine de cet *afancesamiento* de la société mexicaine, à savoir Porfirio Díaz lui-même. Les trois documents suivants sont tirés de la presse, qui constitue à la fois un témoin et un acteur privilégié de cette diffusion des modes français dans la société. Le cinquième et dernier document représente de façon cartographique la façon dont l'influence française va jusqu'à remodeler l'espace urbain mexicain.

Pour en savoir plus

Siller Pérez Javier (coord.), *Mexico-Francia. Memoria de una sensibilidad común, siglos XIX-XX*, BUAP Puebla, CEMCA, México, 1998

Lempérière Annick, « Mexico fin de siècle et le modèle français », in Annick Lempérière, et al. (dir.), *L'Amérique latine et les modèles européens*, L'Harmattan, Maison des Pays Ibériques, Paris, 1998

Site internet sur Barcelonnette : <http://www.barcelonnette.com>

Document 1 - Porfirio Díaz, un dictateur éclairé (1877-1910)

Le document ci-joint présente en quelques lignes un personnage qui a marqué le Mexique du tournant des XIX^e et XX^e siècles, tant par son imposante présence politique, puisqu'il gouverne le pays durant plus de trente ans (1877-1910), que par les profondes mutations économiques et culturelles qu'il a engagées dans le pays.

Connues comme le Porfiriato, ces trois décennies de dictature de Porfirio Díaz marquent l'arrivée massive de capitaux étrangers (européens et nord-américains) au Mexique, grâce à une nouvelle législation qui leur est particulièrement favorable. L'objectif réitéré de Porfirio Díaz et des *Científicos* était en effet de pallier le manque de capitaux mexicains grâce à l'investissement de capitaux étrangers, afin de permettre la construction de chemins de fer et l'installation d'une industrie moderne, capable d'exploiter de façon efficace les importantes ressources naturelles du pays.

Dans ce processus de modernisation industrielle, l'afflux de capitaux étrangers s'est immédiatement accompagné d'une importante immigration européenne, elle aussi encouragée par Porfirio Díaz, soucieux d'européaniser non seulement l'économie, mais également la société mexicaine dans son ensemble. De nombreux jeunes travailleurs français, issus le plus souvent de régions alors pauvres et isolées en France (c'est le cas notamment des Barcelonnètes, étudiés dans le document 4), viennent faire fortune au Mexique. Les Français se spécialisent rapidement dans le commerce de tissus, vêtements, accessoires, et autres objets liés aux modes urbaines, rencontrant dans les classes aisées mexicaines une clientèle particulièrement réceptive. Les immigrés français impriment également leur mode de vie au sein de la société mexicaine, diffusant certaines habitudes gastronomiques, linguistiques, etc. rapidement adoptées par les élites nationales.

En effet, l'importante prospérité économique que connaît alors le Mexique entraîne les élites du pays dans une quête de reconnaissance par les puissances européennes. La société mexicaine cherche alors à s'identifier aux modèles européens en adoptant les principales expressions culturelles. C'est ainsi que toute une frange de la population mexicaine – industriels, banquiers, grands propriétaires terriens et hommes politiques – fait entrer les habitudes et produits de consommation français dans son quotidien, comme expression de son attachement au modèle français mais aussi comme manifestation d'une richesse nouvellement acquise. C'est cette image *alancesada* que le Porfiriato s'efforce de façonner, autour d'un dictateur alors totalement tourné vers la France, et l'Europe en général.

NOTICE BIOGRAPHIQUE DE PORFIRIO DÍAZ

Né le 15 septembre 1830 dans une famille modeste de l'État de Oaxaca, dans le sud du Mexique, Porfirio Díaz entame des études juridiques, qu'il laisse inachevées pour se lancer dans une brillante carrière militaire.

Il participe à plusieurs affrontements déterminants dans l'histoire nationale, notamment lors de la Guerre de Réforme (1857-1861), puis lors de l'Intervention Française (1861-1867). Il lutte notamment aux côtés de Benito Juárez contre les troupes napoléoniennes lors de la bataille de Puebla, en 1862. Il est également à la tête des troupes qui reprennent la ville de Mexico aux partisans de Maximilien de Habsbourg, en 1867.

Fort de ses nombreuses victoires militaires, Porfirio Díaz s'oppose rapidement au pouvoir en place. Il se soulève tout d'abord contre Benito Juárez, puis contre le président Sebastián Lerdo de Tejada en 1876. Il prend alors le pouvoir, pour ce qui sera la plus longue gouvernance qu'ait connu le Mexique au cours de son histoire, à savoir trois décennies de dictature, de 1877 à 1910.

Connues sous le nom de Porfiriato, les trente années de dictature de Porfirio Díaz voient entrer le Mexique dans la modernité industrielle, le pays connaissant alors une phase de prospérité économique sans précédent. Entouré d'un petit groupe d'intellectuels et d'hommes d'affaire appelés les *Científicos*, en raison de leur attachement aux principes positivistes et à la modernisation du pays, Porfirio Díaz ouvre le pays aux capitaux étrangers, encourageant l'installation d'un réseau de chemin de fer dans le pays, et le développement de l'industrialisation.

Si le Porfiriato engage le Mexique dans une phase d'important développement économique, il permet aussi le renforcement des inégalités sociales et la multiplication des injustices commises envers les populations indiennes principalement, et rurales plus généralement. C'est ce déséquilibre social qui précipitera la chute du Porfiriato, avec l'éclatement de la Révolution Mexicaine à la fin de l'année 1910.

Porfirio Díaz est alors contraint de quitter le Mexique. Il décède en exil à Paris, le 2 juillet 1915.

Source : notice biographique rédigée par Guillemette Martin

Document 2 - La mode féminine française dans la revue *El Mundo Ilustrado*

Publié en page 13 du numéro du 15 décembre 1901 de la revue *El Mundo Ilustrado*, ce document est tiré d'une rubrique régulière spécifiquement consacrée à la mode et aux conseils cosmétiques. Publiée de 1894 à 1905, cette revue hebdomadaire est l'une des premières revues modernes et illustrées éditées au Mexique. Clairement destinée à un lectorat féminin, cette rubrique se charge généralement d'informer les lectrices des dernières nouveautés concernant les produits de beauté, tenues vestimentaires et autres accessoires de mode, le plus souvent importés directement de France ou, comme c'est le cas ici, inspirés de modèles parisiens.

La planche de dessin reproduite ici présente ainsi six modèles de vêtements féminins français adaptés à divers usages, que ce soit comme tenue d'intérieur (vignette en haut à gauche), mondaines (les deux modèles en haut à droite, et le modèle assis, en bas à droite) ou d'extérieur (les deux modèles en bas à gauche). Sans entrer dans les détails de chaque tenue, quelques éléments caractéristiques peuvent néanmoins être relevés, à commencer par l'usage du corset, alors très répandu parmi les femmes de la haute société française, et de ce fait particulièrement prisé par celles de la haute société mexicaine. Une femme élégante se doit alors d'afficher une taille fine et une posture irréprochable, comme l'illustrent parfaitement ces six modèles. L'usage des accessoires est également significatif : chapeaux ornés de plumes, manchons de fourrure et faces-à-main (ces lunettes munies d'un long manche) complètent la panoplie de la femme élégante, et l'inscrivent d'emblée dans les rangs de la haute société. Notons au passage les traits des visages, simplifiés et modélisés, qui répondent aux canons de la beauté de l'époque, à savoir ceux d'une femme blanche aux traits fins, de type européen. Enfin, la légende imposée en bas de l'image est également instructive : l'usage du terme « *toillettes* », conservé en français mais mal orthographié est caractéristique d'un attrait marqué des élites mexicaines pour la langue française qui, quoique parfois imparfaitement maîtrisée, reste le symbole de la culture et de l'érudition.

Ce document est tout à fait caractéristique des formes qu'a pu prendre l'influence culturelle française au Mexique durant le Porfiriat, en illustrant un certain mimétisme des classes aisées mexicaines par rapport au modèle français. L'adoption de modes vestimentaires françaises par les femmes de la haute société mexicaine ne se limite cependant pas à une expression superficielle de l'*afancesamiento*. Par le vêtement, c'est l'identité qui se construit, de même que l'appartenance visible à une certaine classe sociale, aisée et tournée vers l'Europe, dont les codes se veulent à l'image de ceux qui régissent la haute société parisienne et en rupture avec ceux du reste de la société mexicaine, moins aisée. Par ce biais, la mode vestimentaire française devient alors clairement facteur de distinction sociale et symbole d'une certaine position dans la hiérarchie sociale et économique du pays.



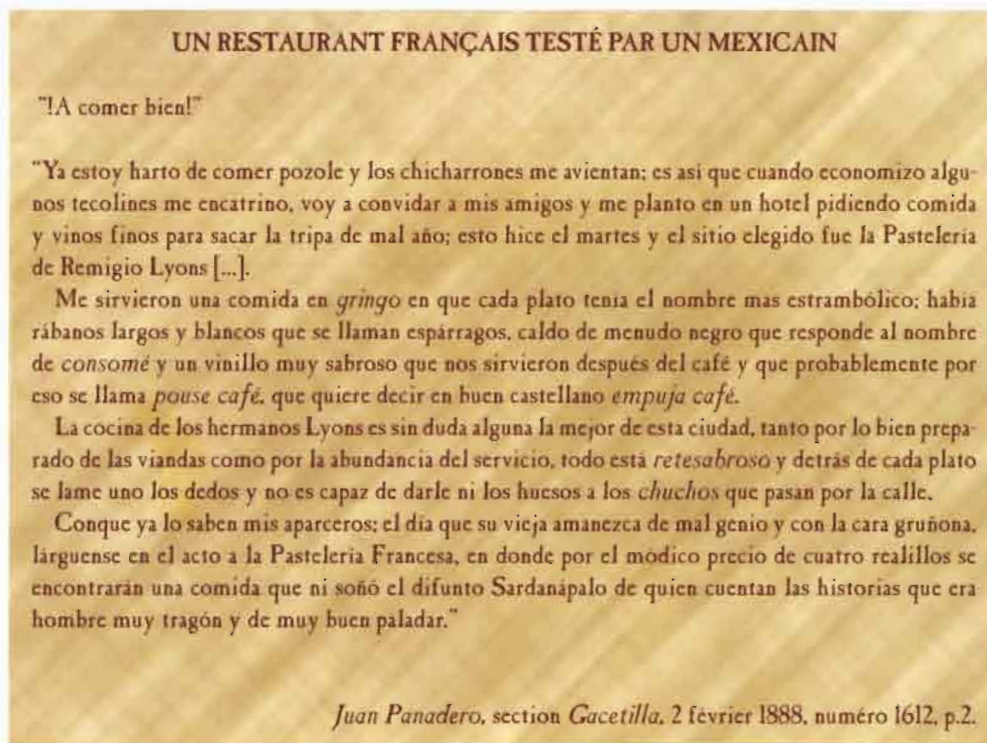
Document 3 - La gastronomie française au Mexique

Ce texte est un article de presse, extrait du journal de Guadalajara le *Juan Panadero* et publié le 2 février 1888 en page 2 du journal, dans la section intitulée «Gacetilla». Publié de 1871 à 1907, le *Juan Panadero* est un journal satirique particulièrement populaire à Guadalajara, puisqu'il y connaît une large diffusion et est fréquemment cité par les autres journaux de la ville. D'un style tout à fait différent du précédent document, cet article relate sur un ton personnel et humoristique, caractéristique du *Juan Panadero*, la première visite du journaliste dans la *Pastelería* des frères Lyons, deux Français ayant installé à Guadalajara l'un des premiers restaurants français de la ville, connu des habitants comme la *Pastelería Francesa*.

D'accès parfois un peu compliqué pour le lecteur d'aujourd'hui, ce texte mêle volontairement un vocabulaire proprement mexicain et qui n'est parfois plus d'usage de nos jours (c'est le cas des termes «*tecolines*», «*encatrinarse*» ou encore «*estrambólico*») à des termes français récemment appris par le journaliste à l'occasion de sa visite dans le restaurant («*consomé*», «*pouse café*»). On peut noter au passage la mauvaise orthographe de ces termes français, déjà signalée dans l'analyse du document précédent. Ce mélange lexical a clairement pour objectif la mise à jour d'un contraste, voulu et assumé par le journaliste, entre la culture mexicaine et la culture française. Les termes et expressions mexicains sont ici volontairement rattachés à une culture populaire, comme en témoigne l'usage d'expressions familières telles que «*sacar la tripa de mal año*» ou encore «*el día que su vieja amanezca de mal genio*», tandis que les termes français renvoient à une réalité plus raffinée, plus élégante. On retrouve ce même contraste dans l'expérience gastronomique en elle-même, telle qu'elle nous est décrite par le journaliste : il oppose d'entrée de jeu le *pozole* et les *chicharrones*, qui appartiennent alors à l'alimentation populaire mexicaine, au repas français plus élaboré (asperges, alcools fins, pousse-café).

Cette stratégie discursive de l'auteur, si elle est avant tout destinée à provoquer le sourire du lecteur, peut être analysée de

façon plus fine également. En effet, si le journaliste fait bel et bien l'éloge du restaurant français et encourage ses lecteurs à venir s'y restaurer, il affirme néanmoins une certaine distance entre ses habitudes alimentaires et sa culture d'origine –la culture mexicaine– et ces influences alimentaires françaises nouvelles, certes raffinées mais qui restent étrangères. Le rapport aux influences culturelles françaises s'exprime donc ici sous une modalité quelque peu différente que dans le document précédent. Certes, la gastronomie française est plébiscitée, et les frères Lyons pouvoient d'ailleurs à l'époque l'ensemble des banquets organisés par la haute société de Guadalajara, mais le journaliste n'exprime pas le désir d'assimilation ni d'identification à un modèle français, qu'il considère apparemment trop éloigné de ses propres coutumes plus simples et plus modestes. Une fois encore, l'influence française est présentée comme une marque de division sociale, mais cette fois du point de vue de ceux qui ne l'assimilent pas complètement.



Document 4 - Des Français à l'origine des Grands Magasins à Puebla

Ce dessin publicitaire, qui représente l'un des magasins français les plus luxueux ouverts à Puebla durant le Porfiriat, apparaît dans plusieurs journaux de la ville lors de son inauguration en 1910, et a été nouvellement édité par l'historienne Leticia Gamboa Ojeda dans un article consacré à l'analyse de sa fondation : « L'édifice d'un grand magasin de Barcelonnettes à la ville de Puebla », tiré de l'ouvrage du même auteur *Au-delà de l'Océan. Les Barcelonnettes à Puebla (1845-1928)*. Barcelonnette, Université Autonome de Puebla, 2004.

Situé à l'angle des rues 2 Oriente et 2 Norte dans le centre-ville de Puebla, cet édifice est officiellement inauguré le 21 février 1910 par ses propriétaires, les frères Lions, deux Français originaires de la Vallée de l'Ubaye, dans les Alpes du Sud, venus faire fortune au Mexique comme bon nombre de jeunes gens originaires du même village, Barcelonnette. *La Ciudad de México* est fondée en 1862 par l'oncle des deux frères et consacré à la vente de *ropa y novedades*, c'est-à-dire de vêtements et de nouveautés, essentiellement d'origine française. Le rapide succès de l'entreprise impose son installation en 1910 dans des locaux plus vastes, ici représentés sur le dessin. De style art nouveau, avec ses lignes courbes, ses moulures et ses grandes baies vitrées, cet édifice s'inspire clairement de l'architecture des grands magasins parisiens de l'époque, en particulier de La Samaritaine, à laquelle il doit entre autres son architecture métallique caractéristique. Le message

envoyé tant par ce nouveau bâtiment de *La Ciudad de México* que par sa mise en scène dans l'image est clair : il s'agit de transmettre l'image du luxe, de la modernité et de l'élégance (incarnée par les personnages qui entrent dans le magasin). La représentation d'une voiture à moteur au premier plan participe de ce discours : le magasin *La Ciudad de México* est clairement destiné à un public aisé et moderne.

Ce document est particulièrement intéressant, en ce qu'il nous fournit deux séries d'informations essentielles sur l'influence culturelle française au Mexique. La première concerne le domaine de l'architecture, évoqué plus haut, et dont les immigrés français au Mexique (ici les frères Lions) constituent les habiles relais. Cette image illustre par ailleurs de façon très claire l'importante influence commerciale française dans le Mexique porfirien, influence exercée essentiellement par ceux que l'on a appelés les Barcelonnettes, du nom du village dont ils étaient originaires. Initiée dans la première moitié du XIX^e siècle, la migration des Barcelonnettes au Mexique connaît son principal essor durant le Porfiriat, période durant laquelle ils en viennent à posséder plus d'une centaine de grands magasins implantés dans les grandes villes du Mexique. Les Barcelonnettes sont alors les principaux promoteurs du commerce de vêtements et de nouveautés au Mexique, alimentant le goût prononcé des élites mexicaines pour la mode française, évoquée dans le document 1, mais également le développement commercial et architectural des villes dans lesquelles ils s'installent : Puebla, Mexico et Guadalajara principalement.



Document 5 - Plan d'un quartier de Mexico au début du XX^e siècle

Le plan reproduit ici est tiré de l'*Atlas Histórico de la Ciudad de México* de Sonia Lombardo de Ruiz (Mexico, 1996). Dessiné originellement en 1902 par Miguel Quevedo et Emilio Benítez, et publié pour la première fois en 1903 dans la *Memoria del Ayuntamiento de México*, ce plan représente les quartiers ouest de la ville (les *colonias* du Paseo et de la Teja) et les quartiers sud de la Roma et de la Condesa, jusqu'à la frontière sud avec le *municipio de Tacubaya*.

Plus qu'une représentation fidèle de la réalité, ce plan correspond à un projet d'aménagement des principaux axes urbains de la ville sur un modèle clairement français, plus précisément haussmannien. Rappelons que les principales transformations urbanistiques mises en place par Georges Eugène Haussmann à Paris à partir des années 1850 s'organisaient autour des principes suivants : usage de la ligne droite dans le tracé des rues (la ligne droite étant alors étroitement associée à l'idée de progrès), régularité des constructions le long de ces lignes droites, uniformité et monumentalité des édifices (commémoratifs, notamment). Ces divers principes apparaissent clairement à la lecture du plan ici présenté, l'exemple le plus significatif étant celui de l'aménagement du *Paseo de la Reforma*. La principale avenue de la ville de Mexico constitue une parfaite ligne droite, ponctuée de façon régulière par des *glorietas*, ces ronds-points qui participent à l'ornementation de la ville en accueillant monuments commémoratifs et patriotiques, et qui permettent une redistribution des axes urbains secondaires dans les différents quartiers que traverse le *Paseo*. De la même façon, la *Calzada de los Insurgentes*, aujourd'hui simplement appelée *Avenida Insurgentes*, traverse toute la ville en ligne droite, du nord au sud, reliant des quartiers eux-mêmes organisés par un ensemble de rues se croisant à angle droit, autre élément important de l'architecture haussmannienne. Enfin, il convient de noter la structure en étoile autour du *parque de la Condesa*, qui reprend l'élément urbanistique sans doute le plus caractéristique de l'urbanisme haussmannien, à savoir celui de la Place de l'Étoile à Paris, sur laquelle se trouve l'Arc de Triomphe. Il s'agit en fait d'une redistribution efficace et harmonieuse des différents axes de communication à partir d'un point central.

Principalement engagés par le Ministre des Finances José Yves Limantour, importante personnalité politique de l'ère porfirienne dont le père était lui-même d'origine française, ces divers projets de réaménagement de la ville de Mexico témoignent clairement d'une influence française qui dépasse les seuls domaines de la vie quotidienne et des produits de consommation, pour atteindre les plus hauts projets de l'État et façonner progressivement le visage du Mexique moderne, dont la capitale Mexico doit constituer la brillante vitrine.



Conclusion

Les influences culturelles françaises au Mexique durant le Porfiriat sont donc multiples, touchant tous les domaines de la vie quotidienne des élites nationales et façonnant de ce fait une société nouvelle, à la fois tournée vers l'Europe et avide de progrès. L'*afrancesamiento*, plus qu'une simple caractéristique sociale et culturelle des classes aisées, et définitivement plus qu'une mode, exprime alors un véritable projet de modernisation pour le Mexique, tout en illustrant clairement cette fascination à la fois séculaire et très actuelle des Mexicains pour le Vieux Monde en général, et la France en particulier.



L'EXVOTO PEINT : LA SOCIÉTÉ MEXICAINE EN MOTS ET EN COULEURS

Caroline Perrée
Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA) et
Lycée Franco-Mexicain (LFM)
carolineperrée@hotmail.com

Documents :

- | | |
|---|---|
| 1 - L'exvoto, une iconographie stéréotypée | 4 - Une chronique sociale, l'émigration |
| 2 - Un témoignage de la Révolution mexicaine | 5 - L'évolution des mœurs, la reconnaissance de l'homosexualité |
| 3 - L'influence de l'art populaire sur la peinture de Frida Kahlo | |

Si la pratique votive est surtout religieuse, l'intérêt de l'exvoto peint n'est pas uniquement spirituel puisqu'il intéresse également l'histoire et la sociologie. L'exvoto se révèle, en effet, un véritable document visuel témoignant de la réalité d'une époque, du quotidien des uns et des autres, des maux et déboires de l'humanité. Il nous présente en mots et en couleurs des instantanés de vie qui, mis bout à bout, constituent une histoire des mœurs, un panorama de l'évolution des problématiques sociales ; en un mot une fresque de la condition humaine.

Le mot *exvoto* vient de la locution latine *ex-voto suscepto* (suivant le vœu fait). L'exvoto peint apparaît tardivement puisqu'il voit le jour au XV^e siècle en Italie, afin de tempérer les excès des pièces d'orfèvrerie votive dont la valeur mercantile ne coïncide pas avec la spiritualité détachée de tout matérialisme prônée par l'Église. Plus simple et plus austère, l'exvoto peint devient enfin sans ambiguïté un objet catholique puisque les scènes représentées font intervenir des intercesseurs chrétiens. Dès le XV^e siècle, le tableau votif se répand dans toute l'Italie, il gagne rapidement l'Europe catholique et, en réponse à la Contre-Réforme, il s'implante au XVII^e en France, au Portugal, en Espagne et en Allemagne. De là, il rejoint le nouveau continent américain. Les premiers tableaux votifs s'inspirent de deux modèles picturaux : les miracles des vies de saints représentés sur des prédelles et les *Vierges au donateur*, tableaux de dévotion offerts par une élite sociale (B. Cousin, 1981, 16). Si cette pratique tend à disparaître en Europe au cours du XX^e siècle, remplacée par des plaques en marbre, elle reste au Mexique d'une rare vitalité et permet de cerner les réalités sociales du pays. Nous avons donc choisi cinq exvoto des XX^e et XXI^e siècles, tous peints sur des plaques en métal, le support le plus populaire au Mexique et nous verrons en quoi les exvoto sont le reflet de l'évolution socio-économique du pays. Nous les analyserons aussi d'un point de vue esthétique car l'exvoto est un objet de collection répertorié dans l'art populaire, qui a inspiré de nombreux peintres mexicains, dont Frida Kahlo.

Nous débiterons cette étude par un historique de l'exvoto peint. Le document 1 *Jeune fille malade* est un exvoto italien de 1595, sa description permettra de présenter l'iconographie votive. Le document 2 est un exvoto du XX^e sur la Révolution mexicaine. Le document 3 relate un accident de tramway et a été repris par Frida Kahlo pour évoquer son propre accident de manière détournée. Le document 4 témoigne, lui, d'une réalité économique, celle des émigrés qui partent clandestinement aux États-Unis. Enfin, le document 5 illustre un Mexique actuel car il met en scène le bonheur d'un couple homosexuel.

Pour en savoir plus

Bélar M. et Calvo T., *México en un espejo: los ex-votos de San Juan de Los Lagos*, Cd-rom, México, UNAM et CEMCA, 2000
Cousin B., *Ex-voto de Provence, images de la religion populaire et de la vie d'autrefois*, Paris, Desclée de Brouwer, 1981
Vilchis Roque A. et Schwartz P., *Rue des Miracles, les ex-votos mexicains*, Paris, Éditions du Seuil, 2003

Document 1 - L'exvoto, une iconographie stéréotypée

L'image ci-contre est un exvoto caractéristique de la fin du XVI^e siècle car c'est à ce moment qu'apparaissent les légendes écrites relatives au miracle et au donateur, représenté souvent en compagnie de sa famille. Cet exvoto provient du sanctuaire de la Madonna dell' Arco en Italie et date de 1595 (Doc. 1 *Jeune fille malade*, 1595. Dêtrempes maigres sur bois, 24,5 cm x 24,2 cm. *Exvoto napolitains du sanctuaire de la Madonna dell'Arco XVI^e-XX^e siècle*. Catalogue d'exposition Maison de la culture Nanterre Institut culturel italien Paris, février 1982), comme l'indiquent le cartouche et l'inscription en latin : *Votum feci et gracia accepi*, (j'ai fait un vœu et j'ai été exaucé). L'exvoto est donc l'objet d'un remerciement matérialisé que l'on offre après avoir obtenu une grâce. La peinture volive n'est pas signée, elle peut être l'œuvre du donateur lui-même ou d'un artisan. Du XVI^e à la seconde moitié du XVIII^e siècle, des peintres forts célèbres en sont les auteurs, le plus connu étant Philippe de Champaigne avec son tableau votif de 1662 représentant la mère Arnaud et sœur Catherine. Cette présence affirmée de l'auteur et de sa signature va disparaître en France, dès la seconde moitié du XVIII^e siècle. En effet, après de petits maîtres régionaux identifiables, l'anonymat devient la règle. Ce qui est encore le cas de nos jours.

Cet exvoto italien se caractérise par une représentation simple, obéissant à des codes stéréotypés compréhensibles par tous : en haut à gauche, se trouve la Vierge avec l'Enfant Jésus, représentés dans une espèce de bulle nébuleuse symbolisant le ciel. En bas à droite, un lit avec un enfant rachitique, qui explique le don de l'exvoto. En bas au milieu, deux orateurs en prière, la mère et un autre enfant. Ils sont au milieu, c'est-à-dire entre la personne malade et le divin à implorer. L'espace céleste et l'espace humain sont mis en présence en manifestant la supériorité spirituelle, par sa prédominance physique, du premier sur le second. Cette dualité ancre l'exvoto dans des genres différents et opposés : la peinture religieuse et la peinture profane, dualité qui souligne la spécificité du tableau votif puisqu'il fait cohabiter, le temps d'un miracle, l'espace profane et l'espace sacré.



Le thème majeur de l'ex-voto, et cela depuis l'Antiquité, est la maladie : la composition reste la même au cours des siècles, mais au XIX^e siècle en Europe s'accroît sa dimension profane par le personnage du médecin à côté du prêtre. Au Mexique, il faut attendre le XX^e siècle pour voir apparaître le médecin ou la table d'opération. Évolution des mentalités et progrès de la médecine, l'ex-voto met en évidence ce changement plus profane car il est adressé aussi bien à la science qu'au divin.

Document 2 - Un témoignage de la Révolution mexicaine

Cette image (Exvoto sur la Révolution mexicaine, huile sur métal, 12 janvier 1939. Bêlard M. et Verrier P, *Los exvotos del occidente de Mexico*), appartient au sanctuaire de la Vierge de San Juan de Los Lagos, l'une des vierges les plus importantes du pays. L'exvoto mexicain s'inspire directement des retables d'églises, c'est pourquoi il porte au Mexique le nom de *retablo*. Celui-ci a gardé la même iconographie que son ancêtre européen et les mêmes codes religieux : l'humain en bas, le divin en haut. C'est après la guerre d'indépendance, au XIX^e siècle, que cette forme votive se démocratise et devient une pratique populaire. Le Mexique a hérité de l'évolution de l'exvoto telle que l'a connue l'Europe. Ainsi, une place de plus en plus grande est donnée à l'espace profane : le drame et ses acteurs vont même jusqu'à prendre la quasi-totalité de l'espace, tandis que la représentation divine est de plus en plus stéréotypée. La légende écrite, quant à elle, est ponctuée de fautes d'orthographe



témoignant des problèmes d'alphabétisation, qui ont d'ailleurs toujours cours dans la classe populaire, en témoignent encore les exvoto actuels.

Cet exvoto sur la Révolution relate l'incorporation forcée d'un paysan dans les rangs de l'armée révolutionnaire de 1910. Celle-ci est symbolisée par trois soldats portant des cartouchières croisées sur le ventre, des fusils et des bottes, tandis que le paysan porte une chemise, un pantalon blanc et qu'il est chaussé de *huaraches* (chaussures tressées de cuir d'origine indienne) et, parce qu'il est pauvre, il ne possède pas de cheval. Sa mère implore la Vierge de San Juan : « Me trouvant dans une grande hâte et dans l'angoisse parce que la fédération a emmené mon fils pour l'incorporer comme soldat, j'ai imploré la Vierge de San Juan pour qu'elle permette sa libération et, en remerciement, je lui dédie cet exvoto ». La dédicace est signée par Martin Lejia mais, conformément à la tradition, l'artisan n'a pas signé.

Ce type d'exvoto souligne à quel point celui-ci anticipe la photographie dans son rôle de témoignage historique, tout en ayant sa spécialité : nous parler de la petite histoire, celle qu'on n'écrit pas. Si la Révolution mexicaine est menée au nom du monde rural et de la question de la propriété de la terre cultivée, elle correspond souvent à un embrigadement forcé dans l'un ou l'autre camp, les rangs révolutionnaires ou les fédéraux du côté du pouvoir, et se traduit alors par l'abandon de son travail, de la famille et, dans l'esprit des proches, par la mort. La révolution a fait entre 500 000 et un million de morts sur une population qui, en 1910, comptait 16 millions d'habitants. C'est parce qu'elle est angoissée par la mort de son fils que cette mère demande sa libération à la vierge de San Juan et fait faire l'exvoto une fois qu'elle en a les moyens. Il date, en effet, du 12 janvier 1939, c'est-à-dire bien après la fin de la Révolution.

Document 3 - L'influence de l'art populaire sur la peinture de Frida Kahlo

L'artiste mexicaine Frida Kahlo s'est largement inspirée de l'iconographie votive mais en la détournant au profit d'une démarche laïque. Ses œuvres sont, en effet, souvent dédiées à ses médecins et à des hommes politiques, comme Staline car elle sait qu'aucun miracle ne l'aidera. Seule sa foi en l'homme, en ses combats idéologiques et en la science peut apaiser ses souffrances. Cependant, elle collectionnait les exvoto traditionnels. Vers 1943, elle en a même retouché un, parce qu'il représente un accident similaire au sien et se l'est réapproprié au nom de ses parents (Doc. 3 Frida Kahlo, exvoto traditionnel retouché par l'artiste. Vers 1943. A. Kettenmann, *Frida Kahlo*, Cologne, Benedikt Taschen, 1992) : « Les époux Guillermo Kahlo et Matilde C. de Kahlo remercient la Vierge des Douleurs d'avoir sauvé leur fille Frida de l'accident qui s'est produit en 1925 au croisement Cuahutemozin et Calzada de Tlalpan ».

Cet exvoto présente la collision d'un tramway et d'un bus. Sur les rails repose le corps d'une étudiante, dont le cartable gît quelques mètres plus loin. Sur la gauche, la scène est dominée par la Vierge des Douleurs, nimbée dans une aura et reconnaissable au cœur rouge transpercé. L'artiste se livre aux modifications suivantes : elle complète les inscriptions sur le tramway et sur le bus, donne à l'accidentée la forme de ses sourcils et ajoute une formule congratulatoire. Mais elle refuse d'assumer une démarche votive traditionnelle qui s'adresserait au divin puisque l'exvoto est attribué à ses parents, alors que c'est elle qui le modifie. Cependant, le choix de l'exvoto renvoie aussi pour elle à sa propre souffrance. Ce n'est pas un hasard si nombre d'autoportraits sont clairement adressés à son médecin, la médecine remplaçant les miracles de la divinité. Mais les exvoto de Frida sont un appel absolu, peu importe qui y répondra. L'essentiel réside dans l'attente du miracle, même si l'appel n'est jamais formulé explicitement par l'artiste.

Il peut sembler curieux que cette artiste, connue pour son athéisme et son ralliement au communisme, reprenne une iconographie religieuse. Mais la valorisation des pratiques populaires

entre dans la recherche identitaire qui caractérise l'après Révolution. Ainsi naît, dans les années 20, la notion de mexicanité, définie comme le résultat de l'assimilation réciproque des cultures indienne et espagnole. Cette dernière correspond à la nécessité de retrouver des racines propres au peuple mexicain. Les muralistes Rivera, Orozco et Siqueiros sont les plus connus quant à leur engagement dans cette construction identitaire par leurs fresques. Mais la plupart des artistes de cette époque s'intéressent aux pratiques populaires, notamment au portrait et à l'exvoto. L'art de Frida Kahlo se développe donc avec la résurgence de l'art populaire mexicain et obéit aussi à des choix idéologiques : la revendication d'une identité nationale et d'une culture mexicaine.



Los esposos Guillermo Kahlo y Matilde C. de Kahlo dan las gracias a la Virgen de los Dolores por haber salvado a su hija Frida de un accidente de tranvía y autobús.

Document 4 - Une chronique sociale, l'émigration

Cet exvoto à la peinture à l'huile sur métal a été réalisé en 2003 par Alfredo Vilchis. Il s'intitule *Ilusión verde* et il montre à quel point l'émigration imprègne toute la société mexicaine. Vilchis est le *retablero* professionnel le plus représentatif de la tradition votive contemporaine ; il est devenu un véritable chroniqueur de la société mexicaine. Il s'inspire de faits divers réels qu'il lit dans les journaux et qu'il représente, sans que ces exvoto ne lui soient commandés par un tiers. Comme un article de presse, le récit présente les faits mais la prière finale rappelle que nous sommes en train de lire un exvoto :



Avec la promesse « d'être ensemble jusqu'à ce que la mort nous sépare », l'enfant Marquitos et son père José Antonio Villaseñor partirent de Mexico avec l'illusion d'aller jusqu'à Reynosa, dans l'État de Tamaulipas. On les a mis avec 70 sans papiers dans un camion à destination de Houston au Texas. Après plusieurs heures d'agonie, on a retrouvé dans les bras les uns des autres, sans vie, le père et le fils, 11 autres Mexicains et 5 centraméricains, tous morts asphyxiés et déshydratés. Ils ont été abandonnés sans aucune pitié par les maudits passeurs à Victoria, au sud de Houston, le 14/05/2003. En apprenant cette douloureuse nouvelle, je recommande leur âme à la Vierge des Douleurs et au Christ de Chalma. Je leur demande de protéger ceux qui ont réussi à échapper à la mort.

Cet exvoto révèle l'enfer que constitue le passage de la frontière car si ce n'est pas la police américaine ou mexicaine qui arrête les émigrés, ce sont les *coyotes* et *polleros*, « passeurs », qui les abandonnent dans le désert. Vilchis insiste sur le caractère tragique de la scène par l'enfant mort et les cadavres, alignés le long du camion, tandis que l'ombre de la mort sous la forme de la Faucheuse rôde dans le camion.

L'émigration illégale naît de la suppression des accords bilatéraux entre le Mexique et les États-Unis qui permettaient aux Mexicains d'aller travailler légalement de l'autre côté de la frontière de manière saisonnière. Depuis 2001, les États-Unis ont militarisé leur frontière jusqu'à ériger un mur. Ces actions n'ont fait que fragiliser la situation des émigrés. D'après une étude du *Pew Hispanic Center*, il y avait aux EU en 2005 plus de 6,2 millions d'illégaux d'origine mexicaine, soit 56 % du total des clandestins vivant sur le sol américain.

Document 5 - L'évolution des mœurs, la reconnaissance de l'homosexualité

Cette peinture votive de l'amour homosexuel, datée du 11 novembre 1998 (*Exvoto de David Mecalco*). Huile sur métal, Mexico. Photo de Caroline Perrée), a été créée par David Mecalco, artiste qui vend ses œuvres au marché aux puces de Mexico, la Lagunilla. Il a vite découvert le côté attractif de ces ex-voto couleur locale. À l'instar de Vilchis, ses peintures forment une fresque du Mexique contemporain : le lutteur remerciant la Vierge d'avoir gagné un match, la prostituée de la Merced (quartier populaire) d'avoir des clients. Mecalco reprend aussi des scènes de la vie quotidienne pour un public friand d'art populaire, notamment des galeristes et clients américains et européens. Son style est plus influencé par celui des *comics*, alors que celui de Vilchis est de facture plus traditionnelle.

Cet exvoto de Pedro et Juan représente deux hommes de profil, nus, qui s'embrassent dans l'aura protectrice de la Vierge de Guadalupe. Cette présence, rare, de la Vierge au premier plan reflète bien l'importance du culte rendu par tout un chacun à la patronne du Mexique. La phrase écrite fait de cet exvoto une action de grâce et le diminutif employé rendent bien compte de l'extrême familiarité qui unit les Mexicains à leur Vierge : *Juan et Pedro s'aiment et sont très heureux. Merci petite Vierge*. Cette union est aujourd'hui légale grâce à deux lois : celle sur le pacte civil, *Ley de Sociedades de Convivencia*, promulguée en novembre 2006 et appliquée le 11 janvier 2007 dans l'État de Coahuila et le 16 mars 2007 dans la capitale fédérale de Mexico, et celle sur le mariage homosexuel du 21 décembre 2009 à Mexico. Le Mexique est le seul pays d'Amérique latine à avoir légalisé le mariage homosexuel. Disons plutôt la ville de Mexico car il faut habiter la capitale pour avoir le droit de se marier, le Mexique regroupant différents États aux droits et lois propres, même si une Constitution commune les unit.

Ce dernier document permet d'attester de deux réalités contemporaines mexicaines inattendues. Par sa thématique, il atteste d'une réalité sociale : l'amour homosexuel enfin reconnu par la loi dans un pays encore très conservateur et dominé par la morale catholique. Par sa mise en circuit sur le marché de l'art populaire, ce type d'exvoto montre que les artisans locaux ont parfaitement compris les attentes propres à ce marché, alors que cette tradition n'intéressait pas particulièrement jusqu'alors les institutions artistiques nationales. Dans le même temps, Mecalco et Vilchis ont su conserver à l'exvoto sa valeur de témoignage social et nous offrent ainsi un panorama en mots et en couleurs d'un Mexique contemporain. Ils ont donc créé, et d'autres à leur suite, une demande qui leur permet de dominer et de gérer ce marché, renversant par là même la tendance habituelle d'un centre (Europe et États-Unis) qui décrète ce qui est de l'art ou ce qui n'en est pas, *a fortiori* de l'art populaire, bien souvent au mépris et aux dépens des artisans des périphéries (pays émergents).



Conclusion

L'exvoto peint subsiste au Mexique même s'il n'est plus aussi florissant. Les progrès de la médecine et la laïcisation de la société expliquent ce recul progressif. Néanmoins, sa survivance dans les milieux humbles est sans doute due à la place de la religiosité dans la culture mexicaine. L'intérêt qu'il suscite, par ailleurs, sur le marché de l'art populaire lui assure de beaux jours devant lui car l'occident fait preuve d'un engouement accru pour cette pratique artisanale.



LA RÉVOLUTION MEXICAINE

Françoise Perrudin
Lycée Franco-Mexicain (LFM)
perrudin.francoise@lfm.edu.mx

Documents :

- 1 - Chant à la gloire de Francisco I. Madero
- 2 - *¡Tierra y Libertad!* le Plan de Ayala (1911)
- 3 - Les *Soldaderas*, des femmes dans la Révolution
- 4 - Les avancées sociales de la *Constitution de 1917*
- 5 - Diego Rivera et la Révolution

La Révolution mexicaine commence en 1910. Cette année là, le dictateur Porfirio Díaz se fait élire pour la huitième fois à la présidence dont il détient le fauteuil depuis 1876. Un amendement apporté à la Constitution en 1890 lui permet une réélection illimitée. Sous ses mandats, le Mexique s'est modernisé, guidé par la devise porfirienne « Le progrès dans l'ordre ». L'exploitation des terres et la mise en valeur du territoire, notamment par le chemin de fer, ont fortement progressé. La stabilité politique du Porfiriat a favorisé les investissements étrangers. La production agricole et minière a explosé. Le Mexique est devenu un des grands fournisseurs mondiaux de matières premières. En apparence donc, le vieux dictateur semble indéboulonnable.

Mais un mécontentement grandissant atteint toutes les couches de la société. Car l'enrichissement du pays se fait au détriment de la grande majorité des 15 millions de Mexicains, Indiens et petits paysans dont on spolie les terres au nom de la rentabilité. Ouvriers de l'industrie florissante dont les salaires ne décollent pas. Classe moyenne instruite pour laquelle la mobilité sociale reste illusoire. Même de grands propriétaires terriens du Nord se sentent tenus à l'écart, méprisés par le pouvoir central qui leur préfère les compagnies étrangères. Ils seront les grands acteurs de la révolution à venir. La situation est donc explosive dans un pays qui entre à marche forcée dans l'économie moderne avec des structures politiques et sociales archaïques. C'est dans ce contexte qu'en 1910, le jeune Madero prend la tête de l'opposition politique et rassemble autour de lui suffisamment de forces pour provoquer la chute de Díaz en 1911. La Révolution pourrait s'arrêter là, elle ne fait que commencer. Car l'unité réalisée contre le vieux dictateur éclate une fois celui-ci chassé du pouvoir. Le pays bascule dans une guerre civile où le peuple mexicain sert très souvent de bras armé aux ambitions des chefs de guerre. Alliances et trahisons se succèdent. Les combats sont menés au nom d'aspirations politiques et sociales très variées. En 1920, la révolution en armes s'achève. Elle a fait un million de victimes et a donné naissance à une nouvelle Constitution.

Les cinq documents proposés ne rendent pas compte de la complexité de la période révolutionnaire entre 1910 et 1920. Mais ils éclairent sur ses enjeux, ses modalités et sur les traces laissées dans le Mexique contemporain. Enjeu politique d'abord, avec un *corrido* (chant) évoquant la chute de Díaz et l'accession au pouvoir de Madero. Enjeu économique et social avec le *Plan de Ayala* de Zapata témoignant d'une question cruciale au Mexique : la propriété de la terre. Des photos de *soldaderas* permettent d'aborder le quotidien des combattants de la guerre civile, et plus particulièrement le rôle des femmes. Quelques articles de la *Constitution de 1917* mettent en évidence les acquis les plus marquants de la Révolution. Enfin, une peinture murale de Diego Rivera au-delà de son intérêt esthétique évident, éclaire sur une mémoire collective toujours active de nos jours.

Pour en savoir plus

Jacqueline COVO-MAURICE, *La Révolution mexicaine*, Ellipses, Paris, 1999, rééd. 2010
Jean MEYER, *La Révolution mexicaine*, Tallandier, Paris, 1973, rééd. 2010
Bernard OUDIN, *Villa, Zapata et le Mexique en feu*, Gallimard découvertes, Paris, 1989

Document 1 - Chant à la gloire de Francisco I. Madero

Les *corridos* sont des chansons populaires anonymes écrites en quatrains. Pendant la Révolution, ils sont souvent composés par des combattants au repos, rassemblés autour d'un feu, qui improvisent au son de la guitare. Chaque grand fait, chaque grand homme de la Révolution possède son *corrido* : *La toma de Zacatecas, General Emiliano Zapata, Pancho Villa*... C'est aussi le cas pour Francisco I. Madero, né en 1873, dans une famille de riches *hacendados*, propriétaires de mines et d'entreprises industrielles du Coahuila au Nord du Mexique. Il étudie en France et aux États-Unis où il découvre la sociale-démocratie naissante. De retour au Mexique, il constate que l'opposition à Díaz s'est renforcée. La question de la réélection est au centre de tous les débats, de toutes les revendications. En 1909, Madero fonde un parti d'opposition, le Parti anti-réélectionniste avec pour programme le départ de Díaz, la tenue d'élections libres et l'installation d'une démocratie. Il est emprisonné à San Luis de Potosí et apprend, impuissant, la réélection de Díaz en juin 1910 puis s'enfuit en octobre de la même année.

C'est ce moment qu'évoque le début du *corrido El levantamiento de Madero*. Madero est dans un train en route vers San Antonio au Texas où se retrouvent les exilés politiques mexicains. Les États-Unis accueillent favorablement les anti-réélectionnistes. Car Díaz met un frein à leur présence au Mexique et favorise les investissements européens, en particulier britanniques. Une fois aux États-Unis, Madero peaufine son programme appelé *Plan de San Luis de Potosí*. Après avoir échoué sur le terrain de la lutte politique, il se tourne vers la lutte armée. Il change donc de stratégie un peu comme un train change de machine. La lutte armée s'engage à partir du signal lancé le 20 novembre 1910. Le Vieux ne veut pas lâcher le fauteuil présidentiel, auquel il s'accroche tel un monarque absolu. Il tente de manœuvrer comme le lui conseille son secrétaire. Sans succès. Les troupes fédérales de Díaz mal préparées et peu motivées tombent sous les embuscades et les ruses des guérilleros du Nord. La défaite militaire de Díaz à Ciudad Juárez face à Pancho Villa le contraint à démissionner en mai 1911 puis à s'exiler en France où il meurt en 1915.

La multiplication des scènes de ce *corrido* toute à la gloire de Madero laisse penser qu'il s'agit d'une composition à plusieurs voix écrite du temps de la présidence maderiste entre juin 1911 et février 1913. Il s'agit d'une vision populaire et partisane de l'histoire de Madero. La fin tragique du vainqueur de Díaz n'est pas évoquée. Après son arrivée au pouvoir, Madero, mal préparé, ne parvient pas à contrôler la situation. Les généraux révolutionnaires poursuivent le combat pour leur propre compte. Complots et rebellions se multiplient. Face au désordre, les États-Unis lâchent leur ancien allié et favorisent une prise de pouvoir par la force de Huerta, un conservateur porfiriste. Madero est arrêté et assassiné par les putschistes en mars 1913. De nos jours, la mémoire officielle rend un

hommage appuyé au principal artisan de la chute de Díaz. Mais dans la mémoire collective Madero n'atteint pas la popularité d'un Villa ou d'un Zapata. Sans doute parce qu'il reste associé à un échec.

MADERO PREND LES ARMES

<p>Veuillez m'excuser, Messieurs Je vous le répète à nouveau Ce sont les matins, Messieurs, De l'an mille neuf cent dix</p> <p>Un train de passagers s'en est allé, Blessé en plein cœur, En direction des États-Unis, Pour le changement de machines,</p> <p>Et il arriva aux États-Unis Et avec plaisir on les accueillit, Et tous les Mexicains Volontiers furent applaudis</p> <p>Tous les jours par là passaient De nombreux trains de fédéraux Parce qu'à combattre ils se rendaient Au port de Padernales</p> <p>Une embuscade leur fut tendue Juste à l'entrée du canyon Les palmiers furent revêtus De veste et de pantalon</p> <p>Francisco I. Madero disait Au milieu de ses hommes : « Le nommé Porfirio Díaz Doit rendre la chaise »</p>	<p>Et Porfirio de lui répondre À force de faire sa loi « La chaise je ne la rendrai pas, Je veux devenir roi »</p> <p>Et son secrétaire de lui dire « Fais donc semblant de la rendre, Sinon à cause de tes caprices, On risque de se faire pendre »</p> <p>Ne vous inquiétez donc pas de cela, Des gens pour se battre, il y en a, À tous les révoltés Je leur offre de tuer.</p> <p>Que le patron de Dieu soit sur lui, De Dieu le grand justicier Et que soit glorifiée L'âme du Président Madero</p> <p>Veuillez m'excuser, Messieurs, Je vous le répète à nouveau Ce sont les matins, Messieurs, De l'an mille neuf cent dix.</p>
---	--

Document 2 - *¡Tierra y Libertad! le Plan de Ayala (1911)*

Emiliano Zapata, né en 1879, est un métis à peine lettré, fermier propriétaire (*ranchero*) dans le Morelos. Cet État, situé au sud de Mexico, est peuplé de 20 % d'indigènes et est très touché par les expropriations de terres communales. Zapata prend souvent la défense des petits paysans qui réclament leurs terres aux grands propriétaires, les *hacendados*. En 1910, il répond à l'appel de Madero et conduit une armée de paysans insurgés contre Díaz. Pourtant, une fois Madero au pouvoir, il reprend les armes. Dans ce texte rédigé en 1911 à Ayala, commune du Morelos, Zapata justifie son opposition à Madero et annonce les modalités d'application de la grande réforme agraire qu'il revendique et qui constitue le fondement de sa lutte politique.

Ce texte sonne d'abord comme un réquisitoire contre Madero que Zapata décrit comme un usurpateur, un traître du peuple mexicain. Il accuse Madero d'avoir fait, par calcul, des

promesses aux paysans et de ne pas les respecter. Dans son plan de San Luis de Potosí, Madero avait prévu de réformer le statut de la terre. Mais une fois au pouvoir, il refuse de remettre en cause le principe de propriété. Tout au plus envisage-t-il une voie légale, longue et le plus souvent inutile, face aux tribunaux. Madero se comporterait donc en tyran. Par ailleurs, ce Plan de Ayala prévoit l'expropriation par la force des terres accaparées par de grands propriétaires sous le Porfiriat. Elles seront remises aux communautés villageoises qui les exploitent en commun (*ejidos*) et à tous ceux qui en avaient été spoliés s'ils possèdent des titres de propriété. Et pour tous ceux qui n'ont rien, ils recevront un tiers des terres des grands propriétaires qui seront indemnisés. Enfin, les accapareurs qu'ils soient *hacendados*, *científicos*, (des entrepreneurs très liés au pouvoir porfiriste et partisans d'une modernisation effrénée du pays profitable à une élite), ou bien caciques (chefs locaux) ne pourront s'opposer sous peine d'être entièrement privés de leurs biens au profit des veuves et des orphelins de guerre.

LE PLAN DE AYALA (extraits)

Art.1 - Nous considérons que le peuple mexicain, dirigé par Francisco I. Madero, a versé son sang pour reconquérir ses libertés et pour recouvrer ses droits, et non pour qu'un homme qui s'approprie le pouvoir, violât les principes sacrés qu'il prétendait défendre sous la devise « Oui au suffrage effectif, non à la réélection », outrageant ainsi la foi, la cause, la justice et les libertés du peuple. Nous prenons acte que cet homme auquel nous faisons référence, monsieur Francisco I. Madero, (...), a provoqué de fait, une nouvelle effusion de sang et la multiplication des malheurs de la Patrie (...)

Art.6. En ajout au présent plan, nous faisons le constat que les terres, les montagnes et les eaux ont été usurpées par les *hacendados*, les *científicos* ou les caciques, sous le couvert d'une justice vénale. Ces biens entreront en possession des villages ou des citoyens qui détiennent les titres correspondant à ces propriétés, et dont ils ont été dépossédés par la mauvaise foi de nos oppresseurs.

Art.7. En vertu du fait que l'immense majorité des villages et des citoyens mexicains ne possèdent même pas la terre qu'ils foulent, qu'ils ne sont pas en mesure d'améliorer un tant soi peu leur condition sociale ni de se consacrer à l'industrie et à l'agriculture, car les terres, les montagnes, et les eaux, se trouvent aux mains d'un petit nombre, il est établi ce qui suit: un tiers de ces monopoles sera exproprié contre indemnisation aux riches propriétaires, et distribué à ceux des villages et des citoyens qui sont dans l'incapacité de faire prévaloir d'anciens droits sur la terre.

Art.8. Les *hacendados*, les *científicos* et les caciques, qui s'opposent directement ou indirectement au présent plan, verront leurs biens nationalisés. Les deux tiers des terres qui devaient leur revenir, seront destinés aux indemnisations de guerre, aux pensions des veuves et des orphelins des victimes qui sont tombées en luttant pour le présent Plan.

Le 25 novembre 1911

Traduction: F. Perrudin

Document 3 - Les *Soldaderas*, des femmes dans la Révolution

Durant la Révolution, les troupes, qu'elles soient fédérales ou révolutionnaires, sont suivies par une foule de femmes : les *soldaderas* ou *adelitas*. Ce sont les épouses, les fiancées, parfois les mères ou les sœurs des combattants. Ce sont aussi des *filles à soldats* : des prostituées. Les combattants sont accompagnés de leur famille car les armées payent bien (quatre fois plus qu'un ouvrier agricole). Ces deux photographies font partie des milliers de clichés pris durant la Révolution mexicaine. La première, datée d'avril 1912, a été prise par Geronimo Hernández dans une gare de la capitale au départ d'un train de troupes fédérales. L'origine de la deuxième photographie est plus incertaine. Elle aurait été prise en 1914 par Augustin Casasola d'après les archives du même nom.

La première photo est l'une des plus célèbres de la Révolution. La très jeune *soldadera* est sur le marchepied d'un wagon de train. Son jupon taché évoque la rudesse des conditions de vie. Son regard inquiet laisse imaginer

l'agitation au départ d'un train qui n'attend pas les retardataires. Car les trains durant la Révolution sont des atouts logistiques majeurs. Les principales lignes relient la frontière des États-Unis jusqu'à Mexico, la capitale. C'est dans ces régions qu'ont lieu les combats les plus acharnés. Les trains transportent les troupes, l'armement, les canons, ils servent de camp retranché. La photo 2 montre une très jeune *soldadera*, au garde à vous. Elle ne possède pas d'uniforme mais elle porte une cartouchière en bandoulière, un fusil et un pistolet à la ceinture. A l'arrière plan des hommes l'observent, l'air amusé.

Le dévouement extraordinaire des femmes mexicaines ne s'arrête pas là. Elles sont un soutien affectif essentiel à leur homme ; elles portent aussi le barda, font la cuisine, soignent les blessés, enterrent les morts, vont chercher l'eau, trouvent de la nourriture, au besoin en pillant. Certaines dissimulent sous leurs jupons des kilos de munitions qu'elles ramènent des lignes ennemies. On comprend donc que leur rôle dans la Révolution est essentiel. Pour autant, leur place dans la société évolue peu. En 1910, juridiquement, la femme est totalement soumise à son mari. En 1917, une loi déclare l'égalité des époux et la *Constitution* prend en compte la maternité dans le droit du travail. Mais il faut attendre 1953 pour que l'État mexicain leur accorde le droit de voter et d'être éligibles aux élections nationales. Les innombrables photos rendent justice aux *soldaderas*. Aujourd'hui ces femmes anonymes sont aussi populaires que les grands chefs révolutionnaires.



Photo Geronimo Hernández



Photo Augustin Casasola

Document 4 - Les avancées sociales de la *Constitution de 1917*

La *Constitution de 1917* est adoptée dans le contexte de la lutte des factions commencée en 1914. D'un côté les forces zapatistes et villistes défendent un projet social et agraire. De l'autre, les forces du conservateur Venustiano Carranza, un riche propriétaire du Coahuila qui s'est autoproclamé Chef suprême et qui est à la recherche de légitimité. En novembre 1916, Carranza convoque un Congrès constituant à Querétaro où des députés fraîchement élus se réunissent afin de donner une constitution au Mexique. Le texte définitif est adopté le 5 février 1917. La nouvelle *Constitution* consacre des avancées majeures : la réélection du président est désormais impossible et deux articles prennent en compte les revendications populaires de façon spectaculaire.

L'article 27 déclare que la terre, le sous-sol et les eaux sont propriété de la nation. Les terres accaparées doivent être restituées pour cause d'utilité publique. Cette spoliation s'était opérée notamment par des compagnies d'arpentage lors de deux campagnes de colonisation en 1883 et 1894. L'article 123 concerne le monde ouvrier jusqu'alors sans droit et dont les luttes sociales étaient durement réprimées. En 1907, près de Puebla une manifestation avait fait 200 morts, surtout des femmes et des enfants. Or la *Constitution* instaure une législation du travail. La journée de travail passe à 8 heures. Interdiction est faite aux enfants de moins de 12 ans de travailler, aux femmes et aux enfants de moins de 16 ans de travailler la nuit. Le repos hebdomadaire est obligatoire, le mois de congé de maternité aussi. Les accidents du travail sont indemnisés, le droit syndical reconnu.

Ces quelques articles font de la *Constitution de 1917* le texte institutionnel le plus progressif au monde. C'est la première fois par exemple qu'une constitution affirme des droits sociaux. Carranza fait ces concessions car il n'a pas le choix. Sept années de guerre civile ont exacerbé les attentes de voir réduire les inégalités criantes. La Loi agraire de 1915, qui prévoyait la restitution des terres accaparées sous le Porfiriato, avait déjà permis de désarmer et de rallier une bonne partie du monde paysan. Pour pouvoir contrôler le pays et asseoir son pouvoir, il fallait satisfaire les zapatistes et tout le monde paysan en attente d'une grande réforme agraire. C'est la raison pour laquelle le *Plan de Ayala* est intégré au texte constitutionnel. Par ailleurs le monde ouvrier en pleine croissance et tant méprisé sous le Porfiriato, soutient Carranza. Il combat les villistes mais aussi les zapatistes qu'ils jugent passésistes et réactionnaires avec leur dévotion à la vierge de Guadalupe. Ses revendications sont enfin entendues. Il s'agit aussi de donner un nouveau coup d'élan à l'industrialisation du pays.

EXTRAITS DE LA *CONSTITUTION DE 1917*

Art. 27

La propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national relève de la Nation, laquelle a le droit d'en transmettre le contrôle à des particuliers en les transformant en propriété privée. La Nation aura tout le temps le droit d'imposer à la propriété privée les modalités exigées par l'intérêt public tout comme le droit de réguler l'exploitation des ressources naturelles dans le but d'une redistribution juste de la richesse publique [...]. Les villages et les communautés qui manquent de terre et d'eau, pour les besoins de leur population, auront le droit de se les procurer en accaparant les propriétés proches, tout en respectant la petite propriété. [...]

Art. 123

1. La durée maximale de la journée de travail sera fixée à huit heures.
2. La durée maximale du travail nocturne sera de sept heures. Les travaux malsains ou dangereux sont interdits pour les femmes en général et les enfants de moins de 16 ans. [...]
3. Le travail des enfants de 12 à 16 ans sera limité à 6 heures de travail quotidien.
4. Les manœuvres devront bénéficier d'un jour de repos pour six jours de travail.
5. Les femmes enceintes de six mois ne pourront exercer un travail de force. Après l'accouchement, elles bénéficieront d'un mois de repos [...]. Durant la période d'allaitement, elles auront droit à deux poses extraordinaires par jour, d'une demi-heure chacune, pour allaiter leur enfant.
7. À travail égal doit correspondre un salaire égal, sans tenir compte ni du sexe, ni de la nationalité du travailleur.
8. Les grèves sont autorisées dans la mesure où elles visent à harmoniser la législation du travail avec les exigences du capital. [...]

Traduction : A. Exbalin

Document 5 - Diego Rivera et la Révolution

Le mural (fresque), *Un rêve un dimanche après-midi dans le jardin Alameda*, est une commande en 1947 de l'hôtel Del Prado. Il mesure 15 m de large et 4 m de haut. Diego Rivera peint un rêve où se mêle avec fantaisie d'illustres personnages de l'histoire du Mexique, des anonymes, ses proches et lui-même. Le doc. 5 correspond à la section consacrée à la Révolution mexicaine (tiers droit de la fresque). Rivera est en Europe au moment de la Révolution. Le vieux continent est une étape incontournable pour tous les intellectuels et artistes mexicains. C'est donc à distance que Rivera s'enthousiasme pour la chute de Díaz. Il rentre au Mexique en 1921. La même année, José Vasconcelos, un brillant intellectuel nommé à la tête du tout nouveau ministère de l'Éducation nationale (SEP) impulse une véritable renaissance culturelle. Il faut éduquer le peuple mexicain avec des codes esthétiques accessibles à tous. Diego Rivera qui souhaite mettre son talent au service de ses convictions marxistes et révolutionnaires adhère immédiatement à ce projet. La peinture murale s'y prête particulièrement bien.



Rivera représente une société porfirienne profondément inégalitaire. A gauche, on identifie la classe dominante, blanche (étrangère ?), élégamment vêtue. Ce groupe de privilégiés, se désintéresse de la scène du premier plan où un paysan indien, (peau brune, vêtements traditionnels : pantalon large, chemise de coton blanc, sandales, foulard rouge, chapeau de paille), père de famille nombreuse, est repoussé par un policier qui brandit sa matraque. Seuls les gens en tenue correcte sont admis dans le parc de la Alameda. Le fils aîné, main sur le couteau, brûle de régler son compte à ce métier qui occupe une place intermédiaire entre les deux groupes sociaux que tout sépare. D'un côté, une élite urbaine, nantie, satisfaite d'elle-même ; de l'autre, un monde indigène rural, pauvre et victime d'une violence institutionnalisée. Plus à droite, la classe moyenne prépare un Mexique libre et démocratique que Francisco I. Madero personnifiera un temps. Rivera imagine aussi un monde où les trois grandes classes sociales seraient solidaires : un paysan, un ouvrier, un soldat unissent leurs mains.

Cette œuvre s'inscrit bien dans le discours de l'art officiel. Les divisions entre les révolutionnaires sont ignorées. On retrouve deux grandes thématiques chères à Rivera. L'hommage aux indigènes, rétablis dans toute leur dignité et un message politique marxiste, opposant un monde corrompu à un monde épris de liberté et de justice. Depuis sa mort en 1957, l'immense popularité de Rivera n'a pas faibli et ses peintures murales sont les vecteurs les plus populaires de la mémoire de la Révolution.

Conclusion

La Révolution a servi d'ascenseur social pour une partie des classes populaires. Les acquis sont visibles dans deux domaines : l'éducation et la propriété de la terre. Dans les années 1920, le peuple d'analphabètes accède à l'instruction. Dans les années 1930, la réforme agraire est mise en œuvre. Mais, avec la création du Partido Revolucionario Institucional, la Révolution s'est figée dans un système monopartiste.



CRIMINALITÉ ET PHOTOGRAPHIE SOUS LE PORFIRIAT : L'IDENTIFICATION JUDICIAIRE

Álvaro Rodríguez Luévano
Instituto de Investigaciones Dr. José María Luis Mora
samosat@gmail.com

Documents :

- 1 - Photographie et physionomie
- 2 - Exemple d'une fiche anthropométrique
- 3 - La méthode Bertillon appliquée au Mexique
- 4 - Identification judiciaire et classification raciale
- 5 - Un formulaire migratoire actuel

L'identification judiciaire est une question qui, ces dernières années, est devenue un sujet d'étude pour mieux comprendre les enjeux sociaux et historiques tels que la criminalité. Cet engouement pour l'histoire de l'identification des personnes est sans aucun doute lié à la multiplication des fichiers de renseignement dans un contexte de lutte contre le terrorisme international. Les débats n'ont jamais été aussi vifs à propos des libertés des citoyens que ces fichiers menacent.

L'histoire judiciaire de la photographie nous fournit une belle étude de cas. Dès la fin du XIX^e siècle, elle explore l'image des criminels, afin de comprendre les systèmes d'identification personnelle utilisés pour l'enregistrement et la classification des délinquants. Sous le Porfiriat (période de modernisation économique et dictature politique de Porfirio Díaz de 1876-1911) il existait plusieurs systèmes d'identification judiciaire, même si la fiche de renseignements personnels (*filiação*) était l'un des plus anciens et répandus.

L'utilisation de la photographie a définitivement marqué les méthodes d'identification et a constitué un élément de preuves sans précédent pour montrer de manière incomparable les caractéristiques métriques et physiques du corps humain. L'identification judiciaire a non seulement permis d'identifier les délinquants récidivistes, mais elle a aussi été utilisée pour reconstituer le portrait-robot des malfrats en fuite, soutenir des accusations et contribuer au fonctionnement de la justice en empêchant par exemple la poursuite de faux témoignages lors des procès.

L'identification judiciaire doit être replacée dans un contexte plus large de rationalisation des sciences et des techniques tout au long du XIX^e siècle. Elle a été menée par la criminologie à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle pour déterminer l'identité des délinquants, des prisonniers et des fugitifs. Actuellement, elle est utilisée dans certains documents, par exemple la photographie de l'iris de l'œil humain comme marque unique de l'identité personnelle.

Ce dossier vise à montrer certains documents d'identification judiciaire avant l'introduction des systèmes d'identification plus sophistiqués. On pourra constater que l'utilisation de la filiation, de la photographie et des systèmes anthropométriques s'est faite parallèlement au Mexique et en Europe, particulièrement en France avec Alphonse Bertillon.

Nous présentons ici cinq documents qui illustrent une époque durant laquelle la description physique des individus, le portrait photographique et l'amélioration des techniques d'identification personnelle faisaient partie de la construction visuelle du monde judiciaire mexicain.

Pour en savoir plus

Ayşe Ceyhan, Pierre Piazza, *L'identification biométrique. Champs, acteurs, enjeux et controverses*, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2009

Ilsen About, Vincent Denis, *Histoire de l'identification des personnes*, La Découverte, coll. « Repères Histoire », 2010

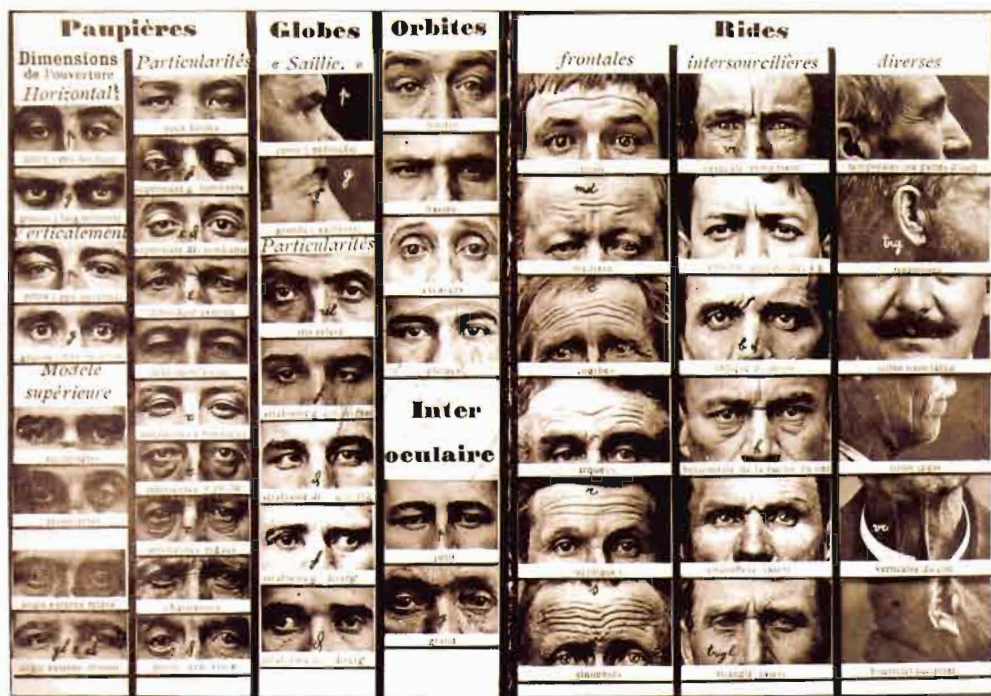
Projet Bertillon mise en ligne en : <http://www.criminocorpus.cnrs.fr/bertillon/entree.html>

Portraits/ Visages, exposition photographique à la Bibliothèque Nationale de France : <http://expositions.bnf.fr/portraits/index.htm>

Document 1 - Photographie et physionomie

Cette planche photographique appartient aux cahiers du cours *Portrait parlé* enseigné à la Préfecture de Police de Paris à la fin du XIX^e et début du XX^e siècle. Ces cahiers et planches photographiques servaient à élaborer des classifications physiques et corporelles. Cette planche vient des archives historiques de la Préfecture de Police de Paris ; elle a été utilisée par les enquêteurs de la police pour enseigner les techniques d'identification personnelle.

Les planches sont composées d'un montage de plusieurs photographies fragmentées qui ont été simplifiées progressivement et qui viennent des registres anthropométriques. On peut voir deux panneaux : le premier panneau photographique est divisé en quatre colonnes qui montrent quatre caractéristiques du visage : les paupières, les globes, les orbites et la distance interoculaire. Le second panneau est divisé en trois colonnes qui différencient les lignes d'expression du visage (rides) ; par exemple dans la première colonne, les rides frontales peuvent être



totales, médianes, courbes, arquées, rectilignes ou sinueuses. La deuxième colonne indique les lignes entre les sourcils et la dernière colonne montre différentes lignes qui peuvent être observées sur le visage, autour des yeux, des oreilles, du nez, du menton ou du cou.

Cette planche est le résultat d'une double innovation : d'une part, la naissance et les perfectionnements de la photographie depuis les daguerréotypes ; d'autre part, le développement de l'anthropologie physique. Les missions ethnologiques se sont multipliées au cours du XIX^e siècle dans les colonies des empires européens. Lors des missions scientifiques, les ethnologues étaient systématiquement accompagnés de photographes et ils avaient pris l'habitude de faire des portraits des populations autochtones : corps nus, visages de face et de profil, etc. Cette longue tradition de la photographie ethnographique commence avec les clichés d'Ernest Thiesson, Etienne Serres, Louis Rousseau, Marie Fermin Bocourt et Philippe Poteau. Au cours de l'Exposition universelle de 1889 à Paris, le Prince Roland Bonaparte, célèbre géographe et botaniste, a présenté une exposition des photographies de face et de profil de différentes ethnies d'Amérique du Nord. Plus tard, ces collections photographiques sont devenues les collections ethnographiques les plus importantes de la Société de Géographie. À cette époque, le photographe Léon Diguët a voyagé au Mexique pour réaliser des registres anthropométriques des Indiens Huichols. Le dispositif photographique qu'il utilisa alors est très similaire à celui qu'utiliseront quelques années plus tard les sciences humaines dans le cadre de l'anthropologie criminelle. C'est le premier pas dans la mise en place de la photographie judiciaire au Mexique.

Document 2 - Exemple d'une fiche anthropométrique

Cette fiche anthropométrique est celle d'Alphonse Bertillon, chef du département d'anthropométrie de la Police de Paris. La photographie a été prise le 2 août 1912 dans le laboratoire anthropométrique qui se trouvait dans le Palais de Justice de la ville. Cette fiche est un test de registre anthropométrique que Bertillon avait l'habitude d'effectuer sur lui-même pour vérifier l'efficacité de son système. Cette fiche servit ensuite à fichier les détenus, les récidivistes et les prisonniers.

Distance du sujet 2 mètres : Réduction 5 = Point de vue de la photographie 0^m 40.

Taille = 178.0	Tête	long. 19.4	Nos g. 27.9	Age app ^l	Age déclaré 29	N ^o en 18 52
Voûte		larg. 16.8	Médus g. 11.9	n ^o de cl. 3	Cheveux ch. m. p. p.	
Enverg. 1 ^m 81		yeux 14.7	Auric. g. 9.9	sur. 2.02 g.	Barbe 2 ^m 2 ^m	
Buste 0 ^m 95.2		Oreille dr. 6.7	Coulée g. 11.9	parties	Teint P. 9. m. p. p.	
					Main dr.	
					Main g.	

Notes

Main droite

Pouce dr. Index dr. Médus dr. Annulaire dr. Auriculaire dr.

Dressé à Paris, le 2 août 1912, par M.

La fiche signalétique ou anthropométrique d'Alphonse Bertillon se compose d'un formulaire divisé en trois parties et mesure 13 centimètres de côtés, ce qui permet une manipulation aisée. La fiche rassemble les informations abrégées de la filiation des détenus. Dans la partie supérieure, on indique des informations très précises sur les mesures corporelles, l'âge, la date de naissance, la nationalité et la race, la couleur de la peau, des cheveux et des yeux. Dans la seconde partie, on place le portrait photographique de l'individu de face et de profil, pris à une distance de deux mètres de l'appareil photo. La troisième partie de la fiche sert aux empreintes digitales. Ces fiches sont archivées et classées par nom de famille et parfois par type de délit commis.

La fiche anthropométrique d'Alphonse Bertillon a révolutionné le système d'identification personnelle de l'époque. Le projet signalétique s'est développé en Europe en même temps que la photographie au milieu du XIX^e siècle. Alphonse Bertillon venait d'une famille instruite dans les sciences humaines. Son père était membre de la Société des Anthropologues de Paris, institution dans laquelle a été écrit l'un des documents qui a inspiré Bertillon : les *Instructions générales pour les recherches anthropologiques* de Paul Broca. La relation qu'a entretenue Bertillon avec la communauté scientifique lui a permis de comprendre rapidement les méthodes de classification, de systématisation et d'enregistrement métrique appliquées au corps humain. Finalement, le système de Bertillon fut très important pour la formation de l'administration judiciaire en matière d'identification personnelle. Au début du XX^e siècle, l'institutionnalisation du *Bertillonage* a servi pour les contrôles d'identité, mais aussi pour la création d'un *carnet anthropométrique d'identité des nomades* (registres des prostituées et des étrangers expulsés). Bertillon et les représentants en chef de la police mexicaine (entre autres) se rencontrèrent dans des congrès internationaux de criminologie et échangèrent leurs points de vue à propos des nouvelles théories en vogue. Leur correspondance fut par la suite abondante. En 1892, sous le Porfiriat, le médecin militaire Francisco Martínez Baca, responsable du cabinet médical de la prison de la ville de Puebla, transmet ses conclusions sur la méthode de Bertillon à Alexandre Lacassagne, médecin et expert légiste à Lyon et à Paris. Cette même année, à son retour de Paris, Ignacio Fernández Ortigosa, ancien médecin de la police de la ville de Mexico, publia un mémoire basé sur le système Bertillon qu'il adapta aux conditions des prisons mexicaines. C'est ainsi que le *Bertillonage* se diffusa au Mexique.

Document 3 - La méthode Bertillon appliquée au Mexique

Ce document provient du bureau du Préfet de la Maison correctionnelle des femmes mineures de Mexico. Il s'agit de la fiche signalétique de Midala Braceros Cortés, une jeune fille de seize ans, née à Mexico, employée domestique, qui a été accusée par son employeur d'avoir volé. Les Archives Historiques du Gouvernement du District Fédéral de Mexico conservent dans ses collections une série de documents sur les prisons et les services correctionnels. Grâce à cet intéressant fond documentaire, nous pouvons étudier les détentions de femmes arrêtées et poursuivies pour des délits comme le vol, classé parmi les plus courants de l'époque. Ce document se présente sous la forme d'une feuille de taille A4 où sont remplies les données anthropométriques et personnelles de filiation des détenus.

On remarque le style manuscrit des titres qui commencent par le nom. Sous le nom de la personne détenue, un cadre de commentaires anthropométrique est rempli par le personnel du laboratoire. Ces cadres étaient indissociables de l'image anthropométrique collée en bas et au centre de la fiche. Sur la même fiche on peut voir deux portraits : l'un frontal et l'autre de profil, héritages des représentations naturalistes et des photographies anthropométriques utilisées par les ethnologues déjà mentionnés. Dans le secteur pénitentiaire, ce genre de photographie a commencé à être utilisé selon les instructions du système Bertillon. Ce système a formalisé l'utilisation des deux portraits sur un seul support papier pour qu'il soit joint à la fiche anthropométrique.

La détenue a été placée dans deux positions - frontale et latérale - et ces clichés ont été rassemblés en une seule photographie qui était destinée à l'archivage. Le portrait frontal garantissait l'enregistrement des marques particulières de la délinquante : l'ensemble du visage, le front découvert, le regard perplexe, l'amplitude des paupières, des lèvres, dont la forme traduisent l'humiliation. Sur le portrait de profil, la tête a été placée sur un support qui permet d'immobiliser le cou, comme si le corps était coincé dans le dossier de la chaise. Les mesures du crâne ont été enregistrées : distance entre le sommet de la tête et le menton, distance entre l'oreille (presque toujours la gauche) et le nez. Alphonse Bertillon affirmait dans son système que la forme du pavillon de l'oreille externe restait invariable au fil du temps et qu'elle était une marque permettant de reconnaître un individu, après sa libération ou lors d'une autre détention. Le portrait photographique fonctionne donc comme une empreinte digitale permettant d'identifier un récidiviste.

CASA DE CORRECCION PARA MENORES MUJERES
Ficha de *Midala Braceros Cortés*

OBSERVACIONES ANTROPOMETRICAS

Estatura: 1 73.	Long. C. 171	Pes. corp. 28,6	Núm. de los d. 17	Edad de 16 años
Circunferencia: 2 56	Ampl. C. 23.	Med. tes. corp. 100	Estado de salud: con Nocard	
Indice: 73.	Long. C. 23.	Arquitectura: 100,76	Forma de la nariz: en Mexico	
	Ampl. C. 23.	Circ. tes. corp. 270	Profundidad: 23	Estado de salud: con Nocard

NOTAS DESCRIPTIVAS

Arco: 100,76	Orbita: 40,76	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118
Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118	Alteza: 118

Núm. 736 Nombre y apellido: *Midala Braceros Cortés*

Subscripción ó señalación: *Robo*

Nacida el: *10* de *Junio* en *México* Estado de *D. F.*

Hija de: *Salvador* y *Amisticia* Donada *Benito de San Pablo*

Centros y lugares de su última detención: *Robo*

Prisión actual en consecuencia del delito: *Robo*

Lugar de: *8.ª Correccional*

Document 4 - Identification judiciaire et classification raciale

La planche photographique à gauche est tirée de l'ouvrage *Estudios de Antropología Criminal* écrit par les deux médecins Francisco Martínez Baca et Manuel Vergara, chefs du département médical de la prison de Puebla à la fin du XIX^e siècle. Il s'agit plus précisément d'une étude médicale, anthropométrique et craniométrique (mesures du crâne) effectuée sur trois cents criminels qui sont classés selon les délits commis. Ce document est mis en parallèle avec une peinture anonyme de la fin du XVIII^e siècle, à droite, qui est actuellement exposée au *Museo del Virreinato*, à Tepozollán.

Sur la planche photographique, on peut voir différents types de criminels accusés de vol. Le docteur Martínez Baca sélectionna vingt voleurs d'âges différents en affirmant que « tous des voleurs, sauf le numéro 14,



appartiennent à la race indienne » et possèdent un certain nombre de caractéristiques physiques qualifiées d'*anomalies suspectes*. La plupart des portraits sont pris de face avec la même taille et la même distance focale. D'après la théorie lombrosienne – Cesare Lombroso (1835-1909) est l'un des fondateurs de l'école italienne de criminologie –, l'absence de barbe était un indicateur de criminalité, principalement pour les voleurs. La logique s'inverse pour le cas mexicain : Martínez Baca explique que la barbe est une anomalie chez les indiens qui, normalement, sont dépourvus de pilosité faciale. Ainsi les théories européennes ont-elles été invalidées par le contexte mexicain. Les éléments physiologiques attribués aux criminels en Europe pouvaient difficilement s'appliquer aux populations indigènes du Mexique.

C'est avec la colonisation espagnole du Mexique, alors Nouvelle-Espagne (1521-1821), que les classifications raciales ont été définies. La position sociale des Espagnols était systématiquement privilégiée par rapport aux Indiens, aux noirs ou aux métis. Cette première tentative de classification s'illustre pendant l'époque coloniale par les Peintures de castes, genre artistique qui servait à la fois à distinguer et à représenter les différents groupes ethniques et leur position sociale (voir le document de droite). Ces peintures sont des portraits de familles qui se déclinent de la manière suivante : un Espagnol et une Indienne donne un *mestizo* ; un Espagnol et une métis donne un *castizo*, etc. Plus le mélange s'« altère », plus la position des individus dans la hiérarchie sociale de la Nouvelle-Espagne est basse. Après l'abolition de l'esclavage et du système de *castas* dans le Mexique indépendant (1821), la race n'était plus le facteur de différenciation face à la loi, mais plutôt le vice et la vertu. Cependant, le classement racial a continué à être pratiqué avec les fiches signalétiques et l'introduction du portrait photographique à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Document 5 - Un formulaire migratoire actuel

De nos jours, remplir ce formulaire (FM1) est obligatoire pour tous les étrangers désireux de résider au Mexique pendant un an. Il est délivré par le Ministère des Affaires Étrangères puis transmis au Ministère de l'Intérieur qui tient un registre national sur les étrangers.

Dans la première partie, trois espaces sont consacrés à la filiation, c'est-à-dire, les noms et prénoms, la date et le lieu de naissance. Une deuxième partie est exclusivement dédiée aux données descriptives et physiques de l'individu. Cette description a une structure similaire à celle de la fiche signalétique de Bertillon. Des données générales sont indiquées comme le poids, l'âge, la morphologie du corps et sont mentionnés les traits du visage, de la tête et les autres particularités comme les tatouages, taches ou cicatrices sur le corps. La troisième partie est consacrée au portrait photographique de face et de profil et aux empreintes digitales des pouces des deux mains.

Au XVIII^e siècle grâce au *Derecho de Gentes* (droit des nations qui établit des relations amicales entre les États), les sauf-conduits s'utilisaient comme des documents officiels pour voyager. Avec l'indépendance du Mexique, acquise en 1821, la réglementation met en place des passeports normalisés qui deviennent de véritables documents d'identité. Pendant le Porfiriato, les fugitifs et les déserteurs étaient contrôlés au travers de ces papiers d'identité. Après les deux guerres mondiales, la photographie devient un véritable document d'identité qui permet alors le contrôle des flux migratoires, de l'espionnage, des trafics, des désertions, etc. Les systèmes modernes d'identification personnelle et judiciaire ont aujourd'hui systématisé le fichage à partir de la forme et de la couleur de l'iris de l'œil, et dans certains cas, de l'ADN.

Conclusion

Créée en France à la fin du XIX^e siècle, la photographie judiciaire s'est généralisée au point d'être devenue au cours du XX^e siècle un instrument fondamental pour les polices du monde entier. Au Mexique, la méthode Bertillon est venue s'inscrire dans une longue tradition pictographique de classification des individus selon leur couleur de peau.

FMI

SUMERO DE DOSSIER



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECCIÓN GENERAL DE SERVICIOS MIGRATORIOS

DECLARACION DE L'ÉTRANGER AU
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

CACHETS CREDIANE E REGISTRAMENT
AU REGISTRE NATIONAL DES ÉTRANGERS

..... LIEU ET DATE

.....

INFORMATIONS PERSONNELLES FOURNIES SOUS SERMENT PAR UN ÉTRANGER ENTRANT AU MEXIQUE A UN AGENT OFFICIEL

INFORMATIONS PERSONNELLES			
NOM DE FAMILLE PATERNEL	NOM DE FAMILLE MATERNEL	PRÉNOMS	
NAISSANCE LIEU (VILLE, ÉTAT, PAYS)	DATE (JOUR, MOIS, ANNÉE)		
NATIONALITÉ ACTUELLE	LANGUE MATERNELLE	AUTRES LANGUES PARLÉES	
SIGNALEMENT DESCRIPTIF			
POIDS	AGE	CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES	
		Fitt	Moyen
COULEUR DE PEAU	Blanche Marron Marron clair Noire	CHEVEUX	Noirs Gris Blancs Blonds Désordonnés Châtains
FRONT	Étroit Large Normal	SOURCILS	Rares Épais Épilés
NEZ	Concave Convexe Droit Large	YEUX	Marrons Noirs Bleus Verts Gris
MENTON	Ovale Rond Carré	BOUCHE	Petite Grande Normale
BARBE	Rare Fine Taillée Inexistante	MOUSTACHE	Rare Fine Taillée Inexistante
SIGNES DISTINCTIFS			
SEXE	Homme Femme	ÉTAT CIVIL	Marié(e) Divorcé(e) Veuf(ve) Célibataire Uniquement Minorsité
LIEU ET PAYS DE RESIDENCE		RELIGION	
LIEU ET PAYS D'ORIGINE			
PROFESSION OU DERNIER DIPLOME OBTENU	TRAVAIL ACTUEL	PEUVEZ VOUS LIRE ET ÉCRIRE ? Oui Non	
PHOTO DE FACE	PHOTO DE PROFIL	EMPREUNTES DIGITALES (POUCE DROIT)	EMPREUNTES DIGITALES (POUCE GAUCHE)

ANNEXES

CARTE GÉNÉRALE DU MEXIQUE



LE MEXIQUE EN 20 DATES

1502-1519	Règne de Moctezuma, empereur aztèque
1520-1521	Siège de Tenochtitlán par les soldats d'Hernán Cortés
1524	Arrivée des douze Franciscains ; début de l'évangélisation des Indiens
1535-1550	Antonio de Mendoza, premier Vice-roi de la Nouvelle-Espagne
1746	La vierge de Guadalupe devient la patronne du Mexique
1808-1821	Mouvements d'Indépendance
1846-1848	Guerre contre les États-Unis ; le Mexique perd de nombreux territoires
1861	Benito Juárez, premier président indigène du Mexique
1862-1863	Intervention française au Mexique
1876-1911	Dictature de Porfirio Díaz
1910	Début de la Révolution mexicaine
1917	Nouvelle <i>Constitution mexicaine</i> (toujours en vigueur)
1929	Fondation du <i>Partido Nacional Revolucionario</i> , futur PRI
1938	Nationalisation du pétrole sous la présidence de Lázaro Cárdenas
1958	Droit de vote pour les femmes
1968	Massacre de Tlatelolco et Jeux Olympiques de Mexico
1985	Tremblement de terre à Mexico (plus de 10 000 victimes)
1994	Signature des accords de l'ALENA et début du soulèvement zapatiste
2000	Alternance politique, fin du monopartisme du PRI
2003	Loi générale des Droits Linguistiques des Peuples Indigènes

LES AUTEURS DES DOSSIERS

Virginie Baby-Collin est maître de conférences en géographie à l'Université d'Aix-Marseille et chercheure de l'UMR Telemme (Temps Espaces Langages en Europe méridionale et méditerranéenne) de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) d'Aix-en-Provence. Ses travaux portent sur les dynamiques de ségrégation et de fragmentation urbaine dans la mondialisation, dans des contextes latino-américains et méditerranéens, ainsi que sur les dynamiques migratoires internationales de migrants latino-américains dans leur rapport aux espaces urbains d'installation. Elle mène actuellement une recherche comparant plusieurs espaces urbains de la diaspora bolivienne, en Espagne, en Argentine, et aux États-Unis, où elle réside dans le cadre d'une délégation CNRS entre 2010 et 2012.

Olivier Barbary est chargé de recherche statisticien à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et membre du LPED (<http://www.lped.org/spip.php?article108&lang=fr>). Depuis plusieurs années, il travaille sur les inégalités d'accès aux ressources naturelles, économiques et sociales avec applications aux processus de discrimination spatiale, sociale et ethnique. Ses publications récentes concernent les populations afro-descendantes en Colombie (*Gente negra en Colombia: Dinámicas sociopolíticas en Cali y el Pacífico*, ouvrage qu'il a coordonné et publié en 2004) et les populations indigènes au Mexique (*Social inequalities and indigenous populations in Mexico: a plural approach*, un article à paraître aux Presses de l'Université d'Amsterdam en 2012).

Nadine Béligand est maître de conférences en histoire moderne à l'Université Lumière Lyon 2 et chercheure de l'équipe Resea de l'UMR CNRS 5190 - LARHRA ; elle est actuellement placée en délégation CNRS auprès du Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines (CEMCA-Mexico). Elle travaille actuellement sur l'histoire sociale des pratiques religieuses en Nouvelle-Espagne (XVI^e-XVIII^e siècles). Parmi ses dernières publications, elle a coordonné un numéro de la revue du CEMCA, *Las ciencias sociales y la muerte, TRACE 58*, Mexico, CEMCA, décembre 2010 et un article intitulé « La confrérie de la *Preciosa Sangre de Cristo* de la paroisse de Santa Catarina Mártir (Mexico, XVII^e siècle) » In Jean-Pierre Berthe et Pierre Ragon (ed.), *Penser l'Amérique au temps de la domination espagnole*, Paris, L'Harmattan, 2011.

Renaud Boivin est sociologue, diplômé de l'Université Complutense de Madrid et doctorant en Urbanisme et Aménagement de l'Espace au Lab'Urba, Université Paris-Est Marne la Vallée, où il réalise une thèse sur la gentrification des quartiers gays de Paris, de Madrid et de Mexico. Il a passé plus de dix ans en Espagne et vit actuellement au Mexique où il collabore à divers projets de recherche-action (lutte contre les discriminations et prévention du VIH). Ses recherches portent sur l'évolution des modes de vie, sur les espaces de socialisation homosexuelle ainsi que sur la participation des populations homosexuelles aux processus de réhabilitation urbaine et de gentrification.

Virginie Brun est agro-économiste, chercheure associée au CEMCA où elle a été doctorante allocataire de 2007 à 2009.

Elle termine actuellement une thèse de doctorat en agriculture comparée à AgroParisTech sur les processus d'insertion marchande de l'agriculture paysanne dans l'État du Veracruz au Mexique sous la direction d'Hubert Cochet. Elle a vécu sept ans au Mexique, durant lesquels elle a participé à plusieurs programmes de recherche avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), la Banque Mondiale et l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA). Ses recherches portent de façon générale sur la transformation des agricultures familiales des pays du Sud dans le contexte de la libéralisation et de la mondialisation des échanges.

Claudine Chamoreau est directrice de recherche au CNRS, habilitée à diriger des recherches, chercheuse à Structure et Dynamique des Langues (SeDyL) et chercheuse associée au CEMCA de Mexico. Ses travaux portent sur : la typologie des langues méso-américaines (au niveau syntaxique), la relation entre le contact linguistique et le changement linguistique, la dialectologie typologique des langues d'Amérique. Elle est l'auteur de quatre livres, a dirigé 10 ouvrages collectifs et a publié 64 articles dans des chapitres de livres ou dans des revues de niveau international. Elle est responsable de projets de recherche (PICS, ANR).

Arnaud Exbalin est agrégé d'histoire et chercheur associé au CEMCA. Il réalise une thèse de doctorat sur l'histoire de la police au Mexique au XVIII^e siècle à l'Université de Provence, UMR Telemme. Il a mis en place des formations et des projets éditoriaux dans le but d'articuler monde de la recherche et monde de l'enseignement. Il est l'auteur d'une histoire synthétique du Mexique en documents (*Le Mexique, 3 000 ans d'histoire*, en ligne sur le site du Centre National de Diffusion Pédagogique). Après avoir résidé au Mexique entre 2004 et 2011, il vit aujourd'hui en France où il travaille comme professeur d'histoire-géographie dans une section internationale (bachibac).

Renaud Fichez est directeur de recherche à l'IRD et représentant IRD pour le Mexique, Cuba et l'Amérique Centrale. Océanographe spécialisé dans le domaine de la biogéochimie marine, il est rattaché depuis janvier 2012 à l'UMR MOI (Mediterranean Institute of Oceanography) de Marseille. Après une thèse de doctorat sur les grottes sous-marines de Méditerranée et un post-doctorat en Angleterre sur les systèmes estuariens, il a intégré l'IRD où il a travaillé sur les écosystèmes côtiers tropicaux du Pacifique (Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie, Fidji) avant de rejoindre en 2006 le Mexique à partir duquel il développe des activités de recherche en collaboration (Mexique, Cuba, Costa Rica, Belize, etc.)

Céline Jacquin termine un doctorat en urbanisme et géographie urbaine à l'Institut Français d'Urbanisme de l'Université Paris-Est. Elle est rattachée au Lab'Urba et associée au CEMCA à Mexico et entretient des liens de recherche avec l'*Universidad Autónoma Metropolitana*, campus *Azcapotzalco* et *Cuajimalpa*. Sa thèse traite des processus de production de la ville et des compétences des habitantes en contexte d'étalement urbain exacerbé auquel participe activement l'État au travers de sa politique pour le logement. Elle a publié plusieurs articles en France et au Mexique et a participé à des activités de valorisation de la recherche (presse, radio, enseignement).

Eric Léonard est chargé de recherche à l'IRD. Il a travaillé au Mexique en coopération avec diverses institutions publiques, telles que le *Colegio de Michoacán*, le *Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología y Sociología* et la Chambre des Députés, dans le cadre de différents projets de l'ANR et du CONACYT. Ses travaux portent sur des thématiques relevant des formes d'intégration de l'agriculture familiale aux marchés, des politiques publiques en milieu rural et des processus d'organisation et de recomposition territoriales associés à ces deux questions. Il est auteur ou co-auteur de plusieurs ouvrages sur ces sujets. Il est actuellement affecté à l'UMR GRED, à Montpellier, et il est membre du Pôle Foncier Montpellier.

Marie-Carmen Macías est agrégée et docteure de Géographie. Elle est chercheuse pensionnaire au CEMCA de Mexico. Après avoir travaillé sur le développement commercial à la frontière Mexique/États-Unis (*Le commerce au Mexique à l'heure de la Libéralisation économique*, publié à l'Harmattan en 2006), elle a participé à des programmes de recherches sur les centres villes et sur la gouvernance dans les métropoles latino-américaines, notamment à Caracas et Mexico. Elle travaille actuellement sur la mobilité des classes moyennes et supérieures à la frontière Mexique/États-Unis et co-coordonne le programme de recherches *La Fabrique des Migrations et des Savoirs Associés (FabricaMig.SA)*.

Guillemette Martin est docteure en histoire par le Centre de Recherche et de Documentation des Amériques à Paris et elle est chercheuse associée du CEMCA de Mexico. Elle a réalisé une thèse de doctorat comparative sur les questions du régionalisme et du centralisme au Mexique et au Pérou (1884-1930) à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine (IHEAL-CREDA/Université Paris III-Sorbonne nouvelle) sous la direction d'Olivier Compagnon. Elle est l'auteur de l'ouvrage intitulé *Représentations de l'Europe et identité au Mexique. Le Juan Panadero, un journal de Guadalajara (1877-1910)*, publié aux éditions de l'IHEAL.

Delphine Mercier est sociologue du travail. Elle a soutenu son doctorat en 1997 sur l'industrie *Maquiladora* d'Exportation dans le Nord du Mexique. Chercheuse au CNRS depuis 2001, elle a développé un projet de comparaison de Zones Franches d'exportation industrielles dans diverses régions du monde (Europe, Chine, Amérique, Afrique du Nord). Depuis 2009, elle est détachée au Ministère des Affaires Étrangères et Européennes où elle a en charge la direction du Centre d'Études Mexicaines et Centraméricaines, centre de recherche MAEE et CNRS ; depuis le 1er Janvier 2010, elle dirige également l'USR CNRS Amérique Latine.

Jean Papail est démographe de l'IRD, membre de l'UMR « Développement et sociétés » de l'IEDES-Université Paris 1. Il a travaillé au Venezuela sur les projections de populations urbaines et les migrations internationales et en Équateur sur les migrations internes. Il travaille actuellement à l'Université de Guadalajara (Mexique) sur le thème des migrations et du développement régional. Il est auteur ou co-auteur de divers ouvrages dont *Les dollars de la migration* (2004), et *Les migrants mexicains créateurs d'entreprises* (2010), produits de recherches antérieures menées en collaboration avec l'Université de Guadalajara.

Ruth Pérez López est anthropologue et chercheuse pensionnaire au CEMCA à Mexico. Ses études portent sur le Mexique, la pauvreté, le développement urbain et le changement social. Dans un souci d'articuler la recherche et l'action, elle collabore avec de nombreuses Organisations Non Gouvernementales (ONG). Elle a publié les ouvrages *Vivre et survivre à Mexico : enfants et jeunes de la rue*, Paris, Karthala, 2009 et *Le vice c'est le caillou*, Paris, Ginkgo, 2010.

Caroline Perrée est docteure en Histoire de l'Art (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), chercheuse associée au CEMCA et professeure certifiée de Lettres Modernes au lycée français de Mexico. Depuis son doctorat *L'œuvre comme vœu, l'œuvre comme don, l'ex-voto dans l'art contemporain*, dirigé par Philippe Dagen, ses recherches portent sur les pratiques magico-religieuses et sur leurs interactions avec l'art contemporain, en Europe et au Mexique. Elle travaille sur la notion de « survivance » et sur les relations entre centre et périphéries en art. Elle a publié des articles sur l'ex-voto peint, sur des phénomènes religieux populaires et sur l'artiste plasticienne mexicaine Betsabée Romero.

Françoise Perrudin est agrégée d'histoire-géographie. Entre 2003 et 2011, elle a été professeure au Lycée Franco-Mexicain de Mexico. C'est dans le cadre d'un projet guidé par l'Agence

pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) et visant à intégrer dans les programmes des éléments de l'histoire et de la géographie du Mexique, qu'elle s'est plus particulièrement intéressée à la question de la Révolution mexicaine. Actuellement, elle enseigne dans l'Académie de Rouen.

Delphine Prunier est docteure en géographie au laboratoire SEDET-Université Paris Diderot. Elle a enseigné en tant qu'ATER dans la même université de 2010 à 2012. Elle a obtenu la bourse d'aide à la recherche du Ministère des Affaires Étrangères de 2008 à 2010 qui lui a permis de réaliser ses recherches sur les mobilités paysannes dans le sud du Mexique et au Nicaragua au sein de l'équipe du CEMCA de Mexico avec lequel elle continue de collaborer en tant que chercheuse associée. Elle a effectué plusieurs séjours à Ixtepec, au Mexique, lieu de passage des migrants centraméricains. Elle a participé au programme de recherche l'ANR TRANSITER (2008-2012) et actuellement collabore avec l'ANR FabricaMig.SA (2011-2013).

Álvaro Rodríguez Luévano est doctorant en Histoire Moderne et Contemporaine à l'Institut des recherches *Dr. José Ma. Luis Mora* à Mexico et réalise une thèse doctorale sur l'histoire des transferts techniques et culturels de la photographie judiciaire entre la France et le Mexique (1880-1910), sous la direction de Laura Suárez de la Torre. En 2011-2012, il a effectué un séjour au Centre d'histoire du XIX^e siècle à l'Université Paris 1-Pan-

théon Sorbonne, en tant que chercheur invité. Il est co-auteur de l'ouvrage *Pinceles de la Historia, La arqueología del régimen 1910-1950*, Museo Nacional del Arte, Instituto de Investigaciones Estéticas-UNAM, INBA CONACULTA, 2003.

Tanguy Samzun est docteur en sociologie (Laboratoire d'Économie et de Sociologie du Travail-Université de Provence) et chercheur associé au CEMCA de Mexico. Durant ses trois années de séjour mexicain (2008-2010), il se consacra à des tâches d'enseignement (professeur de Sciences Économiques et Sociales au Lycée Franco-mexicain) et de recherches (post-doc à la UAM-Iztapalapa et en collaboration avec l'IRD). Sociologue du travail de formation, ses recherches portent sur la dynamique des systèmes productifs, entre Europe et Amérique, science et industrie, genre et migration.

Caroline Stamm est docteure en Aménagement de l'espace – Urbanisme de l'Université Paris-Est. Elle a réalisé sa thèse de doctorat intitulée *L'action publique locale dans les métropoles. Le cas de la gestion du commerce de rue à Mexico et Lima* au CEMCA et à l'Institut Français d'Études Andines. Également diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris, ses recherches se situent à l'intersection de plusieurs disciplines : la science politique, l'urbanisme et la géographie et portent sur les politiques publiques, le gouvernement urbain et la gouvernance des métropoles en Amérique latine.

La *Collection de documents pour comprendre les Amériques. Tome I : Mexique* es editada por el Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, financiado por el Ministère des Affaires Étrangères (París, Francia) y el Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Se terminó de imprimir en los talleres de Impresión y Diseño, Suiza 23 Bis, Colonia Portales, C.P. 03300, México, D.F. en julio de 2013. La edición consta de 500 ejemplares impresos en papel couché mate de 135 grs.



Cet ouvrage s'adresse aux enseignants et aux étudiants mais aussi à toutes les personnes qui s'intéressent aux faits de société latino-américains. Aussi avons-nous fait la part belle aux documents. Cartes, photographies, articles de presse, graphiques, peintures et gravures d'époque alternent sur des sujets divers qui entendent restituer la mosaïque américaine.

Par commodité pédagogique, nous avons organisé les dossiers en trois grandes sections : histoire, géographie et sciences économiques et sociales. Chaque dossier est introduit par une présentation problématisée, traité à partir de cinq documents minutieusement analysés et s'accompagne d'une courte bibliographie.

I. Mexique

Villes chaotiques, corruption généralisée, guerre des gangs, individus décapités. Les médias ont coutume de dresser un tableau apocalyptique du Mexique mais ces lieux communs ne nous aident guère à comprendre un pays infiniment plus complexe. Les thématiques retenues couvrent une vaste période, des lendemains de la Conquête jusqu'à nos jours. Elles témoignent également d'une grande variété géographique, des espaces ruraux aux espaces urbains, des espaces traversés (les frontières) aux espaces menacés (les littoraux).

Ce premier tome ne s'adresse pas uniquement aux professeurs mais plus largement aux étudiants, aux bibliothèques, aux centres de documentation et aux guides touristiques, enfin à toute personne désireuse d'en savoir un peu plus sur le Mexique, au-delà des lieux communs véhiculés par les médias. Le Mexique ne se réduit pas aux trafics illicites et aux faits de violence. C'est à un pays infiniment plus complexe et plus attachant que nous donnent accès les auteurs des dossiers ici présentés.

